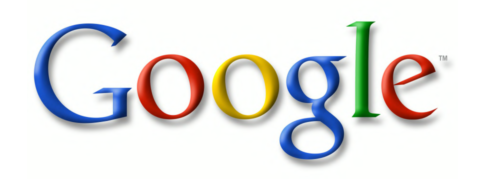
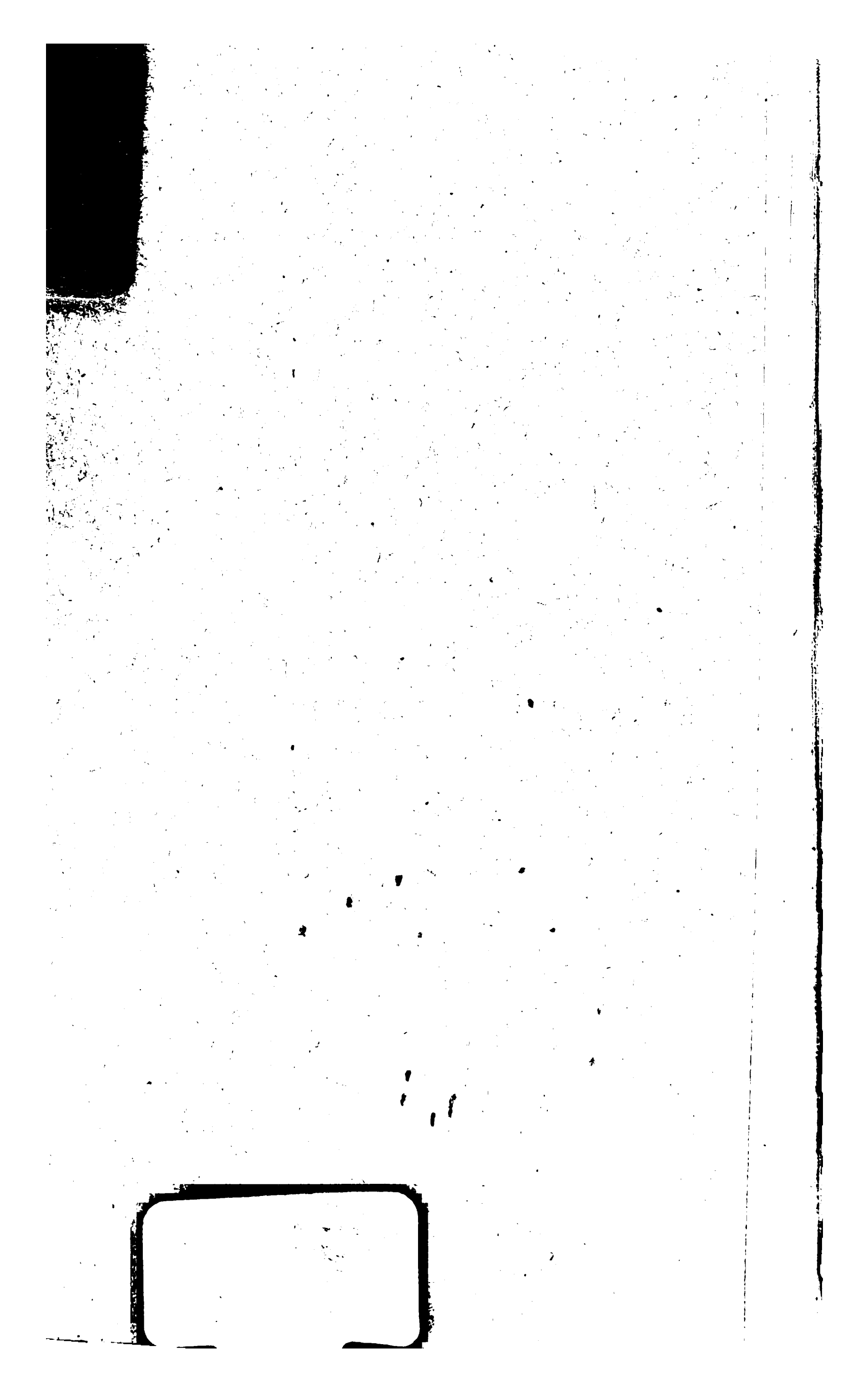
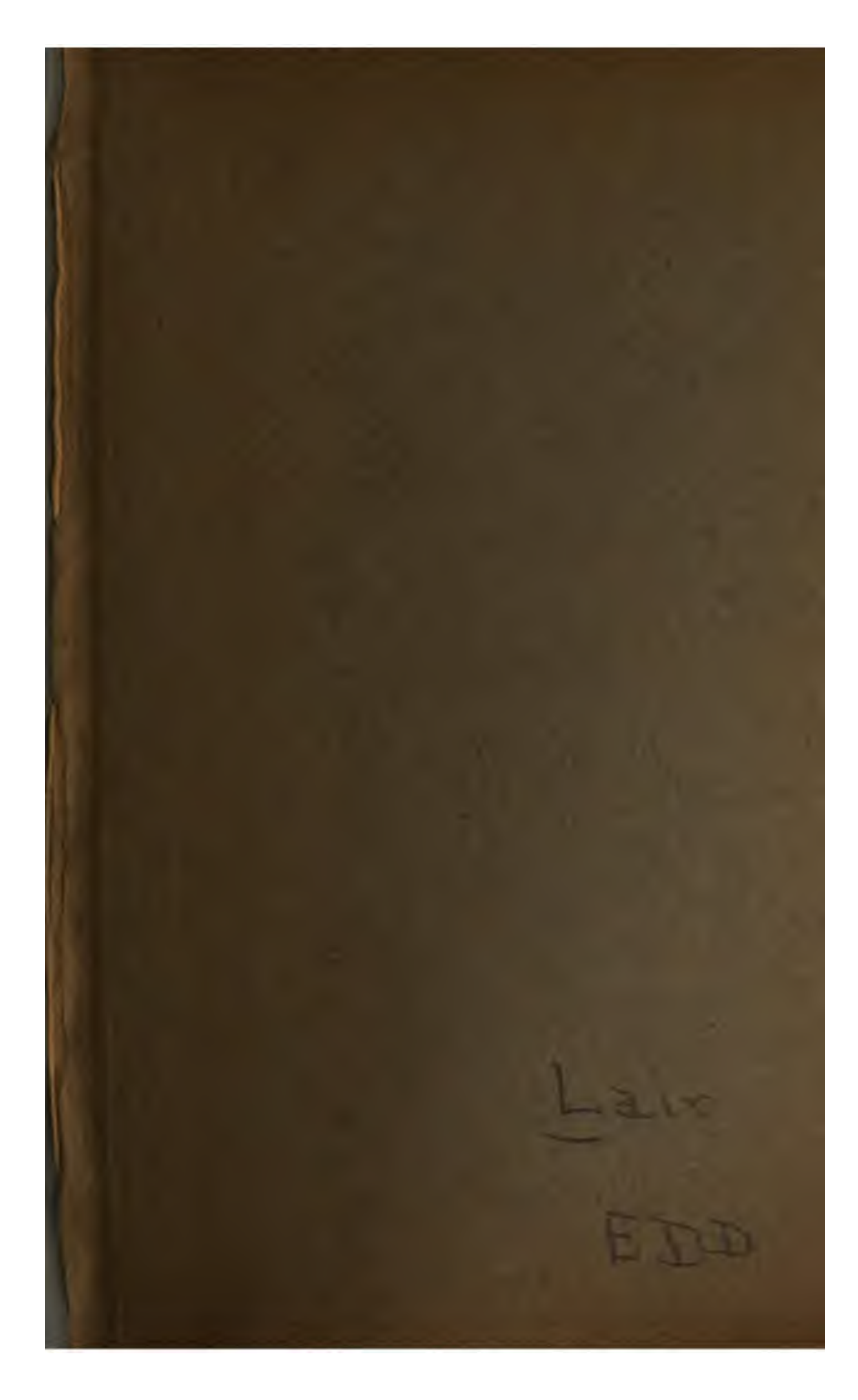






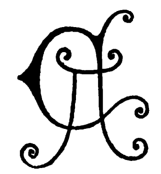
L'Impérialisme allemand

A LA MÊME LIBRAIRIE

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD. — 73-1902.

MAURICE LAIR

L'Impérialisme allemand



Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières



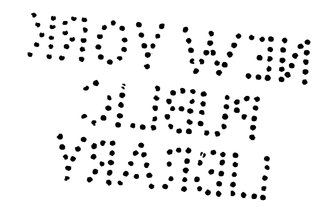


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Impérialisme et impérialistes.

CHAPITRE I

Les origines de l'impérialisme allemand.

CHAPITRE II

L'âme de l'Allemagne impérialiste.

CHAPITRE III

La politique impérialiste.

CHAPITRE IV

Hier.

CHAPITRE V

Aujourd'hui.

CHAPITRE VI

Demain.

L'IMPÉRIALISME ALLEMAND

INTRODUCTION

Impérialisme et Impérialistes.

I

Greater Britain. — Le sentiment impérialiste. — L'Empire militaire et l'Empire commercial.

« Je crois en cette race, la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues, en cette race anglo-saxonne, fière, tenace, confiante en soi, résolue, que nul climat, nul changement ne saurait abâtardir, et qui, infailliblement, sera la force prédominante de la future histoire et de la civilisation universelle... Et je crois en l'avenir de cet empire, vaste comme le monde, dont un Anglais ne saurait parler sans un frisson d'enthousiasme[1]. »

Ainsi a parlé M. Chamberlain, l'apôtre de la 'lus Grande Angleterre », le radical impérialiste.

. Discours de M. Chamberlain, Londres, 11 novembre 1895.

Bien qu'il s'exprime en son nom personnel, il traduit avec fidélité les aspirations, les désirs, les appétits de ses électeurs. Il sait qu'à l'heure présente, l'Angleterre tout entière, depuis les lords qui fondèrent jadis l'*Imperial Federation League*, jusqu'aux mineurs du Pays Noir et aux ouvriers des docks, rêve de l'Empire *briton* et de la fédération panbritannique. Il sait que tous, actionnaires des mines du Transvaal, quincailliers et couteliers de Sheffield ou de Birmingham, filateurs de Manchester, armateurs de Liverpool, diraient de grand cœur avec la *National Review* : « La situation de l'Angleterre lui fait une obligation de l'Empire; elle est obligée d'être la première des nations et de conduire l'humanité, ou de renoncer, non seulement à ses domaines, mais à son indépendance même[1]. »

Ce fut sir Charles Dilke qui lança en 1868 le mot de *Greater Britain*. Par un phénomène étrange, le pays affichait alors une indifférence complète à l'égard des questions coloniales. L'annonce au Parlement d'un débat sur l'Inde ou les colonies mettait en fuite la moitié de l'assemblée. La nation apercevait les dangers auxquels l'exposaient ses immenses possessions; elle ne croyait pas retirer, de ces domaines, des avantages proportionnés au génie déployé, à l'argent dépensé, au sang répandu. Elle

1. Sur l'éclosion et la diffusion du sentiment impérialiste en Angleterre, consulter le livre de M. Victor Bérard : *L'Angleterre et l'Impérialisme*, 1 vol. in-18 jésus (librairie Armand Colin).

estimait que, tôt ou tard, les colonies se détacheraient de la métropole, et à la suite de Goldwin Smith et de Cobden, elle prenait bravement son parti de la séparation. Séparation de corps, non de biens. L'espoir, avoué ou secret, des fabricants, des capitalistes, des Chambres de commerce, était de maintenir les rapports commerciaux même après la rupture des liens politiques. On escomptait, à défaut de stipulations formelles, la communauté d'origine et l'affinité de race. Les années ont passé, les hommes ont changé. Il est loin, le temps où lord Palmerston, entendant prononcer le nom du Colonial Office, demandait d'un ton sceptique et dédaigneux : « Où se trouve cette maison? » Depuis, Froude a publié son *Oceana, or England and her colonies*; Seeley, du haut de sa chaire de Cambridge, a montré que pour comprendre l'histoire anglaise, il faut la considérer comme une aspiration perpétuelle à la royauté des peuples, comme une lutte incessante pour la possession des nouveaux mondes et pour la première place entre les grandes puissances de l'avenir. Le XVIIIe siècle retentit des coups que se portèrent l'Angleterre et la France; les guerres de la Révolution, depuis l'expédition d'Égypte jusqu'au blocus continental, furent la dernière reprise du duel pour la domination de l'univers. Pitt a déclaré : *British policy is british trade* : « La politique anglaise, c'est le commerce anglais. » Aujourd'hui, M. Chamberlain traduit : « L'Empire, c'est le commerce, le *bon* com-

merce, *fair trade*, entre les États de race anglo-saxonne, l'entrée libre des produits coloniaux dans le Royaume-Uni, le libre accès du marché colonial réservé aux marchandises anglaises, en retour de la protection éventuelle des griffes du léopard impérial.....

Les tronçons de la grande famille vivaient dispersés, des Indes à l'Amérique du Nord, du Cap à l'Australie. Autant d'enfants, dont la naissance ne fut pas toujours glorieuse : *convicts* relégués, trop-plein des workhouses, Irlandais mourant de misère et de faim : voilà de quels éléments se formèrent les jeunes sociétés du Nouveau-Monde et des antipodes. Mais la mère patrie n'oubliait pas ses rejetons. Quand la splendeur de leur fortune eut effacé la tache originelle, elle songea à les revendiquer pour ses fils ; elle se fit gloire auprès d'eux de leur avoir donné le jour ; elle leur tendit les bras et les convia à s'y jeter. Elle s'efforça de resserrer les relations et de multiplier les rapports, d'insuffler une âme et des sentiments communs aux groupes épars sur la surface du globe, d'agréger, en un tout homogène, ces membres disjoints. A ce grand corps, il a fallu former des artères et des veines, créer un système nerveux. C'est en 1852 que le premier steamer se rend d'Angleterre en Australie. En 1872, le premier câble télégraphique était posé, et le réseau principal se complète en 1879, par la ligne sous-marine de l'Afrique du Sud. Désormais, la Grande-Bretagne enserre le monde dans les

mailles d'un filet d'acier. Kipling a vu avec raison dans les *deep sea cables* le symbole de l'unification de la race. La circulation se fait normalement, d'une extrémité à l'autre de l'univers britannique; les paquebots sillonnent les mers, assurent des échanges réguliers entre les régions les plus éloignées, et une dépêche expédiée de Londres à Sydney suffit pour que les coureurs des bois aillent prêter main-forte, contre les paysans du Transvaal et de l'Orange, aux volontaires de la Cité.

Car l'Angleterre est en guerre. Depuis vingt ans, elle n'a pas cessé de batailler : en Égypte, aux abords de l'Inde, en Afghanistan, aux rives du Niger, en Birmanie; contre les Zoulous, les Achantis, les Derviches, les Orangistes et Transvaaliens, elle n'a cessé de lutter pour la suprématie du nom et la tranquillité de ses sujets. Son empire, exposé de toutes parts, prête le flanc aux entreprises audacieuses. L'Inde s'offre aux convoitises russes, le Canada aux appétits yankees; en Afrique les territoires enchevêtrés, mal délimités, menacent d'amener chaque jour de nouveaux Fachodas. Aussi, l'Angleterre déploie un formidable appareil militaire et maritime. L'amirauté a posé en principe que la flotte britannique doit être au moins égale aux escadres des deux plus grandes puissances continentales de l'Europe, et l'armée anglaise, chaque jour augmentée, trouve des occasions incessantes de faire campagne. La Grande-Bretagne empiète sur ses voisins, pour défendre

les frontières de ses possessions, occupe des « hinterlands », pour étendre ses « sphères d'influence ». Elle est allée aux bords du Nil, pour s'assurer la route des Indes; à Pretoria, pour permettre la construction du chemin de fer du Cap au Caire; elle s'installe à Weï-haï-Weï, pour avoir son lambeau de territoire chinois. Elle a acquis, depuis 1880, 4 millions de milles carrés : l'Égypte, l'Afrique orientale, Zanzibar, la Rhodesia, les pays du Niger, la Birmanie, la Nouvelle-Guinée, pour ne citer que les gros morceaux. En 1883, elle comptait 305 millions de sujets; en 1897, elle en accuse 433 millions. Et plus elle acquiert, plus son appétit s'aiguise. Elle songe aux possessions portugaises; elle se réserve Koweït, point terminus du futur railway de Bagdad. Elle compte bien qu'un jour, selon une vieille tradition, la France lui cédera ses colonies.

L'empire britannique a vécu de conquête et d'expansion, de Clive et de Hastings à Cecil Rhodes et à Kitchener. Les compagnies à charte colonisèrent moins de contrées qu'elles n'en soumirent; et la couronne se trouva toujours prête à recueillir leur héritage et à l'arrondir. Le peuple anglais, à un tel régime, a senti son cœur se gonfler d'orgueil. La vue des cuirassés à tourelles et des rapides *destroyers*, l'aspect martial des life-guards ou des bataillons à l'uniforme khaki, ont grisé le sanguin John Bull. Il ne veut plus être un peuple de boutiquiers : *We are not a nation of shopkeepers*.

Le citoyen romain, lorsqu'il eut conquis le monde, le mit en exploitation : *civis sum romanus*. John, souverain de 400 millions d'hommes, ne peut plus entendre le commerce ainsi qu'un juif de Pologne ou un épicier de France. Il consent encore à spéculer sur de grosses affaires minières ou métallurgiques, dans lesquelles l'*ultima ratio* est la baïonnette de Tommy Atkins; il monte des compagnies *limited*, qui lancent de vastes entreprises dont l'étranger fera les frais. Ses pères passèrent leur existence dans leur magasin de Manchester, ou derrière la grille de leur comptoir de Liverpool. Lui, il assiste à des conseils d'administration et donne des signatures; puis il s'en va tirer le grouse ou disputer la coupe de l'America. Son fils, fonctionnaire du gouvernement de l'Inde, touche de gros traitements, joue au polo et chasse le tigre, pendant que des milliers d'Hindous succombent aux horreurs de la famine.....

L'empire s'accroît sans cesse. Il lui faut de nouveaux soldats et de nouveaux administrateurs. Les dépenses grossissent, les budgets s'enflent et les impôts augmentent. La guerre du Transvaal devait coûter 10 millions sterling; elle a exigé jusqu'ici 131 millions de livres, ou 3 275 millions de francs [1], le double des dépenses de la guerre de Crimée. Il a fallu, pour se procurer des fonds, recourir à des

1. Déclaration de lord Stanley à la Chambre des Communes, février 1902.

taxes de consommations sur la bière, les spiritueux, le thé et le tabac; maintenant on frappe le sucre, au mépris des principes du libre-échange et au mécontentement des classes populaires : dès le lendemain du vote, les épiciers de Londres ont affiché les nouveaux prix avec la mention : « Impôt de guerre. » On taxe l'exportation du charbon, à la grande colère des propriétaires de mines. On demande de nouvelles ressources à l'*income-tax*. Le contribuable anglais, qui se vantait d'être moins grevé que son voisin d'outre-Manche, paie aujourd'hui au Trésor une somme presque égale: 143 255 000 livres sterling, ou 3 600 millions de francs, pour l'exercice 1901-1902. Et cependant l'impôt ne suffit pas à couvrir les dépenses prévues pour cette même année : 187 602 000 livres, ou 4 700 millions de francs. L'ère des déficits est ouverte. Le chancelier de l'Échiquier conclut des emprunts et négocie des bons du Trésor; le crédit britannique est menacé, les consolidés subissent une baisse de près de vingt points. L'armée et la marine absorbaient en 1887, 30 millions sterling; dix ans après, elles exigent déjà 42 millions; en 1901, elles réclament 62 millions de livres. Et les recettes diminuent, de façon alarmante; les derniers chiffres publiés par le Board of Trade accusent un ralentissement sensible du mouvement des échanges et de l'activité des affaires, comme si la vitalité de la nation, atteinte à sa source vive, s'épuisait.

D'année en année, d'une marche régulière et

fatale, l'Angleterre a vu baisser ses exportations, et s'élever l'importation des produits que ne donnent plus ses campagnes abandonnées, ou des matières premières qui alimentent ses manufactures et ses machines :

(MILLIONS DE LIVRES STERLING)

	Importations.	Exportations.
	—	—
1892	423	291
1896	441	240
1897	451	234
1898	470	233
1899	485	264
1900	523	291[1]

Il semble que la crise ait atteint son maximum en 1898. Toutefois la reprise de l'exportation au cours des deux dernières années est plus factice que réelle. La guerre du Transvaal a entraîné, il est vrai, une formidable consommation de produits métallurgiques et d'outillage militaire, de vêtements et de charbon. Mais il faut aussi tenir compte de la hausse des prix, qui porte principalement sur la houille, le coton brut et ouvré, les minerais. La dépression s'accuse plus nette, si l'on envisage l'excédent des importations sur les exportations :

	Livres sterling.
	—
Période 1880-1889, moyenne annuelle	165 000 000
— 1890-1899 —	199 000 000
Année 1900	232 000 000

Une grande revue anglaise a pu dire : L'Angleterre vit sur son capital. La crise porte sur toutes

1. *Moniteur officiel du commerce*, 18 juillet 1901, supplément 43.

les branches de la production nationale : industrie du fer et de l'acier, industrie des fils et du coton. Les verres à vitres ou à bouteilles du nord de l'Angleterre et de l'Écosse cèdent la place aux similaires belges. Jusque dans les industries de luxe le fabricant anglais a vu la clientèle se restreindre et des concurrents surgir : les dentelles de Malines et de Bruxelles obtiennent la vogue aux dépens de celles de Nottingham. Même l'industrie des transports, jadis monopole britannique, commence à souffrir. La réexportation a baissé de 65 millions de livres en 1899, à 63 millions en 1900 : l'Angleterre n'est plus l'unique courtier maritime des peuples. Les chantiers de Newcastle, Glasgow, Sunderland maintiennent à peu près leur fiévreuse activité et construisent des navires pour toutes les nations de l'univers :

Constructions navales anglaises :

	Navires.	Tonnes.
	—	—
1898	802	1 510 000
1899	761	1 585 000
1900	721	1 559 000 [1]

Et le mouvement des ports anglais, entrées et sorties réunies, a bien augmenté de 8 millions de tonnes, de 1898 à 1900. Mais la part du pavillon national va décroissant. Le tonnage des navires enregistrés dans les ports est inférieur de près d'un million de tonnes, en 1900, à celui de 1898, et les

1. *Moniteur officiel du commerce*, 27 février 1901.

navires anglais ont chargé près de 2 millions de tonnes de moins. Le nombre des marins embarqués a passé de 242 000 en 1899, à 247 000 en 1900; mais l'augmentation porte uniquement sur les matelots étrangers, et le nombre des marins sujets du roi a baissé de 400 sur le chiffre de 1899 [1].

A quoi sert donc le marché colonial, ces immenses possessions, « dont nul Anglais ne peut parler sans un frisson d'enthousiasme »? Les colonies ne représentent pas la majorité des clients ni des fournisseurs de la Grande-Bretagne. Elle n'en tire qu'à peine un quart de ses importations; elle ne leur vend guère plus du tiers de ce qu'elle exporte. Ce n'est pas que le marché colonial soit insuffisant; mais il est ouvert à tous, et ne constitue pas un monopole. Depuis l'abolition des tarifs différentiels, les colonies, maîtresses chez elles, ont profité de leur autonomie pour s'entourer de douanes; et les droits établis ont frappé indistinctement les marchandises anglaises et étrangères. Il a fallu de longues négociations pour amener le Dominion canadien à abaisser ses barrières douanières devant les produits britanniques; encore s'est-il réservé la faculté d'accorder à d'autres nations le bénéfice de son tarif réduit. En Australie, dans la Nouvelle-Zélande, l'invasion des articles américains

1. *Contemporary Review*, juillet 1901. — *New Liberal Review*, ırs 1901. — *Deutsches Handels Archiv*, février 1901. — *Moniteur ficiel du commerce*, 28 mars, 30 mai 1901. — *Fornightly Review*, illet 1901.

ou allemands s'accentue; et le Cap avant la guerre s'adressait de préférence à Hambourg. Les meilleurs clients de l'Angleterre étaient les nations étrangères : elles ferment leurs frontières. L'Amérique s'est équipée de toutes pièces, et la voici qui à son tour va déborder sur le monde. Les Russes ont créé des usines et se sont mis à fabriquer eux-mêmes; les peuples d'Extrême-Orient secouent leur torpeur, et profitent de leur main-d'œuvre à bon marché; le Japonais, le Chinois, le Malais, le Siamois commencent à se suffire, jusqu'au jour où ils écraseront la concurrence des pays vieillis et plus exigeants. Un vent de protectionnisme a soufflé, clos les portes qui demeuraient encore ouvertes; mais par les fenêtres, les lucarnes, par les moindres interstices, se glisse l' « invincible Allemand », patient, méthodique et opiniâtre, qui ne s'embarrasse pas des difficultés de la conquête, et se contente des bénéfices de l'exploitation...

L'Angleterre a fait, en 1885-1886, puis en 1896-1897, deux enquêtes « sur la baisse du commerce ». Le danger, entrevu de loin, lui est apparu hier dans toute son imminence; le cri d'alarme d'Edwin Williams l'a tirée tout à fait de sa quiétude : « La supériorité industrielle de la Grande-Bretagne, qui était jusqu'ici un axiome courant, ne sera bientôt plus qu'un mythe. » Albion s'est sentie atteinte dans son orgueil et menacée dans ses possessions. C'est alors que nous voyons, au-dessus des controverses, des programmes et des systèmes, émerger

la solution impérialiste. Les Midlands, de Birmingham à Sheffield, réclament un Empire anglo-saxon, une fédération de la métropole avec ses colonies, qui procure à leurs rails, à leurs machines, à leurs armes, à leur coutellerie et bijouterie, une clientèle stable et un débouché assuré. Les lords s'enthousiasment à la pensée d'un Parlement impérial où ils représenteraient la gloire et la puissance anglaises; les hommes de guerre, inquiets de l'essor des flottes étrangères et de la faiblesse militaire des colonies, prônent une extension de l'*Imperial defence Act* de 1888 et une organisation commune des régiments et des escadres : et voilà déchaîné l'impérialisme militaire, constitutionnel, commercial. L'ancien fabricant de vis de Birmingham est venu apporter au projet d'union douanière, *customs-union*, l'appui de sa parole et le poids de sa conviction. « Pour remplacer les marchés qui se ferment, il nous faut le marché colonial », lisez : un monopole réunissant dans une même famille tous les groupes humains qui parlent la langue de Shakespeare; un Zollverein nouveau jeu, entouré de remparts solides à l'abri desquels puissent vivre, se développer et fructifier la gloire des lords et les appétits des *jingoes* !

Entouré de difficultés, le peuple anglais réagit avec une admirable énergie. Il tend à l'extrême ıs les ressorts, stimule tous les courages. Aux ıuvais jours de Spion-Kop, il n'a pas eu une faillance. Il fait son examen de conscience,

étudie les causes de la crise et les moyens d'y porter remède. Les Revues publient de longs articles sous les titres : La décadence économique de la Grande-Bretagne. — Notre suprématie commerciale : comment la maintenir? — Elles s'efforcent de distinguer entre les « causes naturelles » dont la marche fatale ne saurait être enrayée, et les *artificial hindrances*, les obstacles qu'un grand effort pourrait écarter. Surtout, l'Anglais répudie le reproche de conservatisme et de routine. Codification des lois commerciales — adoption du système métrique — réforme du service consulaire — passent après la forte organisation de l'enseignement technique, dont l'Allemagne donne à la fois un exemple et un modèle. Le premier ministre, au banquet des Chambres de commerce à Londres, fait un parallèle saisissant entre l'insuffisance des écoles anglaises et la splendeur des *Polytechnica* germaniques. M. Asquith, au banquet libéral, a proclamé, le 20 juillet 1901 : « Le grand danger qui menace l'empire réside surtout dans le fait que nous nous laissons distancer en matière d'instruction. » Lord Rosebery envisage avec appréhension la guerre commerciale, les transformations économiques auxquelles l'Angleterre ne semble pas s'adapter aussi bien que ses rivales. Cette campagne de l'Afrique du Sud, qui a été une si terrible humiliation pour la superbe britannique, doit porter ses fruits, constituer un avertissement et une leçon : « Je n'hésite pas à dire qu'elle aura été

un bon marché, si elle nous a enseigné que jusqu'ici nous avons trop vécu au jour le jour, et que, dans la guerre aussi bien que dans le commerce et dans l'instruction publique, il faut appliquer partout un procédé méthodique et scientifique[1]. »

Victoria est morte, sous le règne de laquelle l'Angleterre connut des jours de prospérité inouïe, escalada le faîte de la grandeur terrestre. Mais Édouard VII lui a succédé, ce prince de soixante ans, naguère occupé de courses, de cartes, et de femmes. Son discours du trône n'a été que la synthèse des espérances panbritannistes. Il laisse annoncer son intention d'aller ceindre à Delhi la couronne des Indes. Il a envoyé le duc d'York battre le rappel auprès des communautés australiennes, réchauffer le zèle loyaliste des Maoris de la Nouvelle-Zélande comme des Hollandais du Cap et des Canadiens de Québec. Une nouvelle Revue s'est fondée : *the Empire Review*; elle assume la tâche de propager l'idée de la fédération et d'exalter le sentiment impérialiste, d'associer, pour cette œuvre, la tendance mystique et l'esprit positif de la race. Longtemps encore, les Londoniens iront, le 19 avril, déposer des primevères au pied du monument de Benjamin Disraëli. Les arsenaux anglais lancent quatre cuirassés le même jour, et l'on discute la réorganisation de l'armée des Wolseley, des Roberts et des Kitchener, manifestement

1. A Chatham, 22 janvier 1901.

insuffisante à défendre en tous lieux les couleurs impériales. Les intérêts industriels, les préjugés religieux, les sentiments populaires empêchent encore le Parlement d'adopter le principe de la conscription; mais de plus en plus se propage l'idée que la force matérielle joue, même en matière économique, un rôle prépondérant, et qu'un grand coup frappé de temps à autre peut réparer les atteintes au prestige national et les brèches de la fortune compromise. Demain verra peut-être l'Angleterre, qui se croyait dispensée d'un coûteux établissement militaire, pourvue d'une armée de 650 000 hommes, active et réserve, engagés volontaires et miliciens[1], une Angleterre menaçante et conquérante, où le muscle aura étouffé le cerveau, un athlète capable de « tomber » n'importe quel adversaire, — s'il ne meurt pas d'un coup de sang.

II

Les États-Unis. — La lutte pour la suprématie commerciale. — Le monde aux Américains.

Mais déjà d'autres peuples « s'entraînent » à la lutte. Plus jeunes, plus souples, ils atteignent à peine l'âge de puberté. Le monde leur apparaît

1. C'est le chiffre donné par le colonel Clarke et la plupart des officiers anglais. Voir *L'Armée anglaise* (*Annales des Sciences politiques*, novembre 1899, mars 1900).

comme l'objet naturel de leurs désirs, comme une proie réservée à leurs efforts.

Au delà de l'Atlantique, une tribu anglo-saxonne vient d'obtenir, sur les champs de bataille, ses lettres de grande naturalisation entre les premières puissances. Le canon de Manille et de Santiago a salué la gloire des États-Unis. L'Europe a vu avec stupeur une marine qu'elle soupçonnait à peine, foudroyer les malheureux croiseurs de Cervera; après Hawaii, Cuba, Porto-Rico, les Philippines, soumis aux lois de ce peuple qui a proclamé l'indépendance des peuples; au Nicaragua, à Panama, au Venezuela, le Yankee intervenir en protecteur, sinon en maître. Déjà il rêve, lui aussi, d'énormes et productives conquêtes. Il a réélu le président Mac-Kinley, l'homme de la politique d'expansion, l'a reconduit à la Maison-Blanche au milieu d'un éclat royal; Mac-Kinley tombé sous la balle d'un anarchiste, voici l'ancien colonel des *Rough-Riders*, M. Roosevelt, qui s'annonce comme le champion de l'impérialisme, comme l'apôtre du « monde aux Américains ».

M. Lodge a dit en plein Sénat, le 7 janvier 1901 : « La lutte avec l'Europe est déjà commencée, et elle ne peut se terminer que par la suprématie commerciale et économique des États-Unis. » Car l'Américain demeure marchand plus que soldat. . guerre avec l'Espagne ne fut qu'un accident, et core répondait-elle à une nécessité économique. : citoyen de l'Union a la pleine conscience et la

fierté de sa force. Au retour de ses voyages, il compare son pays aux pays de l'Europe. Chez lui, tout est énorme, parfois démesuré. Les lacs sont des mers et les cités des États. Les terres fertiles sont presque sans bornes, les gisements miniers et métallurgiques offrent des ressources presque indéfinies. Un climat d'une variété prodigieuse permet d'associer les cultures tropicales à celles de la zone tempérée. Soixante-seize millions d'habitants vivent sur cette terre. Ils ont en eux cette confiance, cette *self-reliance* qui est le grand facteur du succès, ils ont l'activité, l'intelligence des affaires; les figures respirent la vie et l'énergie. Nul ouvrier ne « rend » autant que l'ouvrier américain, et les milliardaires eux-mêmes ne peuvent se résoudre, l'âge venu, à déserter les champs de bataille économiques où ils firent leur fortune. Ce peuple a mesuré d'un coup d'œil l'étendue de ses ressources, l'avantage de sa situation, de ce « splendide isolement » qui met les États-Unis hors des atteintes des armées, et leur a permis, jusqu'à ces derniers temps, de se contenter d'une police. Jonathan veut désormais un siège aux conseils où se pèsent les destinées du monde. Il entend faire connaître et respecter en tous lieux le pavillon étoilé de l'Union. Après Santiago, il a parlé de venir bombarder les ports espagnols; et l'émotion fut telle en Europe, que les chancelleries ont songé, dit-on, à une neutralisation éventuelle de la Méditerranée. Les journaux patriotes ont menacé de terribles représailles la

France et l'Allemagne, coupables de quelque sympathie pour leur ennemie. A plusieurs reprises, le ministre des États-Unis à Constantinople est intervenu auprès du Sultan Rouge en faveur des missionnaires américains. Certain jour, un croiseur s'aventura presque jusqu'aux Dardanelles, et il est question de maintenir dans la Méditerranée, à poste fixe, une division cuirassée. Chaque année voit sortir des chantiers yankees quelques puissants navires, frères de ceux qui vainquirent, sans grand péril, les descendants anémiés du Cid. Les troupes américaines ont coopéré à la répression des troubles de Chine, côte à côte avec les corps expéditionnaires de l'Europe...

Mais ce n'est pas *manu militari* que frère Jonathan entend se tailler sa place au soleil. Sa force, il trouve préférable de la monnayer en dollars, plutôt que de la risquer en des luttes qui, si elles tuent le vaincu, laissent le vainqueur pantelant. Il enfoncera donc les portes, non pas à coups de canon, mais à coups de marchandises. Il a commencé par abriter son industrie derrière les tarifs Mac-Kinley et Dingley; après de nombreuses hésitations, il a adopté l'étalon d'or. Et maintenant il organise pour la conquête sa formidable puissance de production. Des usines de la Pensylvanie et de l'Alabama aux manufactures et aux filatures des États du Sud, de w-York à San Francisco, l'Union se fédéralise un *trust* gigantesque pour l'exploitation des bouchés commerciaux. Les minerais du lac Supé-

rieur descendent jusqu'aux houillères de Connelsville et de Pittsburg; une nombreuse flotte de vapeurs sillonnant les grands lacs, les facilités d'exploitation des gisements, ont permis de réduire au minimum les frais d'extraction et de transport. Dans toutes les branches de l'industrie, une judicieuse division du travail, la fabrication en séries d'après un type mûrement étudié et invariable, l'emploi des machines-outils, poussés à un degré que le vieux monde ignore, économisent la main-d'œuvre et décuplent les rendements. Les ateliers Baldwin de Philadelphie ont construit, en 1900, plus de 1 200 locomotives. La grande industrie s'est substituée à l'industrie moyenne; dans une même région, les usines similaires, au lieu de se combattre, se groupent et se syndiquent, afin de profiter en commun du voisinage des matières premières, des facilités de communications ou de débouchés [1].

En 1881, l'Angleterre produisait deux fois plus de fonte que les États-Unis : 8 144 000 tonnes contre 4 144 000. Dès 1890, les Yankees dépassaient la production britannique, avec 8 279 000 tonnes contre 7 406 000. L'écart n'a cessé de s'accentuer depuis cette date; et en 1899, l'Amérique fabrique 13 620 000 tonnes, le Royaume-Uni, 9 305 000 seulement. Cette même année, les mines américaines ont livré 7 586 000 tonnes d'acier Bessemer en

1. Paul de Rousiers, *Les Industries monopolisées (Trusts) aux États-Unis*, 1 vol. in-18 jésus (librairie Armand Colin).

lingots, 2 270 000 tonnes de rails d'acier, 10 639 000 tonnes d'aciers en tout genre, tandis que les chiffres sont pour l'Angleterre de 1 825 000, 838 000 et 5 millions de tonnes environ. Le territoire de l'Union produit le tiers de la fonte consommée dans le monde, et la grande République devance aussi toutes les autres nations pour l'extraction du combustible minéral et celle de presque tous les métaux. L'industrie textile possédait, en 1880, 11 millions de broches et 230 000 métiers; elle emploie, en 1900, 21 millions de broches et 490 000 métiers. Il lui fallait, en 1880, 953 millions de livres anglaises de coton; elle en a consommé, en 1899, 2 062 millions. La culture du cotonnier occupe une superficie de 10 millions d'hectares, le cinquième de la France, et donne les deux tiers du coton récolté dans l'univers entier.

Cette formidable usine n'est tributaire de personne. Elle a derrière elle des réserves de houille évaluées à 700 milliards de tonnes, soit cinq fois la teneur des gisements de l'Allemagne, et capables de fournir, pendant des siècles, l'aliment des machines et des hauts fourneaux. L'homme non plus n'a pas besoin, pour se nourrir, de tendre la main aux étrangers. Malgré l'accroissement rapide de la population, les champs du Dakota et du Minnesota, les terres du Far-West assurent pour longnps l'Américain contre la famine. En 1899, sur e récolte de 550 millions de bushels, la consomtion locale n'en a absorbé que 450 millions; et

d'immenses espaces s'ouvrent aux agriculteurs. L'Amérique produira bientôt assez de blé pour submerger tous les marchés européens.

Les États-Unis orientent en effet vers le dehors l'excédent de leur production grandissante. Ils ont passé de la défensive à l'offensive, à l'invasion des territoires étrangers. Depuis dix ans, la balance commerciale présente un phénomène unique, les importations augmentent à peine, les exportations s'élèvent d'un vigoureux élan.

COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS (MILLIONS DE DOLLARS).

Année fiscale.	Exportations.	Importations.
1880	835	667
1885	742	577
1890	857	789
1895	807	731
1896	882	779
1897	1 050	764
1898	1 231	616
1899	1 227	697
1900	1 394	849

Soit, en 1900, un mouvement total de près de 12 milliards de francs. Si nous considérons en particulier les rapports de l'Union avec l'Europe, nous voyons le flot des exportations américaines monter sans relâche.

EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DE L'EUROPE (MILLIONS DE DOLLARS).

1890-1891	704	1899-1900	1 040

En 1900, l'Europe a acheté aux États-Unis po
1116 millions de dollars et ne leur a vendu q

pour 441 millions. Les produits métallurgiques de tout ordre figurent au premier rang des exportations américaines. Viennent ensuite les céréales : les nations du vieux monde ne peuvent désormais se passer des apports d'outre-mer, et ceux-ci vont sans cesse grandissant : 113 millions de bushels en moyenne en 1889 et 1890, 166 millions pour la période 1891-1895; 221 millions pour la période 1896-1900. L'excédent des exportations de produits alimentaires sur les importations de même ordre dans les ports de l'Union dessine également une courbe ascendante : 183 millions de dollars en 1896; 544 millions en 1898. Les viandes salées ou congelées trouvent une clientèle nombreuse en Angleterre et en Allemagne. Les machines agricoles, les locomotives, le pétrole, les bicyclettes, les appareils de photographie et d'électricité, les instruments de musique inondent le marché européen. L'Angleterre voit cette marée irrésistible s'élever, en dix années, de 362 millions de dollars à 540, la France de 40 millions à 100 ; l'Allemagne a reçu, en 1893, pour 109 millions de dollars de marchandises américaines, en 1900 le chiffre a plus que doublé, il dépasse 242 millions. Depuis 1890, les importations européennes aux États-Unis ont fléchi de 451 millions de dollars à 418, tandis que les exportations américaines s'élevaient, d'un bond, de 649 millions à 1 058. Déjà les charbons des Alleghanys arrivent à Marseille et à Gênes, ils alimentent les foyers de nos locomotives et les

chaudières de nos navires. Bientôt, espèrent les Américains, ces navires et ces locomotives sortiront, eux aussi, de leurs ateliers et de leurs chantiers [1].

Le commerce yankee se réserve la part du lion au Mexique, combat avec succès, dans les États de l'Amérique du Sud, les concurrents anglais et germaniques. Un jour viendra où le Nouveau-Continent appartiendra vraiment aux Américains. En Afrique, ce sont des maisons de Philadelphie et de Cleveland qui fournissent rails, wagons et machines pour les chemins de fer dont les puissances européennes dotent leurs colonies. Il en va de même pour les voies ferrées qui bientôt sillonneront la Chine. Les possessions britanniques ne résistent pas à l'invasion : le Canada, l'Inde, l'Australie s'adressent de préférence à l'industriel de la Pensylvanie ou de l'Alabama, qui fabrique à meilleur compte et livre plus vite que son confrère des Midlands..... Et maintenant les Américains, qui jadis se désintéressaient des choses de la mer, secouent la torpeur de leur marine marchande. Un syndicat de banquiers achète la compagnie de navigation anglaise Leyland, s'efforce d'accaparer les actions des grandes sociétés de Hambourg et de Brême. Les chantiers reprennent une activité im-

1. *Moniteur officiel du commerce*, 23 mai, 20 juin, 10 oct. 1901. — *Économiste français*, 12 janvier, 9 février, 18 mai, 1er juin 1901. — Julius Wolf, *Das deutsche Reich und der Weltmarkt*, p. 31 et suiv. — *Handelsmuseum*, 14 mars 1901. Divers articles du *Board of Trade Journal*, de la Revue *Stahl und Eisen*, de l'*Economist*. *Export*, 14 mars 1901. *North American Review*, mars 1901.

prévue. Des négociations ont lieu pour la construction du canal interocéanique, et bientôt les vaisseaux passeront d'une mer à l'autre, sans être obligés, comme naguère le cuirassé *Orégon*, de doubler le cap Horn [1].

Et la jeune nation ne recule devant aucun moyen pour abattre les obstacles et écraser les adversaires. La concentration industrielle, le trust, n'est qu'une terrible machine à broyer les concurrences, à réserver aux potentats de la finance la royauté du marché intérieur, à leur permettre de peser d'un poids décisif sur le marché universel. Après le trust des pétroles, après celui des raffineries de sucre, voici la nouvelle *United States Steel Corporation*, qui vient de fusionner les trois groupes d'usines Moore, Morgan et Carnegie. Elle possède 78 hauts fourneaux et 146 aciéries. Elle est maîtresse des mines du lac Supérieur, de 18 000 fours à coke et 40 000 hectares de houillères; elle a ses chemins de fer et ses flottes; elle occupe 125 000 ouvriers, véritable armée, destinée, dans la pensée de ses chefs, à la conquête économique de l'Europe et du monde. Les Yankees annoncent sans mystère leur volonté de s'assurer la prépondérance chez les vieilles nations et le monopole des pays neufs; ils proclament leur intention de devenir les fournisseurs de l'univers; ils prévoient le jour où New-

. Voir sur les conséquences de l'ouverture du canal, l'article M. Victor Bérard : Panama (*Revue de Paris*, 15 janv. 1902).

York remplacera Londres à la tête des marchés financiers. L'Angleterre, l'Allemagne n'ont-elles pas déjà recouru aux capitaux américains! Demain, dit-on, Nicolas II suivra leur exemple.

Rings, *booms*, *slumps*, accaparements, falsifications de stocks, nouvelles à sensation, coups de Bourse, tous procédés seront bons pour écraser les cours ou les relever d'un élan soudain. Par une dépêche télégraphique, les Pierpont Morgan, les Rockefeller, les Hanna, les Frick mettent en branle les innombrables agences qu'ils entretiennent à Liverpool, à Londres, à Paris, à Berlin, à Vienne; ils décideront de la hausse ou de la baisse au mieux de leurs intérêts. Qu'importe, après tout, qu'un corner à la hausse tienne, pendant quelques semaines, l'Europe dans la crainte d'une famine? qu'importe que le paysan français ou allemand se ruine à produire un blé qu'il vend à perte, ou qu'un brusque écart de tarifs mette sans pain des milliers d'ouvriers, et condamne au chômage les usines du vieux monde? Ne faut-il pas que la jeune République ait son roi des chemins de fer, son roi du pétrole, son roi de l'acier, et que ces redoutables souverains viennent proclamer à Paris la splendeur naissante du Nouveau-Continent, acheter, pour leurs filles, le lustre d'un nom historique et d'une couronne nobiliaire?

III

La Russie et la civilisation européenne. — Orient et Extrême-Orient.

Peuple de parvenus, murmurent avec dédain les nations européennes, glorieuses de leur passé et vaines de leurs origines. La France se souvient d'avoir dominé de Moscou à Madrid. L'Italie n'a pas oublié qu'elle fut la maîtresse de l'univers. Elles semblent comme écrasées sous le poids de leurs souvenirs; elles paraissent n'évoquer leurs pères que pour mettre en relief la faiblesse des fils. Il n'est bruit que de la décadence des races latines. D'autres nations, cependant, ont l'orgueil de leur naissance et n'en sont pas accablées. Une peuplade slave s'établit un jour aux rives de la Volga. Quel sang coulait dans ses veines? Sarmate, Goth, où Hun? ou tous mélangés? Elle a profité du doute, s'est targuée de descendances plus reculées, d'ancêtres mystérieux et vénérables. Ses princes revendiquent la préséance sur les membres des autres familles souveraines, et le Romanow a pâli de voir, aux Tuileries, le vieux Bourbon infirme prendre le pas sur lui. La nation russe gardera avec un soin jaloux sa religion et sa civilisation; elle paraît se plier aux coutumes occidentales, elle reste toujours elle-même. Le Russe, à la limite de deux continents, à la frontière de deux mondes, fusionne en lui les

instincts de l'Asiatique et les raffinements de l'Européen; il ne prendra, de celui-ci, que ce qu'il faut pour parvenir. Depuis Pierre I[er], il s'est mis à l'école des peuples plus avancés; il a trouvé, chez le Français, un guide complaisant et aimable; chez l'Allemand, un précepteur gourmé mais instruit. Bientôt il les remerciera de leurs services et s'échappera de leurs lisières. Lui, il rejette avec mépris le reproche d'être un parvenu; mais il sait qu'il lui reste à parvenir. L'Empire des tsars n'est encore qu'une masse amorphe; il s'agit de l'organiser, de le mettre en valeur. La Russie, depuis dix ans, y emploie toutes ses énergies. Elle possède la plus formidable armée du monde; mais elle ne tirera pas le glaive, à moins d'y être forcée. Quand Nicolas II proposa aux puissances la réunion de la conférence de la Haye, il fut sans doute mû par une pensée généreuse, mais aussi par l'intérêt russe. Nul pays en effet ne gagnerait autant que la Russie à un allègement des charges militaires [1]. Les forces épargnées trouveraient un emploi plus utile, consacrées au progrès intérieur, à l'exploitation des incalculables richesses naturelles de la Sainte Russie.

Depuis 1861, date de l'abolition du servage, l'empire évolue avec une rapidité déconcertante; il procède à la liquidation du passé et prépare la

1. Voyez le curieux article : *Russia as a World Power* (*North American Review*, février 1899).

société de l'avenir. Alexandre III et son fils ont renforcé l'autocratie, seul levier capable de soulever le poids énorme de 135 millions d'âmes. Le gouvernement vient de doter la Russie d'un nouveau système monétaire reposant sur l'étalon d'or, qui doit assurer quelque sécurité aux affaires et faciliter le développement du commerce. Il a conclu l'alliance française, et les six milliards qu'il en a retirés lui ont servi à faire jaillir du sol les mines, les hauts fourneaux, les établissements industriels de tout ordre. Car il vise à se rendre, dans un bref délai, indépendant des produits germaniques, qui débordent sur son marché intérieur. Un ancien chef de gare, devenu ministre des finances, s'est voué à cette tâche et a commencé cette transformation. M. de Witte, aujourd'hui, peut mesurer le chemin parcouru. Sans égard pour les intérêts de la noblesse terrienne, pour les traditions du moujik, il a créé de toutes pièces une industrie qui n'existait pas, doté le pays d'un outillage moderne, secoué l'ignorance et stimulé l'activité endormie du peuple russe.

Les hautes cheminées fumantes se dressent maintenant au-dessus de la morne steppe, le silence des espaces béants frémit au bruit sourd des machines et au roulement des convois. Autour de Moscou et de Wladimir, toute une légion de ınufactures travaille le coton de la Caspienne et Turkestan. Lodz, en Pologne, fait venir la ıtière première d'Amérique, et l'exposition de

1900 a permis de juger les progrès accomplis dans le tissage et la filature. Aux rives de la Volga et du Donetz, de la Khama à la Crimée, les puits de mine ont troué le sol, les fonderies et les aciéries coulent, étirent, laminent les riches minerais de l'Oural. Des métallurgistes français et belges sont venus organiser les entreprises dans toute la Russie méridionale : Briansk, Backmout, Kertch, rivaliseront un jour avec le Creusot, Birmingham et Pittsburg. Les ingénieurs estiment à mille milliards de tonnes les réserves houillères de la Moscovie, et ils annoncent que les exploitations sont loin d'avoir atteint leur complet développement[1].

Venue tard, la Russie double les étapes afin de rattraper ses rivales. Les statistiques, malheureusement approximatives, donnent cependant un aperçu de cet essor industriel :

VALEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA RUSSIE
(MILLIONS DE ROUBLES)

	1877	1887	1892	1897
	—	—	—	—
Industrie textile........	297,7	464,2	581.6	946,2
Industrie métallurgique.	89,3	112,6	162,3	310,6
Préparation de matières animales.............	67,7	79,6	72,6	132
Céramique.............	20,4	29	32,3	82,6[2]

Le seul travail des textiles représente une valeur annuelle de plus de deux milliards et demi de

1. *Monde économique*, 10 janvier 1901. — *Handelsmuseum*, 23 mai 1901. — *Stahl und Eisen*, 15 janvier, 1er février 1901.

2. *Revue de statistique*, 21 octobre 1900. — On pourra également consulter avec fruit le livre, peut-être un peu trop optimiste, de M.J. Machat : *Le développement économique de la Russie*.

francs. Les fabriques russes envoient leurs cotonnades jusque dans la Perse, l'Inde et la Chine. Même progrès dans les industries métallurgiques et minières. L'extraction du combustible, la production de la fonte marchent à pas de géant :

(MILLIONS DE POUDS)

	Production charbonnière.	Production de fonte.
	—	—
1887	281	36,8
1897	694	114,6
1898	746	136,3
1899	765	165,5

Les années 1892 à 1897 furent les plus glorieuses et les plus profitables. Depuis peu, l'essor s'est ralenti, et les pessimistes annoncent des jours plus sombres. La circulation de la richesse ne correspond pas à la production; les exportations diminuent au lieu de monter, les importations, en revanche, augmentent chaque année :

COMMERCE RUSSE PAR LES FRONTIÈRES EUROPÉENNES ET CAUCASIENNE (MILLIONS DE ROUBLES)

	Importations.	Exportations.
	—	—
1898	562	708
1899	574	601
1900	688	688 [1]

La consommation s'accroît encore plus vite que la production. La mise en valeur de cet immense pays, mal pourvu de voies ferrées, de routes, de naux, l'armement de 1 200 000 hommes et la nstruction des escadres réclament plus de rails, de

1. *Handelsmuseum*, 9 mai 1901.

wagons, de machines, de fers et d'aciers que la Russie ne peut à l'heure actuelle en fabriquer. Des locomotives allemandes roulent sur des rails américains; l'outillage industriel vient pour une part d'Angleterre et d'Allemagne; les chantiers de Schickau et de la Seyne fournissent à la flotte russe les cuirassés, les croiseurs et les torpilleurs. Un temps viendra où les États européens pourront regretter d'avoir si bien équipé et dressé l'ours moscovite. Déjà les gigantesques puits de naphte du Caucase expédient aux ports anglais et belges des navires-citernes chargés de combustible liquide; déjà, les immenses forêts de l'empire voient leurs arbres séculaires tomber sous la hache, s'en aller en charpentes et en meubles : 25 millions de roubles en 1887, 103 millions en 1897. Les terres noires de la Bessarabie et de l'Ukraine envoient à la Germanie le blé que ne récoltent plus les hobereaux, et les grains russes ont appris la route de Marseille. Malgré tout, la race demeure essentiellement agricole; des liens puissants l'attachent à son champ, elle quitte à regret le *mîr* pour émigrer vers l'usine ou vers l'atelier.

Des esprits chagrins prétendent déjà que l'impulsion donnée a été trop vive, et redoutent les conséquences de la secousse. Ce moujik, patient, adroit et modeste, ils commencent à le redouter, lorsqu'il est déraciné du sol; ils dénoncent, au sein des cités ouvrières, la propagande subversive qui trouve une proie si facile dans les âmes

slaves. Surtout ils font remarquer la disproportion entre le « train » que mène la Russie, et ses ressources véritables. Pays pauvre, elle travaille avec des capitaux étrangers. De là, un certain déséquilibre et des dangers pour l'avenir. La Russie possède une aristocratie aux domaines immenses, une classe de marchands et d'industriels fort riches, et la majeure partie du peuple râle sous les serres de l'usurier juif. Elle exporte du blé, et ses paysans, en 1891, en 1898, en 1901, ont crié famine. Un renchérissement de l'argent a entraîné la dépréciation d'une foule de marchandises et entravé le commerce; les valeurs trop poussées par la spéculation s'effondrent sur les places européennes, et des ennemis perfides essaient d'entraîner dans la baisse les fonds d'État et d'ébranler le crédit du gouvernement impérial[1].

Lui ne s'inquiète pas outre mesure. Il a confiance en la solidité et en la force de résistance passive de ses sujets; il sait, mieux que ses détracteurs, les ressources de la terre et du peuple. Navire en essais, la Russie vogue vers des destinées inconnues : on réparera les joints qui fuient, les pièces qui grincent ou qui chauffent. Mais le pilote compte bien amener son vaisseau au port. Il a pris la barre d'une main ferme, et il montre à l'équipage les continents nouveaux à découvrir et exploiter. Avec complaisance, la race regarde

[1] *Moniteur officiel du commerce*, 16 mai 1901. *Export*, 2 mai 1901.

vers son berceau. Depuis que l'Europe lui a fermé la route de Sainte-Sophie, elle se tourne vers la Sibérie, jadis *terra incognita*, steppes, forêts et marécages, pays de relégation et de bagne. Cette région maudite repose sur des richesses incalculables : mines de platine de l'Oural, mines d'argent de l'Altaï, gisements de houille et de fer dans le gouvernement de Tomsk, filons d'or de la Mandchourie. Jusqu'à ce jour, les ouvriers manquaient; mais les chemins de fer, le plus sûr moyen d'influence et le plus grand promoteur de la civilisation, sillonnent désormais la contrée, apportent à l'œuvre les bras des paysans russes transplantés. Le Transcaspien conduit au cœur de l'Asie centrale, menace à la fois le royaume des Shahs, et la puissance anglaise aux bords du Gange. Le Transsibérien coûtera deux milliards; il déroulera de l'Oural à Wladivostock les 6613 kilomètres de son ruban d'acier, véritable chaîne rivée au col du continent asiatique, et qui en fera, tôt ou tard, une Russie nouvelle; car la colonisation se poursuit régulière, l'Europe restitue chaque année quelques milliers d'hommes à cette Asie d'où sortit le torrent des races humaines :

Émigrants transportés par le Transsibérien.

1894............	76 000	1897............	87 000
1895............	109 000	1898............	206 000
1896............	203 000	1899............	225 000

Lorsque les finances de l'Empire auront permis l'achèvement de la voie et son élargissement, le

trajet entre le monde blanc et le monde jaune sera raccourci de moitié, et ce marché de 500 millions de consommateurs se trouvera à dix jours de Moscou, à douze de Londres. Souple à la fois et autoritaire, le Russe conquiert et assimile. En vertu de ses origines, il conserve quelque affinité avec ses nouveaux sujets. Il ne tient pas à voir l'Empire du Milieu s'écrouler; il n'est allé à Port-Arthur, il n'a réclamé la Mandchourie que pour être plus à même de surveiller les agissements anglais, allemands et japonais. Mais il compte bien se réserver la meilleure part. Il répand au loin, par de soudaines mesures de rigueur et des exécutions impitoyables, le respect de son nom et de sa force; d'autres fois, il semble qu'il veuille au contraire endormir les préjugés et les antipathies des Célestes : demain protecteur du Fils du Ciel, après-demain, son maître. Il offre aux peuples, ou plutôt il leur impose l'évangile orthodoxe et le produit russe; il les convertit par décret, et en masse, à sa foi et à sa loi. Et le flot des Slaves monte sans cesse, absorbe chaque année de nouveaux clients et de nouveaux vassaux. Dans quelques générations, avec son gouvernement simpliste, ses ressources pour ainsi dire sans limites, son fanatisme discipliné, le Russe apparaîtra grand rival de l'Anglo-Saxon sur la scène du monde, comme l'un des centres d'attraction autour desquels graviteront, petits satellites, les impuissants et les retardataires.

IV

Le Japon depuis le traité de Shimonosaki.

Dans cet Orient, où convergent tant de convoitises, un jeune rival vient encore de surgir, un enfant terrible, qui se hausse sur ses pointes et réclame sa part du gâteau. Une frénésie de progrès, de réformes et de gloire s'est emparée de ce peuple, figé jusqu'ici dans une inertie méprisante et un isolement hautain. Le Japonais a rompu avec ses traditions et ses préjugés séculaires. Il a envoyé ses fils étudier en France, en Angleterre, en Allemagne; il a appelé chez lui les ingénieurs et les commerçants, fait des commandes de machines et de cuirassés. Il a jeté, sur son antique civilisation, un manteau coupé à la dernière mode, mais qui parfois s'entr'ouvre et laisse deviner l'éclat du costume national. Le Mikado se montre désormais aux foules, revêtu d'un uniforme de général; les revues et les manœuvres ne suffisant plus à son ardeur belliqueuse, il a essayé ses forces contre les Chinois, et s'est proclamé le champion, le leader des races aux yeux bridés.

L'Europe, non sans surprise, a contemplé le Japon modernisé, ou qui croit l'être, qui a emprunté les mœurs, les habitudes, les institutions occidentales, utiles, superflues ou fâcheuses. Ce

Japon étale fièrement, à côté de ses escadres et de ses armées, des mines, des manufactures, des usines, des comptoirs et des banques. La population, autrefois vouée aux travaux agricoles, s'est révélée adroite, laborieuse, peu exigeante. Les îles de l'Archipel sont riches de combustible et de minerais; Kiou-Siou, la Pensylvanie du Japon, recèle, à l'estime des spécialistes, 400 milliards de tonnes de houille; de riches veines d'or, de cuivre, de fer, des rivières de pétrole courent dans les entrailles du sol. La production de la fonte a passé en cinq ans (1892-1897) de 364 000 yens[1] à 1 026 000; celle du cuivre de 5 712 000 à 7 829 000. Formose s'est mise à raffiner le sucre. Environ 65 000 hectares de cotonniers alimentent les filatures d'Osaka, dont les produits disputent sérieusement déjà les marchés chinois et indien aux similaires de l'Europe. A la fin de 1899, on comptait 78 filatures et plus d'un million de broches. Le gouvernement japonais multiplie les subventions et les subsides, pour permettre aux industriels d'acheter des moteurs et des métiers européens. Il organise fortement l'instruction publique, crée des écoles techniques et des Universités. Les voies ferrées se développent : le Japon possédait, au 31 décembre 1899, 3 361 milles de rails et 2 203 étaient en construction. Pour les industries d'art t de luxe, les Japonais n'ont eu qu'à suivre les

1. Le yen = 2 fr. 65.

glorieuses leçons de leurs ancêtres : leurs bronzes, leurs laques, leurs articles de céramique et de vannerie maintiennent leur vieille réputation, et les soieries ont remporté un triomphe au Palais des tissus et vêtements du Champ de Mars.

Les succès commerciaux s'ajoutent aux progrès industriels. En 1868, le mouvement total des entrées et sorties se chiffrait par 26 226 000 yens; trente ans après, en 1898, il s'élève à 443 255 000, et atteint 485 millions en 1899. Et les exportations, cette même année, furent égales aux importations : phénomène unique pour un pays neuf, obligé de commander au dehors son outillage. Le Japon, archipel étendu le long des côtes asiatiques, ne saurait se passer de navires; et cette position géographique semble lui réserver un grand avenir maritime. Mais, jusqu'au milieu du siècle, le *siogoun* défendait de construire des vaisseaux capables de franchir l'Océan! Longtemps le drapeau blanc à disque rouge ne couvrit que des caboteurs, et la vraie marine de commerce japonaise ne remonte pas à plus de vingt ans. Elle n'en est pas moins, déjà, fort imposante :

MARINE DE COMMERCE JAPONAISE.

	Navires.	Tonnes.
	—	—
1877	258	63 000
1887	1 274	133 000
1898	3 044	648 000
1900	4 068	812 000

Sur ce dernier chiffre, on compte 833 vapeurs, jaugeant 517 000 tonnes, alors que la France en a 1 235, qui ne représentent pas plus de 504 000 tonnes [1]. Les puissants navires achetés en Angleterre et en Allemagne assurent les services réguliers avec la Corée et la Chine, vont chercher le coton de l'Inde et la laine d'Australie. La *Nippon Yusen Kwaïsha*, ou compagnie des paquebots-poste japonais, a des lignes sur Marseille, Londres et Anvers. Aussi le mouvement des ports n'a-t-il cessé de progresser. Yokohama passe de 498 000 tonnes en 1888, à 827 000 en 1898; Kobé, de 489 000 à 1 457 000; Nagasaki, Hakodaté, les suivent de près. Et la part du pavillon japonais grossit d'année en année, restreint la proportion des navires étrangers [2].

Mais la route est hérissée d'obstacles. Le Japon connaît désormais les gros budgets et les lourdes charges financières. Il a voulu entretenir une armée de 400 000 hommes et commander des cuirassés de 15 000 tonneaux : en cinq années, les dépenses ont triplé, le rendement des impôts a doublé à peine. Une fièvre de spéculation s'est emparée de ce peuple, qui jadis dédaignait le trafic et le négoce. On avait cru attirer les fonds européens et américains, les intéresser aux entreprises

1. *Handelsmuseum*, 9 mai 1901.
2. *Revue d'économie politique*, janvier 1901. — G. Blondel, *La France et le Marché du monde*, p. 32-38. Julius Wolf, *Das deutsche Reich und der Weltmarkt*, p. 26 et sq. — *Export*, 9 mai 1901. — *Moniteur officiel du commerce*, 6 déc. 1900.

industrielles et commerciales; cet espoir fut déçu, les capitaux étrangers restent sceptiques et défiants. Une forte tension monétaire est venue aggraver la crise, et amener une hausse artificielle des prix. La guerre de Chine a encore accru les difficultés économiques, restreint les échanges considérables que faisaient entre eux les peuples jaunes. L'industrie s'est développée trop vite, hors de proportion avec les exigences réelles du pays; et des krachs récents ont jeté un jour fâcheux sur la moralité des hommes d'affaires et des financiers japonais.

Le jeune Empire, cependant, a parcouru en trente années le cycle que les nations européennes mirent des siècles à accomplir. Il peut, ce semble, envisager le passé avec orgueil, l'avenir avec calme. L'incomparable faculté d'assimilation, les besoins restreints du peuple lui garantissent de nouveaux succès, si quelque prudence vient tempérer son audace. Il s'est élevé au rang des grands États civilisés, et la fière Angleterre n'a pas cru déchoir en sollicitant son alliance. Depuis peu, les chancelleries l'admettent sur le pied d'égalité : 1899 a vu la disparition des juridictions consulaires, le statut personnel des étrangers soumis aux lois et aux tribunaux d'un pays qui se vante d'avoir triomphé de la barbarie. En retour, l'élève est venu au secours de ses maîtres dans une circonstance difficile : les troupes japonaises, à Tien-Tsin et à Pékin, ont épargné aux cabinets de l'Europe la honte de leur imprévoyance. Mais tout en com-

battant les Boxers et aidant à restaurer le bon ordre, le Japonais n'oublie pas la similitude de race; le cadet prêtera volontiers son appui à l'aîné, le jour où celui-ci en aura besoin. Il a vu d'un mauvais œil les empiètements de la Russie; il prétend à la suzeraineté de la Corée, et lorsque la Mandchourie, en fait sinon en droit, est réunie aux provinces de l'Amour, le Japonais fait mine de se fâcher et d'aiguiser son grand sabre. Les naïfs seront tout étonnés, un beau matin, de l'entendre parler au nom de l'Empire du Soleil-Levant et au nom de l'Empire du Milieu, et proclamer une réédition de la *Monroë-Doctrine*, le dogme de l'Asie aux Asiatiques.

V

L'Empire allemand. — La politique mondiale. — *Weltwirtschaft und Weltpolitik*.

Appétits anglais, ambitions américaines, espérances slaves, impatiences japonaises, autant de manifestations variées de la conscience nationale qui revêt une forme nouvelle et se propose un nouvel objectif. Les philosophes ont prêché l'humanitarisme, le socialisme prône la solidarité universelle entre les prolétaires courbés sous le joug capitaliste : les sociétés modernes, affamées de jouissances et âpres au gain, ne se rapprochent que pour mieux s'exploiter. Chacune prétend

organiser l'univers pour sa plus grande prospérité, vise à s'assurer les meilleures places. Un souffle large a passé sur le monde, éveillé les désirs et fait éclore les concupiscences. Par-dessus les frontières, les nations armées se lancent des regards de défi, tandis qu'industriels et commerçants, financiers, banquiers, spéculateurs, construisent, à travers les terres et les océans, cette canalisation invisible qui draine la richesse, ruine les États, fait du pauvre d'hier le tout-puissant de demain, l'arbitre et le maître de la fortune, de l'honneur, de l'existence même des victimes qu'il a dépouillées.

Un jour, — voici trente ans déjà passés, — un peuple, que ses voisins estimaient débonnaire, prit conscience de sa force et de sa virilité. Il s'essaya contre de plus faibles, et il fut satisfait de sa vigueur. Un homme prit une dépêche et la tronqua : deux millions de soldats se ruèrent les uns sur les autres. Et, la tourmente apaisée, le monde aperçut avec stupéfaction l'Empire germanique, sorti de ses langes, dressé sur un piédestal de gloire, à travers la fumée des canons. Alors, mues par la crainte et la jalousie, les nations s'équipèrent en hâte, créèrent les bataillons et les batteries, élevèrent les forteresses et lancèrent les cuirassés. Pour ne pas demeurer au-dessous de la dignité impériale, la reine d'Angleterre ceignit le diadème des Indes ; elle rappela à ses colonies l'origine commune, elle songea à les grouper comme l'Allemagne avait groupé ses petits États, à ins-

taurer, du Canada aux Antipodes, un Zollverein gigantesque. La Russie, à son tour, invoqua le panslavisme, et la politique des races inaugurée par Napoléon III se trouva porter des fruits imprévus.

A Berlin, les hommes de la grande époque disparaissaient successivement. Caprivi remplaçait Bismarck, Guillaume II recueillait la couronne de Guillaume Ier et de Frédéric. Les nouveaux venus s'avisèrent que la grande Allemagne militaire, employant dans la paix sa patience laborieuse, devenait une grande Allemagne fabricante, commerçante, capitaliste. Elle disait adieu à la vie économique repliée sur elle-même; à son tour, elle empruntait à la Grande-Bretagne, elle opposait aux *World-wide-Interests* de l'Anglo-Saxon sa théorie de la *Weltwirtschaft und Weltpolitik*. Le souverain, à l'instar de M. Chamberlain, se fit l'apôtre de la foi nouvelle, le *manager* de la doctrine. Il contribua à lancer le pays dans l'inconnu de la vie industrielle et commerciale à haute pression; mais il le contraignit, par prudence, de garder le casque à pointe sur la tête. L'Allemagne apparut, tout ensemble atelier et caserne; elle se fit voir, tenant d'une main l'outil qui crée, de l'autre l'arme qui menace et qui tue.

Depuis Sedan, une maxime s'est incrustée aux cerveaux germaniques : « Cherche d'abord à t'assurer la force et la puissance, la richesse te sera donnée par surcroît. » La voix de l'Empereur n'a

été que l'écho des circonstances, l'interprète des nécessités du moment. Il a propagé l'idée impérialiste, il ne l'a pas inventée : elle est la fille naturelle de l'évolution économique. Cette idée, nous allons la voir sourdre du sol unifié de l'Allemagne, s'infiltrer peu à peu dans les esprits et dans les âmes, se poser en article de foi; nous allons la voir, exploitée et mise en pratique, au grand bénéfice d'hier, sinon au profit de demain.

CHAPITRE I

Les origines de l'Impérialisme allemand.

I

L'Allemagne après 1870. — Les *Schwindeljahre*. — Libre-échange et protectionnisme.

Sanctus amor patriæ dat animum. « L'amour de la patrie fait les âmes courageuses. » Telle fut la devise que prit la Société des *Monumenta Germaniæ historica*, fondée en 1819 par Stein. La conscience germanique, quelque peu assoupie depuis deux siècles, venait de s'éveiller sous les coups de l'épée napoléonienne. La splendeur de l'Empire français lui avait rappelé la gloire des Charlemagne et des Barberousse. Ce peuple commençait à se souvenir. En face de l'oppresseur, il sentit pour la première fois qu'il existait virtuellement une nation allemande; il songea désormais à

lui donner un corps, à constituer un État. Non pas, il est vrai, sur le modèle du Saint-Empire. Les professeurs, les érudits pourront bien rêver de le restaurer, évoquer le passé comme la raison d'être de l'avenir : leur effort avortera avec la tentative du Parlement de Francfort, et le régime de la « confédération » ne laissera après lui qu'amertume et dégoût. Stein lui-même estimait bien que l'Allemagne, pour être forte, devait être une; mais pour être une, revêtir une forme nouvelle et dépouiller celle des malheureux traités de Westphalie[1]. Freytag ira jusqu'à dire : « Le vieil empire a laissé aux Allemands du Nord de trop mauvais souvenirs, avec ces siècles d'humiliation et son amoncellement de malheurs nationaux, pour qu'on le ressuscite[2]. « Mais s'il ne fut pas un modèle, il fut du moins un précédent. Pendant un demi-siècle la notion de patrie allemande s'élabore peu à peu dans les âmes, elle se superpose aux petites individualités nées des hasards de la potitique : travail lent, presque insensible, entrecoupé de temps d'arrêt, mais sans reculs. Les princes peuvent, au nom de nécessités dynastiques, entourer de soins la décrépitude de la Confédération ; Frédéric-Guillaume IV peut refuser la dignité suprême : l'atmosphère populaire s'imprègne chaque jour davantage de l'idée impériale. Le Zollverein a fourni, pour ainsi

1. Lévy-Brühl, *L'Allemagne depuis Leibnitz.*
2. Cité par A. Guilland, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, p. 299.

dire, le vase où s'opère la combinaison. Le jour où le vase sera plein et son contenu saturé, le moindre corps étranger suffira pour déterminer la cristallisation de la masse.

Ce fut le fer qui précipita cette réaction dernière. Sadowa et Sedan sonnèrent l'heure de la réalisation du grand rêve; le sang autrichien et français scella les pierres de l'édifice restauré. Le peuple victorieux s'estima au bout de sa tâche et de ses peines. Il crut, en obtenant l'empire, avoir atteint le faîte de la grandeur et aussi de la prospérité. Il sentit son cœur se gonfler d'orgueil, à voir les couleurs fédérales flotter sur les cathédrales de Strasbourg et de Metz. Surtout, lorsqu'il aperçut les premiers fourgons chargés d'or, qui traversaient la frontière, il se crut dispensé à jamais de nouvelles luttes et de nouveaux efforts.

Le réveil fut dur, quand, la proie digérée, les milliards absorbés, l'Allemagne s'aperçut qu'elle avait faim. Elle avait pensé se nourrir de gloire, et la gloire ne la rassasiait pas. La crise agraire coïncidait avec la misère industrielle. Dix mille propriétés paysannes étaient vendues, chaque année, par autorité de justice. L'industrie du fer, grâce à des tarifs libre-échangistes, fut submergée sous la production anglaise. Les marchandises françaises envahirent triomphalement le pays; des usines fermèrent leurs portes. Spéculateurs et tripoteurs avaient lancé des entreprises téméraires;

l'Allemagne les vit surgir, briller un instant et disparaître :

Sociétés financières et commerciales fondées en Allemagne.

	Nombre.	Capital actions (millions de marks).
1871	207	758
1872	479	1 477
1873	243	544
1874	90	105
1875	55	45[1]

Un krach terrible affola l'Allemagne en 1873. Les cinq milliards avaient laissé le pays pauvre, plus pauvre qu'avant ses triomphes. Ils s'étaient engloutis dans le budget extraordinaire : dotations nationales, construction des voies ferrées, transformation des monnaies, réfection des forteresses et du matériel militaire, trésor de guerre de Spandau [2]. L'armée, l'administration, absorbaient le meilleur de la fortune publique. La population, en dépit d'une émigration croissante, progressait chaque année de 500 000 âmes. L'organisation économique se révélait insuffisante et défectueuse. L'industrie sortait à peine de l'enfance, et les terres des féodaux prussiens, comme le champ du *Bauer* de l'Ouest, ne pouvaient arriver à produire assez de blé, assez de bétail, pour subvenir aux besoins de toutes ces bouches affamées.

Mais l'Allemand n'est pas l'homme du désespoir, et il a oublié la vertu de résignation. Il a confiance

1. *Revue de statistique*, 21 oct. 1900.
2. Ch. Andler, *Le Prince de Bismarck*, p. 73.

dans la lutte. C'était bien une nouvelle lutte qu'il lui fallait entreprendre; c'étaiènt de nouveaux outils qu'il lui fallait forger, c'était, avant tout, l'ouvrier de l'avenir qu'il fallait former. Puisque la richesse ne pouvait se conquérir par la guerre, elle devait s'obtenir dans la paix. Puisque la population augmentait, force était de créer des industries pour occuper les bras inemployés; puisque l'agriculture allemande ne pouvait faire face à la consommation intérieure, il devenait nécessaire, pour rétablir l'équilibre, d'exporter les produits fabriqués en retour des denrées alimentaires que le sol national ne produisait pas ou ne produisait plus, des matières premières qui nourrissent l'activité des hauts fourneaux et des manufactures. Il s'agissait de substituer, à l'Allemagne de jadis, pays agricole, où les quatre cinquièmes de la population se consacraient au travail de la terre, une Allemagne industrielle, commerçante, exportatrice; de faire relever la tête au paysan courbé sur le sillon, de lui montrer, au delà des frontières, au delà des mers, des perspectives d'aisance et sans doute de fortune. C'était une transformation complète à entreprendre, une orientation nouvelle à imprimer au lourd vaisseau germanique, une traversée difficile à la recherche d'Eldorados lointains, et peut-être chimériques.

Un peu de chimère n'est pas pour déplaire aux rvelles allemandes, si elle ne fait que stimuler s espérances plus positives. La victoire a inspiré

à l'Allemand un orgueil immense et une conviction indéracinable de sa supériorité. Il se rappelle que l'unité germanique ne doit rien qu'aux Germains : car ceux-ci la firent en dépit des princes, des ministres, même des conditions géographiques et économiques. Maintenant qu'il a conquis le droit d'être une nation, il songe que cette nation eut des ancêtres commerçants et colonisateurs. Il se remémore l'occupation des vallées autrichiennes par les émigrants bavarois et saxons, la conquête des plaines de la Vistule sur les Slaves par les chevaliers teutoniques. Il n'a pas oublié la Hanse ; il la décore même d'un caractère national que ne posséda jamais, dit M. Marcel Dubois, « cette société en nom collectif de banquiers et de navigateurs, qui comprit Bergen, Bruges et Londres, et s'effondra quand se manifestèrent les premiers symptômes du nationalisme intransigeant ». Et ses regrets sont amers, à la pensée qu'une telle œuvre n'a pas rencontré d'appui auprès de ceux qui auraient dû la soutenir. Justus Möser n'a-t-il pas dit : « Si les empereurs avaient appuyé la Hanse, les Allemands auraient pris dans le monde la place des Anglais, et un bourgmestre de Hambourg régnerait aujourd'hui dans les Indes. » N'avaient-ils pas en effet une puissance d'expansion au moins égale à celle de la race britannique? Au lieu de se lamenter sur l'émigration, qui enlève à l'Allemagne près de cent mille âmes par an, n'est-il pas plus pratique d'en profiter, et de faire jouer à ces exilés le rôle de

propagateurs de l'influence et des produits de la mère patrie? Les émigrés, si l'on parvient à entretenir chez eux la flamme du sentiment national, ne deviendront-ils pas des consommateurs des articles allemands, et surtout des intermédiaires commerciaux et politiques entre leur nouvelle patrie et celle qu'ils auront quittée?

Mais l'Angleterre a pris les devants. Elle est arrivée bonne première sur la scène économique; elle a inauguré à son profit l'ère des grandes transformations qui bouleversent la face de notre planète. Elle a adopté la machine à vapeur dès son apparition; elle a perfectionné le métier à tisser; elle a conquis le monde par la locomotive et le steamer, acquis la clientèle universelle en se maintenant à la tête du progrès. Cette Angleterre n'avait cure des revendications unionistes; elle faisait de l'impérialisme sans le savoir. Le petit-fils de Juif, devenu lord Beaconsfield, n'avait pas encore posé la couronne des Indes sur le front de sa Gracieuse Majesté; mais, ce qui valait mieux, les fers de Birmingham et les étoffes du Lancashire avaient conquis l'empire du monde. Frontières et barrières s'abaissaient alors; les peuples, longtemps isolés, devenaient solidaires; peu à peu semblait s'opérer entre eux, comme en une immense usine, une nouvelle répartition du travail humain. Albion, grâce l'avance obtenue, trouva son profit à une politique libérale que les autres peuples crurent bien ıire d'imiter. Ses économistes préconisèrent la

doctrine du laisser-faire, et les traités de commerce s'inspirèrent des principes du libre-échange. Le jeu de la banque et du crédit, l'avènement du papier-monnaie, agrandissaient le champ des activités, ouvraient aux volontés des horizons élargis. L'individualisme anglo-saxon joua des coudes, se plaça au premier rang et s'y maintint. Industriel et courtier, fabricant ou intermédiaire, il imposa aux nations moins avancées ses marchandises, ses modèles, ses modes et ses mœurs.

Mais les machines, pour produire en masse et à bas prix, sont condamnées à une activité éternelle. Le moindre arrêt est pour l'industrie moderne une maladie grave, parfois un signal de mort. Plus la formidable production des fabriques anglaises augmenta, plus la nécessité s'accrut de leur trouver des clients nouveaux. John Bull a toujours eu pour la guerre l'estime due à un sport passionnant, et il se tenait en bonne forme. Mais les affaires gardaient encore la première place, jusqu'au jour où John s'avisa que l'exercice de sa force pouvait devenir lucratif. Alors le sport devint métier. Alors l'empire s'enfla, au point de faire craindre une explosion finale. Alors la conquête devint une règle et l'usurpation une habitude. Car « le progrès inexorable condamne les peuples qui veulent survivre dans l'avenir, à faire de l'expansion la loi de leur politique extérieure ».[1]

1. *Forum*, juin 1899 : *The struggle for the commercial empire.*

Quelques symptômes de malaise, puis de gêne réelle, vinrent troubler cette prospérité et ébranler cette confiance. Ce sont les colonies qui se fortifient dans un protectionnisme décidé. Ce sont surtout les nations européennes, jusque-là absorbées par la recherche de formules sociales et la poursuite de l'équilibre politique, qui commencent à secouer leur apathie, clients d'hier, concurrents de demain. Le règne de la liberté est fini : l'humanité se détourne de cette grande idée, qu'elle accuse de n'être qu'un grand mot. Voici les murs qui se dressent à l'entour des territoires, les barrières qui se ferment au cadenas. Chaque peuple émet la prétention de se suffire, de fabriquer tous les objets à son usage. La susceptibilité des États se fait ombrageuse, et les questions de tarifs deviennent des armes aux mains des ministres. Armes dangereuses, dont la portée est longue et la blessure traîtresse : une modification aux droits de douane américains, et les filatures de la Saxe voient fléchir leur chiffre d'affaires, la coutellerie de Solingen subit une crise, des milliers d'ouvriers en boutons se trouvent à Vienne sans travail et sans pain. Chacun en effet entend vivre à sa guise et défendre son « marché intérieur ». Mais les pays riches d'argent ou d'hommes élèvent plus haut leurs ambitions, ils s'organisent pour des entreprises « mondiales », instaurent la grande industrie et la fabrication à la grosse, inaugurent l'ère des établissements monstres et des agglomérations ouvrières, mettent la main

dans l'engrenage de la production ininterrompue. Ils se jettent à la conquête des pays neufs et des sociétés arriérées. Une nécessité économique lance les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens, les Belges à l'assaut du continent noir, les Américains à l'attaque des possessions espagnoles, toutes les grandes puissances à la curée de l'empire chinois. Bientôt, la face du monde sera transformée : après le Transcaspien et le Transsibérien, le Transsaharien et le chemin de fer du Cap au Caire iront porter aux sauvages les bienfaits européens, sous forme d'armes à feu et d'alcool frelaté. Tout progrès économique marque une étape franchie dans la voie de la civilisation. Plus un peuple se civilise, plus il devient à la fois grand consommateur et grand producteur. Les immenses marchés nouveaux fourniront des bénéfices au pays qui possède un capital de premier établissement et de mise en train, surtout si ce pays y joint une constitution politique qui offre des garanties d'ordre et de sécurité.

II

M. de Bismarck et les tarifs de 1879. — Le comte de Caprivi et les traités de commerce.

M. de Bismarck, dans sa jeunesse, nourrissait une méfiance jalouse à l'égard de l'industrie et des travailleurs industriels. Le junker leur reprochait leurs tendances démocratiques; le propriétaire les

accusait de contribuer à la crise agricole. Le ministre changea. Quand il eut scellé l'unité allemande, la politique n'absorba plus tout son temps. Il dut se mettre à l'étude des questions économiques, d'un intérêt chaque jour plus urgent; la retraite de son fidèle Delbrück, en 1876, l'obligea de regarder par ses propres yeux. Et voici ce qu'il vit :

« Je trouvai que tout était à changer en cette matière. Les temps étaient devenus tout autres. Les puissances se préparaient à entrer dans des voies nouvelles; quelques-unes s'y étaient déjà engagées, l'Autriche, la Russie, qui venait de sauter en pleine eau (*hineingesprungen war*) en décrétant qu'à l'avenir les droits de douane seraient payables en or; la France, qui après nous avoir donné ses milliards, continuait à prospérer comme auparavant, grâce à des méthodes qui n'avaient rien de libre-échangiste; l'Amérique, qui par une élévation de tarifs, s'était mise en mesure de refouler désormais ses concurrents sur les marchés du monde. Deux, pas davantage, perdaient toujours du terrain : la riche Angleterre, avec son industrie robuste et pleine de sève, qui avait dû sa prospérité au concours des circonstances les plus diverses; et plus encore la pauvre et faible Allemagne, à peine débutante. Il fallait porter remède à cette situation, comme d'autres l'avaient déjà fait; il allait agir au plus vite[1]. »

1. Busch, *Tagebuchblätter*, t. II, p. 548-549, 24 février 1879.

La Russie avait donné, en 1877, le signal des mesures protectionnistes. L'Autriche l'avait suivie, en 1878, par la mise en vigueur d'un régime presque prohibitif; la France allait conclure, de 1881 à 1882, une série de traités, qui apparaissaient comme une menace pour l'avenir. Le chancelier de l'Empire se résolut à suivre le courant. Il voulut protéger l'industrie nationale encore dans l'enfance; il voulut aussi, disait-il dans le Mémoire présenté au Reichstag en 1879, « assurer à l'ensemble de la production allemande, un écoulement certain sur le marché intérieur »; enfin, et peut-être cette considération pesa-t-elle d'un poids décisif, il aperçut dans les recettes des douanes une mine de ressources financières pour parer aux dépenses du gouvernement impérial, ressources indépendantes du vote annuel et de la bonne volonté plus ou moins grande des États confédérés. Dans ce but, il n'hésita pas à rompre avec les traditions du libéralisme politique; à la place de son idéal un peu cosmopolite, il voulut proclamer avec force le réveil de la conscience allemande. Après avoir créé l'unité nationale par la guerre, après avoir lutté contre Rome au nom de la culture germanique, il voulut compléter son œuvre, et mettre le jeune Empire en mesure de gagner son pain. Désormais son mot d'ordre va être : protection du travail national, *Schutz der nationalen Arbeit.*

Il eut alors la chance d'avoir avec lui la majorité du pays. Les récentes enquêtes sur la situation des

industries textile et métallurgique avaient rallié tous les chefs d'entreprise à la nécessité d'une protection efficace. La situation de l'agriculture, de plus en plus touchée par la baisse des prix, écrasée par la concurrence étrangère, conduisait le parti des agrariens aux mêmes conclusions. Alors se forma une nouvelle coalition de partis (*Partei-constellation*), qui groupa pour un jour en un faisceau les industriels bourgeois et les agriculteurs aristocrates. Ceux-ci ne soupçonnèrent pas qu'avant peu leurs intérêts se heurteraient à ceux de leurs alliés d'occasion; que le développement de la grande industrie, à l'abri des nouveaux tarifs, aurait pour corollaire une aggravation de la crise agricole. Les conservateurs prussiens et même le Centre votèrent en 1879 le rachat des chemins de fer par l'État et la majoration des droits de douanes, qu'aggraveront encore de nouvelles mesures en 1881, 1885 et 1887. La majorité comprit les deux tiers de l'Assemblée, tous ceux qu'on appelait alors d'un nom général les *Wirtschaftsreformer* et qui, au-dessus des intérêts de parti, plaçaient un programme commun, économique, politique, social : A l'État, la défense des intérêts et le souci du progrès national sous toutes ses formes; à lui de relever les faibles, de soutenir les forts, de développer toutes les énergies de travail et de production que le nouvel Empire recélait dans ses flancs[1].

1. Voir Ch. Andler : *Le Prince de Bismarck.*

Tous ne l'entendaient pas de la même manière. En présence de difficultés croissantes, les grands propriétaires de l'Est ne cesseront de faire appel au gouvernement, de solliciter des mesures administratives et fiscales; en face d'eux, les fabricants et les industriels, satisfaits de ce qu'ils venaient d'obtenir, travaillaient et s'armaient pour la lutte. Ils ne visaient pas seulement à affranchir le pays des sujétions qu'il subissait, à le fermer aux importations anglaises et belges, aux produits de Paris ou de Vienne; non, ils entendaient aller plus loin, se mesurer avec leurs maîtres de la veille, leurs rivaux d'aujourd'hui. Ils nourrirent de longs espoirs et de vastes pensées. Ils envoyèrent leurs *clerks* explorer, espionner Londres, Paris, New-York; pendant une douzaine d'années, ils mirent en jeu leurs intelligences et leurs volontés afin d'être à la hauteur de la tâche qu'ils prévoyaient. Un jour, ils crurent la préparation suffisante et l'instant favorable. Bismarck venait de disparaître de la scène; en son lieu et place arrivait le comte de Caprivi, instrument docile des désirs d'un maître jeune, ardent, gonflé d'ambitions. Alors les commerçants et les industriels, eux aussi, se tournèrent vers le pouvoir; mais ce fut pour lui demander d'inaugurer une politique nouvelle, de dénouer les entraves qu'opposait à leur essor le système protectionniste appliqué brutalement, de leur enlever cette ceinture de sauvetage, qui après les avoir soutenus sur l'eau n'était plus qu'une gêne à leurs

mouvements exercés. Ce fut pour lui montrer le marché intérieur reconquis, encombré déjà par l'excès de la fabrication; au dehors, des débouchés à ouvrir, des marchés à occuper. Non pas pour réclamer un retour au libre-échange : des traités de commerce, qui faciliteraient à la fois l'entrée des matières premières nécessaires à leurs usines, et le libre accès de leurs produits dans les pays étrangers, paraissaient la solution la plus profitable et la plus stable. En dépit des clameurs de l'Allemagne féodale, ils firent voir l'urgence d'une réduction de droits sur les denrées alimentaires, que les vastes domaines des hobereaux ne pouvaient fournir aux classes laborieuses. Alors le comte de Caprivi et le baron de Marshall, entre 1891 et 1894, signèrent des conventions avec la monarchie austro-hongroise, l'Italie, la Suisse, la Belgique, la Serbie, l'Espagne et la Russie. Ce jour-là, l'industrie allemande dépouilla la robe prétexte pour revêtir la toge virile. Les portes ouvertes lui apportèrent une vigueur nouvelle et un air vivifiant. Il n'est pas juste de dire que l'essor industriel de l'Allemagne date de 1880 : elle ne commence vraiment à faire figure que depuis 1892. Si, depuis cette époque, ses progrès ont semblé surprenants, elle le doit à l'admirable préparation qui enrôla toute les forces vives dans l'armée du travail, qui forma l'état-major, dressa les soldats, prépara le matériel. Au jour dit, cette armée s'est trouvée à son poste; quand a sonné l'heure de la mobilisation, elle a

étonné le monde par une suite de victoires aussi inattendues, aussi foudroyantes, que ses succès sur les champs de bataille de la Bohême et de l'Alsace.

III

L'Allemagne agricole. — La crise. — Le parti agrarien.

Deutschland, Industriestaat. L'Allemagne est un État industriel, a dit le comte de Caprivi au cours de la discussion des traités de commerce. Parole imprudente; les hobereaux de la Vieille-Prusse ont eu de la peine à la lui pardonner. Ils voulurent y voir ce que le chancelier n'y prétendit pas mettre, l'abandon des intérêts agricoles au profit de l'exportation industrielle. M. de Caprivi ne faisait que constater la marche d'un phénomène évident pour quiconque a parcouru les diverses régions de l'Empire à quelques années d'intervalle, l'orientation nouvelle de l'activité économique, la stagnation sinon la décadence de l'agriculture nationale, le prodigieux essor de l'industrie et du commerce.

La vieille Allemagne était un pays de laboureurs. Ce furent les paysans, entraînés par leurs seigneurs, qui vinrent à bout des armées napoléoniennes. Mais l'Allemand moderne dédaigne de plus en plus le travail de la terre; il préfère s'enrôler dans l'armée industrielle, où les salaires lui apparaissent plus élevés et la vie plus facile.

D'année en année, les classes rurales diminuent en nombre. Vers 1860, les statisticiens les estimaient a 62 p. 100 du total de la population allemande; à 50 p. 100 environ, en 1870. Les chiffres des recensements de 1882 et 1892 accentuent encore la baisse :

PERSONNES EMPLOYÉES DANS L'AGRICULTURE, L'HORTICULTURE, LA SYLVICULTURE :

1882..........	19 225 000	1895..........	18 501 000

C'est-à-dire que la proportion a, de nouveau, fléchi de 43 p. 100 à 36 p. 100. Pendant que la population de l'Empire s'élevait de 45 222 000 âmes à 52 770 000, le nombre des ouvriers agricoles diminuait de 724 000 [1]. En regard, le dénombrement de la population industrielle donne un large excédent :

1882..........	16 058 000	1895..........	20 253 000

L'essor des classes commerçantes suit une marche parallèle :

1882..	4 531 000	1895..........	5 966 000

Vue de haut, l'Allemagne présente deux régions assez distinctes, dont le cours de l'Elbe trace, ou est censé tracer la frontière commune. A l'ouest s'étendent des provinces d'aspects très divers, mais fertiles en général, vaste plaine saxonne, champs

1. *Viertelsjahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches*, 1896, Ergänzungsheft.

du Hanovre, gras pâturages de l'Oldenburg, florissante vallée du Rhin, districts montagneux de la Thuringe et de la Hesse, hauts-plateaux bavarois. La moyenne et la petite propriété y détiennent la majeure partie du sol. Dans certaines provinces elles représentent près des trois quarts de la surface cultivée :

Proportion de la petite et moyenne propriété paysanne (moins de 20 hectares).

Province du Rhin	74 p. 100.
Wurttemberg	77 —
Grand-Duché de Bade	83 —

La Bavière et la Saxe royale donnent 65 p. 100 et 56 p. 100. Plus au nord la « grande propriété paysanne » (20 à 100 hectares), domine dans l'Oldenbourg, le Brunswick, le Slesvig-Holstein, le Hanovre, une partie du Brandebourg. Et la densité de la population rurale est en raison directe du morcellement; elle atteint son maximum, 140 habitants pour 100 hectares cultivés, dans la province du Rhin, où règne le *Zwergbesitz*, la propriété naine[1].

La scène change si nous franchissons l'Elbe. Devant le voyageur s'étend la « sablière » (*Streusandbüchse*) de l'Empire, les immenses plaines marécageuses et sablonneuses entrecoupées de forêts, un sol ingrat et rebelle, qui ne donne des fruits qu'au prix d'un labeur acharné. La popula-

1. D'après Von der Goltz, *Vorlesungen über Agrarwesen und Agrarpolitik*, p. 86-87.

tion s'y raréfie : 30, 40 têtes par 100 hectares [1]. Le climat offre de longs hivers et des températures rigoureuses; les voies de communication, chemins de fer et canaux, sont demeurés incomplets malgré les progrès réalisés. Ici, domine sans conteste la grande propriété. Il n'y a pas, dans les sept provinces de l'Est, moins de 5 320 domaines d'une étendue supérieure à 1 000 hectares, représentant le cinquième de la superficie totale, et ce cinquième est aux mains de 2 498 propriétaires [2]. En Silésie, 21 domaines englobent 494 000 hectares; certains de ces *latifundia* en réunissent plus de 50 000. La Poméranie appartient pour les trois quarts, 75 p. 100, à cette classe de biens, les deux Mecklenbourg de même, pour 60 p. 100 de leur étendue.

Les conditions économiques accentuent les contrastes naturels. Paysans et petits propriétaires de l'ouest, s'ils cultivent leur terre, ne vivent pas exclusivement de ses produits. Ils trouvent toujours, dans cette région d'industrie active, à employer le temps qu'ils peuvent dérober à la culture. Rien de tel dans l'*Ostelbien*. L'industrie — exception faite pour la Silésie — y est absente ou sort à peine de l'enfance; les villes sont clairsemées et les *Höfe* dispersés; l'homme, il faut aussi le dire, s'y révèle moins entreprenant et moins actif.

Ce sont néanmoins les provinces de la Vieille-

1. Buchenberger, *Agrarwesen und Agrarpolitik*, p. 22.
2. *Ibid.*, p. 23 (chiffres de 1899).

Prusse qui représentent la vraie patrie de l'agriculture, s'érigent en défenseurs, en champions de ses intérêts. La noblesse terrienne, le *junkertum*, détenteur de ces vastes propriétés, fournit au gouvernement impérial une mine inépuisable de fonctionnaires et d'officiers; elle garnit les cadres de l'administration et de l'armée. De tout temps, le souverain la considéra comme la colonne de son pouvoir et la protégea en conséquence. Elle n'eut pas toujours, à vrai dire, besoin de protection. Jusque vers 1880, en l'absence de concurrence internationale et étant donné le progrès de la population, les cours des produits agricoles ne cessèrent de s'élever : le prix des céréales monta de 60 à 90 p. 100, celui de la viande de 148 p. 100, celui du beurre, de 104 p. 100[1]. Et la valeur vénale de la terre croissait plus vite encore : l'augmentation a été estimée à 160 p. 100 en Saxe, dans les régions voisines, à 200 et parfois 300 p. 100; elle s'est élevée à 380 p. 100 dans l'ingrate province de Posen. Les domaines de la couronne royale, qui fournissaient, en 1849, un revenu moyen de 13 m. 9 à l'hectare, rapportaient en 1879, 35 m. 6.

Époque de prospérité, époque fugitive. L'agriculture allemande demeura florissante, tant qu'elle vendit à un prix rémunérateur son blé, son seigle et ses bestiaux. Mais un jour les blés du Dakota franchirent l'Océan, ceux de l'Ukraine commen-

1. Walter Trœltsch, *Die neuesten Veränderungen im deutschen Wirtschaftsleben*, p. 32.

cèrent à entrer par la frontière de l'Est, les viandes des États-Unis arrivèrent à Hambourg. La facilité des relations commerciales établit la solidarité du marché universel, et les prix s'effondrèrent sur les places de l'Allemagne. On cota, en moyenne, la tonne de céréales [1] :

	1879-1883	1884-1888	1889-1891	1892	1893	1894	1895
	—	—	—	—	—	—	—
	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.	Marks.
Blé....	210	171	190	189	157	138	144
Seigle.	167	135	168	178	136	118	128
Orge..	163	145	165	161	156	145	138
Avoine.	143	130	154	145	157	136	132

L'élevage du bétail demeure plus rémunérateur, tant est formidable l'appétit de 56 millions de bouches allemandes. Les éleveurs sont très loin de suffire aux demandes de la consommation intérieure, et le pays recourt chaque année à l'importation. Le nombre des animaux domestiques n'a cependant cessé de monter, à l'exception de celui des moutons. Mais il ne peut s'accroître indéfiniment et certaines régions portent plus de bêtes qu'elles n'en devraient nourrir. Race laitière de l'Allgau, espèce du Sleswig à la charpente solide, variété rouge de Silésie, les propriétaires les ont cultivées, perfectionnées, sélectionnées, leur ont fait rendre un maximum de production; ils ont installé des *Molkereien*, des laiteries et fromageries coopératives; ils s'efforcent par tous les moyens d'utiliser les armes qui leur restent.

1. Buchenberger, *loc. cit.*, p. 202.

Ils essaient de la culture intensive et des instruments modernes pour réduire les frais et augmenter les rendements. Dans les campagnes de Silésie et de Prusse, les machines les plus récentes labourent le sol, fauchent les récoltes, les battent et les mettent en sacs; un prince féodal ne recule pas devant l'achat d'une défonceuse à vapeur de 50 000 marks, qui doit mettre en culture quelques cantons inexploités de bruyères et de tourbe. D'année en année, la surface travaillée par l'homme restreint les terres en friche :

SURFACE CULTIVÉE DANS L'EMPIRE ALLEMAND (HECTARES).

1878	1882	1895
25 767 000	31 868 000	32 517 000

Et les rendements à l'hectare s'élèvent parallèlement :

(DOUBLES QUINTAUX)

	Seigle.	Blé.	Orge.	Avoine.	Pommes de terre.
1887-1896.	10,8	14,3	13,4	11,9	89,6
1898.	12,7	16,7	15,1	14,5	103,2 [1].

Le gouvernement, pour venir en aide aux agriculteurs, a relevé les droits d'entrée sur les céréales.

DROITS PAR 100 KILOS, EN MARKS :

	Blé.	Seigle.	Avoine.	Orge.
1879.......	1	1	1	0,50
1885.......	3	3	1,50	1,50
1887.......	5	5	4	2,25
1891-1894.......	3,50	3,50	2,80	2

1. *Export*, 17 janvier 1901.

Néanmoins il a dû, comme le montrent les derniers chiffres, faire des concessions lors de la signatures des traités de commerce. C'est d'ailleurs une question de savoir si les droits de douane, fussent-ils plus élevés encore, peuvent enrayer la baisse des produits nationaux, et si le protectionnisme n'est pas plus funeste qu'utile aux industries qu'il prétend défendre?

L'État, rempli de bonnes intentions, vint encore, par des lois de 1891 et 1896, apporter la manne administrative aux agriculteurs sous forme de primes à l'exportation du sucre. De vastes champs de betteraves couvrent les environs de Magdebourg et la Silésie, certains cantons de la Prusse. Les racines s'en vont à la raffinerie, la pulpe et les résidus servent à nourrir le bétail. Par des perfectionnements techniques bien compris, par un emploi judicieux des engrais minéraux (*Chilisalpeter*), les raffineurs sont parvenus à tripler leur production :

	Tonnes de betteraves employées.	Tonnes de sucre brut produites.
	—	—
1880-1881............	6 322 000	556 000
1890-1891...	10 623 000	1 284 000
1895-1896............	11 675 000	1 637 000
1899-1900............	12 439 000	1 691 000 [1]

L'Allemagne est devenue le premier des États ·oducteurs de ce sucre dont elle était jadis impor-

1. *Handelsmuseum*, 2 août 1900 et 21 juin 1901. — *Économiste ·ançais*, 14 sept. 1901. — *Revue de Paris*, 1er août 1900.

tatrice; elle fait, sur le marché du monde, une concurrence terrible à nos planteurs français du Nord. En 1899, elle a fourni aux États-Unis 188 000 quintaux, à l'Angleterre seule 2 320 000, à l'Amérique anglaise, 514 000. Mais cette prospérité est toute d'apparence. Les sucriers voient avec désespoir la courbe des prix s'infléchir; la législation imprudente a ici poussé à la surproduction. La place de Londres payait les 100 kilos de sucre allemand :

	Marks.		Marks.
1876-1880........	45,3	1891-1895........	37,6
1881-1885........	36,6	1896.............	21,3
1886-1890........	26,9	1897.............	17,8

Raffineurs et fabricants de sucre brut ont fondé un puissant syndicat. Ils sont parvenus à relever, de façon assez sensible, le prix du sucre sur le marché intérieur : ils ne peuvent empêcher la dépréciation des cours sur les marchés étrangers. Pour comble de misère, une dépréciation analogue vient frapper l'alcool de pommes de terre, dont la valeur depuis vingt ans, a baissé de plus de moitié. Chaque jour, en dépit des prédictions optimistes, aggrave la situation. Avec la hausse des salaires, l'exode de la population vers les villes, les agriculteurs voient baisser la rente de leurs terres. En vain ils ont essayé de joindre aux produits du sol les bénéfices de l'industrie; ils ont élevé, à beaux

1. Trœltsch, *loc. cit.*, p. 41.

deniers comptants, ces distilleries et ces raffineries aux murs rouges, aux cheminées de briques, qui rompent la monotomie de la vaste plaine : ils n'en retirent plus aujourd'hui l'intérêt de leur capital. Les uns, demeurés fidèles à la propriété des ancêtres, s'y sont courageusement établis. Pendant les longs et brumeux hivers, ils méditent des améliorations et des perfectionnements. Ils ont réduit leur train de vie et leurs exigences personnelles. D'autres, moins courageux ou plus ambitieux, désertent le *Rittergut* ou le *Fideikommis* paternel, sauf à y faire une apparition au moment des chasses. Le reste de l'année nous les retrouvons à Berlin, fonctionnaires, officiers de la garde. Ces messieurs mènent grand train et joyeuse existence; ils font venir des vins français et des chevaux d'Angleterre, cependant qu'un *Inspector* gère leurs domaines pour se retirer un jour avec une aisance honnête. Quand les revenus ne suffisent pas, l'emprunt est là comme remède. Étonnez-vous maintenant que le sol germanique, en particulier la grande propriété, soit écrasé d'hypothèques, que la dette foncière soit évaluée à 20 milliards de marks, alors que le sol national est estimé 60 milliards[1]. Même dans les pays de petite propriété, la Bavière, le grand-duché de Bade, la dette hypothécaire s'élève communément à 40 p. 100 de la valeur vénale du sol. En Prusse elle a augmenté, en dix ans, de

1. *Journal de la société de statistique*, décembre 1900, p. 408.

1 800 millions de marks. Étonnez-vous que les travailleurs ruraux, malgré les efforts de la « colonisation intérieure » pour les fixer à la terre, abandonnent le champ qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui d'autrui, et émigrent vers l'ouest, où les attirent l'appât de gros gains, la perspective d'une vie plus facile, la fascination mystérieuse des grandes agglomérations humaines!

IV

L'industrie allemande. — Son organisation scientifique et ses progrès.

L'Allemagne industrielle en revanche gagnait tout le terrain que perdait l'Allemagne agricole. L'ordre des facteurs va être interverti : ce n'est plus le travail des champs, mais la fabrication industrielle, qui va représenter le centre de gravité de la production nationale, *der Schwerpunkt der nationalen Produktion* [1].

La province rhénane, une partie de la Westphalie, furent de longue date des pays industriels; leurs charbonnages, leurs mines étaient autrefois connus, parfois exploités d'après des méthodes assez primitives. L'essor du mouvement économique galvanisa cette activité un peu somnolente, réveilla les courages endormis. Et le monstre se

1. Hitze, *Die Arbeiterfrage*, p. 3.

dressa et se mit en marche. Il envahit les districts voisins et pénétra dans les campagnes. Il refoula les cultures, stérilisa le sol pour exploiter le sous-sol. Sur les cartes de l'office impérial de statistique les taches foncées s'élargirent, débordèrent d'un cercle sur l'autre, indices d'une population toujours plus dense, d'une production chaque jour plus intensive. Des houillères de la Ruhr et du bassin de la Sarre aux mines de la Saxe et de la Silésie, les puits se creusèrent et les usines surgirent; entre elles, et comme pour les souder les unes aux autres, l'industrie textile s'assura des domaines, conquit les villes et suscita les casernes ouvrières, taches violettes plus ou moins sombres, à chaque relevé administratif. Elles mordent sur les régions agricoles, du lac de Constance aux frontières de Hollande, de l'Alsace à l'Erzgebirge; elles progressent d'une marche sûre et continue. L'Allemagne des usines, des hauts fourneaux, des filatures et manufactures conquiert la plaine du Hanovre et les montagnes de la Thuringe; elle englobe le champ du paysan, assimile le paysan lui-même. Les pâturages de l'Oldenbourg sont envahis; les cultures de la région saxonne sont entamées; l'élevage du bétail, du cheval, lâche pied et se réfugie dans les duchés danois, dans le Lauenbourg et dans le Mecklembourg. L'homme e se contente plus du sein de la terre nourricière : l ouvre ses entrailles et suce son sang. Il 'exploite et il l'épuise, jette sa substance en pâture

à l'appétit dévorant de ses fourneaux, de ses forges et de ses chantiers.

Les bords du Rhin ont vu tomber leurs riches forêts, disparaître leur verdure et se transformer leurs cultures luxuriantes. Adieu la mélancolie des ruines légendaires, le charme des vallées romantiques, le mystère des rochers où Heine entendit la chanson de Lorelei! Les vieilles cités, fières d'un passé et de traditions séculaires, ont frémi; leurs corsets de pierre ont craqué, au souffle qui les soulève vers des perspectives de vie plus riche. Les usines se dressent, les foyers s'allument, les galeries se creusent, les wagons roulent à l'entour des hôtels de ville, auprès des sanctuaires vénérés. Krupp a jeté les fondements de son formidable édifice à l'ombre de la vieille église du IXe siècle, l'un des plus curieux débris du moyen âge allemand. Et de München-Gladbach à Dortmund, de Cologne à Duisbourg, s'étale dans sa tragique horreur le spectacle de la fournaise. A perte de vue, la forêt des cheminées noircies, vomissant vers le ciel bas et gris les lourdes volutes qu'exhalent les poumons du géant. D'immenses halls et ateliers vitrés succèdent à des ateliers, à des halls identiques; de temps à autre, dans l'encadrement des baies ouvertes, un reflet rouge irradie l'atmosphère imprégnée de charbon. Gares, magasins, usines, alignent leurs fausses ogives et leur gothique de contrebande, auquel la cendre et la suie ont pu enlever la crudité de la

brique, sans lui donner la patine du temps. Gothiques de même, ces églises où se presse le dimanche la population en majorité catholique et croyante des pays rhénans; gothiques encore, les habitations ouvrières qui affichent, sur des rangées parallèles, la monotonie de leur petite porte et de leurs trois fenêtres, précédées de quelques mètres de jardin où l'œil déshabitué rencontre avec surprise un lambeau de verdure et parfois la nuance ternie d'une fleur étiolée. La terre, à l'entour, a disparu sous des montagnes d'escarbilles et de laitiers, sous les amas de gravats, sous les entassements de scories, de résidus et de gangues, sous l'entre-croisement des voies ferrées, sous les rangées de gueusets de fonte qui attendent leur tour d'affinage. Les faubourgs se soudent aux faubourgs par l'interminable chapelet des édifices qu'exigent le service du fer et la royauté de la houille; les cités s'unissent aux cités, se fusionnent et s'enchaînent. Dans leurs rues circulent des êtres aux faces souvent placides, rendues sinistres par le masque de suie et la vapeur du minerai. Ils étaient robustes, et leurs fils, la plupart du temps, naîtront rachitiques et rabougris. Ils vivaient résignés, sinon contents, paysans de la Westphalie, vignerons des collines rhénanes, petits ouvriers rivés à l'atelier de famille, *Handwerker*, *Handweber* qui poussaient le métier à tisser ou forgeaient les instruments dont la clientèle vantait la durée. La mine les a pris, l'usine a refermé

sur eux ses portes. Le fardeau de la tâche quotidienne pèse sur leurs épaules, l'abêtissement du travail machinal a durci les âmes, étouffé les courages et fait taire les espérances...

L'Allemagne ne possédait, en 1840, que deux villes de plus de 100 000 habitants : Berlin et Hambourg. Le recensement du 1er décembre 1900 en signale 33 qui dépassent ce chiffre, et englobent 16 p. 100 de la population totale; 56 de 40 à 100 000 âmes, et 245 de plus de 10 000. L'organisation du travail moderne entraîne l'afflux vers les centres urbains, *den Zug nach der Stadt*. Chaque jour grossit les rangs de l'armée ouvrière; chaque jour, des campagnes de l'Est, de Silésie, de Posen, de Kœnigsberg, voire de la Pologne et de la Lithuanie russe, de nouvelles recrues arrivent aux cités noires ; elles abandonnent sans regret la chaumière et le lopin de terre, que viennent souvent occuper des étrangers : en vingt ans, 80 000 Slaves ont immigré dans la Posnanie et dans la Prusse, à la vive inquiétude du gouvernement impérial. Breslau et ses fabriques, Kœnigshütte et ses mines retiennent au passage quelques-uns des émigrants; la majeure partie pousse vers l'ouest, s'entasse dans les faubourgs de Dresde, de Leipzig, de Chemnitz, autour des 160 fabriques de Plauen; d'autres continuent encore leur exode, s'avancent jusqu'aux bords du Rhin : les Polonais y sont assez nombreux pour constituer un parti aux élections législatives. En vingt-cinq ans, la popu-

lation du seul district de la Ruhr a doublé; cet espace, qui représente 1/150 de la superficie de l'Empire, porte 1/22 de sa population totale. Sept villes de plus de 100 000 âmes, huit de plus de 30 000 s'y coudoient et s'y confondent. Elberfeld et Barmen ont fini par se rejoindre, et égrènent leurs 300 000 habitants le long de la Wupper sur une étendue de huit kilomètres. Dusseldorf a passé de 70 000 âmes au lendemain de la guerre à 220 000. Essen en comptait 10 000 en 1854; elle a plus que décuplé en un demi-siècle. Il faut des hommes, ingénieurs, contremaîtres, ouvriers, manœuvres; il faut à la mine des piqueurs, des rouleurs, des trieurs, des boiseurs; à la fonderie, des chauffeurs, des puddleurs, des cingleurs; à la manufacture, des apprêteurs, des fileurs et des tisseurs; à l'usine électrique, des professionnels, chimistes, mécaniciens. La fabrique, l'atelier réclament aussi les femmes et les enfants. Et malgré les louables efforts de quelques âmes généreuses, malgré les maisons ouvrières édifiées par des sociétés (*Baugenossenschaften*), cette population sans cesse croissante trouve à peine une chambre pour abriter ses trop courts repos. Elle se plaint que le prix des logements ait augmenté plus vite que les salaires. Elle n'entre qu'avec répugnance dans les maisons offertes par les grands patrons; elle en appelle à l'action de l'État, réclame une loi l'Empire sur les logements, *Reichswohnungsgesetz*, qui centralise les renseignements statistiques, crée des

inspecteurs des habitations, et surtout consacre des fonds à bâtir des immeubles où l'ouvrier puisse trouver à se loger pour un loyer infime.

Et d'autres citadelles de l'industrie ont jeté leurs fondations sur d'autres coins du territoire. Les filons houillers de l'Allemagne, plus riches que ceux de l'Angleterre, lui garantissent des siècles d'énergie productrice : bassin de la Moselle et de Saarbrück, encore mal connu, et l'un des plus vastes qui soient, avec des couches exploitables de vingt mètres d'épaisseur; bassin saxon des monts Métalliques, autour de Chemnitz et de Zwickau, bassin de la Haute-Silésie, qui déborde sur l'Autriche et sur la Russie, et recèle, dit-on, 90 milliards de tonnes. La production est d'ailleurs en rapport avec de telles richesses. Elle s'est élevée pour la houille seule, d'un élan ininterrompu :

(TONNES MÉTRIQUES)

1890.........	70 237 000	1898.........	96 300 000
1895.........	79 169 000	1899.........	101 621 000
1896.........	85 690 000	1900.........	109 993 000 [1]
1897.........	91 055 000		

Sur ces 110 millions, le bassin de la Ruhr en a produit la moitié, et le bassin de la Silésie, 25 millions de tonnes. Il faut y joindre les lignites de Saxe, de Bavière et de Brandebourg, soit 29 millions de tonnes en 1897, près de 40 millions en 1900. Cette nourriture demeure insuffisante

1. Y compris le Luxembourg. Cf. *Economist*, 6 avril 1901. — *Revue de statistique*, 19 août 1901. — *Handelsmuseum*, 18 avril, 22 août 1901. — *Stahl und Eisen*, 1er avril 1901.

pour le terrible appétit des chaudières et des locomotives. En vain, les houilles westphaliennes s'efforcent de soutenir la concurrence des houilles anglaises; le syndicat des charbonnages (*Rhein-westfälisches Kohlen Syndicat*), celui des producteurs de coke ont eu beau réglementer les prix, les chemins de fer ont eu beau promulguer des tarifs réduits pour les ports du Nord : le cardiff continue d'entrer par Brême et Hambourg :

	Tonnes métriques.
1897	4 550 000
1899	5 029 000
1900	5 938 000

Son importation s'est maintenue avec l'essor de l'industrie métallurgique, et celle-ci a marché la main dans la main avec l'industrie minière. A côté des filons de combustibles s'étendent de riches gisements de fer; depuis quinze ans, le progrès dans la fabrication de la fonte a été de 60 p. 100.

PRODUCTION DE LA FONTE EN ALLEMAGNE (TONNES).

1882	3 381 000	1898	7 312 000
1892	4 928 000	1899	8 143 000
1896	6 372 000	1900	8 520 000[1]
1897	6 889 000		

Les fonderies et les forges du pays rhénan en donnent environ la moitié, près de quatre millions de tonnes, qui circulent jusqu'aux extrémités de l'Allemagne. Dix-huit mille wagons sont nécessaires chaque jour, autour de Dortmund, de Hagen,

1. *Handelsmuseum*, 2 juin 1901.

de Bochum, de Duisbourg, pour enlever la houille, le minerai, le fer et l'acier puddlés ou fondus, et les conduire à Hanovre, à Magdebourg, à Kiel et à Stettin. Les voies doublées et décuplées, qui couvrent le pays noir d'un enchevêtrement de rails inextricables suffisent à peine pour assurer des dégagements à cette région congestionnée. Ce quadrilatère de 65 kilomètres de long sur 35 de large représente le quart du trafic total des chemins de fer allemands. Ruhrort, sur le Rhin, est devenu le premier port fluvial de l'Europe avec un mouvement de 5 996 000 tonnes. Duisbourg, sa voisine, vient ensuite avec 5 444 000 [1]. Le cœur du géant est là, qui, à chaque battement, refoule dans les artères l'aliment de combustion.

La fonte est, pour une forte part, transformée en acier. Les convertisseurs allemands rendent plus, aujourd'hui, que les établissements anglais :

Production d'acier en Allemagne
(lingots, objets demi-fabriqués, produits fabriqués)

	Tonnes.		Tonnes.
1881	897 000	1897	5 091 000
1890	2 161 000	1898	5 734 000
1895	3 963 000	1899	6 317 000 [2]
1896	4 821 000		

Cette même année 1899, la Grande-Bretagne n'a produit que 4 639 000 tonnes d'acier, la France

1. *Économiste français*, 4 mai 1901.
2. Conrad, *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, t. III, p. 476. — *Viertelsjahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches*, 1900, Heft 2, p. 7.

1 442 000. Seuls, les États-Unis battent le record allemand avec 8 970 000 tonnes.

Des entreprises gigantesques se sont montées. En vertu de leur masse et de la vitesse acquise, elles attirent et absorbent les exploitations plus modestes. Trois millions et demi d'entreprises industrielles sont écloses en terre allemande; 19 000 d'entre elles emploient plus de 3 millions d'ouvriers, et 255 maisons géantes en occupent 1 450 000. C'est la métallurgie surtout qui embrigade l'espèce humaine en de telles formations. Solingen consacre ses 40 fabriques à la petite industrie du fer, coutellerie, quincaillerie, outils et armes blanches; les aciéries de Bochum, les usines d'Oberhausen-Sterkrade, de la Dortmunder-Union, de Kœnigshütte en Silésie, de Wendel en Lorraine, comptent chacune plus de 10 000 ouvriers. La plus célèbre de toutes, la raison sociale Krupp, est un royaume de 46 000 âmes, avec des colonies à Duisbourg, à Neuwied, à Engers, à Rheinhausen, des provinces annexes à Magdebourg, à Kiel et à Stettin. Elle a ses mines particulières; elle exploite une partie des gisements de Bilbao en Espagne; elle a même son polygone à Meppen. Mais elle ne borne pas son activité à fondre les plaques de blindage, les pièces d'artillerie et les armes qui ont établi sa renommée; de ses 1 600 fours, de ses 4 500 machines-outils et de ses 132 marteaux-pilons sortent également les tôles, quilles et étraves de paquebots, le matériel des chemins de fer, les

machines de navires, les chaudières, les turbines, les outillages de tout ordre [1]. Plus de 1 200 fonderies éparses dans la région lorraine, la Hesse-Nassau, le Hanovre, la Bavière, la Saxe et la Silésie façonnent, martèlent, étirent et laminent le fer et l'acier, parfois aussi le zinc, le plomb et le cuivre qui sortent des filons germaniques.

Mais au lieu de se combattre les uns les autres, les industriels ont trouvé plus simple et plus profitable de s'entendre; ils ont créé des ligues, des *cartells*, qui réglementent la production et fixent les prix. Le trust américain n'est qu'un engin de guerre dirigé contre les concurrences; le cartell, en théorie du moins, est une association toujours ouverte, qui groupe les intérêts similaires, les représente à l'intérieur et à l'extérieur. Très souvent, il reçoit l'appui des commandes officielles : les syndicats westphaliens fournissent à l'État la houille que brûlent les locomotives, celles-ci fournies par une association de métallurgistes [2]. L'armée, la marine impériale sont leurs clientes obligées et fidèles. Aujourd'hui, on accuse les cartells d'abuser de la situation; on leur reproche de vendre à bon compte aux étrangers tout en maintenant les prix sur le marché indigène. D'autres leur pardonnent quelque excès de pouvoir, à la vue des services qu'ils rendent, de la surveillance

1. *Handelsmuseum*, 22 août 1901.
2. Paul de Rousiers, *Les Syndicats industriels de producteurs en France et à l'étranger.*

active qu'il exercent sur les diverses branches de la production nationale, directeurs pour ainsi dire de l'immense bazar allemand, où les tâches sont exactement réparties, les rayons multipliés, afin d'embrasser l'ensemble des besoins humains.....

Car chacun a sa besogne; toutes les industries ont trouvé place dans cette Allemagne privilégiée. A côté de la métallurgie et de la sidérurgie, les filateurs et tisserands travaillent le coton d'Égypte et des États-Unis, la laine d'Australie et de l'Argentine, la soie d'Italie et de Chine, le jute indien, le lin et le chanvre de Russie et de Hongrie. Un million d'ouvriers se courbent sur la broche et le métier; près de la moitié d'entre eux sont des femmes. Fabriques et manufactures offrent au consommateur tout ce qui se fait et tout ce qui se porte, fils et batistes d'Alsace, grosses futaines de l'Allemagne du Nord, tricots, bonneterie, toiles de coton et étoffes de laine de la Saxe et du Württemberg, velours et soieries de Barmen et de Crefeld. München-Gladbach est le centre de l'industrie cotonnière, blanchit, teint, apprête les tissus. Berlin, Hambourg, Cassel livrent des toiles de jute, Plauen les guipures, tulles et dentelles. Breslau, Erfurt, Berlin taillent, coupent et confectionnent les robes de femmes et les « complets » masculins. Le nombre des broches s'est élevé progressivement :

1887	5 055 000
1892	6 037 000
1898	7 884 000

Mais, dans l'industrie du coton comme dans celle des lainages, les fabricants ne retirent plus, de leur outillage perfectionné, un produit rémunérateur. Le prix des matières premières a démesurément haussé, la main-d'œuvre devient plus coûteuse. Le marché intérieur, reconquis sur les Anglais et les Français, commence à se saturer; tisserands et filateurs, en présence de bénéfices restreints, se voient dans l'alternative de réduire leur production ou de trouver des débouchés nouveaux.....

Le fabricant allemand se rattrape, d'ailleurs, sur d'autres articles. Le docteur Faust se penchait déjà sur les creusets et les cornues; les alchimistes allemands furent les plus célèbres du moyen âge. Le Germain méticuleux et méthodique s'est remis à combiner des mélanges et à inventer des réactions. Liebig et Hoffmann ont relevé l'étendard de la science; les élèves sont accourus et les capitaux ont afflué. Ni dépenses de premier établissement, ni frais de recherches, n'ont découragé ces gens convaincus que la chimie est la science de l'avenir et peut à la longue changer la face du monde. A l'heure actuelle, les usines d'outre-Vosges ont des docteurs ès sciences pour contremaîtres; ceux-ci surveillent et dirigent 150 000 ouvriers. Elberfeld s'occupe d'extraire du goudron de houille les matières colorantes; les fabriques de Ludwigshafen de la *Badische Anilin und Soda Gesellschaft* de Mannheim, sont les plus importantes de l'Europe. Nuremberg, Zwickau, Breslau se sont voués à la

droguerie et à la pharmacie. Acides sulfurique, azotique et carbonique; chlorures alcalins de Stassfurt transformés en engrais artificiels pour les agriculteurs, en sulfate de soude à l'usage des verriers, chlorates, acide chlorhydrique, sulfites, sulfates, superphosphates sortent de leurs laboratoires. Les spécialistes allemands ne limitent pas leur activité à la fabrication des produits industriels : ils y ajoutent les réactifs destinés aux savants, les médicaments, depuis les phénols jusqu'à l'antipyrine de Knorr. Le photographe leur demande les révélateurs à l'hydroquinone et les virages aux sels de platine; les petits cylindres des becs de gaz à incandescence sont fabriqués en Allemagne. La production des couleurs artificielles est devenue un monopole des maisons rhénanes et saxonnes. La valeur des produits chimiques fabriqués par l'Allemagne atteint au total un milliard de marks, sur lequel plus de 300 millions sont exportés. La France, patrie des Lavoisier, des Dumas et des Pasteur, est distancée pour la fabrication des huiles essentielles et de la parfumerie. Le *Herr Doktor* réussit à vendre moins cher, en utilisant les produits de synthèse analogues aux parfums naturels. Il récupère les sous-produits et précipite les résidus. « Aujourd'hui, dit la *North American Review*, la lutte entre les nations se réduit en somme à une simple concurrence sur le terrain de la science et des applications de la chimie. »

L'Allemagne se maintient au premier rang de la

science appliquée. Elle se tient au courant des découvertes, exploite les procédés nouveaux, asservit les forces que révèle la physique moderne. Elle a vu, dans l'énergie électrique, l'une des puissances mystérieuses qui régissent l'univers; elle la dompte et la discipline, crée une spécialité nouvelle, l'*Électrotechnik*. Les tramways sillonnent les rues populeuses, le téléphone et le télégraphe unissent les cités, les lampes à arc ou à incandescence répandent leurs nappes de lumière; la locomotive électrique menace de détrôner la lourde machine de Stephenson. Déjà l'Allemagne possédait, fin 1898, 3 700 kilomètres de chemin de fer mus par l'électricité et à la fin de 1900, plus de 6 000 kilomètres. Au 1er mars 1900, 652 usines étaient en activité; en décembre de cette même année, le chiffre a monté à 712, et la capacité de débit a passé de 66 000 kilowatts à 90 000. Les machines exposées au Palais du Champ de Mars ont surpris tous les connaisseurs. La société Siemens et Halske occupait, en 1899, 8 000 ouvriers, l'*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft* de Berlin, 13 000; les sociétés Lahmeyer à Francfort, Schuckert à Nuremberg, *Hélios* à Cologne, Körting à Hanovre, fabriquent les moteurs, les accumulateurs, les dynamos. Rheinfelden a la plus importante des usines de transmission de force... L'abondance des capitaux a permis d'étendre le rayon des affaires et de perfectionner le matériel. Les financiers estimaient en 1898, à 240 millions de marks les sommes engagées dans les entreprises

l'électricité, en 1899 à 453, en 1900 à 520 millions, actions, obligations et fonds de réserve. Certaines maisons ont fondé des succursales à l'étranger et notamment en Russie; car l'offre a vite dépassé la demande, et le marché intérieur a vite manifesté des symptômes de pléthore [1].

Nul n'a le droit de rester inactif; tous doivent participer au grand œuvre de la prospérité nationale. Iéna fournit à tous les laboratoires les microscopes, les objectifs anastigmatiques de Zeiss. Meissen maintient les traditions artistiques de la porcelaine de Saxe, et ses biscuits ont rencontré un accueil empressé à l'Exposition de 1900. Les verreries de Saxe, malgré les grèves, luttent avec les cristalleries de Bohême. Nuremberg, la Thuringe apportent leurs soins minutieux à la fabrication des jouets et des poupées [2]. Les bicyclettes allemandes s'efforcent d'égaler la qualité des machines françaises ou britanniques. Leipzig est la capitale de la librairie et du papier [3]. Les instruments de musique, les pianos sortent des fabriques de Berlin, de Stuttgart, de Leipzig. La brasserie allemande se vante de produire la meilleure bière et la plus saine : la *Münchner*, la *Pilsener* battent en brèche la vieille renommée des bières anglaises. Berlin sculpte les meubles et travaille le cuir. La maison Faber, en

1. *Moniteur officiel du Commerce*, 1er mars 1900. — *Ibid.*, 21 mars 1901.
2. *Ibid.*, 25 avril 1901.
3. *Ibid.*, 16 mai 1901.

Bavière, fournit aux hommes d'étude les crayons, l'encre, les articles de bureau... Sur les terrains où l'Allemand se sent moins sûr de vaincre, il se borne à imiter, à contrefaire. Hambourg possède dans ses hangars des vins de Bordeaux et de Champagne, des cognacs des Charentes, des savons de Marseille, des tissus de Laval et des toiles de Cholet, que nos viticulteurs et nos fabricants ne lui ont pas envoyés en dépôt. L'Allemand sait à l'occasion reconnaître loyalement son infériorité; mais il ne s'y résigne jamais. La grande manifestation parisienne de 1900 a montré que les industries d'art et de luxe, malgré tous les efforts, restent en arrière : les pouvoirs publics, et souvent de simples particuliers, redoublent d'efforts pour combler des lacunes de l'organisation, pour développer l'enseignement professionnel et technique, éveiller chez les artisans « l'esthétique latente », leur assurer au besoin des ressources pour aller étudier sur place les procédés des concurrents. Ce mode d'éducation, ce souci de préparer l'homme au travail qui lui incombe, nous le retrouvons à tous les degrés et dans toutes les branches de la production. L'Allemand ne fait bien que ce qu'il a appris à faire. Autrefois il épluchait des textes et déchiffrait des épigraphes. Maintenant à côté de ses vieilles Universités, il construit des *Technische Hochschulen* et des écoles industrielles. Pour les simples manœuvres, des centaines d'écoles spéciales dispensent l'éducation « scientifique ». Écoles d'architecture et de construction, de chimie,

d'électricité; écoles de tissage et de filature; écoles préparatoires pour les mineurs; écoles de ferronnerie; écoles de broderie et de passementerie, chaque corps de métier a la sienne ou les siennes qui visent à élever les aptitudes de l'ouvrier et la perfection du travail manuel. Il y a des écoles de coupe et de façon pour les tailleurs, des écoles de brasserie, de pâtisserie et de cuisine; il y a en Thuringe une école où des apprentis étudient l'art de fabriquer des poupées et de confectionner les mobiliers lilliputiens. « C'est l'enseignement professionnel, dit un ingénieur, qui a fécondé l'activité industrielle, et qui a donné au travailleur allemand son maximum d'énergie et de productivité. L'instruction, dans toutes les *Fachschulen*, est essentiellement pratique. Elles s'inspirent directement des procédés d'industries ou de métiers déterminés, et y puisent leur matière d'enseignement. Depuis la plus humble école des corporations, jusqu'aux écoles supérieures des industries d'art, toutes s'appliquent à faire de l'industrie, c'est-à-dire à appliquer à chaque fabrication le procédé le plus rationnel et le plus économique[1] ».

1. P. Buyse, *Étude sur les écoles techniques de l'industrie du bâtiment.*

V

Les débouchés nécessaires. — La politique coloniale et ses désillusions. — La doctrine nouvelle.

L'Allemand s'est outillé et s'est entraîné. Il a perdu du poids et acquis des muscles solides. Lui aussi, il a contemplé le monde, et il vit que ce monde était beau, et il tendit vers lui ses larges mains. L'expansion est devenue nécessaire à cet organisme apoplectique, débordant de sève et de sang. Cinquante millions d'Allemands, quels que soient leurs besoins, n'offrent qu'une faculté d'absorption limitée. Le bien-être, la fortune publique se sont accrus dans une large mesure; mais la production, une fois lancée, a progressé plus vite encore. Le réseau ferré de l'Empire est à peu près complet; les arsenaux bornent leurs commandes, d'après les nécessités budgétaires; les vêtements, tissus et draperies ne s'usent pas en un jour — l'Allemand est d'un soin méticuleux —; il ne naît pas chaque année, malgré l'accroissement énorme de la population, assez d'enfants pour briser tous les jouets de la Thuringe et toutes les poupées de Nuremberg. Encore quelques années et l'encombrement du marché deviendra pléthore, la surproduction, engorgement. Locomotives, wagons, rails, traverses, tôles, arches métalliques se rouilleront sous les hangars; toiles, lainages, madras et calicots vont s'empiler dans les docks et les arrières-

boutiques... L'exportation est devenue un besoin impérieux, une inévitable nécessité. Hors de là, point de salut. Le cri dont retentissent les Chambres de commerce de Birmingham et de Manchester : *Markets! Markets!* a retenti du Rhin à l'Elbe. Des débouchés! des débouchés! répètent en écho tous ceux qui fabriquent et tous ceux qui vendent, depuis le patron aux usines colossales, jusqu'au petit artisan en bois sculpté de la Forêt-Noire et de l'Erzgebirge. Des débouchés! des débouchés! clament métallurgistes et manufacturiers, effrayés de constater que l'organisation commerciale de l'Allemagne se révèle en retard sur son développement industriel. Il nous faut de nouveaux marchés, qui maintiennent la production et la stimulent à la fois, des sources où puisse se retremper notre activité, « *die Besitzergreifung wirtschaftlischer Kraftquellen.* »

Est-ce la politique coloniale qui pourra les fournir? Il y eut une époque où l'Allemand crut possible de se tailler un grand empire au delà des mers, à la fois marché rémunérateur, débouché pour le flot de l'émigration qui se perd dans les vastes espaces des États-Unis, point d'appui pour son influence maritime et politique. Il fit valoir les aptitudes de la race : patience, sobriété, sagesse dans la conception, méthode dans la conduite; sa souplesse d'esprit, sa facilité à s'approprier les ngues, les mœurs et les usages, à s'adapter aux stitutions, même aux préjugés des peuples qui vent sous d'autres latitudes. Les grandes mai-

sons de commerce, la haute banque berlinoise ont prôné l'expansion vers les pays neufs et la fondation de colonies d'empire. Bleichroeder et Hausemann, les Lüderitz et les Godefroy ont risqué des tentatives au continent noir et aux archipels océaniens, se sont efforcés de provoquer un mouvement national. Car l'initiative n'est pas venue d'en haut. Un Bismarck s'est toujours refusé à placer son idéal dans une extension outre-mer de l'activité germanique. Il a vu d'un œil défiant les efforts des particuliers pour lui forcer la main. Déjà, en 1871, s'il faut en croire l'amiral Livonius, il a dédaigneusement rejeté le conseil d'exiger de la France la cession de la Cochinchine; il s'est bien gardé de soutenir la maison Godefroy, lors des difficultés qu'elle rencontra à Tahiti. Il se résignera tard et de mauvaise grâce à suivre le courant. L'Angleterre et les États-Unis l'ont contraint en 1879, à régler le condominium des Samoa, par le traité qui a duré jusqu'à ces derniers temps. Il finit par se laisser arracher des encouragements, puis des subventions; ses résistances tombent pièce à pièce, sans doute sous la poussée de l'opinion, mais aussi parce qu'il a son idée secrète. Il n'a jamais cru que le Damaraland ou le Togo fussent susceptibles de devenir des colonies de peuplement; mais il a prévu la possibilité de fonder des exploitations commerciales, où l'on pourrait expédier comme fonctionnaires ou administrateurs, l'excédent de la petite bourgeoisie alle-

mande[1]. La conférence de Berlin, en 1885, montre ses derniers scrupules évanouis; elle fait voir l'Allemagne, entrée résolument dans la voie de l'expansion, et proclamant sa volonté d'être considérée comme puissance coloniale, au même titre que l'Angleterre ou la France.

Pour être puissance coloniale, il ne lui manquait que des colonies. Dans cette Germanie réfléchie et méthodique, la volonté précède le fait et en provoque la réalisation. En 1887 interviennent les conventions qui délimitent les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'Angleterre dans l'Est-Africain, au détriment du sultan de Zanzibar, et l'accord relatif au partage de la Nouvelle-Guinée. Ainsi, l'entreprise de deux sociétés particulières se trouvait confirmée et agrandie. Bismarck disparu, le vieil Empereur remplacé par un petit-fils ambitieux, le mouvement s'accentue et se précipite. Les possessions européennes cernent le continent noir d'une ceinture complète; les officiers, les commerçants allemands contribuent à l'œuvre de pénétration vers l'intérieur. Ils poussent jusqu'aux grands lacs équatoriaux, s'efforcent d'ouvrir au Cameroun un débouché vers ce Tchad mystérieux dont les États se disputent âprement les berges marécageuses. Le gouvernement conclut un partage avantageux des Samoa; il rachète aux Espagnols les débris de leur empire colonial; il s'est installé, à grand orchestre, au cœur du monde jaune, pré-

1. Ch. Andler, *Le Prince de Bismarck*, p. 276.

lude de la mise à sac de la Chine et des tragédies de Pékin. Il crée les lignes de paquebots, seconde les sociétés de propagande; la *Deutsche Kolonial-Gesellschaft* publie des brochures et un journal spécial, essaie de créer et d'entretenir un courant d'opinion. D'autres associations facilitent aux émigrants l'achat de concessions terriennes. Le pouvoir impérial développe les plantations, active le trafic entre la métropole et ses nouvelles conquêtes; il fonde à Witzenhausen, près Cassel, une école coloniale, qui doit être le nid d'où sortira l'aigle germanique, serres ouvertes, ailes étendues.

Mais avant de prendre son essor, l'aigle a regardé les terres où flotte le tricolore fédéral. Elles lui ont semblé mesquines, trop étroites pour sa vaste envergure. L'Allemagne, venue après l'Angleterre, la France, la Belgique, s'est bornée à ramasser les miettes du festin de ses rivales, pays tropicaux, climats insalubres, inaptes à devenir une Australie ou même une Algérie. Officiers et soldats, administrateurs, missionnaires, quelques rares négociants et planteurs sont toute la population allemande des colonies, et cette population se monte à peine à une poignée d'hommes. On trouvait, à la fin de 1898 :

Dans le Sud-Ouest Africain	1 221	Allemands.
Au Togoland	102	—
Au Cameroun	181	—
Dans l'Est-Africain	678	—
Dans la Nouvelle-Guinée	62	—
	2 244 [1]	—

1. Foreign Office, *Miscellaneous Series*, n° 474, p. 44.

Voilà tout ce qui vit sur une étendue totale de 2 700 000 kilomètres carrés, cinq fois supérieure à celle de l'Allemagne continentale : 1 700 fonctionnaires et 600 planteurs ou commerçants, noyés au milieu de 12 millions et demi de sujets indigènes. Et si nous envisageons le mouvement des affaires, le résultat paraîtra mince à côté des efforts et du zèle dépensés. Le commerce des colonies ne cesse, il est vrai, de s'élever : 28 millions de marks en 1892, 47 millions en 1898, près de 60 millions en 1899[1]. Mais l'Allemagne ne figure que pour moitié à peine dans ce total : ces régions sans industrie ne peuvent exporter que des produits agricoles, des dépouilles d'animaux, huiles et graines oléagineuses, cacao, tabac, café, bois, caoutchouc, guano, ivoire : 15 millions de marks en somme, pour 1899, dont 9 1/2 seulement ont pris le chemin des ports allemands! L' « Empire » colonial demeure un appoint insuffisant pour le commerce. Pour assurer un sérieux trafic, il faut autre chose que de mauvais fusils, des petits couteaux et quelques mètres d'étoffes : c'est à peu près tout ce que réclament les tribus équatoriales. Seul, l'alcool de Hambourg paraît susceptible d'une demande considérable.....

On a tenté cependant, d'après toutes les règles, la mise en valeur de ces contrées. Chemins de fer,

1. *Export*, 24 août 1899. — *Moniteur officiel du commerce*, juillet 1901.

ports, wharfs, docks, entrepôts, tous les attributs de la « civilisation » leur furent distribués sans parcimonie, mais aussi sans prévoyance. Les postes importants ont été confiés à des militaires, altérés d'avancement et d'aventures, et dont les procédés ne sont pas faits pour rallier les cœurs à la domination germanique, ou bien à des juristes, pénétrés de traditions bureaucratiques, et inaptes à la carrière coloniale. L'Allemagne, après s'être beaucoup moquée de l'administration française, a le bonheur de posséder aujourd'hui des colonies de fonctionnaires, désireux de faire grand, grisés de leur pouvoir à peu près sans contrôle, portés quelquefois, dit-on, à favoriser des spéculateurs louches aux dépens des colons honnêtes et des négociants sérieux.

Cette politique se traduit par des déficits et des appels à la bourse du contribuable. Les colonies, loin de se suffire, demeurent une charge financière pour la métropole. Les protectorats ne peuvent couvrir leurs propres dépenses. Les crédits coloniaux inscrits au budget de l'Empire, enflent à chaque exercice. Et il faudrait ajouter les subventions métropolitaines qui figurent au budget particulier de chacune des possessions, les dépenses militaires et maritimes, l'entretien des flottilles des lacs Nyassa et Tanganyika. De si piètres résultats ont dégrisé le monde des affaires. Le délire colonial a bien pu, certain jour, tourner les têtes allemandes ; mais les cerveaux ont repris leur équilibre,

cherché de nouvelles voies et étudié de nouvelles méthodes.

Enfantillage, la chasse aux territoires inoccupés ; stérile et inefficace, la vieille méthode de colonisation. Un sourire s'est dessiné sur les visages, à la vue du coq gaulois, ardent à culbuter toute résistance, à coups de bec, à coups d'ergots, qui claironne ses victoires en grattant un sable brûlant. Ce n'est pas ainsi que procèdent des esprits scientifiques. Assagis par l'expérience, instruits par l'étude, armés par l'effort, ils se sont fait un autre système. Le monde est grand. Dans ce monde régnera l'Idée allemande. Elle doit planer sur la terre. Sera-ce en oiseau de proie, ou en messager pacifique, en migrateur bienvenu qui laissera tomber sur les champs et les cités la semence fécondante? La Valkyrie à la cuirasse étincelante, au casque à la chimère d'or, déposera-t-elle la lance et le bouclier, pour prendre le flambeau qui éclairera les peuples?

Hohenzollern a fait la patrie commune par le fer et par le feu. Il conserve son ceinturon bouclé, et laisse traîner avec fracas le fourreau de sa latte. Il porte souvent sa main sur la poignée. Il adresse des harangues flamboyantes à ses troupes, à ses marins, à tous ceux qui vont au loin répandre l'influence germanique. Il se pose en envoyé céleste, chargé d'accomplir les destins de l'Empire. Mais comment les réalisera-t-il?

Il ira au Mont des Oliviers, chercher pour la majesté impériale, l'investiture de la majesté divine..... Auparavant, il se rendra à Yldyz-Kiosk, directeur d'une grande usine et représentant de commerce.

CHAPITRE II

L'âme de l'Allemagne impérialiste.

I

L'armée allemande.

« Quand une fois une opinion s'est emparée des têtes allemandes, leur patience et leur persévérance à la soutenir font honneur à la force de la volonté dans l'homme [1]. » L'Allemand cherche, et découvre sans cesse, des raisons nouvelles de croire en soi. Sa mémoire tenace retient, gravées en traits ineffaçables, les leçons de l'expérience; son immense orgueil bâtit des projets sur les substructions des souvenirs.

Hier encore, d'autres peuples tenaient la première place. Comme la terre produit, à chaque

[1] Mme de Staël, *De l'Allemagne*, IVe partie, chap. II.

saison, des récoltes différentes, les siècles ont mûri, tour à tour, les sociétés écloses au sillon des âges; tour à tour, ces sociétés ont acquis leur plein développement et porté leurs fruits. La civilisation grecque a cédé le pas à l'autorité romaine; et sur les ruines du monde antique, l'Espagne, la France, cherchèrent à instaurer leur monarchie universelle et leur discipline des intelligences et des âmes. Elles connurent, chacune à son heure, l'ivresse de se sentir fortes et pleines de sève. L'une prétendit imposer au monde le joug de la pensée et la terreur de l'Inquisition ; l'autre crut faire le bonheur des peuples, en leur inculquant les doctrines de la Révolution. Des hommes semblèrent désignés pour réaliser ces rêves ou incarner ces dogmes, Philippe II, Napoléon : ils laissèrent l'Espagne et la France épuisées d'hommes, d'argent et d'énergie. Alors vint l'Angleterre, qui parut d'abord messagère de civilisation. Elle a peuplé le monde de ses enfants, fait jaillir des cités aux prairies de l'Amérique, aux rivages australiens; elle a imprimé l'essor au commerce du monde. A son tour elle dévie de sa route; elle cesse d'être vraiment « la plus grande des races gouvernantes », elle devient la tribu exterminatrice, « *the extirpating race* ». Elle dévaste au lieu de créer, pressure les peuples qui se sont fiés à elle, des rayots de l'Inde aux fellahs égyptiens, anéantit ceux qui lui résistent, des fermiers irlandais aux paysans de l'Orange et du Transvaal.

Puis, à point nommé, surgit l'empire allemand, moins vaste que les domaines des Henri et des Othon, mais plus compact, plus homogène, plus un par les conditions géographiques et les sentiments populaires. Le nouveau-né grandit vite en force, en sagesse et en appétit. Il surprit, par ses progrès, jusqu'au colonel de cuirassiers à la suite dont le sabre l'avait aidé à venir au monde. En vain le colonel se fit ministre du commerce, éleva des barrières, s'épuisa à concentrer les forces nationales, à plier les circonstances à son idéal de la « Petite Allemagne ». Tous ses efforts demeurèrent stériles. Naguère, c'était mue par une curiosité platonique et naïve que l'Allemagne regardait par-dessus ses frontières ; elle envoyait libéralement ses enfants guerroyer sous la bannière des princes anglais, français, ou italiens ; elle conservait sa liberté de penser, mais elle n'agissait que sous une impulsion extérieure. Un beau matin, l'Allemand s'avisa qu'à la pensée libre il convenait de joindre la libre activité ; qu'il s'était affirmé assez homme pour se dispenser d'emprunter les habitudes, les goûts de Paris ou de Londres ; qu'enfin il dépendait de lui seul de donner le mouvement au lieu de le recevoir. Du haut en bas de l'échelle sociale, ce sentiment se répandit dans le peuple.

L'Empereur, l'officier, le fonctionnaire, s'érigèrent en représentants de la grandeur nationale, s'attribuèrent la mission de la faire connaître et respecter ; ils perfectionnèrent ces deux instru-

ments de précision, organes de leurs volontés, l'armée et la bureaucratie. M. de Bismarck fit voter la *Kreisordnung* de 1872, qui renforçait encore l'autorité de l'aristocratie et des classes possédantes. Richelieu avait ruiné les privilèges de la noblesse française, et Louis XIV la traîna dans les cortèges dorés de Versailles : le chancelier de fer retira au junker prussien ses droits de justice et de police rurale, l'enrôla dans les rangs des représentants salariés du pouvoir central, en fit un *Oberpræsident*, un *Landrath*. Sous ces chefs se courba la masse disciplinée des employés et des scribes, dont le chancelier disait un jour :

« Nous nous gardons d'y toucher... Cette bureaucratie travailleuse et mal payée nous fait le meilleur de notre besogne et constitue une de nos meilleures forces. » L'officier français qui recueillit ces paroles ajoute : « La preuve la plus remarquable de cet attachement des Prussiens au devoir est fournie par le personnel des employés de tout grade des diverses administrations de la monarchie : payés avec une parcimonie vraiment surprenante, chargés de famille le plus souvent, les hommes qui composent ce personnel travaillent, tout le jour, avec un zèle infatigable, sans se plaindre ou paraître ambitionner une position plus aisée[1]. »

L'esprit de discipline naturel à l'Allemand lui

1. Colonel Stoffel, *Rapports militaires*. Cité par A. Guilland : *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*.

fait accepter avec docilité, sinon avec enthousiasme, le fardeau toujours plus pesant du militarisme. Depuis 1870, l'Empire n'a plus permis à la Nation Armée de laisser tomber les effectifs atteints pendant la guerre. Et non seulement il les a maintenus, mais il exige les suppléments rendus nécessaires par les préoccupations extérieures[1]. L'état-major général l'a dit, par la bouche d'un de ses théoriciens les plus distingués : « Travailler sans relâche à perfectionner notre armée et notre organisation militaire nationale, sera encore pour nous la suprême sagesse politique. L'accroissement de notre force morale, de cette puissance qui décide de tout à la guerre, doit marcher de front avec nos progrès matériels[2]. »

D'année en année, l'armée allemande gagne en nombre :

EFFECTIFS SUR LE PIED DE PAIX[3].

	Officiers.	Sous-officiers.	Soldats.	Hommes instruits.	Budget (millions de marks).
1872..	17 213	48 000	401 000	1 400 000	450
1880..	18 000	»	427 000	»	»
1890..	20 285	60 000	468 000	2 400 000	500
1896..	22 618	80 000	479 000	2 550 000	750
1900..	23 850	81 000	495 000	4 000 000	831

C'est donc, sur le pied de paix, une masse de 600 000 hommes — 604 168 pour l'année 1901 ;

1. *Annales des Sciences politiques*, janvier 1901 : *L'armée allemande.*
2. Von der Goltz, *La Nation armée*, p. 530.
3. Non compris environ 10 000 *Einjähriger*, et les non-combattants, médecins, infirmiers, etc.

répartie en 23 corps d'armée (y compris la garde) et 4 millions d'hommes à l'effectif de guerre, qui se lèveront au premier signe de la main impériale pour courir sus à l'ennemi de l'est ou de l'ouest. Le chef surveille son armée avec un soin jaloux; il l'entretient par des manœuvres et des exercices, il la renforce par des rengagements de sous-officiers; il prétend entraîner son peuple pour les destinées mystérieuses de l'avenir.

II

L'esprit guerrier et le pangermanisme.

« Puissent les Allemands, à quelque race qu'ils appartiennent, toujours sentir qu'ils ont une patrie commune, une patrie dont ils ont le droit d'être fiers, et travailler, chacun dans la mesure de ses forces, à sa glorification! »

Ces paroles furent prononcées par le roi Louis I de Bavière, à l'inauguration de la Walhalla. Une table de marbre, au pied d'un chêne séculaire, les présente au touriste qui de Ratisbonne vient en pèlerin visiter le temple dédié aux grands hommes de l'Allemagne. De très loin, au détour du Danube apparaît sur la colline boisée la tache blanche d'une façade dorique, au-dessous de laquelle d'immenses escaliers s'étagent en pente raide sur le fleuve. Le sanctuaire des gloires nationales regar[de] l'Allemagne du Sud, l'Autriche. Que signifie

regard? Regret mélancolique, invite à ne pas oublier le passé commun? Ou bien, regard chargé de désirs contenus, un de ces appels muets, qui font battre les cœurs des peuples aussi bien que ceux des hommes?

M. Chamberlain a proclamé à *Toronto* : « Je refuse de parler des États-Unis comme d'une nation étrangère. Nous sommes tous de la même race et du même sang; nous sommes les branches d'une même famille. » De même, M. de Bismarck s'est toujours refusé à voir en l'Autriche une nation [illegible] distincte. Jeune, il défendit au Landtag [illegible] nement prussien qui venait de conclure [illegible] *tions* d'Olmütz. Deux jours après [illegible] sommée, il osait dire :

« J'ai cru devoir [illegible] l'Autriche, employer le [illegible] Mais, je vous le demande [illegible] drez-vous que la Hesse [illegible] pour nous des pays étrangers [illegible] terme à l'Autriche [illegible] titre, un pays [illegible] modestie de ne [illegible] triche pour une [illegible] découvrir qu'un [illegible] de régner sur des [illegible] soumis par les armes [illegible] d[illegible]lovaques et les [illegible] j[illegible]e n'en [illegible] v[illegible]présent [illegible]

dans les États [illegible]iffer, au soleil [illegible]éments germa- [illegible]uvenir; ils ont

Badeni porta [illegible]centraliste déjà [illegible]*or teutonicus* se [illegible]déral allemand [illegible] autorité amoin- [illegible] de Saint-Wen- [illegible]ie dans la chair [illegible] Hongrois et les [illegible]er à son étreinte, [illegible]ploi des langues [illegible]tions de la vieille [illegible] était condamné à [illegible]n'y a qu'un droit [illegible]s d'Autriche, sauf [illegible] pays alpins : ce [illegible] suprématie alle- [illegible] droit, la logique [illegible]tants attitrés de la [illegible]t, ainsi fait. Nous [illegible]magne pour l'abro- [illegible]tion au Reichsrat, [illegible]s les discussions [illegible] Gautsch, Thun,

[illegible]*vue de Paris*, 1er février

simple appoint aux Slaves autrichiens. Non; je reconnais en l'Autriche le représentant et l'héritier d'une vieille puissance allemande, qui a souvent, et avec gloire, tenu en main l'épée germanique[1]. »

Après Sadowa, le voici qui s'épuise à contenir le roi Guillaume, se roule de désespoir sur son lit, lorsque le vieux soldat affirme sa volonté d'entrer à Vienne et d'annexer la Silésie autrichienne. Car lui, Bismarck, il tient à épargner aux vaincus la rancœur des capitales violées et des provinces arrachées. Ainsi, il a réservé l'avenir; ainsi, il a pu conclure plus tard une alliance, qui, par la force des choses, fait graviter l'Autriche dans l'orbite allemand. Ses successeurs se sont appliqués à affermir cette alliance, à renforcer le prestige des Hohenzollern dans l'esprit des sujets du Habsbourg. Dès longtemps, Stein avait proclamé :

« Les Hohenzollern sont de vrais Allemands; dans leur pays, depuis deux siècles, ils ont développé librement ce qui fait la supériorité de la vie germanique : un esprit de liberté et de vérité, qui ne se laisse pas étouffer ni tromper par des sophismes..... Les Habsbourg ne peuvent aspirer à commander à des Allemands, parce que chez eux l'esprit germanique a été adultéré par l'esprit jésuitique, mortel à toute vérité[2]. »

Deux portraits de Guillaume II s'étalaient au pavillon autrichien de la rue des Nations. Lui-

1. Au Landtag, 3 décembre 1850.
2. Seeley, *Life and Times of Stein*, p. 376.

même, en 1897, a fait une tournée dans les États de son voisin, avec l'idée de réchauffer, au soleil de sa personne sacrée, le zèle des éléments germaniques. Ceux-ci en ont gardé le souvenir; ils ont crié vers lui à l'heure du danger.

Quand la maladresse du comte Badeni porta une nouvelle atteinte au système centraliste déjà ébranlé par le comte Taafe, le *furor teutonicus* se donna libre carrière. Le parti libéral allemand voyait sa suprématie menacée et son autorité amoindrie. Il apercevait déjà le royaume de Saint-Wenceslas, « enfoncé comme une flèche dans la chair allemande ». Le jour où, après les Hongrois et les Polonais, il vit les Tchèques échapper à son étreinte, le jour où les ordonnances sur l'emploi des langues portèrent un coup terrible aux traditions de la vieille bureaucratie autrichienne, ce parti était condamné à devenir un parti nationaliste[1]. Il n'y a qu'un droit historique pour tous les Allemands d'Autriche, sauf peut-être les conservateurs des pays alpins : ce droit, c'est le centralisme et la suprématie allemande. Et pour faire valoir ce droit, la logique ordonne de recourir aux représentants attitrés de la civilisation germanique. Ainsi dit, ainsi fait. Nous avons vu les péripéties de la campagne pour l'abrogation des ordonnances, l'obstruction au Reichsrat, la force armée intervenant dans les discussions parlementaires; après Badeni, Gautsch, Thun,

1. Kramarsch, *L'Avenir de l'Autriche* (*Revue de Paris*, 1er février 1899).

Clary-Aldringen, Wittek, fantômes de ministres, s'évanouir sans avoir pu résoudre ce problème insoluble; le budget non voté, la monarchie gouvernée de façon presque absolutiste en vertu du fameux article 14 de la Constitution. En même temps, quelques énergumènes traversaient la frontière et battaient le rappel en faveur des frères allemands, de la culture allemande à défendre. Les Wolf, les Schœnerer, les Iro faisaient retentir Leipzig, Dresde et Mayence de leurs cris et de leurs injures, tandis que la police allemande demeurait sourde et muette. L'*Alldeutscher Verband*, l'Union pangermanique, étendit sa propagande et multiplia les conférences; les unions scolaires, le *Deutscher Schulverein*, le *Gustav-Adolfverein* envoyèrent des encouragements et les subsides aux écoles allemandes rivales des écoles tchèques[1]. Quand enfin François-Joseph, exaspéré, signa, le 8 septembre 1900, le décret de dissolution du Parlement, les partis modérés sortirent affaiblis de la consultation électorale. Les *populistes* allemands, partisans de l'hégémonie allemande, revinrent 51 au lieu de 42; les radicaux pangermanistes, 21 au lieu de 5. Ceux-ci ont quitté la salle des séances, à l'ouverture de la session, le 31 janvier 1901, lorsque le président proposa trois vivats en l'honneur de l'Empereur. Des mains ont applaudi au nord de l'Erzgebirge. Qu'aurait dit, cependant,

1. Voir sur cette campagne le livre très documenté de M. Chéradame : *L'Europe et la Question d'Autriche.*

M. de Bismarck? De son vivant, certaines incartades lui avaient fait froncer le sourcil; il s'exprimait volontiers avec sévérité sur le compte des Allemands d'Autriche. « Vous verrez, prédisait-il, que les succès parlementaires de l'élément allemand en Autriche et leur action finale sur la politique autrichienne n'aboutiront qu'à affaiblir le poids de l'élément national allemand, et à éloigner la monarchie de l'Allemagne[1]. » Au plus fort de la crise, les *Hamburger Nachrichten* avaient jeté un blâme sévère aux entrepreneurs de démolitions et de ruines. « A quoi pensent les Allemands d'Autriche, disait la feuille bismarckienne. Oublient-ils donc que depuis 1866, ils sont Autrichiens avant d'être Allemands, et qu'ils doivent s'accommoder de l'être? Forcés de vivre côte à côte avec d'autres nationalités, il n'ont pour ressource que de s'entendre avec elles, et de s'abstenir d'excès qui réussissent simplement à discréditer leur cause. » Les souverains peuvent bien échanger des visites, et Guillaume II peut envoyer le Kronprinz recevoir l'accolade de son « paternel ami »; il ne semble guère que la cour de Vienne désire encore se rapprocher du trône altier des Hohenzollern. Mais c'est entre les peuples, non entre les princes, que se joue la partie décisive.

Les pangermanistes d'Allemagne comptent les minutes, et l'œil fixé sur l'avenir, attendent le jour ıi doit éclairer le *Deutschtum* reconstitué, l'union

1. *Souvenirs et Pensées*, II, 91.

de la patrie de Gœthe à celle de Grillparzer. Ils estiment que le fruit tombera de lui-même, à l'heure de sa maturité. Au besoin, on l'y aiderait. L'Empereur ne se prend-il pas, de temps à autre, à regretter que se rouille cette magnifique armée « qui a besoin de se battre comme les locomotives de rouler, sous peine de devenir du vieux fer », disait déjà Prévost-Paradol. Les officiers se font les interprètes de ce qu'ils croient la secrète pensée du Maître. Dans une conférence sur les éléments de la guerre moderne, prononcée à Berlin, le colonel de Bernhardi, chef de la section historique du grand état-major, s'est exprimé en ces termes :

« Nous reconnaîtrons que l'Empire allemand, nouvellement formé, n'a pas encore atteint la limite de l'extension possible de sa puissance... Nous reconnaîtrons que sa mission historique n'est pas encore terminée, puisque cette mission consiste à former le noyau autour duquel viendront se grouper tous les éléments dispersés de la race allemande, à étendre sa sphère d'influence pour la mettre en harmonie avec ses limites politiques, à donner et à assurer au germanisme la place qui doit lui revenir sur tout le globe, enfin, à triompher des puissances de l'ignorance, de la révolution et du matérialisme, en portant haut la lumière de la liberté intellectuelle et morale [1]. »

Et à côté des officiers en quête de grades, les

1. *Revue militaire de l'étranger*, mai 1900.

administrateurs en quête de places, les professeurs pâlis dans l'étude des vieilles chartes, les étudiants chauvins, tout le clan des ambitieux sans limite et des politiques sans prudence se serre autour de la personne impériale. Rien, disent-ils, ne saurait entraver leurs projets. La constitution politique de l'Allemagne laisse à l'Empereur une large initiative pour l'action. Elle est parlementaire de nom et à peu près absolue de fait; on l'a bien vu lorsqu'il s'est agi d'engager l'expédition de Chine. Le Reichstag, le Landtag, peuvent à la rigueur renverser les ministres de Guillaume II : ils ne sauraient arrêter sa volonté. Nous ne sommes pas dans une Angleterre, régie par une constitution que les générations élaborèrent pièce à pièce, au cours des siècles, toute de limites et de contrepoids. La constitution impériale de l'Allemagne, née des circonstances, a été formulée en un jour. Elle est née au fracas des batailles, elle conserve de ses origines un caractère césarien. Quand les princes germaniques offrirent au roi de Prusse la couronne d'Othon et de Barberousse « ils étaient plus chefs d'armée que chefs d'État, et ce fut bien l'armée allemande victorieuse, en face de l'ennemi, qui fit l'unité impériale »[1]. Rois et princes abdiquèrent du même coup, sinon leur indépendance, du moins leur autonomie; ils se réduisirent au rôle de gardes du corps. Dans la galerie de Versailles, le

1. *L'armée allemande* (*Annales des Sciences politiques*, janvier 1901, p. 25).

nouveau chancelier, de sa voix dure et martelée, lit le document qui restaure l'Empire. Un silence suit cette lecture, comme si l'assemblée, à l'instant où s'ouvre l'avenir, envoyait un dernier souvenir au passé. Puis le grand-duc de Bade donne le signal d'un *hoch* formidable, répété en écho par les murs qui virent passer la majesté du Roi-Soleil. Mais ces acclamations sentaient moins l'enthousiasme d'un peuple qui se donne, que la joie de prétoriens heureux de saluer l'*Imperator*.

III

L'Allemagne industrielle et commerciale. — Les tendances pacifiques.

La fièvre tombée, les prétoriens se sont comptés. Ils font beaucoup de bruit; mais ils sont peu nombreux. La masse de la nation n'est rien moins que belliqueuse. Il semble bien que l'esprit guerrier soit en raison inverse du militarisme. Le colonel de Bernhardi en convient dans la même conférence : « Nous voyons presque tous les peuples, en raison même des progrès de la civilisation, prendre une voie qui va directement à l'encontre des exigences de la guerre moderne... Le socialisme des sans-patrie coupe toutes les racines de la discipline et de la subordination, qui sont les conditions primordiales de toute guerre. Les classes bourgeoises elles-mêmes penchent de plus en plus vers la con-

ception d'une vie pleine de mollesse, dans laquelle le bien-être matériel serait l'unique but de l'existence, le principal rôle de l'État consistant précisément à assurer ce bien-être. »

Si despotique que soit l'autorité impériale, elle doit tenir compte des circonstances politiques, des besoins économiques et des aspirations sociales. Le peuple allemand voit très bien ce qu'il a gagné à la victoire; il aperçoit moins nettement ce qu'il gagnerait à une nouvelle aventure. Il ne croit pas urgent de proclamer à grand fracas le dogme de l'Allemagne une et indivisible. L'ouvrier, le commerçant, l'industriel, le monde des affaires, ne manifeste aucun enthousiasme belliqueux. Que des soldats prêchent la guerre, ils font leur métier de soldats. Mais quand le bourgeois a croisé, dans la rue, l'officier guindé dans sa tunique, il se retourne parfois, et l'observateur peut surprendre sur sa physionomie une expression ironique. Les feuilles publiques ne se lassent pas de le répéter : la paix est le meilleur don que l'Empire ait fait au peuple allemand.

« La durée de la floraison industrielle et économique dépendra essentiellement du maintien de la paix générale. Peuples et gouvernements sont plus intéressés que jamais à la maintenir. Plus les forces productrices se développent, plus les conséquences de la moindre stagnation doivent être désastreuses. Tout le monde le sait, et les puissances se gardent bien de suivre une politique qui

puisse être un prétexte à une suspension, ou même à un recul du mouvement économique. Là est sans doute le vrai palladium de la paix. Le monde entier s'équipe pour la guerre, renforce la paix armée : c'est qu'il redoute un conflit d'intérêts, qui mettrait en jeu l'existence non seulement de quelques peuples, mais de familles humaines tout entières. C'est vraiment, plus que des intentions agressives, la peur d'une guerre et de ses conséquences pour les deux adversaires en présence, qui contribue à l'essor vertigineux des armements[1]. »

Donc pas de guerre, ou, du moins, pas de guerre offensive. L'Allemagne a entrepris une œuvre de paix. Elle a abjuré ses appétits de conquête, mais non pas ses désirs de domination. Ses fils vont toujours servir à l'étranger; mais le reître est devenu employé de commerce, le lansquenet s'est fait *clerk*. Finis, les beaux coups d'épée et les brillantes chevauchées sous l'étendard d'un capitaine fameux qui enseignait à ses routiers l'art de le battre lui-même un jour. A Londres, à Paris, à Chicago, le fils du puissant armateur hambourgeois ou du riche banquier de Francfort fait un séjour de quelques années, modestement assis derrière la grille d'un bureau, debout derrière un comptoir, au besoin même maniant l'outil dans l'atelier. Il apprend les affaires et surprend les secrets techniques; il revient au pays, armé de

1. *Export*, 3 janvier 1901.

connaissances et de relations, et demain, les temps échus, lui aussi vaincra son ancien chef sur le terrain de la concurrence. La conquête du monde! la voilà, lente et sûre. Ce n'est pas la force qui l'opère, c'est l'usine allemande. Cette conquête doit être une conquête économique, comme la politique doit être une politique commerciale. Les combinaisons de partis doivent céder le pas aux ententes pratiques. La presse ne s'attardera pas à des articles sensationnels, ni à des discussions de principes; non, elle organisera un merveilleux service de nouvelles, donnera des statistiques, des cours, des graphiques; elle indiquera des débouchés et des correspondants. Regardez cet Allemand, à la terrasse des cafés ou à la table des brasseries. Il tient un journal aux feuillets multiples et aux nombreux suppléments; il s'absorbe dans sa lecture, il en oublie sa bière. Ce n'est pas un journal « amusant » qui l'occupe à ce point; c'est l'*Export*, la *Deutsche Industrie-Zeitung*, le *Handelsmuseum*. Il y voit que les milliardaires américains organisent un nouveau trust; il y voit la débâcle des banques japonaises, la variation soudaine du change argentin; et il calcule quels ordres lancer à son représentant de New-York ou de Yokohama; il réfléchit aux bénéfices que va lui procurer sa cargaison à destination de Buenos-Ayres. L'Empire, c'est le commerce, le *bon* ɔmmerce, c'est la politique économique mondiale, *Veltwirtschaft*, *Weltpolitik*.

Et nul, plus que l'Allemand, n'est apte à la rendre

productive. La race est, avant tout, envahissante. Elle a le sang-froid, la persévérance. Si elle garde profondément imprimé au cœur l'orgueil de ses origines, elle n'en tire pas de vanité. L'Allemand, qui méprise les autres, a toujours l'air gêné devant eux. Son orgueil est intérieur et son humilité est en façade. Il encaisse les avanies, sans autre protestation qu'une lueur fugitive du regard, pourvu qu'il puisse empocher des bénéfices. Ses ancêtres colonisèrent l'Autriche, refoulèrent les Slaves : le petit-fils colonisera aussi, à sa manière. Hambourg, Brême, Anvers, le Havre ont vu s'entasser, dans l'entrepont des paquebots, des foules d'émigrants, dont beaucoup avaient perdu déjà l'esprit de retour, mais ont conservé la fidélité du souvenir. L'Allemagne produit trop d'hommes. L'immense usine métropolitaine en retient chaque jour davantage, et les économistes signalent, comme un indice de prospérité, les chiffres décroissants de l'émigration :

CHIFFRES DE L'ÉMIGRATION.

1879.............	35 000	1895.............	37 000
1881.............	203 000	1896.............	33 000
1885.............	110 000	1897.............	24 000
1892.............	116 000	1898.............	22 000
1894.............	40 000	1899.............	23 000 [1]

Cependant, en vingt ans, deux millions de Germains sont allés outre-frontières, outre-mer, représenter la grande patrie. L'essor industriel et com-

1. *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reiches*, 1900, heft I.

mercial a ralenti le mouvement; mais vienne une crise des affaires, une période de chômages, on le verra reprendre une vigueur nouvelle [1].

Dans la nuit mystérieuse, à bord du grand navire qui glisse, sombre, entre les jetées, des sanglots s'étouffent et des larmes coulent en silence. Pourquoi s'en vont-ils, ces émigrants? « La vallée du Neckar produit toujours du blé et du vin; la Forêt Noire dresse toujours ses pins, hauts et sombres, la corne du montagnard résonne toujours aux échos du Spessart [2]. » Larmes de souvenir et sanglots de regret! L'Allemand ne manifeste pas, à tout propos, l'amour de sa jeune patrie; cet amour ne le quitte jamais.

Le sol de la Prusse est pauvre, les usines et les magasins sont encombrés, la discipline militaire est rude. Il la quitte, l'Allemagne, mais il ne l'oublie pas. Quand le bateau abordera la terre étrangère, les noires idées auront pris leur vol pour faire place à des rêves d'avenir. L'émigrant pense aux compatriotes déjà établis, qu'il va retrouver. Leurs exhortations le décidèrent à déserter sa ville natale et sa modeste position d'employé ou de commis. Et il songe. Il songe aux avantages de la situation

1. Les chiffres des deux dernières années, encore incomplètement connus, permettent de prévoir un relèvement sensible d l'émigration. Celle-ci a sans doute dépassé 50 000 âmes en 1901.

. Freiligrath, *Die Auswanderer*. O sprecht! Warum zogt ihr v dannen? — Das Neckarthal hat Wein und Korn. — Der S warzwald steht voll von finstrer Tannen. — Im Spessart klingt (Aelplers Horn.

que ses amis lui réservent. Il pense à la possibilité de l'avancement, aux lointaines perspectives d'indépendance. Il se rappelle que les produits germaniques trouvent encore bon preneur sur la place le New-York et il se promet d'y aider. Il entrevoit, dans quelques années, une maison au balcon de laquelle son nom s'étalera en raison sociale : *Kaufmann and C°, L^d^*. Maison allemande, fondée avec des capitaux venus d'Allemagne, gérée par des comptables allemands, en relations d'affaires avec toutes les grandes entreprises de Francfort ou de Berlin. Il songe à s'organiser une autre vie, à s'adapter aux mœurs et aux habitudes de sa nouvelle résidence. Simultanément, il se fait naturaliser et inscrire à l'une des innombrables sociétés destinées à venir au secours des émigrés allemands. Dix ans plus tard, le petit commis, devenu un gros patron, sera bien vraiment un citoyen de la libre Amérique, ou de la République du Brésil. Toute la journée, il parlera, correspondra en langue anglaise ou portugaise. Mais entre temps, à la brasserie, car elle aussi a franchi les mers, ou dans un local loué à dessein, il retrouvera quelques Bavarois, Saxons ou Silésiens, et tous boiront leur *Pilsener*, et chanteront des chansons du pays : car trois Allemands ne peuvent se retrouver dans une ville sans fonder aussitôt cinq ou six sociétés, musique, gymnastique, jeu. Le soir, dans l'intimité familiale, lui, femme, ses marmots blonds ne parleront qu'allemand, liront avec passion les *Münchner Neue*

Nachrichten, se divertiront aux scandales dévoilés par le *Lokal Anzeiger* de Berlin. Vienne une crise des affaires, une difficulté diplomatique : ces merveilleux correspondants trouveront jour à faire savoir là-bas par quels moyens la conjurer ou la résoudre. La deuxième nationalité n'a pas étouffé la première : elle s'y est superposée.

« Quand nous apprîmes, dit un Allemand né au Brésil, que M. von Zimmerer, consul général d'Allemagne à Desterro, était chargé d'une mission officielle de l'*Auswärtige Amt* de Berlin pour le gouverneur *don Felipe Schmidt*, nous nous réjouîmes de tout cœur. Car si nous sommes des Brésiliens, et si nous aimons notre patrie comme le meilleur des Allemands peut aimer l'Allemagne, nous conservons toujours des liens avec le pays de nos ancêtres (*so haben wir doch auch noch immer Anhänglichkeit an das Land unserer Väter*), bien que la plupart d'entre nous ne l'aient jamais visité, ni ne le connaissent que par les récits des parents, ou par la lecture des journaux[1]. »

Rien n'étonne plus les Latins que ce dédoublement de l'être, qui fait de l'émigré germanique à la fois un tranquille habitant de l'Union, et un loyal sujet de l'Empereur Guillaume II. Français, Italiens, habitués à des absences plus ou moins longues, mais toujours bornées par la perspective du tour au pays, nous avons peine à comprendre la

1. *Export*, 19 septembre 1901.

puissance de ce lien moral qui unit, à travers les terres et les océans, tous les membres de la grande famille allemande. Un Anglais nous surprend moins : où qu'il puisse être, l'Angleterre n'est-elle pas avec lui, et dans les pans de son plaid, ne dirait-on pas qu'il emporte sa provision d'atmosphère britannique? Il a imposé au monde, pour être partout chez lui, ses hôtels et ses sports. Les officiers de Buller, internés à Pretoria, jouent à la balle au camp et pratiquent la méthode Sandow. Aux passes sinistres de l'Afghanistan, ils ont transformé le fortin en *home* confortable, leur case en cottage. Mais l'Allemand, qui paraît si bien s'assimiler au milieu, n'a pas semé la face de la terre de caravansérails luxueux ni de cours de tennis. Il semble, au contraire, mettre son point d'honneur à paraître un Anglais à Londres, un Hollandais au Cap, un Français à Paris. La meilleure façon de s'imposer est peut-être encore de s'insinuer. Le monde se détourne du snobisme aristocratique de l'Angleterre, qui s'est posée en modèle; il se retourne, désormais, vers ceux qui savent comprendre ses aspirations et ses besoins.

IV

Les deux impérialismes. — Empire militaire et politique mondiale.

L'Allemagne saura s'adapter aux besoins du monde. Elle satisfera les désirs et elle épousera les

préjugés. Le vent souffle à la démocratie : elle se mettra au niveau des goûts et des vanités populaires. L'avenir est à la science : ses savants tâchent à conquérir les premières places entre les promoteurs des connaissances humaines. Aux foules, hantées de jalousies et affamées de jouissances, elle fournira le faux luxe et procurera le bien-être à bon compte. Les grandes phrases et les discours sonores parlent d'une culture germanique à opposer à la civilisation latine, au *struggle for life* anglo-saxon, aux rêveries slaves. Précautions oratoires : pénétrez ces belles paroles, vous trouverez les appétits âpres et les convoitises ardentes. Le rôle de chevalier a toujours répugné au tempérament germanique. Vainqueur, l'Allemand a prétendu que sa victoire lui rapportât. Assidu au travail, il entend que ce travail soit profitable. Il faut joindre le bénéfice à la gloire et à l'effort. Soldats et officiers ont foulé les plaines de France, visité les châteaux et les villes; ils en ont rapporté comme une fringale de luxe. Ils ont rêvé de sensations nouvelles et de délicatesses inconnues. Mais il n'est pas de raffinement sans richesse. Il leur fallait donc s'enrichir. L'Allemagne se mit à la besogne avec courage. Elle monnaya son prestige militaire au grand profit de sa réputation industrielle. Elle s'efforça d'éblouir le monde afin de s'imposer à lui. Fichte a dit : . Soyons Allemands patriotes, et nous ne cesseons pas d'être cosmopolites. » Car aux yeux le ce peuple, l'Allemagne représente l'huma-

nité [1]. Il ne manque pas, à la surface terrestre, de jeunes sociétés en mal de croissance, de nations en crise d'âge, d'empires malades. Nombreuses sont les races travaillées des mêmes appétits que la race allemande. Elles apprendront le chemin de la grande fabrique qui débite les bons produits et la bonne parole, qui fournit des éléments de progrès et des recettes de bonheur. L'Allemagne leur offre les satisfactions qu'elle s'offrit à elle-même. Elle entreprend de les convertir à sa mesure et de les façonner sur son modèle. Non pas à la manière de John Bull, qui s'érige en inventeur du bon ton et en représentant du vrai style. L'Anglais est un excellent dresseur pour bêtes de luxe; l'Allemand, un pédagogue hors ligne, qui ne produira pas de sujets exceptionnels, mais susceptible de faire rendre à chaque élève tout ce qu'il peut donner, de développer ses aptitudes, de lui inculquer « toutes les recettes qui permettent de remplacer par une activité machinale, l'habileté et le talent » [2].

Mais quel programme offrir aux disciples, quelle progression leur faire suivre? L'harmonie règne-t-elle aux conseils où s'élaborent les plans de travail? Il serait hardi de l'affirmer. L'évangile impérial ne connaît qu'une béatitude : Bienheureux les puissants. Évolution monarchique, bureaucratique et aristocratique, qui part du gouvernement de

1. Lévy-Brühl, *L'Allemagne depuis Leibnitz.*
2. G. Blondel, *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, 3e édition, p. 296.

Berlin, au nom d'une mission supérieure et d'un droit divin. Elle entend façonner l'Allemagne et le monde sur le type de la Prusse. Elle a pour idéal le régime autoritaire et absolutiste, pour levier, le commandement d'un chef suprême, pour politique, la théorie de l'intimidation. « Toute la vie de la nation est subordonnée à l'intérêt de l'État », disait déjà Frédéric II. « La nation même n'existe que par l'État et pour l'État, et la dynastie régnante n'en est que le symbole et comme l'incarnation [1]. » Hegel surenchérit à son tour : L'État est un « terrestre divin », la force absolue sur la terre. Rendez à César ce qui est à Dieu ; car César est le délégué de la puissance éternelle. Le prince Henri de Prusse a traduit : « Une seule chose m'attire : c'est d'aller annoncer à l'étranger l'évangile de la personne sacrée de Votre Majesté, et de le prêcher à ceux qui veulent comme à ceux qui ne veulent pas entendre [2]. » Protection accordée au commerce et à l'industrie, sous les espèces de tarifs fixes ou de traités bilatéraux ; rachat des chemins de fer, entreprises coloniales, renaissance de l'opinion pangermaniste, main-mise, en un mot, sur tous les rouages de la vie nationale, tension à leur maximum des énergies allemandes : voilà les étapes du système. « La Prusse, dit quelque part Treitschke, a fait l'unité germanique, tant par l'action réfléchie de ses gouvernants que par la force inhérente à ses institu-

1. Lévy-Brühl, *L'Allemagne depuis Leibnitz*.
2. A Kiel, le 16 décembre 1897.

tions », ou, ce qui revient au même, par l'esprit qui a présidé à son évolution politique. Du Grand-Électeur à Guillaume Ier, en passant par Frédéric II, Blücher et Moltke, elle crut à la Force et y recourut volontiers. Guillaume II a rajeuni la doctrine en l'entourant d'attributs mystiques. C'est à l'Empire, à l'Empire seul, qu'incombe la tâche de faire la grandeur de la patrie et le bonheur des citoyens. L'*impérialisme*, c'est la politique de *l'imperium* romain, le Hohenzollern présidant aux assemblées des rois et des chefs de peuples, l'orgueil de la race incarné en la personne du souverain, l'ombre de l'autorité impériale projetée sur le monde.....

Une telle doctrine peut être populaire dans les casinos d'officiers. Elle ne rencontre guère d'écho auprès des classes commerçantes, des populations nouvelles qui pullulent dans les cités ouvrières. Le patron et l'ouvrier marchent d'accord sur cette question. Ils croient avoir fait assez de sacrifices pour l'union, pour la gloire de la patrie; ils estiment superflu d'aliéner une part plus large de leur liberté déjà restreinte. Au jour du danger, le plus farouche *sozialdemokrat* lui-même prendra sa feuille de route et ira rejoindre son corps; mais il demande, pour être appelé, que le péril soit sérieux. La politique impériale, avec ses oscillations entre les industriels et les agrariens, entre les partis avancés et les castes réactionnaires, l'inquiète et l'irrite. Elle ne préoccupe pas moins le commer-

çant et l'industriel. Il craint la minutie des règlements, la gêne des inspections et des inquisitions. S'il ne redoute pas, lui, le danger des balles Mauser, il redoute le poids de nouveaux impôts, les entraves des tarifs protectionnistes. « Bienheureux les puissants » ne signifie pas forcément : « Bienheureux les riches ». Les circonstances tracent son rôle à l'Allemagne unifiée : elle doit étendre sa mission par de hautes actions, d'une portée politique et historique universelle. Mais l'Empire n'est pas forcément un empire militaire. L'armée doit demeurer un porte-respect, et ne pas s'ériger en provocatrice. De son côté, la marine de guerre doit être capable de faire respecter en tous lieux le nom et l'honneur du peuple allemand. La Chambre de commerce de Hambourg, peu suspecte de tendances belliqueuses, le répète dans l'un de ses derniers rapports annuels[1] :

« La Chambre estime que les événements de Chine ont apporté un argument irrésistible à l'opinion que l'Allemagne ne doit pas se borner à un armement maritime uniquement destiné à la défense des côtes, mais qu'elle doit être pourvue, sur mer, de moyens propres à assurer le rang qu'elle doit tenir parmi les puissances, qu'il s'agisse de son rôle politique dans le monde, ou de la défense de ses intérêts économiques. »

Car il ne s'agit pas là d'un luxe platonique, à la

1. *Moniteur officiel du commerce*, 14 février 1901.

manière de la France qui se paie des cuirassés dans le seul but de montrer son pavillon et de maintenir son prestige, alors que son tonnage marchand est aujourd'hui inférieur à celui de la Norvège. Il s'agit d'une protection efficace pour les intérêts germaniques engagés aux quatre coins du monde : « Notre avenir se jouera sur les flots », a dit Guillaume II lors de l'inauguration du port de Stettin. Les compagnies de navigation ont recueilli cette parole, l'ont gravée à la façade du pavillon qui abrita au Champ de Mars leurs modèles de navires. « Le pouvoir impérial implique le pouvoir sur mer », a répété le souverain à Kiel, le 15 décembre 1898. L'auteur du *Système national d'économie politique*, Friedrich List, n'a-t-il pas dit : « La mer, c'est la grande artère du monde, le champ de manœuvres des nations ; c'est le berceau de leur liberté, c'est aussi la mère nourricière qui entretient la vie économique du monde... Une nation sans marins, c'est un oiseau sans ailes. » Mais l'oiseau n'a que faire d'être une bête de proie. L'esprit militariste et absolutiste de la Prusse a fait son temps. Il a créé l'unité allemande, mis debout ce gigantesque édifice qui sans lui n'aurait pu se relever de ses ruines. Aujourd'hui, il doit céder le pas à une formule nouvelle. Ainsi pensent, et, à l'occasion, s'expriment nombre d'Allemands chez lesquels persiste une sourde défiance à l'égard des armements sans limites ; ainsi parlent les villes libres de Hambourg et de Brême, engagées dans

les liens du trafic mondial, les États du Sud, moins guerriers que leur frère du Nord :

« Si l'on recherche les causes de l'essor continu qui s'est maintenu, depuis quelques années, dans toutes les branches de l'activité industrielle, on les trouvera d'abord dans l'espoir de voir se maintenir la paix générale. De là, la confiance qui a lancé le monde des affaires à la conquête du marché universel. La guerre hispano-américaine de 1897 a pu amonceler quelques nuages; mais d'avance chacun était convaincu que cette lutte resterait circonscrite entre les deux adversaires, et à des points restreints du globe... Il en fut de même pour la guerre sud-africaine; et les craintes qu'elle avait fait concevoir se trouvèrent bientôt vaines. Dans ce cas non plus, la guerre ne s'est propagée, et sans doute elle n'allumera pas de conflagration universelle. Les hostilités avec la Chine parurent plus graves, à cause des dissentiments entre les puissances alliées que l'on a redoutés jusqu'à ces derniers temps. Ces craintes à leur tour se sont évanouies : après une courte occupation, les principales puissances ne désiraient qu'une chose : se retirer de Chine au plus vite [1]. »

Dans le combat que se livrent les peuples à l'heure présente, le succès n'appartient plus aux violences, l'*ultima ratio* ne réside plus dans les gros bataillons : elle est dans les *trusts*, dans les

1. *Export*, 3 janvier 1901.

syndicats, dans les cartells, dans le groupement des initiatives et l'association des efforts. En place de trophées chèrement achetés, les vainqueurs réaliseront de beaux bénéfices sur leurs marchandises bien vendues.

« En Allemagne, a dit Mme de Staël, celui qui ne s'occupe pas de l'univers n'a véritablement rien à faire[1]. » Mais il n'est guère d'Allemand qui ne s'occupe de l'univers. Militaire ou utilitaire, conquérant ou marchand, son patriotisme émane du même sentiment et découle d'un principe commun. L'un médite l'extension de la patrie par les armes, l'autre par l'influence. M. de Bülow, alors ministre des affaires étrangères, a prononcé en plein Reichstag le terme de « Plus Grande Allemagne ». Chacun s'en est emparé, lui a fait dire ce que réclamaient ses convictions ou ses intérêts personnels : tantôt l'unification des tribus germaniques sous la bannière des Hohenzollern, tantôt le rayonnement de la grandeur et du génie allemand au dehors. Mais à toutes ces conceptions s'incorpore un sentiment mystique, j'allais dire une religion : Cet impérialisme, que lord Rosebery a qualifié de « formule plus large de patriotisme », est un sentiment aussi bien qu'une doctrine. Ne l'entendez pas au sens étroit. Il est glorieux d'imposer le respect et de faire trembler les voisins à la lueur des canons et à l'éclat des baïonnettes. Il ne l'est pas moins

1. *De l'Allemagne*, Ire partie, chap. XVIII.

d'exciter des admirateurs et de former des élèves. Qui dira la joie intime et puissante de l'Allemand lorsqu'il fournit aux autres nations les objets nécessaires à leur développement et physique et moral? « Que l'ambition de ceux qui ont voulu fonder leur domination universelle sur la force des armes paraît misérable, écrivait déjà List, au prix de cette grande tentative de l'Angleterre de transformer tout son territoire en une immense cité manufacturière et commerçante, en un immense port, et de devenir ainsi, parmi les autres contrées, ce qu'une vaste cité est par rapport à la campagne, le foyer des arts et des connaissances, le centre du grand commerce et de l'opulence, de la navigation marchande et de la puissance militaire, une place cosmopolite approvisionnant tous les peuples de produits fabriqués et demandant en retour à chaque pays ses matières brutes et ses denrées; l'arsenal des grands capitaux, le banquier universel, disposant des moyens de circulation du monde entier, et se rendant tous les peuples tributaires par la perception des intérêts [1]. » Le monde ne doit être qu'une émanation de la pensée allemande, un client du travail allemand. L'Allemagne doit devenir, en même temps que la première société de production du monde, la première usine d'idées. Elle doit remplacer, à la tête du mouvement intellectuel, cette France dont les écrivains, si pauvres d'idées

1. *Système national d'Economie politique*, liv. IV, chap. I.

originales, ne doivent leur succès qu'à des généralités superficielles ou à des excitations malsaines. Tout à la fois grande par la richesse, redoutée pour sa puissance, enviée pour son génie, l'Allemagne du xxe siècle offrira aux Gentils le modèle d'un peuple élevé par le travail, sanctifié par les vertus économiques, livrera, sur commande, la civilisation, fournira aux besoins matériels et aux aspirations morales.....

V

Les aspirations nouvelles de l'Allemagne. — Les apôtres de la grandeur nationale. — Mommsen et Treitschke.

Sur le terrain des affaires, comme dans le domaine de la pensée; qu'il s'agisse d'intérêts positifs, de méthodes de gouvernement ou d'économie politique, ou que soient en jeu les problèmes les plus passionnants de la destinée humaine, elle prétend apporter la bonne parole et la véritable science. Depuis que Lessing a affranchi la littérature allemande de l'imitation étrangère, l'Allemagne a pris conscience de son génie. Écrivains et poètes furent alors cosmopolites; car pour eux l'idéal allemand ne faisait qu'un avec l'idéal de l'humanité. C'est à l'Allemagne, pensaient-ils, qu'est réservé le devoir de guider l'Europe et le monde dans la voie du progrès. Trop olympien pour être accessible aux émotions de la foule, Gœthe,

dont les convulsions de 1813 ne troublèrent pas la sereine indifférence, a néanmoins songé à la part de l'Allemagne dans la vie supérieure de l'esprit. Intellectuel, il a proclamé la beauté de la vie industrielle et commerciale : « Je ne sache pas qu'il puisse exister d'esprit plus cultivé et plus large que celui d'un vrai commerçant. » Homme d'étude, il a exalté la grandeur de l'effort et la noblesse du travail. Dans son laboratoire, penché sur un livre, Faust traduit, la plume à la main :

« Au commencement était le Verbe. Mais déjà me voici arrêté. Je ne puis donner tant de valeur à la parole. Il faut que je traduise autrement, si je suis bien éclairé par l'Esprit. Il est écrit : Au commencement était l'Intelligence. Pèse bien la première ligne, et que ta plume ne se hâte pas trop. Est-ce l'intelligence qui fait et qui produit tout? Il faudrait lire : Au commencement était la Force. Mais à l'instant même où j'écris ce mot, quelque chose m'avertit de ne pas m'y arrêter; et l'Esprit vient à mon secours, je me sens tout à coup éclairé, et j'écris avec confiance : Au commencement était l'Action[1] ! »

Un jour, le poète semble avoir prévu que la mission de l'Allemagne sera de porter au delà des océans les bienfaits et l'esprit du progrès. A la veille du départ des émigrants, Lenardo leur adressa ces .roles :

1. *Faust*, Ire partie, scène III.

« Courons au rivage de la mer. Un regard nous fera comprendre quels champs immenses nous sont ouverts. A cette seule pensée, nous sentirons en nous une ardeur toute nouvelle.

« On verra plus d'une fois, dans le cours des âges, le même flot déborder des pays trop populeux. Nous-mêmes, par l'excès de notre population, nous nous chassons les uns les autres, prononçant contre nos frères la sentence d'exil.

« Voici donc le temps et le lieu de savoir, sans chagrin ni découragement, ne point réprimer l'humeur impatiente qui nous pousse à changer de pays. On a dit et répété : Où je suis bien, là est ma patrie. Ne serait-il pas plus juste encore de dire : Où je suis utile, là est ma patrie?

« Ne reste pas fixé au sol! Courage! Ose partir! Qui a le bras et la tête, avec une joyeuse vigueur, est partout chez lui! Où que le soleil nous éclaire, nous n'avons point de souci! C'est pour que nous puissions nous disperser sur elle, que la terre est si grande! »

« Dass wir uns in ihr zerstreuen,
Darum ist die Welt so gross![1] »

Et plus tard, Freiligrath maudit Hamlet, ce songe-creux incapable d'agir. Et Hamlet, selon un mot célèbre, c'est l'Allemagne : « Il est resté trop longtemps assis, trop longtemps couché; il a trop lu dans son lit. Son sang s'est figé, et le voici tout

1. *Wilhelm Meisters Wanderjahre*, liv. III, chap. IX.

essoufflé et trop gras. Il a tissé trop de trames savantes. Sa plus belle action, c'est précisément de penser... C'est la résolution qui lui fait défaut. Le temps, dit-il, porte conseil ! »

Le temps a fini par porter conseil à Hamlet, par lui dicter son devoir. Il est descendu de la tour d'Elseneur, pour entrer dans la mêlée des opinions et des partis. La littérature se défie de plus en plus du rêve et de l'abstraction, pour se rapprocher de la vie. Elle ne perd plus de vue cet objectif lointain, mais désiré avec passion : l'unité et la grandeur de la patrie. Et lorsque Hamlet fut devenu Bismarck, lorsque les États allemands constituèrent enfin l'Allemagne, les poètes et les romanciers de la « décade nationale » (1870-1880) proclamèrent sa gloire et affirmèrent sa noblesse. « En ces jours qui suivirent immédiatement la guerre, nous nous sommes redit plus d'une fois la parole d'Ulric de Hutten : Les esprits s'éveillent, c'est une joie de vivre ! Jusque-là, tout avait contrarié notre développement national, et voilà que pour la première fois, la patrie se dressait devant nous comme une grande unité politique, comme une puissance prépondérante, arbitre de l'Europe. Il nous sembla que nulle tâche n'était au-dessus des forces matérielles et morales de notre peuple; et comme l'histoire nous enseignait que même au temps des plus tristes déchirements et de notre plus profonde misère, la poésie allemande avait célébré ses plus beaux triomphes, nous pensions

qu'un âge nouveau, comparable peut-être à celui des Hohenstaufen, allait poindre dans notre poésie. Nous croyions à chaque instant entendre la grande voix qui nous annoncerait l'avènement de cet heureux âge, et nous attendions la venue du poète qui donnerait une forme au chaos des aspirations idéales que nous portions en nous [1]. »

L'Allemagne impériale attend encore ce poète. Elle avait espéré un Rudyard Kipling, un apôtre de la grandeur germanique, dans l'œuvre duquel se refléteraient, comme en un miroir aux multiples faces, sa force et sa vertu. Elle a cru le trouver un jour, dans l'auteur des *Quitzows* et de *Väter und Söhne*. M. de Wildenbruch s'est élevé, en effet, au rang de poète officiel. Il a taillé ses drames dans l'histoire de la Marche de Brandebourg. Dieu a créé les Hohenzollern pour la Marche, et le monde pour les Hohenzollern [2]. Ils l'entraîneront dans des voies nouvelles, combattront le bon combat. Ils représentent la vigueur et l'esprit, ils sont à la fois la tête et le bras. Leur mission surnaturelle consiste à courber les têtes sous le joug de la discipline prussienne, à broyer au besoin les résistances et à étouffer les protestations.

« L'histoire universelle, a dit Hegel, est le jugement dernier, *die Weltgeschichte ist das Weltge-*

1. Lutzmann, cité par Bossert, *Histoire de la littérature allemande*, p. 1010.
2. E. Rod, *Les drames brandebourgeois de M. de Wildenbruch* (*Revue des Deux Mondes*, 1er oct. 1901).

richt ». Car les événements réalisent l'évolution logique de certaines idées; et jamais un État n'a pu subsister, ou même naître, s'il n'était le représentant d'une idée morale. L'Idée évolue et progresse à travers guerres et catastrophes. Le véritable droit est inhérent à la force : en ce qui concerne les rapports des États, les plus forts l'emportent, et ceux qui succombent succombent à juste titre. L'histoire ne peut se faire indéfiniment l'écho de leurs plaintes. Le *Gloria victis* peut être un hommage décerné au courage malheureux, un adoucissement apporté par des âmes compatissantes à l'amertume de la défaite, mais dans la froide réalité toute la philosophie de l'histoire tient en deux mots : *Væ victis!* Malheur aux vaincus! — Or, l'État allemand, être à part, pourvu d'une existence propre, doté de droits particuliers, possède avant tout le droit à l'expansion. « Le rôle historique de la Prusse a commencé le jour où cette puissance incorpora, les uns après les autres, les États allemands pour lesquels l'heure de la mort avait sonné[1]. »

Les philosophes ont ainsi érigé le piédestal sur lequel trône Germania triomphante. Les historiens, à leur tour, ont fait de leur science un auxiliaire de la politique, illustré de scènes vivantes la nudité un peu choquante du monument, déguisé sous les bas-reliefs ses lignes par trop frustes. « Sans le

1. Treitschke, *Zehn Jahre deutscher Kämpfe*, p. 30.

concours des historiens, a dit Schmoller,
l'Empire n'aurait pu être mis sur pied. »
façonné l'opinion publique de ce peuple
préparé pour ainsi dire la pâte que deva
une main de fer. « C'est presque un homm
qu'un grand historien, a dit M[me] de Staë
toire est, dans la littérature, ce qui touche
près à la connaissance des affaires publi
Schlosser et Gervinus ont semé la bonne
ils ont fait refleurir l'orgueil national au mi
ruines de la Confédération germanique. S
prétendu faire porter à la Révolution fr
toute la responsabilité de la politique agr
il a voulu laver la Prusse du reproche de c
tise et de conquête. Mommsen s'est fait le
pion du césarisme, l'adorateur de cet exem
supérieur et complet d'humanité, *Divus C*
« Par la chaleur qu'il a mise à le glorifier,
contribué, plus que personne dans son pa
rendre possible la politique bismarckienne, o
moins à l'excuser. Son Histoire romaine n'est
l'exaltation de la force. » L'évolution des socié
pour but la civilisation. Or, pour triompher, la
lisation exige « l'écrasement des branches m
susceptibles de culture ou moins développées,
les nations d'un niveau plus élevé[1] ». La gue
est la grande machine qui élabore le progr
Treitschke, quelques années plus tard, parlera

1. A. Guilland, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, p. 1

la « terrible puissance plastique » de la guerre. Il mettra la dernière main à cette philosophie de l'histoire si convenable à la Prusse. Tout le XIX[e] siècle se ramène à une date fatidique. 1870, l'heure où l'Allemagne a émergé sur l'océan des âges; tout y converge, et le directeur des *Preussische Jahrbücher* a jugé les événements [illegible] qu'ils tendent à hâter le [illegible] rient. L'histoire a été assez [illegible] français ou anglais: [illegible] point de vue allemand. M. [illegible] mérité le titre de « [illegible] que lui décernait [illegible] dans la conférence [illegible] tribué à développer [illegible] armées victorieuses. [illegible] ou les précipite sur [illegible]

VI

L'Allemagne [illegible] — [illegible]
Catholicisme et protestantisme. — [illegible]

Lui-même a reconnu [illegible] monde des forces [illegible] dont l'origine [illegible] [illegible] ivers, car [illegible] me moderne [illegible] rriture [illegible] ui, le sentiment [illegible]

ans l'Église la genèse loi est éla- n permettre ntraire, dans ure d'arrêter déplaît, car on perpétuel ils prépondé- er la marche t d'un souve- our domaines son autorité orel. L'Église e, et son chef, nel, n'est res- n'est pas de ce schke, la plus toire moderne, er les entraves er la puissance part active au ins, si patriotes uraient se faire astie. En 1874, testants anglais I[er] une adresse emières lois de

se (*Revue des Deux*

plus puissants leviers qui soulèvent le monde. Le culte, sinon la croyance, constitue un facteur essentiel de la nationalité. Les petites races d'Orient ont conservé un fantôme d'indépendance ethnique, à l'ombre de leurs églises autocéphales. Le catholicisme a valu à la France les avantages d'un protectorat sur les chrétiens épars en pays musulman ou bouddhiste. Aussi ses ennemis essayèrent toujours de briser cette arme, de lui enlever l'appui d'une telle force morale. L'Allemagne moderne élève la voix au nom du protestantisme. Je sais bien que le tiers de sa population professe le catholicisme, et en a fourni des preuves. Mais la majorité du pays demeure fidèle aux haines de Luther et à l'esprit de Calvin. Entre l'État prussien et l'Union évangélique, la relation est étroite. L'Allemagne guerroya, au moyen âge, contre les papes, pour empêcher la réunion dans la même main de la crosse et du glaive. Or, en 1817, Frédéric-Guillaume III réunit d'autorité luthériens et réformés, leur impose un rituel liturgique. La tradition du pouvoir central est immuable : subordination de l'autorité ecclésiastique à l'autorité laïque; en même temps que celle-ci fournira à celle-là des ressources matérielles, elle en recevra pour récompense l'appui moral et l'investiture sacrée. Pendant quelque temps, les affaires d'Église furent tout bonnement réunies au ministère de l'intérieur prussien. Et dans la discussion du compromis de 1873, le commissaire général du

gouvernement se laissa aller à dire : « Dans l'Église catholique, l'État ne peut influer sur la genèse même de la loi ecclésiastique, car cette loi est élaborée à l'étranger; il peut seulement en permettre ou en défendre la publication. Au contraire, dans l'Église évangélique, l'État est en mesure d'arrêter à sa naissance une loi d'Église qui lui déplaît, car les lois naissent dans l'État et avec son perpétuel concours[1]. » Les catholiques, fussent-ils prépondérants, ne sauraient prétendre à guider la marche du vaisseau impérial. Ils se réclament d'un souverain étranger, d'un vieillard qui n'a pour domaines qu'un palais, mais qui conserve son autorité malgré la perte de son pouvoir temporel. L'Église catholique se proclame internationale, et son chef, infaillible sur le terrain confessionnel, n'est responsable que devant un Maître qui n'est pas de ce monde. « C'est la Prusse, dit Treitschke, la plus grande puissance protestante de l'histoire moderne, qui aidera les autres pays à secouer les entraves de l'Église universelle, et à fortifier la puissance nationale de l'État. » Et il prit une part active au Kulturkampf. Car les prêtres romains, si patriotes que soient leurs sentiments, ne sauraient se faire les exécuteurs des visées d'une dynastie. En 1874, lord Russell et un groupe de protestants anglais envoyèrent à l'empereur Guillaume Ier une adresse de félicitations au sujet des premières lois de

1. Georges Goyau, *L'Allemagne religieuse* (*Revue des Deux Mondes*, 1er sept. 1897).

Mai. Le vieux soldat répondit : « Chef de peuple, j'ai à reprendre la lutte que les empereurs allemands conduisirent déjà, avec des succès divers, la lutte contre un pouvoir dont la prépondérance s'est toujours et en tous pays révélée inconciliable avec le bien et le salut des peuples, et dont la victoire remettrait en question — non pas dans la seule Allemagne — les bienfaits de la Réforme, la liberté de conscience et l'autorité des lois[1]. »

Le temps des violences est passé. Quelques moines seuls protestent encore, pour la forme, contre ce qui reste des *Mai-Gesetze*. L'hostilité ne vient plus d'en haut : elle se manifeste dans les couches profondes de la population. Le vieux cri de l'Angleterre : *No popery!* a résonné de nouveau en Allemagne. *Los von Rom!* Le catholicisme n'est-il pas l'ennemi du *Deutschtum*? La meilleure preuve en est que les chefs du parti pangermaniste d'Autriche, afin de mieux affirmer leurs sentiments politiques, ont abjuré la doctrine catholique avec éclat. En face de l'Allemagne prussianisée, pays de lumière et de progrès, la vieille Autriche se dresse comme la forteresse de la réaction, de la bigoterie et de l'obscurantisme. M. Schœnerer a proclamé le mouvement de révolte dans une réunion tenue à Vienne le 15 janvier 1899. Depuis, de grands efforts ont été tentés pour sauver les frères allemands « détournés de la bonne voie ». Les sociétés de pro-

1. Bachem, *Preussen und die Katholische Kirsche*, p. 102.

pagande ont entrepris une campagne plus bruyante que fructueuse. La monarchie autrichienne ne renferme que 450 000 « chrétiens évangéliques », et trois années de prédications n'ont guère pu recruter qu'une dizaine de mille convertis, au lieu des centaines de mille sur lesquels on croyait pouvoir compter à la faveur de la politique antiallemande du cabinet de Vienne[1]. Et cependant, le moyen serait efficace pour refouler la marée montante des races slaves : « Ou les Allemands d'Autriche se rallieront à l'Église évangélique, ou ils s'abîmeront dans les flots du slavisme catholique. Tant que les domaines des Habsbourg demeureront attachés aux dogmes romains, ils ne méritent pas, à proprement parler, le titre de puissance allemande. » N'est-ce pas la contre-Réformation, « production de l'esprit antiallemand par excellence, de l'esprit jésuite, n'est-ce pas elle qui a amené ce déchirement de l'unité morale et intellectuelle des peuples germaniques, qui a placé l'Autriche en dehors du sentiment allemand et de la vie allemande ? [2] »

Le tsar russe réunit la puissance temporelle et l'autorité spirituelle. L'Empereur allemand rêve d'inscrire au rang des dogmes le principe de sa mission divine. « Maintenant que le corps de l'Al-

1. Braunlich, *Die Oesterreichische Los von Rom Bewegung*. Munich, 1899.

2. *Preussische Jahrbücher*, décembre 1900 : Heinrich Ullmann, *Die Gegen-Reformation in den Habsburgischen Erblanden*.

lemagne, enfin achevé, est devenu un chef-d'œuvre de la matière, son Maître cherche à l'animer par le feu du ciel, qui est la grandeur des pensées. Sa foi profonde et mystique en l'autorité des princes suffirait à lui rendre la religion nécessaire. Il veut ce pouvoir à la hauteur d'une origine surhumaine, il lui faut Dieu pour sacrer l'Empereur[1]. » Il se croit venu sur la terre pour faire le bonheur et la gloire de son peuple, il a publié qu'il procédait de Dieu seul et ne devait de comptes qu'à lui :

« S'il nous fut donné d'accomplir ce qui a été accompli, cela vient surtout de ce que notre maison possède une tradition en vertu de laquelle nous nous considérons comme institués par Dieu pour préserver et diriger, en vue de leur bien, les peuples sur lesquels il nous a donné pouvoir[2]... » — « Appuyé sur l'armée et confiant en notre Dieu puissant, j'ai entrepris ma lourde tâche[3]. » Dieu est Dieu, et Hohenzollern est son prophète. Il est le fils d'une race qui se croit prédestinée. Il l'a déclaré lors de l'inauguration du monument de Coblentz : son grand-père fut le soldat de Dieu, servit le Seigneur avec l'épée. En ramassant le sceptre échappé aux mains mourantes de Frédéric, Guillaume II a reçu en héritage la mission auguste avec toutes ses charges et tous ses privilèges. Il est le défenseur de l'Église luthérienne et l'apôtre

1. Étienne Lamy, *La France du Levant.*
2. A Brême, 1897.
3. A la Garde, juin 1898.

des intérêts protestants. Il s'est rendu en Palestine, dans le but avoué de visiter des Lieux-Saints et d'inaugurer à Jérusalem la chapelle du Rédempteur. Nouveau croisé, il a campé sous les murs de la Ville sacrée. Les pasteurs allemands sont venus lui rendre hommage, et les établissements protestants ont gagné au lustre de sa présence. Sous le couvert d'un pèlerinage religieux, il a organisé l'influence et préparé le triomphe de la politique allemande aux contrées du Levant.

Mais il s'est fait accompagner d'un évêque catholique [1], et un autre évêque s'est rendu à Rome pour éprouver les dispositions du Saint-Siège. L'Empereur allemand s'est souvenu que vingt millions de ses sujets professent la foi catholique, et que le parti du Centre, après avoir formé le noyau de l'opposition, est aujourd'hui un parti constitutionnel et le meilleur appui peut-être du gouvernement au Reichstag. Il a vu la France déchirée par les discordes, ses chefs sembler prendre à tâche de ruiner son protectorat séculaire sur les chrétiens d'Orient. Alors ce prince de l'Église réformée, *primus in Ecclesia*, s'est efforcé de s'élever au-dessus des distinctions confessionnelles. Dès 1892, au cours d'une croisière sur les côtes de Norvège, il expliquait la Bible à l'équipage de son yacht et a envoyé, dit-on, un exemplaire de ses commentaires au pape Léon XIII. Il tâche, à la notion de catholique

1. Mgr Schmitz, évêque auxiliaire de Cologne, mort depuis cette époque.

ou de protestant, de substituer l'idée de chrétien. Il pourra, à ce titre, évincer la France du glorieux patrimoine que celle-ci reçut de ses ancêtres; il pourra agir dans l'intérêt des catholiques en général. Déjà, il a réussi à soustraire les missionnaires du Chan-toung et leurs convertis à l'autorité française. En même temps, *summus episcopus* de l'Église évangélique, il continuera à répandre dans le monde « l'évangile de la personne sacrée de l'Empereur ». Il croit avoir trouvé ainsi une formule assez large pour se prêter à toutes les exigences de sa politique. A l'ombre de son protectorat universel, la clientèle économique de l'Allemagne se doublera d'une clientèle religieuse. Quel admirable rêve et quel merveilleux instrument d'influence! Le Vatican et le Quirinal réconciliés y pourraient seuls faire contrepoids. Réunir Luther à Rome, l'esprit de la Réforme et la force morale du catholicisme! Joindre à la gloire que procure la puissance terrestre l'auréole d'un prestige mystique, et se présenter aux foules avec l'épée flamboyante de l'archange, et sur les lèvres les psaumes de David et les paroles consolantes de l'Évangile!

Rêve, ou réalité? Sera-t-il loisible à l'idée chrétienne de planer ainsi au-dessus des rivalités confessionnelles et des discussions théologiques? A prétendre s'ériger en protecteur du catholicisme, Guillaume II ne risque-t-il pas de refroidir le zèle et la confiance des sectateurs du libre examen et de l'antipapisme? Voici déjà des regrets qui se

manifestent, presque en forme d'avertissements. Il est vraiment regrettable, disent les feuilles protestantes, que les nécessités du parlementarisme contraignent le gouvernement impérial à subir, même indirectement, l'influence malsaine qui émane de Rome. L'Allemagne ne saurait se soumettre à une autorité extérieure, même au point de vue religieux. « Friedrich Lange, naguère éditeur de la *Tägliche Rundschau*, a été jusqu'à inventer et à prôner une espèce de « religion allemande » (deutsch Religion) ; et de beaucoup de chaires est tombée cette parole, que le peuple allemand est l'élu de Dieu, et que ses ennemis sont les ennemis du Seigneur. » Arthur Bonus, à son tour, réclame un christianisme qui s'imprègne de jour en jour plus profondément de l'esprit germanique [1]. Gloire au Dieu d'Israël et à son peuple! *Evohé Israels Gott und Israels Volk!* La vieille confédération allemande ne s'intitulait-elle pas : Saint-Empire romain de nation germanique? Charlemagne, en l'an 800, ne reçut-il pas l'investiture sacrée? Puis sont venues les luttes, les rivalités entre la Papauté et l'Empereur; mais c'est l'oint du Seigneur qui représente la bonne cause, et nul Allemand n'oublie qu'Henri IV est resté pendant des heures, les pieds dans la neige, à la porte de Canossa. Lui et ses successeurs, les Conrad, les Frédéric Barberousse, n'ont-ils pas joué des conciles nationaux et de l'institution des

1. *Preussische Jahrbücher*, avril 1899 : Dr Julius Caftan, *Christentum und Nationalität.*

antipapes? Plus tard l'esprit de la Réforme a soufflé en tempête, a emporté les derniers vestiges du moyen âge. L'Empire, sinon l'Empereur, a rejeté au loin les dogmes de Rome, mais il est resté saint, *heilig*. « Nous sommes des chrétiens allemands », écrit un collaborateur des *Preussische Jahrbücher*. « Dans les questions morales, nous ne pouvons faire abstraction des destinées nationales. » La nation, comme l'individu, a le droit de développer sa personnalité, « et tous nos efforts doivent tendre à faire prévaloir l'esprit allemand au sein du christianisme »[1].

VII

L'Allemagne et la civilisation.

C'est ainsi que l'Allemagne impériale s'efforce d'imprimer à la pensée humaine le sceau de son génie national. Des prophètes du germanisme ont surgi, qui lui promettent l'hégémonie du monde; des docteurs codifient les articles épars de la foi nouvelle. Ils parlent au nom d'une langue, d'une conscience, d'une tradition supérieures. La Révolution française a dit aux peuples : « Afin d'apprendre la liberté politique, afin de goûter aux droits de l'homme et du citoyen, vous serez Français. » L'Allemagne impériale dit au monde : « Il te faut

1. Dr Julius Caftan, *loc. cit.*

adopter la pensée de l'Allemagne, sa discipline, son système de vie. Car elle est le pionnier qui répandra parmi les nations le bien-être matériel et la culture morale. » Jadis isolés de la foule, ses penseurs ont ouvert la porte de leur tour d'ivoire. A ce moment se levait une nouvelle aube; du sol montaient des murmures confus. Le sourd ronflement des machines se mêlait au cliquetis des armes. De longs convois circulaient à travers la plaine, et là-bas, amarrés le long des quais, les navires géants attendaient le chargement destiné aux pays lointains. Et le métaphysicien fut saisi d'enthousiasme. Il reconstruisit le monde sur le canon des proportions germaniques. Il considéra l'Allemagne comme une expression objective du vrai, du beau et du bien, comme l'apôtre désigné pour annoncer l'esprit nouveau et propager la théorie moderne. Faust a enfin trouvé la véritable formule : la pensée est devenue action.

« Les philosophes ont interprété le monde de différentes manières; il s'agit maintenant de le changer [1]. »

1. K. Marx. Cité par J. Bourdeau, *Le Socialisme allemand*, p. 21 : *Les Origines philosophiques*.

CHAPITRE III

La politique impérialiste.

I

La politique extérieure de l'Allemagne. — La paix, condition indispensable de l'expansion économique.

Tel est l'esprit. Voici la méthode.

La proclamation lue par Bismarck au château de Versailles, le 18 janvier 1871, annonçait que « l'Empire s'agrandirait non pas par des conquêtes belliqueuses, mais par les dons et les biens de la paix ». Tous les gouvernements doutèrent, et doutent peut-être encore, de la sincérité de ces paroles. La jactance de Guillaume II a succédé à la brutalité du chancelier de fer. Napoléon III avait dit un jour dans un discours célèbre : « L'Empire, c'est la paix. » Et il alla de Sébastopol à Sedan, en passant par Solférino et Puebla. Le souverain allemand élève la voix à tout propos, pour entonner un

hymne guerrier. Et le gouvernement de Berlin s'arrête toujours à la veille d'une rupture. Il n'a sérieusement songé à dégainer qu'un instant depuis 1875, le jour où s'il se crut sous la menace du césarisme boulangiste. S'il a des difficultés avec l'Espagne, pour la possession d'un archipel lointain, il confie au pape le soin de prononcer. Qu'un fonctionnaire trop zélé attire dans un guet-apens un commissaire de police français, on remettra celui-ci en liberté, quoi qu'il en puisse coûter à la vanité nationale. Ainsi l'ordonnent les circonstances et le commande l'intérêt, freins puissants à la fougue d'un homme et à l'ambition d'un peuple. M. de Bismarck lui-même l'a proclamé tout haut :

« L'Allemagne est la seule puissance en Europe que nul projet ne saurait tenter, s'il n'est réalisable que par la guerre. C'est notre intérêt de conserver la paix, tandis que nos voisins du continent sans exception, font des vœux, soit secrets, soit officiellement connus, qui ne peuvent se réaliser que par la guerre. Il convient donc d'organiser notre politique selon les exigences de la situation; je veux dire, qu'il nous faut empêcher ou limiter la guerre autant que possible, rester les derniers à jouer dans le jeu de cartes européen... Rien ne doit nous décider à quitter cette expectative avant le moment voulu. Sinon, *plectuntur Achivi*[1]. »

« Il convient d'organiser notre politique selon les

1. *Souvenirs et Pensées*, traduction Jaeglé, II, 315.

exigences de la situation. » Il convient de ne pas interrompre, par des frasques intempestives, le merveilleux essor du commerce, de réserver la plus grande somme d'intelligence et d'efforts à l'œuvre d'expansion pacifique. Même, à l'occasion, il faudra se résoudre à quelques sacrifices. Le Sultan Rouge est un bon client ; l'Allemagne le soutiendra contre la Grèce, le laissera tout à son aise massacrer les chrétiens d'Arménie, lui prodiguera en sous-main les conseils et les encouragements. Le président Krüger, vainqueur de Jameson, a reçu jadis de Berlin un message à grand fracas : vaincu et proscrit, qu'il vienne demander une audience et solliciter l'intervention de Guillaume II : la chancellerie impériale lui fera entendre d'avoir à repasser la frontière. Ces Boers ne doutent de rien, en vérité ! Croient-ils que l'on va, pour assurer l'indépendance nominale de quelques mille fermiers hollandais, risquer une rupture avec Londres et ruiner d'un seul coup les espérances légitimes du commerce national ? Ils répugnent à subir une suzeraineté anglaise ? Qu'importe ? Ne fera-t-on pas autant, ou même plus d'affaires avec le Transvaal et l'Orange, colonies de S. M. Édouard VII, qu'avec des républiques autonomes, peuplées de paysans aux besoins limités ? A la Grande-Bretagne les épines, puis les fleurs du triomphe, à l'Allemagne les fruits

L'expansion économique est aujourd'hui la seul possible et la seule profitable. Industrie et com merce sont les deux mamelles de l'Allemagne

seins féconds, capables d'élever des nourrissons nombreux. La nation s'est vouée à la production, à l'exportation : les princes ont dû suivre. Guillaume Ier et Bismarck ont organisé la défense nationale contre la concurrence étrangère; Guillaume II, plus hardi, a pris la tête du mouvement; le Hohenzollern militariste a tendu la main à l'économiste libéral et manchestérien : un consortium a été conclu. L'État allemand donnera son argent et son appui; les individus apporteront leurs initiatives et leurs capacités personnelles. Désormais, au lieu de se combattre, les deux Évangiles se complètent et se soutiennent. La diplomatie devra « s'imprégner de l'esprit commercial ». Car l'essor économique entraîne à sa suite l'influence morale, et le commerce est vraiment le véhicule des idées. A chaque caisse de produits allemands adhère un lambeau de civilisation germanique. « Si l'Empire allemand, disait un rapport de la Chambre de commerce de Stuttgart, restait à l'écart de ce grand mouvement qui transforme le monde, il serait vite dépassé et affaibli, non seulemement dans sa situation industrielle, mais dans sa situation politique et militaire. » « Dans cette ardente mêlée qui caractérise la fin de notre siècle, les Allemands sont convaincus qu'il n'est pas trop des forces combinées de l'individu, de l'association et de l'État pour sortir vainqueurs de la lutte [1]. »

1. G. Blondel, *loc. cit.*, p. 308.

Le rôle de l'État dans la prospérité de l'Allemagne a été tour à tour exagéré et méconnu. Il ne fut ni si grand que l'ont bien voulu dire les Chambres de commerce anglaises, ni si restreint que l'ont affirmé, à mainte reprise, les Allemands eux-mêmes. Il n'a pas fait jaillir une source féconde d'un rocher aride. Il n'a pas créé de toutes pièces le merveilleux outillage industriel et commercial dont le pays est justement fier. C'est à l'esprit d'entreprise individuel, à la vertu de l'association, à la conciliation amiable des intérêts opposés, qu'il faut en rapporter la majeure part de gloire. L'action officielle eût été stérile sur un terrain moins bien préparé. Elle a pu développer les aptitudes de la race : elle ne les a pas créées. Sans doute Bismarck, avec son idéal économique fermé, n'eût-il jamais lancé l'Allemagne dans la voie de la production à outrance. Ce furent nos milliards qui éveillèrent chez ce peuple des appétits inconnus, et le conduisirent à la Bourse, puis à l'atelier et à l'usine après les folies des *Schwindeljahre*. Sans doute encore, le chancelier ne se lança dans les chemins de la politique coloniale que contraint et forcé par les hardiesses des banquiers de Berlin, des armateurs de Brême et de Hambourg. Il semble bien que le pays ait librement choisi sa route et s'y soit engagé de son plein gré. Mais seuls, sans guide et sans tuteur, l'industrie et le commerce allemands auraient-ils pu s'élever au degré de prospérité qui excitait naguère notre admiration et notre envie?

Il serait malaisé de le soutenir. L'organisation eût été, en tout cas, plus pénible et moins complète, si l'État eût persisté dans ses idées et se fût hypnotisé devant la défense du fameux marché intérieur. Il lui eût été difficile, à vrai dire, d'y persister longtemps. Il avait fait l'Allemagne une : il lui incombait de faire l'Allemagne prospère. Il avait enrôlé tous les hommes valides, pour la défense de la patrie, dans les rangs de l'armée commune : les cadres, les chefs pouvaient être utilisés pour l'armée industrielle, et l'esprit de discipline inculqué aux recrues par le *drill* prussien serait une garantie d'obéissance. « Le militarisme a facilité la grandeur de l'Allemagne commerciale, en inculquant à toute la nation les qualités d'endurance et de sobriété, les habitudes d'ensemble et de travail commun, qui sont les vraies forces du commerce allemand[1]. » Le peuple, en effet, se laissa faire sans murmurer; car il a moins d'initiative que d'idées, il est moins qu'un autre hostile aux interventions de l'autorité et aux ingérences dans la vie de chaque jour : n'a-t-on pas nommé l'Allemagne la terre classique du socialisme d'État? Et enfin, à l'aspect des masses ouvrières prêtant l'oreille aux agitateurs de carrière, à la vue des attentats de Hedel et de Nobiling, comment n'aurait-on pas songé à user dans la besogne quotidienne ces ardeurs dont la fermentation menaçait? Comment n'aurait-on pas

1. Victor Bérard, *L'Angleterre et l'Impérialisme*, p. 298.

vu d'un œil favorable l'émigration alléger le pays d'un faix qui pouvait devenir lourd? A orienter vers le dehors toutes les forces de la nation, à montrer au delà des frontières, des richesses à conquérir, n'y avait-il pas une chance de détourner la poussée démocratique, et sinon une solution du problème, du moins un ajournement de l'échéance, un dérivatif aux ambitions et aux compétitions subversives?

II

Le rôle de l'État dans la grandeur nationale.

L'Empire ne sera donc pas ce qu'un vain peuple pense. Il ne sera pas un simple instrument de conquête, une menace perpétuelle pour les voisins, un camp retranché où les enfants du peuple s'exerceront sans paix ni trêve, sous le monocle insolent des *junkers* gantés de blanc. Il ne se dressera pas au milieu de l'Europe, tel un carnassier aux aguets. Crainte de surprise, il garde son revolver à la ceinture; mais ses mains demeurent libres. Il les emploie à élever une organisation redoutable, quoique pacifique, une immense maison de commerce avec des succursales sur tous les marchés du monde. Toutes les volontés, sous le contrôle de l'autorité souveraine, seront dirigées vers l'extension du trafic extérieur. Un travail de termite, souterrain et puissant, minera les vieux édifices et les

supériorités du passé. Les vaisseaux sillonneront les océans, messagers de la grandeur allemande. « La navigation est un élément de la force industrielle d'un pays, élément qui ne peut croître et fleurir que dans l'ensemble et par l'ensemble. Les manufactures, bases d'un grand commerce intérieur et extérieur, sont la condition essentielle d'une navigation considérable[1]. » L'impérial entrepreneur ne dédaignera pas de se déplacer en personne et d'aller solliciter les commandes. Il prépare le terrain à toutes les entreprises de ses sujets; il ne laisse rien au hasard. Il s'est mis en tête de conquérir le monde par ses produits et ses capitaux. Il a tâché de réunir en un faisceau les tentatives individuelles, il a joué des coudes pour assurer à l'Allemagne, selon le mot de M. de Bülow « une place au soleil ».

Pour arriver à ce but, l'État dresse les citoyens à la lutte. Il a porté à son maximum de perfection le système d'éducation professionnelle et pratique; les municipalités et les particuliers l'ont soutenu et aidé dans cette tâche. C'est l' « association allemande pour le développement de l'enseignement commercial » (*Deutscher Verband für das Kaufmännische Unterrichtswesen*), qui a imprimé le plus vigoureux élan et réalisé les progrès les plus décisifs. « Les Allemands sont arrivés à ce double résultat : préparer de bons chefs de maison, grâce

1. List, *Système national d'Économie politique*, liv. I, chap. IV.

à un enseignement supérieur excellent du commerce, et préparer par une instruction plus modeste, mais forte et bien adaptée, le petit commerçant et l'employé qui donnera son maximum d'utilité, et qui d'ailleurs pourra s'élever plus haut en continuant à s'instruire[1]. » Des écoles « réales », *Realschulen*, distribuent une éducation générale, mais plus utilitaire que la culture classique; des écoles de perfectionnement, *Fortbildungsschulen*, forment des commis et les mettent au courant de la vie commerciale; les écoles de commerce à cours complet d'un an donnent des employés d'un degré supérieur, ou des chefs d'entreprises modestes. Enfin viennent les hautes écoles commerciales, *Handelshochschulen*, *Handelsakademien*, inaugurées en 1898 à Leipzig et à Aix-la-Chapelle. Les vieilles Universités ne suffisant plus à l'Allemagne, elle les a doublées de ces institutions qui sont, pour ainsi dire, l'école supérieure de guerre, qui donnera un état-major de jeunes gens pourvus à la fois de connaissances théoriques et d'habileté pratique : ceux-ci pourront devenir directeurs des plus vastes maisons, organisateurs de succursales, fondateurs de firmes nouvelles. Au-dessus de toutes les écoles, des unions de commerçants, *Kaufmannschaften*, veillent aux intérêts généraux, les représentent et au besoin les défendent auprès des pouvoirs publics. Le *Handelstag* de Berlin, au dernier degré de cette

1. Toreau-Bayle, *L'enseignement commercial en Allemagne* (*Revue de Paris*, 15 mai 1901).

hiérarchie, est en quelque manière le parlement commercial de l'Allemagne : parlement sans délégation officielle, mais à l'autorité reconnue, où siègent les représentants des chambres de commerce et des grandes associations commerciales, et dont le gouvernement écoute volontiers les avis, lorsqu'il s'agit de modifier la législation ou de renouveler les traités de commerce.

L'organisation des chambres de commerce elles-mêmes passait pour insuffisante et défectueuse : on l'a refondue, en attribuant à ces associations la personnalité juridique et élargissant le mode de leur recrutement. Le service des consulats semblait peu préparé à sa tâche, encombré de juristes inaptes à l'observation des phénomènes économiques : de grands efforts ont été faits pour améliorer le personnel de ces agents ; la création d'attachés commerciaux auprès de certaines légations et ambassades est venue répondre à un vœu souvent exprimé. De nombreuses publications officielles de statistiques et de renseignements éclairent et dirigent l'élan de la nation ; de splendides musées exposent les spécimens en vente, les collections de modèles et d'échantillons qui forment le goût, et se complètent par un service d'informations et une bibliothèque technique. Un nouveau Code de commerce, le plus complet et sans doute le plus moderne des travaux législatifs sur la matière, est entré en vigueur en même temps que le nouveau Code civil, et une *Novelle* modifiant le code industriel est

venue souder ses dispositions à celles de son aîné.

En même temps, l'État accordait des encouragements plus directs. Il faisait travailler à ses frais et pour son compte. Il réservait à l'industrie nationale, avec un soin jaloux, les fournitures que réclame une armée permanente de six cent mille hommes. Les métallurgistes lui fondirent des canons et lui fabriquèrent des fusils; les manufactures lui livrèrent les uniformes variés des régiments, les chaussures, les buffleteries et les harnais. Aux chantiers de Stettin et de Kiel allèrent les commandes de cuirassés, de croiseurs et de torpilleurs; les fondeurs, d'Essen à Magdebourg, s'appliquèrent à égaler la trempe des blindages du Creusot, à perfectionner la fabrication de l'acier harveyé. L'État, pour mieux tenir en main les fils conducteurs de la vie économique, a racheté la majeure partie du réseau ferré : il s'adressa à ses constructeurs qui lui fournirent les rails, les traverses, les locomotives et les wagons, les barrières et les ponts. Il voulut compléter les lignes de communication par un système de voies fluviales et de canaux; ses ingénieurs corrigèrent l'Elbe et la Weser, firent du Rhin une immense entreprise de transports; ils ouvrirent des artères artificielles, agrandirent les garages et approfondirent les mouillages. Le commerce y trouvera son compte; l'industrie en profite : on s'adresse à elle pour les écluses, les chalands, les bacs, les remorqueurs, les

chaînes de touage qui courent de la mer du Nord à la frontière de Bohême. On avait souri, d'un sourire de dédain, aux primes françaises à la construction et à la navigation; à son tour, le gouvernement subventionne les lignes postales et les grandes compagnies : 4 400 000 marks au *Norddeutscher Lloyd* — loi de 1895; 5 590 000 marks, — loi de 1898, que la puissante société brémoise partage avec la *Hamburg-Amerika Linie*; 1 350 000 marks à la *Deutsche Ost-Africa Linie.* Il autorise sur ses chemins de fer la promulgation de tarifs réduits pour les marchandises destinées à l'exportation.

Enfin et surtout, il a cherché, il cherche encore à ménager, par une politique commerciale prudente, les intérêts de l'agriculture nationale et le développement extérieur du pays. Il n'érige pas en règle le libre-échange ou le protectionnisme; il s'inspire uniquement des nécessités de l'heure présente. Nous l'avons vu passer des tarifs fixes aux traités de commerce plus larges et plus souples, lorsque l'industrie allemande put enfin marcher sans appui. Il ne crut pas alors devoir sacrifier aux intérêts agrariens l'expansion économique de l'Allemagne; demain, peut-être, il se verra forcé de tendre une main secourable aux propriétaires fonciers cruellement éprouvés par la baisse des produits agricoles. « Car les grandes nations sont tout à la fois contraintes de sauvegarder, avec les sources de leurs subsistances, leur raison de vivre, ce qui rend indispensable une certaine protection,

et de progresser par leurs échanges avec les autres peuples, ce qui demande une certaine liberté. C'est une question d'art politique de trouver la juste mesure[1]. » Bismarck s'était flatté de l'avoir trouvée; et M. de Miquel lui a fait gloire un jour d'avoir su « atteler au même char ces deux robustes coursiers, l'agriculture et l'industrie ». Le jeune Empereur, à son tour, força l'allure, sans s'inquiéter de savoir si l'un des coursiers pourrait suivre l'autre. Il se tourna vers ses négociants et ses industriels, et de ses lèvres tombèrent ces paroles : « Allez, et enseignez toutes les nations. »

III

La propagande germanique. — Les étapes de la germanisation.

Les apôtres entendirent, et se mirent en marche. Au nom d'un Maître puissant, ils s'adressèrent aux peuples et prêchèrent la doctrine. Ils passèrent chez les noirs africains et chez les Jaunes, se firent des relations et se ménagèrent des sympathies. Ils offrirent la civilisation et la vendirent au rabais. Ils installèrent des comptoirs, des succursales, des agences. Ils laissèrent des représentants et engagèrent des capitaux. Les villes sibériennes les virent débarquer par le premier train, et les nouvelles sociétés des antipodes reçurent leur visite.

1. G. Blondel, *Réforme sociale*, 1er janvier 1899.

De toutes parts, ils tendirent, à travers les continents et les mers, un réseau de fils légers et puissants, ils tissèrent les mailles de l'immense filet dans lequel ils prétendent tout doucement enserrer le monde. Au centre de la toile, l'Allemagne guette, araignée monstrueuse, prête à fondre sur tout importun qui troublerait l'harmonie de son œuvre, à intervenir là où elle croira engagés son droit et son honneur, et elle les croit aisément en jeu. « Notre devoir est d'intervenir, dans tous les cas qui peuvent se présenter, là où l'intérêt nous le commande, je parle de notre intérêt matériel, l'intérêt de nos marchands, de nos manufacturiers, de nos chemins de fer, de nos navires, de notre commerce et de notre négoce[1]. » Les Allemands suivent avec scrupule ce plan de campagne tracé par un Américain. Sous le couvert des prétextes commerciaux, c'est la porte ouverte à toutes les ingérences, la voie libre aux revendications les plus hardies. Insensiblement, les brins de soie cèdent la place à des liens plus solides ; un beau jour, les fils ténus de l'araignée seront remplacés par des tentacules étreignant, comme dans un étau, des contrées qui la veille se croyaient indépendantes et libres.....

Les premiers menacés seront les pays où la communauté de langue se joint à la communauté des intérêts, où la question économique se double d'une

1. *Forum*, décembre 1898 : Ch. Denby, *The doctrine of intervention.*

question de sentiment. L'Allemagne voit ses frontières bordées de peuples que de véritables liens du sang, ou de prétendues origines communes rendent chers à son cœur. Aux polders de Hollande, elle croit percevoir le son de voix d'une tribu germanique; elle entend dans une partie de la Suisse, résonner l'idiome national; dans quelques provinces de l'Autriche, une minorité bruyante se réclame de la culture allemande. Mais la réunion à l'Empire de la Hollande ou des possessions des Habsbourg sous forme d'un *Bundesstaat*, d'un État fédéral qui aurait mêmes droits, sinon même situation, que la Bavière ou la Saxe, c'est la chimère de quelques exaltés! Le grand nombre ne songe encore qu'à élargir le marché allemand, en attirant ces petits satellites dans l'orbite du soleil germanique. La conquête de Trieste apparaît incertaine et dangereuse : est-il donc besoin qu'un *Oberpraesident* y règne, et que le tricolore impérial succède à l'étendard autrichien? « On a dit : Notre avenir est sur la mer. Mais l'intérêt du présent est sur le continent, de la Baltique à l'Adriatique[1]. » Une union douanière semble suffisante pour assurer au commerce et à l'industrie des deux nations une sécurité complète et des avantages réciproques. Aller plus loin serait folie, du moins à l'heure actuelle. « Toute entreprise contre l'intégrité de l'Autriche serait un attentat à la paix européenne et une

1. *Œsterreichszusammenbruch und Wiederaufbau*, Münich, 1899.

lourde faute même à notre point de vue. Puisque l'Autriche existe, notre mot d'ordre doit être envers elle comme à l'égard de la Turquie : Statu quo, *Staatserhaltung*. En défendant son existence, nous défendons nos propres intérêts[1]. »

Mais le rayonnement de l'Empire s'étendra plus loin encore. L'Europe n'est pas tout le monde. De plus vastes champs s'ouvrent à l'industrieuse activité de l'Allemagne. Là où elle ne peut invoquer une sympathie de races, elle prônera la solidarité des besoins ; à défaut de gloires partagées dans le passé, elle fera briller les espérances aux yeux des peuples; en l'absence d'une civilisation commune, elle montrera les chapitres de l'avenir écrits en collaboration.

Tous ceux qui étouffent dans un cadre trop étroit, ou fléchissent sous le poids des siècles; tous ceux qui aspirent au progrès, ou qui prétendent se régénérer; civilisations embryonnaires et sociétés corrompues, trouveront en elle un médecin empressé à les secourir, un protecteur habile à les réformer. Parfois il arrive sans être convoqué, s'installe au chevet de l'homme malade, lui prodigue ses soins; il rédige l'ordonnance et en même temps fournit les remèdes; à l'occasion, il appelle des spécialistes en consultation. En avant l'invasion des ingénieurs, des contremaîtres et des ouvriers d'art! Voici les courtiers et les commis, les armateurs et

1. Naumann, *Deutschland und Œsterreich*, Discours prononcé à Berlin, en décembre 1899.

les *clerks*; voici les maisons qui se fondent, les missions qui se multiplient. Pour les pays que l'anémie ou l'épuisement rend incapables de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires sérieuses, ne sera-ce pas une bonne fortune de trouver un intendant, habile et actif, pour les gérer en leur lieu et place?

Et alors, la grande usine allemande va jeter sur le monde, à pleins bras, tout l'excédent de sa production. Pas une branche de l'activité humaine dont elle n'ait souci, pas un besoin physique ou intellectuel auquel sa prévoyance n'ait pourvu. Elle fournit les armes, les munitions, les équipements de guerre, puisqu'il est bien entendu qu'un État ne peut décemment se passer d'armée. Elle offre aux agriculteurs des machines qui épargneront le temps et la main-d'œuvre; aux industriels, des appareils dernier modèle, des installations toutes faites, que des employés sont prêts à déballer et à mettre en marche : matériel pour les exploitations minières et métallurgiques, pour les ports; métiers à tisser, machines à vapeur, chaudières et dynamos. Elle obtiendra les concessions de chemins de fer, et elle soumissionnera pour les lignes de tramways : occasion unique de placer les tonnes de rails, de poutrelles, les locomotives, les essieux, les voitures électriques, les usines à transmission de force, les trolleys, les caisses d'accumulateurs! De jeunes cités, à peine sorties de terre, réclament les avantages de la civilisation moderne : le docteur

ingénieur n'est-il pas là? En un clin d'œil, les lampes à incandescence ou à arc ruissellent de lumière, le télégraphe unit les villes, le téléphone facilite à chacun ses relations d'affaires ou de plaisir : fils de fer, supports, régulateurs, transmetteurs et récepteurs, piles et sonneries, arrivent de Francfort, de Nuremberg et de Berlin. En même temps, voici les fers pour constructions, les pièces de charpente, les tôles, les laminés, tout l'arsenal de la ferronnerie et de la serrurerie; voici les tuyaux conducteurs de l'eau et du gaz, pour ceux qui s'obstinent à recourir à cette lumière falote. Les parvenus aiment à briller par l'éclat de leur luxe : Breslau, Erfurt, Chemnitz leur envoient les pièces d'étoffes ou les vêtements confectionnés, assortis au teint et au goût du client, couleurs criardes pour les nègres, nuances amorties pour les Chinois, grands carreaux pour les tribus britanniques. Puis arrivent les chaussures, les chapeaux de Tyrol et de Bavière, la lingerie et les objets de toilette. Un vaste bazar s'est ouvert au centre de la ville, où les ménagères trouveront tous les articles et éprouveront toutes les tentations : verreries, porcelaines, tapis, tapisseries, brosses, bougies, savons; pour orner leurs intérieurs, des mobiliers complets, des gravures et des tableaux de facture et de goût germaniques. Les hommes y viendront acheter des bicyclettes; les enfants les livres où ils apprendront à lire, les atlas qui leur enseigneront la géographie. Les artistes s'y fourniront

d'instruments de musique; les médecins s'adresseront au correspondant allemand pour obtenir des produits pharmaceutiques; les chimistes font venir de Ludwigshafen les matières colorantes, corps gras, soude, potasse, ammoniaque, chlore, acide sulfurique. Dans les Universités et les laboratoires, c'est à qui réunira les fonds nécessaires à l'achat des merveilleux instruments d'étude et d'optique, microscopes, spectroscopes, télescopes, objectifs et lunettes, dont Abbe et Zeiss fournissent aujourd'hui le monde...

Le vendeur suit la marchandise; le contremaître accompagne l'outillage, l'ingénieur vient édifier la voie ferrée ou mettre l'usine en train; l'officier en congé ou en mission arrive pour enseigner aux recrues le maniement du fusil à répétition et la manœuvre des pièces Krupp. Le missionnaire débarque à leur suite; sous prétexte de réunir autour de lui les sectateurs de l'Église évangélique, jusqu'alors sevrés de la parole de vie, il donne carrière à ses instincts de propagande et de prosélytisme : qu'il baptise un nègre africain, convertisse un métis espagnol ou portugais, il a conquis un pionnier à l'influence allemande !

Le meilleur moyen pour s'attacher les clients est de les tenir à la fois dans une dépendance économique et sous une tutelle morale. Le xx[e] siècle a vu naître une puissance mystérieuse et formidable, supérieure à tous les empires et à tous les empereurs, capable de révolutionner les premiers à leur insu,

et de faire agir les seconds sans qu'ils en devinent le motif réel. Déjà Bismarck le prédisait : l'Internationale dorée deviendra plus redoutable que la Rouge. A notre époque de grandes transformations et de grands travaux, chemins de fer, canaux, lignes de navigation, entreprises minières ou métallurgiques, mise en valeur de pays neufs, exigent des capitaux énormes que peuvent seuls fournir certains établissements financiers. Le xxe siècle inaugure le règne des barons de la haute banque. Par eux se règlent les questions qui intéressent l'avenir et même l'honneur des peuples. « La féodalité industrielle naquit de l'épuisement financier des États, comme la féodalité nobiliaire était née de l'asservissement de la race vaincue à la race victorieuse [1]. » Cette féodalité conclut des marchés et souscrit des emprunts. Elle empêche les conflits de s'envenimer, si ses intérêts y courent quelques risques ; le ministère Thiers est tombé en 1840, sur un veto de ce genre. D'autres fois, elle laissera les armées s'égorger, quitte à obliger les vaincus de s'adresser à elle pour liquider leur indemnité de guerre. L'un de ces redoutables seigneurs a dit : « La guerre est le temps de moisson des capitalistes. » Et Le Play ajoute : « Une influence toute nouvelle tend à déchaîner le fléau de la guerre. C'est celle de certains manieurs d'argent, qui, appuyés sur l'agiotage des bourses européennes,

1. Toussenel, *Les Juifs, Rois de l'époque*. Cité par Claudio Janet, *Le capital au XIXe siècle*, p. 492.

fondent des fortunes scandaleuses sur les emprunts contractés pour les frais de la lutte ou pour les rançons excessives imposées de nos jours aux vaincus [1]. » Les ministres des finances en mauvaise passe recourent aux bons offices de ces manieurs d'argent, afin de soutenir les cours de la rente et de prévenir les paniques, ou de lancer les émissions qui doivent masquer les déficits budgétaires.....

D'étranges affinités de race ont voulu que l'Allemagne, qui les méprise, devînt, sinon leur patrie, du moins leur pays d'élection. Le respect qui courbe devant la force les adorateurs du Veau d'or, leur a fait saluer très bas le règne du colosse allemand. Ils lui ont offert leurs services, et lui ont proposé de s'associer à sa fortune. Le géant n'a eu garde de refuser. Désormais il pourra jouer à son gré de la violence ou de la ruse ; des chaînes d'or ligotteront ses adversaires, et le collier de la servitude leur sera rivé au cou. L'Allemagne moderne a forgé une solide « armature » à l'édifice de sa grandeur.

De nos jours, les colonies anglaises ont montré, dans leurs rapports avec la métropole, la puissance du lien financier. Jadis, en Angleterre, les marchands italiens ou hanséates, plus tard les Génois dans le royaume de Naples, offrirent des exemples de l'exploitation complète à laquelle peut conduire

1. Le Play, *La constitution essentielle de l'humanité*, p. 247.

l'omnipotence d'argentiers dénués de scrupules. Depuis une dizaine d'années, la banque berlinoise et francfortoise s'ingénie à créer dans les pays lointains des succursales qui constituent un appui pour les Allemands isolés, et sont en même temps de précieux instruments de propagande industrielle et même politique. L'Allemagne, naguère si pauvre, est passée au rang des nations capitalistes. Son stock monétaire est évalué à 2 800 millions, contre 1 300 millions en 1876 [1], et son portefeuille est l'un des plus riches en créances et en valeurs sur les places étrangères. Elle lutte à armes égales, sur les principaux marchés de l'Europe, avec les maisons anglaises ou françaises. Elle a pris position à la Bourse de Paris, et les ordres de Berlin exercent sur la cote une influence qu'ils ne possédaient pas autrefois. Elle a déjà placé au dehors plus d'une douzaine de milliards, et elle en retire, bon an mal an, 500 à 600 millions d'intérêts [2]. La spéculation allemande fera des avances aux entreprises privées pour lancer l'affaire, acquérir le terrain et l'outillage, constituer une réserve. Elle s'insinue dans les assemblées et siège aux conseils d'administration. Elle consentira des sacrifices énormes pour mettre la presse à sa discrétion, elle achètera des actions

1. *Économiste français*, 27 avril 1901.
. Voyez le mémoire dressé en 1900 sur l'ordre du ministre de marine, pour soutenir le projet d'augmentation de la flotte ɔériale. Le *Moniteur officiel du commerce* en a donné l'analyse, ıin 1900.

qui lui permettront de diriger à son gré la rédaction des grands journaux cosmopolites. Elle tiendra à la disposition des peuples jeunes, intelligents et actifs, les capitaux nécessaires à leur développement; elle permettra aux sociétés financières de prendre part aux grands travaux d'utilité publique, routes, canaux, et surtout voies ferrées : car ici le bailleur de fonds a un droit de contrôle sur leur emploi, et l'histoire des chemins de fer turcs concédés en 1869 à Langrand-Dumonceau, puis tombés aux mains de la maison Hirsch, prouve l'importance de cette mainmise sur les artères de la circulation. Le commerce et l'industrie trouveront toujours en la banque allemande un concours assuré. Aux municipalités dans la gêne, aux gouvernements embarrassés, elle facilitera les émissions et gagera les emprunts; elle tiendra ainsi en laisse toute l'activité d'un pays écrasé sous le cours défavorable du change. Peut-être même, dans certains cas, sera-t-il possible d'aller plus loin. Ne vivons-nous pas dans un temps où le dogme de la souveraineté territoriale, où le droit des gens subissent les plus incroyables tortures? où des États courbent la tête sous un joug financier, où d'autres « donnent à bail » une partie de leurs provinces? L'Égypte, la Turquie, le Portugal, la Chine, la Grèce, sont là, exemples vivants de la sujétion humiliante et de la dépendance quasi absolue qui résulte pour un pays de dettes contractées envers des créanciers rapaces.

« Nous sommes au temps où, grâce à la facilité des combinaisons d'affaires internationales, on peut graduellement confisquer par des artifices financiers l'indépendance économique d'un peuple, asservir l'activité industrielle, agricole, intellectuelle d'une nation, dont on révère même officiellement la liberté. C'est tout simplement l'économie d'une guerre pour le peuple de commerce envahissant... Qu'on nous donne les rênes de l'administration des transports de plusieurs provinces, nous n'aurons nul besoin de les conquérir : telle est peut-être au fond la devise allemande... C'est une diplomatie coloniale toute nouvelle dont nous ferons bien de surveiller les débuts[1]. » « Ce serait une erreur de mesurer l'empire colonial allemand aux pays sur lesquels le protectorat a été officiellement déclaré. Ces millions de kilomètres carrés, où sont installés quelques milliers d'Européens, et dont une faible partie prendra peut-être quelque valeur, ne sont que l'appoint de l'expansion allemande... L'Allemagne prétend se tailler une place dans l'univers, moins par les armes que par la conquête pacifique et patiente des différents marchés. Un coup de force comme celui de Kiao-Tchéou, n'a d'autre but que de servir de préface à des expéditions d'un autre genre... Aucun effort n'est négligé pour établir dans le monde une sorte de pangermanisme. Dans tous les territoires de la patrie alle-

1. Marcel Dubois, *Questions diplomatiques et coloniales,* 7 janvier 1898.

mande grandit et domine l'idée que le maintien et le développement du sentiment allemand à l'étranger est devenu un devoir patriotique : cela est d'une importance capitale pour les intérêts nationaux et économiques du pays[1]. »

La route est tracée, et l'Allemagne s'y est engagée avec décision. Elle a pris l'offensive avec une ardeur calme et une audace raisonnée. « Il faut *assurer son droit* dans tous les vieux pays épuisés, et dans tous les nouveaux marchés ouverts à l'excès de nos ressources et de notre civilisation[2]. » Alors, mais alors seulement, il sera loisible à la puissance envahissante de faire ses affaires tout en faisant celles des peuples moins actifs ou plus arriérés. Alors en se prévalant du principe de la « porte ouverte », toutes facilités seront acquises pour doter les pays neufs de tous les moyens de production et et d'échange, diriger et contrôler leur commerce, veiller à l'utilisation de leurs ressources naturelles. L'Allemagne n'avoue pas de tels desseins, mais elle ne les perd pas de vue. La brutale franchise américaine d'ailleurs, a crûment formulé les ultimes conséquences du système : « Il s'ensuivra une occupation qui officiellement sera déclarée temporaire. Et alors, quand l'occasion se présentera, notre occupation, avec l'appui des capitalistes engagés, sera convertie en quelque forme de protectorat

1. R.-G. Lévy, *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1898.
2. *North American Review*, sept. 1898 : *The economic basis of imperialism*.

définitif plus ou moins déguisé, exactement comme l'occupation britannique en Égypte a graduellement acquis son caractère de permanence[1]. »

IV

Le « danger allemand ».

Il faut, pour achever l'œuvre, le prestige d'un grand pouvoir politique. Ouvrez l'histoire : vous y lirez que les seules nations vraiment grandes furent celles qui réunirent le sceptre de l'autorité à la royauté économique, la puissance de l'argent et la gloire du sabre. Carthage disparut de la scène lorsque les Romains eurent vaincu Annibal. Les cités florentines et hollandaises s'érigèrent en banquiers de l'univers, et leur or ne fit qu'exciter contre elles les haines sous lesquelles elles croulèrent. Et la France atteignit au faîte de sa grandeur, quand le colbertisme put s'organiser à l'ombre de l'étendard victorieux de Louis XIV. Dans le concert des nations, quiconque prétend au rôle de chef du chœur doit justifier de deux qualités, la souplesse qui s'insinue et la force qui s'impose.

L'Allemagne moderne possède l'une et l'autre. Par son poids seul, elle peut ébranler l'équilibre du monde, et le détruire par son effort. Elle montre vec orgueil, au-dessus de ses ports immenses et

1. *Political Science Quarterly*, juin 1899.

sillonnés de navires, les forteresses et les bataillons, les gueules des canons et la pointe des baïonnettes. En 1897, puis en 1900, le Reichstag a voté de nouveaux projets d'extension de la flotte impériale; celle-ci sera, dans peu d'années, supérieure à la flotte française; elle comptera en 1920, 38 cuirassés d'escadre, 20 grands croiseurs et 45 petits croiseurs, tous navires neufs ou refondus. La bourgeoisie libérale et industrielle elle-même, si peu favorable aux dépenses militaires, a vu de bon œil cet accroissement :

« Si l'Allemagne veut pouvoir envisager l'avenir avec confiance, elle devra porter sa flotte à une hauteur qui ne laisse à personne la tentation de violenter nos intérêts d'outre-mer... Avec notre commerce, nous ne pouvons nous contenter de jouer, au delà des océans, le rôle qu'y joue l'Autriche. Sans doute la mise en scène théâtrale à laquelle a donné lieu la prise de commandement du maréchal Waldersee prête le flanc à la critique; mais notre intervention en Asie orientale à côté des autres puissances, et dans les limites que traçait naguère M. de Bülow, fut une nécessité impérieuse, conséquence de notre situation dans le monde[1]. »

Le « danger allemand », pour avoir changé de face, n'en deviendra que plus perfide. L'invasion des produits étrangers se poursuivra, avec la

1. *Die Nation*, 5 janvier 1901.

même méthode et sous un état-major aussi distingué que celui de M. de Moltke. Les désastres de l'adversaire, moins cruels en apparence, n'en seront pas moins irrémédiables, et chaque année, sous forme de tribut commercial, le vaincu acquittera l'indemnité de guerre. Ainsi parle la classe moyenne et travailleuse, avide de richesse, ardente à l'esprit nouveau. Et il semble bien que cet avis ait dominé jusqu'à ce jour aux conseils qui dirigent la politique allemande. Lohengrin ne s'obstine pas à prêcher le règne de la chevalerie. Quand il envoie ses soldats en Chine, il leur enjoint de châtier sans merci. Quand toutes les ressources de sa diplomatie se sont révélées insuffisantes, il appuie, par la force des armes, l'œuvre de la propagation de la foi germanique.

« Rien ne doit se décider dans le monde, sans l'intervention de l'Allemagne et de l'empereur allemand », a-t-il proclamé au 200e anniversaire de la fondation du royaume de Prusse. Impulsion d'un orgueil légitime? Accès de jactance? Hier encore la réalité pouvait justifier tous les espoirs; demain peut-être, l'Allemagne se demandera si elle n'a pas trop sacrifié à des perspectives de grandeur chimérique.

CHAPITRE IV

Hier.

I

Les vertus économiques du peuple allemand.

Lorsqu'en 1871, le traité de Francfort scella l'unité de l'Allemagne sur les ruines de la grandeur française, quelques murmures de compassion et de sympathie se firent entendre de l'autre côté de la Manche. Étaient-ce vraiment des échos de cette philanthropie anglaise, qui s'émeut volontiers quand l'intérêt n'est pas en jeu? N'était-ce pas plutôt l'expression d'une crainte vague à l'aspect de la formidable puissance qui venait de se révéler aux champs de Woerth et de Sedan?

Personne à Londres, en tout cas, ne redoutait alors la concurrence économique de l'Allemagne. Le commerce anglais dominait l'univers. La

France avait su tout au plus s'attribuer une petite place et se garder des chasses réservées. Ni l'une ni l'autre ne s'imaginaient que l'Allemagne, même régénérée, même couronnée de victoires militaires, pourrait venir un jour braconner sur leurs domaines. Un sol aux richesses mal exploitées : des voies de communication encore incomplètes; des fleuves irréguliers et peu profonds; à leurs estuaires, des ports ensablés, ouverts sur une mer resserrée entre les continents, et où le climat et les brumes gênent la navigation huit mois sur douze; une organisation économique défectueuse, l'anarchie de la production, l'insuffisance des capitaux; enfin et surtout, un peuple de soldats, d'érudits et de paysans, nullement porté vers l'activité industrielle : tout semblait interdire à l'Allemagne d'aspirer aux brillantes destinées du Royaume-Uni. Un armateur de Liverpool ou de Cardiff, intermédiaire obligé de l'Europe, aurait éclaté de rire à la pensée que son règne pourrait être troublé par ce peuple si dénué de vertus économiques. Il n'était pas colonisateur : ses premiers essais en ce genre furent marqués par des désastres. Il n'était rien moins que marin : lorsqu'une escadre allemande osa s'aventurer au large, trois cuirassés s'abordèrent dans la Manche, et un seul rentra sans avaries à Wilhelmshaven. Il avait la réputation 'un fabricant médiocre, et ses usines ne livraient ue de la camelote à bon marché, *cheap and bad*, *:hlecht und billig*.

Et, quelques années après, les négociants de la Cité, les industriels de Manchester et de Birmingham, contemplaient avec inquiétude la bonne Allemagne réveillée et besognant avec courage. La grande enquête de 1886 dévoila certains symptômes alarmants. Germania à son tour, évoluait de l'agriculture vers l'industrie. Une faible partie des légions de travailleurs que lui valait la fécondité de ses filles se consacrait au travail de la terre; le reste refluait vers l'atelier et vers l'usine. Sans se désintéresser du continent, elle commençait à regarder vers la haute mer. Ses chantiers maritimes se mettaient à construire avec fièvre; le drapeau fédéral flottait sur les sables de l'Afrique équatoriale, aux golfes chinois, sur les coraux de la Polynésie : stations de ravitaillements, dépôts de charbon ou de vivres, centres d'influence. Un regain de jeunesse, une soif de richesse et de domination, lancent l'Allemagne à la conquête des marchés; elle s'organise pour l'expansion, elle inaugure « la politique mondiale ». — « Ce mot signifie : protection énergique des intérêts allemands jusqu'aux régions les plus éloignées. Nous ne voulons pas être l'enclume sur laquelle on frappe, mais nous entendons être à l'occasion le marteau [1]. » L'Allemagne a consacré tous ses soins à forger ce marteau.

1. Discours du député Hertling au Reichstag, 3 mars 1902.

II

L'outillage. — Voies ferrées et canaux. — Navigation maritime. — Brême et Hambourg.

Elle ne possédait, en 1870, que 20 000 kilomètres de chemins de fer, construits dans un dessein surtout stratégique. Depuis lors, les lacunes ont été réparées, le réseau a été complété. Il s'élève en 1900 à 50 511 kilomètres, alors que l'énorme Russie n'en a que 46 000 et la France 42 000. Un accord entre les gouvernements confédérés a permis d'exécuter les soudures nécessaires; un Office impérial des chemins de fer siège à Berlin. Les États assument la direction de la plupart des lignes, édictent les tarifs décroissants pour les transports de marchandises à grande distance. Il s'est trouvé que cette *Eisenbahn-Politik* profitait à la fois au budget, qui encaisse chaque année de grosses recettes, et aux industriels, dont les produits circulent à des conditions avantageuses. Parfois, des conventions spéciales avec des compagnies étrangères ou des sociétés de navigation permettent d'unifier les barêmes, d'esquiver toute une série de formalités qui sont, pour l'expéditeur comme pour le destinataire, une entrave et parfois une véritable épouvante : les fers westphaliens, les tissus de Saxe, les machines de Nuremberg acquittent à la station de départ le fret total jusqu'à New-York, Rio, ou

Hong-Kong; le client pourra établir à l'avance ses prix de revient et éviter toute surprise.

La navigation intérieure est devenue un auxiliaire indispensable de la voie ferrée. L'Allemagne est sillonnée d'artères fluviales qui descendent des régions montagneuses de l'Europe centrale et traversent la vaste plaine du Nord. L'Oder, l'Elbe, le Rhin ont été l'objet de travaux gigantesques en vue de régulariser leur débit; on a approfondi les mouillages, construit les écluses, organisé les ports intérieurs, les garages, les services de remorqueurs et de batellerie. Désormais les flottilles peuvent circuler de Mannheim à Rotterdam, de Dresde à Hambourg. L'argent a été dépensé sans compter : le Rhin, à lui seul, a englouti 360 millions; l'Elbe a exigé 110 millions. L'État, les municipalités, les compagnies de chemin de fer elles-mêmes contribuent de leurs deniers aux améliorations et aux aménagements. De grandes sociétés de transports maritimes créent des services réguliers et assurent des communications directes sans transbordement. Une méthode identique a été suivie pour les affluents des grands fleuves, et pour la création de canaux destinés à réunir les voies naturelles. Le grand Frédéric s'était déjà préoccupé de réunir, par un système de voies navigables, la Silésie et le Brandebourg. La Havel, la Sprée et le canal de Finow relient d'Elbe à l'Oder. L'Aller conduit de la Weser vers l'Elbe; la Hase et la Hunte ont permis d'unir la Weser à l'Ems; enfin ce dernier

est relié au Rhin par la vallée de la Lippe[1]. Le canal de Kiel joint la Baltique à la mer du Nord, et évite aux navires les fonds dangereux du Sund et du Kattegat. Enfin, le fameux *Mittellandkanal* devait mettre en relations l'Elbe et le Rhin, en empruntant sur un parcours de 90 kilomètres le canal Dortmumd-Ems; le projet comprenait en même temps la construction d'une autre voie navigable entre Berlin et Stettin, une autre entre l'Oder et la Vistule. La dépense totale était estimée à 389 millions de marks. On sait à quels débats retentissants la discussion a donné lieu au Landtag. Mais la pression personnelle de l'Empereur n'a pu vaincre les résistances des agrariens, qui redoutent une invasion nouvelle des blés étrangers, ni les répugnances de l'industrie silésienne qui se prétend déshéritée et craint de perdre le marché de Berlin au profit de la Ruhr. Après avoir passionné le pays, le projet de *Mittellandkanal* est allé dormir dans les cartons législatifs. Une occasion favorable, quelques concessions aux féodaux

1. Laffite, *Étude sur la navigation intérieure en Allemagne.* — Schuhler, *Le canal de l'Elbe au Rhin* (*Annales des Sciences politiques*, septembre 1899). — *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 juin 1901. — Magnus Biermer, apud *Jahrbuch für Gesetzgebung* de Schmoller, t. XXIV, 1re partie (Berlin, 1er semestre 1900. — En sens contraire consulter l'article de M. Alfred Mange : *Les ies navigables de l'Allemagne* (*Revue des Deux Mondes*, 1er fé- ier 1902). L'auteur, d'accord avec un certain nombre d'ingé- eurs et d'économistes, se déclare l'adversaire des voies navi- bles construites à grands frais, « qui ne répondent plus aux cessités modernes de rapidité, de régularité et de bon marché ».

permettront de l'en faire sortir, de remettre la question à l'ordre du jour.

Quoi qu'il en soit, l'élan est déjà formidable. De 1876 à 1895, le mouvement des marchandises par voie d'eau a passé de 2 900 millions de tonnes kilométriques, à 7 milliards 1/2, soit un progrès de 159 p. 100. Dans le même temps, le trafic des chemins de fer s'élevait de 10 900 millions de tonnes kilométriques à 26 milliards 1/2, soit une augmentation de 143 p. 100 seulement. L'activité des fleuves devient de plus en plus fiévreuse à mesure qu'on se rapproche des régions de l'ouest :

Mouvement des fleuves allemands (millions de tonnes kilométriques).

	1876	1896
	—	—
Oder	154	643
Elbe	435	1 952
Rhin	822	3 080

En 1898, la batellerie allemande a transporté 10 milliards 1/2 de tonnes kilométriques, les chemins de fer 32 milliards 600 millions. La navigation intérieure employait, au 31 décembre 1897, 1 953 vapeurs d'une capacité de 1 350 000 tonnes, et 20 611 voiliers jaugeant 3 270 000 tonnes. A Breslau, le mouvement de l'Oder se chiffre en 1899 par 2 310 000 tonnes; celui de l'Elbe est déjà à la frontière autrichienne de 3 610 000, et il augmente à mesure qu'on se rapproche de Hambourg. Ruhrort et Duisbourg, sur le Rhin, possèdent trois grands bassins et une trentaine de « culbuteurs

pour le chargement des houilles. Mannheim voit entrer et sortir 4 704 000 tonnes, Ludwigshafen 1 447 000; Cologne, Mayence dépensent des millions pour agrandir leurs installations maritimes. Francfort-sur-le-Mein reçoit encore des bateaux de fort échantillon. Depuis la frontière de Suisse jusqu'à la frontière hollandaise, la circulation des marchandises sur le Rhin atteint annuellement 35 millions de tonnes. On évalue le matériel flottant à près de 9 000 bateaux, chalands, ou bacs, montés par 22 000 hommes d'équipage[1].

Ces marins d'eau douce serviraient au besoin à recruter les équipages des navires de mer. Les chantiers allemands, qui autrefois ne construisaient guère que des caboteurs, ont acquis la réputation d'être les mieux organisés. L'attaché naval des États-Unis à Berlin a conseillé à son gouvernement d'envoyer en Allemagne des ingénieurs pour étudier de près les procédés de leurs confrères germaniques, bien supérieurs, disait-il, à leurs rivaux français et anglais. Aussi Blohm et Voss à Hambourg, la Société Germania à Kiel, Vulcan à Stettin, enlèvent déjà à la Clyde une partie de sa clientèle : tout le monde a pu admirer, à l'Exposition, la perfection des navires sortis de leurs cales, et tel torpilleur pris par nos marins à Takou leur a fourni matière à des comparaisons instructives. Les plus puissants paquebots et les plus

1. *Export*, 23 mai 1901. — *Moniteur officiel du commerce*, 1 mars 1901. — *Économiste français*, 4 mai 1901.

rapides, le *Deutschland*, le *Fürst-Bismarck*, le *Kaiser Wilhelm der Grosse* sont aujourd'hui construits en Allemagne. Les chantiers de la mer du Nord et de la Baltique ont livré (tonnes de registre brutes) :

1896............	96 000	1899............	233 000
1897............	183 000	1900............	272 000
1898............	180 000		

Sur ces chiffres, nous trouvons en 1899, 125 navires jaugeant 83 000 tonnes, construits pour compte étranger, et en 1900, 194 navires de 112 000 tonnes[1]. Mais la majeure partie est encore réclamée par les armateurs allemands, qui se plaignent de ne pas disposer d'un matériel en rapport avec les besoins de leur commerce. Le tonnage de la flotte marchande à voiles a, il est vrai, sensiblement décru :

	Navires.	Tonnes.		Navires.	Tonnes.
1871...	4 372	900 000	1891...	2 757	703 000
1881...	4 276	965 000	1897...	2 552	597 000

Mais le tonnage des vapeurs, n'a, par contre, cessé de s'augmenter :

	Navires.	Tonnage.		Navires.	Tonnage.
1871....	147	81 000	1897....	1 126	889 000
1881....	414	215 000	1898....	»	1 038 000
1897....	896	723 000			

Sur l'unique façade maritime de l'Allemagne, les ports disposés en demi-cercle, des frontières russes aux frontières de France, drainent l'Europe centrale. Rotterdam et Anvers, villes hollandaise

1. *Moniteur officiel du commerce*, 24 janvier 1901.

et belge, sont en réalité des entrepôts allemands. Elles ont construit des quais et des docks, uniquement pour suffire à la réception et à l'expédition des produits que le Rhin, l'Elbe vomissent à flots pressés. Anvers a reçu en 1899, 894 navires allemands contre 125 navires français. Rotterdam a vu son tonnage doubler depuis 1887, grâce à sa position qui la condamne à devenir le débouché de la vallée rhénane, comme aussi aux alliances royales et aux sympathies politiques. Même à ne considérer que les ports sur lesquels flotte le drapeau de l'Empire, le commerce maritime de l'Allemagne étend chaque jour son rayon d'action :

Mouvement des ports allemands (entrées et sorties).

	Navires.	Tonnage net.		Navires.	Tonnage net.
	—	—		—	—
1873.	94 687	12 341 000	1895.	133 830	30 468 000
1880.	110 303	15 538 000	1898.	174 251	35 516 000
1890.	129 793	26 191 000	1899.	177 975	36 016 000

Mais dans ces chiffres figurent confondus les navires allemands et les navires étrangers. Or, la part du pavillon national croît plus vite que celle du pavillon britannique, jadis prépondérant, et des autres marines :

	Navires sous pavillon allemand		Navires sous pavillon étranger	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
	—	—	—	—
1873.	60 342	5 964 000	34 345	6 377 000
1890.	93 954	13 605 000	35 839	12 583 000
1898.	131 106	19 210 000	43 145	16 305 000
899.	136 349	20 563 000	41 626	15 453 000 [1]

1. *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches*, 1900, II, p. 31. — *Moniteur officiel du commerce*, 15 août 1901.

C'est donc 57 p. 100 du commerce qui profite à l'armement indigène. Or, sur un commerce spécial évalué à 10 milliards de marks, 7 milliards 1/2, ou les trois quarts, ont emprunté en 1899 la voie de mer. Tandis que l'importation par les frontières terrestres augmentait de 5 p. 100 dans les quinze dernières années, elle a augmenté de 103 p. 100 par la route maritime. Cet énorme accroissement se répartit de façon très inégale entre les divers ports : Dantzig et Kœnigsberg, trop enfoncés dans la Baltique, se développent avec lenteur, malgré l'appoint des blés de la Pologne. Stettin est plus prospère, grâce au trafic de l'alcool, du pétrole, des vins et des conserves. Lübeck, cité déchue, lutte péniblement. Les géants de la nouvelle Hanse, Brême et Hambourg, attirent et centralisent le mouvement aux dépens des cités moins avantageusement situées, ou moins bien outillées.

La ville de Brême ne recevait plus guère de navires, avant la correction de la Weser par l'ingénieur Franzius, et les travaux gigantesques exécutés à Bremerhaven. Mais elle avait gardé des traditions commerciales, une riche et puissante aristocratie d'armateurs et de banquiers. Du moment où les sables du fleuve ne gênèrent plus l'arrivée des grands bâtiments, Brême connut de nouveau des jours prospères. Elle reçut en 1894, 3 262 vaisseaux; en 1899, 8 763, déplaçant 4 864 000 tonnes. Et il ne faudrait pas juger de son activité par le tonnage brut des navires

qui la visitent. Car elle a su se réserver certaines spécialités, en particulier dans les produits coloniaux, qui représentent une valeur considérable sous un petit volume. Aussi son mouvement d'affaires est-il considérable :

(MILLIONS DE MARKS)

	Importations.	Exportations.
	—	—
1895	806	765
1896	821	809
1897	894	852
1898	931	887[1]

La puissante compagnie de navigation *Norddeutscher Lloyd* a son siège à Brême. Elle possédait, à la fin de 1900, 145 navires d'un tonnage brut de 504 000 tonnes. Son capital-actions se montait à 80 millions de marks. Elle n'a, malgré une grande prudence, cessé de distribuer des dividendes de plus en plus élevés : 5 p. 100 en 1897, 7 p. 100 en 1898, 7 1/2 p. 100 en 1899, 8 1/2 p. 100 en 1900. A côté d'elle, la Cie *Hansa* a donné 14 p. 100; les sociétés *Argo*, *Neptune*, la maison *Rickmers* multiplient les relations jusqu'aux ports de Chine, et la navigation sur la Weser accuse de sérieux progrès. Mais la Weser, fleuve d'importance médiocre, n'est pas en relations directes avec les grands foyers de l'activité industrielle. Brême selon une formule connue, manque d'hinterland

1. *Revue d'Économie politique*, mai 1901. — *Moniteur officiel du commerce*, 24 août 1899.

commercial. Aussi est-elle battue, et de loin, par Hambourg.

Hambourg, à l'embouchure de l'Elbe, se trouve au point précis où la navigation fluviale vient se souder à la navigation maritime. Elle préside à la fois à l'expédition des produits fabriqués, à la réception des matières premières et des denrées alimentaires des pays exotiques. Elle est devenue, grâce à sa situation et au percement du canal de Kiel, l'avant-port de la Baltique ; elle a pour clients les États scandinaves et les provinces russes ; elle est la station obligée des navires qui apportent à l'Europe du Nord les grains, les conserves, les machines des États-Unis. Par l'Elbe elle est en relations régulières avec les manufactures saxonnes, silésiennes et même autrichiennes. Prague est aujourd'hui la tête de ligne de cette grande voie fluviale, et dans un prochain avenir, le canal Elbe-Danube prôné par le Sénat hambourgeois ira rejoindre en amont de Vienne la grande artère de la monarchie des Habsbourg. Par là les articles de Vienne et les verres, les bières, les tissus de Bohême, les blés de la Hongrie arriveront aux quais de l'estuaire de l'Elbe : voilà pourquoi Pesth s'est émue, à l'annonce d'un nouveau droit allemand sur les céréales. Le *Mittellandkanal*, le jour où il sera creusé, mettra Hambourg en relations étroites avec les districts charbonniers et métallurgiques de la province rhénane ; les houilles et les fers d'Essen arriveront aux bassins du port fluvial, *Magdeburger*

et *Moldau-Häfen*. Les optimistes déclarent qu'on est à peine au début; ils entrevoient déjà, par voie d'eau et voie de terre, un commerce régulier s'établissant à travers toute l'Europe de la mer du Nord à la mer Noire, un va-et-vient constant de Hambourg à Trieste et à Gênes. L'Allemand s'est insinué dans les chemins de fer suisses, il a poussé à la construction de la *Gothardbahn* ; il espère bien, par là, « étrangler » le commerce du Havre, le trafic de Calais à Marseille. Alors toute l'Europe centrale ne travaillera que pour la plus grande prospérité de Hambourg, et la Venise du Nord trônera, splendide, sur ses lagunes. Elle a confiance dans l'avenir : déjà les plus grands navires qui traversent le canal de Kiel battent pavillon allemand ; et les Hambourgeois déclarent que le percement de l'isthme américain, loin de leur nuire, facilitera leurs relations avec l'autre hémisphère.....

La vieille cité hanséatique, pour entrer dans le Zollverein, a exigé que son port fût un port franc. Grâce à cette générosité calculée, les navires ont afflué dans ses bassins, et les marchandises s'entassèrent dans ses docks :

NAVIRES ENTRÉS A HAMBOURG.

	Navires.	Tonnage.		Navires.	Tonnage.
Moyenne 1871-1880..	5 502	2 206 000	1897..	11 173	6 708 000
— 1881-1890..	7 015	3 870 000	1898..	12 523	7 354 000
1895......	9 443	6 254 000	1899..	13 312	7 766 000
1896......	10 477	6 445 000	1900..	13 103	8 041 000[1]

1. En 1899, Marseille a reçu 6 262 000 tonnes, le Havre 2 917 000, Londres 9 437 000 et Liverpool 7 039 000.

Le mouvement n'est pas moins actif à la sortie.

NAVIRES SORTIS DE HAMBOURG.

	Navires.	Tonnage.		Navires.	Tonnage.
Moyenne 1871-1880..	5 513	2 207 000	1897..	11 293	6 852 000
— 1881-1890..	7 021	3 875 000	1898..	12 532	7 393 000
1895.......	9 446	6 279 000	1899..	13 336	7 779 000
1896.......	10 371	6 300 000	1900..	13 109	8 050 000[1]

Hambourg entend se suffire à elle-même. Elle a sa flotte personnelle qui déjà dépasse en importance toute la flotte française. Cette flotte s'accroît à mesure que le port étend ses services :

NAVIRES IMMATRICULÉS A HAMBOURG.

	Voiliers.	Tonnage.	Vapeurs.	Tonnage.
1er janvier 1899....	296	219 000	392	548 000
— 1900....	286	218 000	437	638 000
— 1901....	307	240 000	486	748 000

Soit, au 1er janvier 1901, un total de 793 navires et 988000 tonnes. A cette date, les chantiers construisaient en outre 30 vapeurs de 166 000 tonnes de registre pour le compte des maisons hambourgeoises. La plus importante de ces compagnies, la *Hamburg-Amerikanische Packetfahrtgesellschaft*, ou par abréviation, la *Hamburg-Amerika Linie*, a été fondée en 1847. Aujourd'hui, son capital-actions monte à 80 millions de marks. Elle rayonne sur tous les points du globe. Dans la seule année 1900, elle a acheté à la Cie *Freitas* le droit d'exploiter les lignes du Brésil et de la Plata, elle a conclu avec

1. Non compris 12 navires de 33 000 tonnes, emportant des hommes ou du matériel pour l'expédition de Chine.

la Cie *Kosmos* un arrangement qui assure un service régulier sur le Pacifique et l'Amérique centrale, organisé deux trajets mensuels directs entre Hambourg et le Mexique, elle a inauguré une ligne de grand cabotage entre Canton, Hong-Kong et Shanghaï. Elle a acheté l'*Atlas Steam Ship C°* de Liverpool, qui desservait New-York et les Antilles. En 1899, sa flotte jaugeait 541 000 tonnes; en 1900 elle comprenait 249 navires d'une capacité de 615 000 tonnes. Elle a transporté cette même année, 166 000 passagers et 3 195 000 mètres cubes de marchandises. Elle doit son succès à la multiplicité de ses lignes et à la rapidité de ses paquebots; elle perfectionne son matériel et n'a plus en service que des navires modernes. Et malgré les sacrifices énormes qu'elle a dû s'imposer, malgré la hausse des matières premières et du charbon, elle a donné en 1900 un dividende de 10 p. 100; elle ne distribuait encore que 6 p. 100 en 1897.

D'ailleurs, la *Hamburg-Amerika* n'émet pas la prétention d'absorber à elle seule toute l'activité du port. Nous venons de la voir s'entendre avec les autres compagnies, pour se partager le commerce du monde : 118 lignes, dont 71 allemandes, unissent Hambourg aux différents points de l'univers. La compagnie hambourgeoise sud-américaine (*Hamburg-Südamerikanische Gesellschaft*) est en relations avec le Brésil et la République Argentine. La Cie *Kosmos* visite les côtes du Pacifique, la Cie *Woermann*, la côte occidentale d'Afrique, la

Deutsche Ost-Afrika Linie dessert la colonie du même nom ; la *Levante Linie* est en rapports avec Constantinople, Smyrne, les Échelles et la Mer Noire ; la *Deutsche Australische Linie*, avec les terres anglo-saxonnes des antipodes. La plus favorisée de la fortune, la Cie *Kosmos*, a pu distribuer à ses actionnaires 15 p. 100 de l'exercice 1900. — Grâce à ces puissants organismes, les arrivages et les départs par mer suivent une progression remarquable :

Valeur du commerce hambourgeois (millions de marks).

	Importations.	Exportations.
	—	—
1895	1 661	1 336
1898	2 014	1 493
1899	1 984	1 606
1900	2 281	1 811

C'est donc un mouvement total de plus de 4 milliards de marks. Et ces chiffres ne comprennent ni les arrivages par voie ferrée, ni ceux par voie fluviale. Pris dans son ensemble le commerce de Hambourg représente une valeur de 6 milliards et demi de marks, ou plus de 7 milliards de francs, la moitié au moins du commerce maritime de l'Empire !

A flots pressés, Hambourg déverse sur le monde les fers bruts et les fers ouvrés, les charbons, les tissus de laine, de coton et de soie, — 576 millions de marks en 1899, pour les seuls objets fabriqués. Elle envoie l'alcool aux pêcheurs norvégiens et aux tribus africaines ; à la Russie, elle expédie les ou-

tils, les vins, les denrées coloniales; elle offre sur tous les marchés le sucre de la Saxe et de la Silésie. L'Angleterre en prend la plus grosse part; et demande aussi des produits manufacturés :

Exportations de Hambourg a destination des ports anglais (millions de marks).

1898	385,2
1899	434,6
1900	495,2

Les États-Unis reçoivent aussi le sucre, les étoffes et confections, la quincaillerie, les jouets :

Exportations de Hambourg aux États-Unis (millions de marks).

1898	149,5
1899	165,6
1900	221

L'Amérique du Sud prend les articles industriels, les machines, la verrerie et les meubles — 175 millions en 1899. Hambourg distribue les matières tinctoriales et les vins de France, que ses usines produisent avec un égal succès, les cuirs, les peaux, les céramiques, les pianos et orgues de Barbarie. Elle ne néglige pas, à l'occasion, de fournir aux Soudanais des fusils réformés et des cartouches avariées, qui leur permettront de mieux résister à d'autres nations européennes.....

A l'importation figurent pour moitié les matières premières; et les objets d'alimentation composent les trois quarts de l'autre moitié. La Russie apporte les blés de l'Ukraine et le naphte de Bakou. L'Angleterre a su conserver une clientèle aux charbons

de Cardiff, aux minerais des Midlands, aux toiles et lainages du Lancashire :

IMPORTATIONS ANGLAISES A HAMBOURG (MILLIONS DE MARKS).

1898	406,8
1899	420,8
1900	454,8

La grande république américaine expédie les céréales, les viandes, les métaux, le coton, le pétrole :

IMPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS A HAMBOURG (MILLIONS DE MARKS).

1898	423,2
1899	464
1900	483

L'Amérique espagnole envoie les grains, les laines, le café, les épices — pour 327 millions de marks en 1899. Le Chili donne ses nitrates. Les Indes anglaises fournissent le coton et le jute, — 147 millions de marks. Hambourg distribue la pâture à l'industrie nationale — 147 millions de minerais — 247 de matières textiles. Elle fournit au peuple allemand les produits alimentaires — 631 millions dont 175 de céréales, les épices, les viandes gelées ou en conserves, le tabac dont le *Herr Professor* bourrera son immense pipe. Elle ne peut que gagner au développement de la population : autant d'enfants, autant de bouches de plus à nourrir, autant de bras de plus à occuper.

Et elle considère, non sans fierté, son port immense, ses quatorze bassins d'une superficie de 137 hectares, ses 17 kilomètres de quais, ses

143 kilomètres de lignes ferrées. Le recensement de 1900 lui attribue 706000 habitants, et le faubourg d'Altona y joint ses 160000 âmes. La navigation maritime exige 16000 personnes, la navigation de l'Elbe près de 7000; 6000 autres gagnent leur pain dans l'industrie, les constructions maritimes, sans parler des ouvriers occupés par les établissements qui, dans l'enceinte soustraite aux recherches de la douane, manipulent, falsifient et sophistiquent. 300 millions de marks ont disparu dans les travaux d'aménagement et d'agrandissement du port, dans les améliorations du fleuve. Mais, de 1891 à 1895, la moyenne des arrivages par l'intérieur n'était que de 13000 navires, et le bassin de la Moldau a reçu en 1900, 18740 bateaux fluviaux jaugeant 4584000 tonnes. Hambourg se sert de l'Elbe comme d'un gigantesque tuyau d'aspiration, appelle et attire, d'un courant irrésistible, les produits de l'Allemagne industrielle et de l'Allemagne agricole. Plus loin encore, la Pologne, la Bohême, privées de débouchés vers la mer, trouvent déjà leur profit à emprunter cette route. De 1875 à 1895, la navigation de l'Elbe entre la frontière autrichienne et Hambourg a passé de 720000 tonnes à 3180000. Voici que les marchandises russes, hongroises, s'emmagasinent aux docks et aux hangars de la première place commerciale du continent[1].

[1]. Consulter, sur le port de Hambourg : les innombrables rapports de M. Eugène Cor, consul général de France, entre

III

L'Allemagne et les grandes puissances commerciales.

« Notre écrasante supériorité commerciale et industrielle n'est plus le fait assuré qu'elle était jadis. Le bon vieux temps est loin. Par suite des progrès accomplis par les autres nations, nous nous trouvons en présence d'une situation toute nouvelle. Si nous voulons conserver la place de la nation la plus commerçante du monde, nous aurons une lutte difficile à soutenir [1]. »

Au premier rang des progrès accomplis par les autres nations, l'attaché anglais plaçait déjà l'extension énorme du commerce de l'Allemagne. Son livre parut en 1897. Quelques années après, sa défiance se serait changée en découragement. Le nouvel Empire avait eu, pour ses débuts, à parcourir une route hérissée d'obstacles. La période 1890-1895 ne fut en réalité que la préface de l'élan prodigieux des années qui suivirent. La pros-

autres : 11 nov. 1897, 18 août 1898, 5 oct. 1899, 14 janv. 1900, 14 mars et 25 avril 1901, 31 oct. 1901, suppl. 63; divers articles de l'*Export*, en particulier 11 avril 1901. — *Monde économique*, 7 sept. 1901. — *The Economist*, 1er janvier 1901. — *Revue d'Économie politique*, mai 1901. — Paul de Rousiers, *Le port de Hambourg* (*Revue de Paris*, 15 oct. 1900), etc.

1. W. H. S. Gastrell, attaché commercial à l'ambassade d'Angleterre à Berlin : *Our trade in the World in relation to foreign competition, 1885 to 1895*, introduction.

périté de l'Allemagne, les statistiques en font foi, prit son véritable essor en 1895 :

COMMERCE SPÉCIAL DE L'ALLEMAGNE (MILLIONS DE MARKS).

	Importations.	Exportations.
	—	—
1890	4 272	3 409
1891	4 403	3 339
1892	4 227	3 150
1893	4 134	3 244
1894	4 285	3 055
1895	4 246	3 422
1896	4 557	3 753
1897	4 832	3 816
1898	5 440	4 011
1899	5 784	4 368
1900	5 833	4 555 [1]

Ces chiffres sont éloquents. Ils le deviennent plus encore, si on les rapproche du mouvement d'affaires des autres grandes puissances commerciales.

MOUVEMENT TOTAL DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (MILLIONS DE MARKS).

	1890	1895	1899
	—	—	—
Angleterre	12 656	11 913	13 988
États-Unis	6 812	6 347	7 855
France	6 634	5 745	6 574
Allemagne	7 442	7 438	9 690 [2]

L'Allemagne, qui en 1871 se tenait modestement au quatrième rang, se carre aujourd'hui au second, bien que serrée de près par la république américaine. Ce progrès, elle le doit sans doute à l'énorme

1. *Moniteur officiel du commerce*, 26 sept. 1901.
2. *Économiste français*, 19 janv. 1901.

accroissement de ses importations. Mais cet accroissement lui-même provient surtout de l'apport des matières premières réclamées par l'industrie et des produits alimentaires indispensables aux sept millions de bouches que l'Allemagne a gagnés depuis dix ans. Les exportations, d'autre part, ne sont pas demeurées stationnaires : elles se sont élevées de près de 1 200 millions de marks. Et cet essor demeure un cas unique parmi les États européens. L'Angleterre elle-même, malgré tous ses efforts, n'est parvenue en 1900 qu'à rattraper son chiffre d'exportations de 1892 : 5 820 millions de marks, ou 291 millions de livres sterling. Tandis que les autres reculaient ou maintenaient leurs positions avec peine, l'Allemand avançait, occupait les places évacuées, poussait sa pointe jusque sur les domaines que l'Anglo-Saxon, le Slave ou le Latin croyaient à jamais préservés de ses atteintes. Chez les États d'Europe comme auprès des peuplades africaines; en Extrême-Orient, et aux archipels océaniens; aux États-Unis, et chez les républiques sud-américaines, il préparait, avec une patience incomparable et une silencieuse ténacité, la mainmise sur tous les marchés économiques.

IV

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. — Enchevêtrement de leurs intérêts économiques. — Les États satellites : Hollande, Belgique, Suisse.

Il semble bien que les intérêts économiques, comme les sympathies politiques, relient étroitement la monarchie autrichienne à sa puissante voisine. L'Autriche-Hongrie considère avec raison l'Allemagne comme sa meilleure cliente. Le commerce allemand représente 37 p. 100 à l'entrée, 48 p. 100 à la sortie, du mouvement total aux frontières autrichiennes. Le développement des relations s'est trouvé favorisé par la mise en vigueur du traité de commerce de 1891.

Commerce austro-allemand (millions de marks).

	Importations d'Autriche-Hongrie en Allemagne.	Exportations d'Allemagne en Autriche-Hongrie.
1891	568	831
1896	578	477
1897	600	435
1898	661	453
1899	730	466
1900	724	510

L'Austro-Hongrie donne donc plus qu'elle ne reçoit. Elle manque de débouchés. Trieste et les Balkans ne suffisent pas à son industrie en progrès. Elle a conquis en effet une place honorable entre les grandes nations productrices. Pourtant

de grosses charges pèsent sur elle; son système protecteur, qui selon les uns la défend, la gêne selon les autres; les impôts sont lourds [1], l'agitation et les querelles de races paralysent la confiance et le crédit. Aussi les prix de revient demeurent plus élevés qu'en Allemagne; les tarifs de chemins de fer semblent moins bien combinés, ou si l'on veut, l'Allemagne, par des mesures adroites, oblige presque son alliée de recourir à elle, et une bonne part des produits autrichiens figurent en transit dans les statistiques de Berlin. Elle accorde des barêmes spéciaux à destination de ses ports : la Bohême trouve profit à expédier par Hambourg ses sucres, ses bières, ses verres et ses machines. En Moravie, les fabricants de meubles, qui travaillent presque exclusivement pour la France et la Suisse, expédient par le même port, viâ Oderberg, leurs marchandises emballées. D'autre part, les lignites de Styrie trouvent toujours preneur sur le marché allemand, et leur consommation ne cesse de s'accroître.

EXPORTATIONS DE LIGNITES EN ALLEMAGNE (MILLIONS DE TONNES).

1897......	8,1	1898......	8,35	1899......	8,66

L'Autriche est un pays industriel; mais la Hongrie est un pays agricole. Aussi les céréales, viandes et autres produits alimentaires constituent un appoint important pour l'exportation de la monar-

1. Enquête de l'*Œsterreischischer Ungarischer Exportverein*, 1898.

chie. La moyenne des années 1896 à 1900 donne en millions de couronnes, pour les principales branches du trafic :

	Exportations d'Autriche-Hongrie en Allemagne.	Importations d'Allemagne en Autriche-Hongrie.
	—	—
Produits agricoles et forestiers	444	141
Mines et métaux	101	120
Industrie	270	308

L'Allemagne tire de l'Autriche-Hongrie une partie de ses subsistances, et lui expédie en revanche des produits manufacturés que leur bas prix fait préférer aux similaires indigènes. Et comme les houillères d'Ostrau et de Kauvin ne peuvent répondre aux demandes de toutes les usines, les charbons de la Silésie et de la Ruhr viennent combler la différence : leur importation a monté de 3 900 000 tonnes en 1891, à 8 660 000 en 1899 [1].

Les Allemands se plaisent à dire parfois : L'Autriche est une annexe commerciale de l'Allemagne. A tout le moins peut-on affirmer que les intérêts des deux pays sont si bien enchevêtrés, qu'une rupture serait douloureuse. Mais, loin qu'il s'agisse de rupture, il n'est bruit que d'un rapprochement plus intime. La question douanière est à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas encore d'une fusion com-

1. *Moniteur officiel du commerce,* 31 mai 1900, 7 février, 6 mai 1901. — *Économiste français,* 28 oct. 1899, 7 sept. 1901. — *Han'elsmuseum,* 20 juin 1901. — *Deutsches Handels Archiv,* fév. 1901.

plète, d'une suppression de taxes à laquelle ne consentiraient ni les industriels qu'elles protègent, ni les ministres des finances qui s'en servent pour équilibrer leurs budgets. Les plus hardis novateurs ne proposent que des mesures progressives, une évolution prudente, qui débuterait, à petit bruit, par une simple entente administrative au sujet des barêmes de transports, par chemins de fer ou par voie fluviale. Force est bien de ménager l'opinion européenne, déjà inquiète et jalouse; force est aussi de ménager les intérêts protectionnistes, si puissants en Autriche. Le professeur Grünzel s'est fait leur porte-voix; dans un rapport à la Société d'Économie politique de Vienne, il a déclaré que jamais l'industrie autrichienne ne saurait admettre « l'entrée libre », sauf pour les articles que la monarchie ne produit pas elle-même. Tous, en revanche, s'accordent à reconnaître que l'Allemagne représente le véritable débouché économique des pays autrichiens. Le professeur Philippovitch écrivait naguère dans un grand journal de Vienne : « Deux carrières s'ouvrent à notre industrie, l'une vers l'Orient, qui est pauvre, l'autre vers l'Occident, qui est riche. L'Allemagne est le marché naturel de nos produits... L'union douanière aurait pour résultats de tenir ouvertes nos fenêtres sur le Nord. Or, nous avons bien aussi des fenêtres sur la Pologne et la Hongrie, mais elles donnent sur des cours; seules, les fenêtres sur l'Allemagne laissent passer

la lumière; *ins Licht führt das Fenster nach Deutschland* [1]. »

On agite donc la question de « soudure » entre les réseaux allemands-autrichiens ; on travaille à relier le Danube aux trois grands fleuves germaniques, au Rhin, à l'Elbe, à l'Oder. Le canal Louis, entre Mein et Danube, ne suffit plus au trafic actuel ; on parle de l'approfondir et de le doubler d'une autre voie. Un projet adopté par le Reichsrat décrète la construction du canal du Danube à l'Elbe, en utilisant le cours de la Moldau ; le canal Danube-Oder empruntera la March ou le Vág, et sera lui-même raccordé à l'Elbe supérieur par un canal latéral. Les fonds seront fournis par un emprunt, et le gouvernement de Vienne pourra affecter à ces travaux 250 millions de couronnes jusqu'en 1912 [2]. Ainsi sera complété le système qui rattachera de façon indissoluble la barque du Habsbourg au flanc du grand navire qui porte Hohenzollern et sa fortune. Alors l'industrie allemande, qui souffre déjà d'engorgement, trouverait un marché capable de consommer tous les produits que l'Angleterre, les États-Unis, la Russie ne suffisent pas à absorber. L'Autriche, de son côté, verrait s'ouvrir toute grande la porte sur le Nord ; Stettin, Hambourg, Brême, Rotterdam répandraient sur l'univers le flot des marchandises austro-allemandes. Il n'est pas encore question dans

1. *Neue Freie Presse*, 3 décembre 1899.
2. *Questions diplomatiques et coloniales*, 1er juillet 1901. — *Handelsmuseum*, 2 mai 1901.

la pratique de l'énorme Zollverein, qui, des Portes de Fer à l'embouchure du Rhin, des Vosges à la Bessarabie, engloberait 1 322 000 kilomètres carrés et 110 millions de clients; il ne s'agit, pour le présent, que d'une modeste convention qui supprimerait la limite douanière entre l'empire allemand et certaines provinces limitrophes, Bohême, Haute et Basse-Autriche, Tyrol. « Suppression sans plus d'importance, dit-on aux étrangers, que celle de l'octroi de Paris. » Le clan des pangermanistes a ici derrière lui toute une réserve d'industriels dont l'intérêt est en jeu, et qui ont applaudi à ces paroles de l'Empereur Guillaume II : « L'entente avec le plus puissant des États germaniques sera dans l'avenir d'une grande utilité pour les efforts communs des deux peuples sur le marché du monde, où ils pourront se faire une concurrence amicale sans aucun choc hostile [1]. »

Tous ces projets se heurtent à des difficultés pratiques. Quelle forme pourrait revêtir le traité, et quelles concessions réciproques pourrait-il emporter? Comment concilier les vœux du commerce et l'indépendance des peuples? Le congrès de Cassel a proposé en 1899 d'établir l'union douanière avec un Parlement commun qui connaîtrait les seules questions de tarifs et de transports, et siégerait alternativement dans chaque capitale : comment recruter ce Parlement? com-

1. A Barmen, 24 oct. 1900.

ment, surtout, définir ses attributions? Les intérêts économiques d'une nation s'enlacent à ses intérêts politiques. Comment empêcher les frottements et éviter les chocs? Il n'en est guère qu'un moyen : c'est que l'un des conjoints prenne le pas sur l'autre et que Berlin dicte sa volonté à Vienne. Cette *Zollcommission* dont parle M. Grünzel [1] n'aurait d'abord pour compétence que la conclusion des traités de commerce, l'élaboration de tarifs, non pas identiques, mais établis sur le même type (*Zollschema*). Insensiblement, une telle assemblée se trouverait fatalement conduite à une série d'interventions dans les lois financières, commerciales, et même sociales; elle deviendrait, en réalité, le Parlement unique et tout-puissant dont Reischstag et Reichsrat ne seraient plus que des ombres.....

La perspective n'est pas pour déplaire à Berlin. Une telle entente marquerait le premier pas vers l'union complète. Trois étapes jalonnent la route, et les Allemands les prévoient de loin : traité de commerce, entente douanière, fusion politique. La mainmise économique serait le prélude de l'annexion, et l'héritier des Habsbourg, pour tout ou partie de ses domaines, tomberait dans la dépendance de l'Allemagne. Et le jour où serait constitué ce formidable Empire, d'autres domaines plus

. *Handelspolitische Beziehungen Deutschlands und Oesterreichs* (ir *Handelsmuseum*, 22 août 1901).

petits, entraînés par son attraction irrésistible, viendraient se fondre dans sa masse. La Hollande, par le mariage de sa reine, a resserré les liens qui la rattachent à sa puissante voisine. L'Empereur Guillaume II a évoqué devant la jeune souveraine, lors de son voyage à Berlin, les souvenirs communs des maisons de Brandebourg et d'Orange : « Ce n'est pas en étrangère que V. M. doit être accueillie dans ce palais : elle doit être reçue sur le sol prussien comme un membre de ma famille. » Par certaines affinités de race, le peuple hollandais se rapproche de la nation allemande; par la situation géographique, le royaume des Pays-Bas n'est que le prolongement de l'Empire; il est aussi merveilleusement placé pour servir d'entrepôt aux exportations qui préfèrent éviter le détour de Brême ou de Hambourg. C'est par la Hollande, sans doute, que commencerait un jour l'œuvre de conquête, c'est par elle, en attendant, que se poursuit, avec le plus de méthode et d'ardeur, l'œuvre d'expansion. Rotterdam avec ses trente mille Allemands, ses innombrables maisons à l'étiquette néerlandaise, mais au personnel germanique, agrandit son port et creuse des bassins pour recevoir les bateaux du Rhin; elle est de plus en plus enchaînée à la fortune de l'industrie allemande. Le Hollandais accueille à bras ouverts le touriste français égaré dans ses musées; il est fier de lui montrer, dans son intérieur, les meubles, les « articles de Paris »; meubles, draperies, produits

fabriqués de tout ordre arrivent de l'est et non du sud :

IMPORTATIONS ALLEMANDES EN HOLLANDE (MILLIONS DE MARKS).

1893................	240	1897................	263
1894................	245	1898................	280
1895................	244	1899................	327
1896................	262	1900................	395

Anvers n'est pas, comme Rotterdam, la porte de la vallée rhénane; mais sa position et l'importance de son trafic font d'elle une des premières places économiques et stratégiques de l'Europe. Avec la même méthode, l'invincible Allemand a entrepris la conquête d'*Antverpia Virginata*; il devient chaque jour plus entreprenant, il s'impose après s'être insinué. Il siège à la Chambre de commerce, entretient dans la ville une colonie nombreuse, bien organisée, dont les chefs reconnus sont des agents politiques non moins que des hommes d'affaires. Le mouvement du port s'alimente en grande partie de navires et de produits allemands. Anvers a reçu, en 1899, 10 772 navires, sur lesquels 894 allemands et 125 français [1]. Toute la Belgique est travaillée par des émissaires qui revendiquent la parenté des Germains et des Flamands, profitent habilement des rivalités de ceux-ci avec les Wallons. Un ancien officier, professeur de langue allemande à Bruxelles et à Gand, le baron de Ziegesar, a fondé la société *Germania*, vouée à la propagande du Deutschtum, qui publie une revue en allemand

1. Rapports de M. Carteron, consul général de France : 9 mars 1899, 1er février 1900, 28 mars 1901, 9 mai 1901.

et en flamand. L'Alldeutscher Verband a soutenu le fondateur de ses conseils et de ses deniers; elle a déposé sur sa tombe, en mai 1901, une couronne avec cette inscription : « Au brave pionnier de la Marche de l'Ouest, « *dem tapferen Vorkämpfer in der Westmark* ». La Belgique n'est pas encore « la Marche de l'Ouest » ; mais déjà elle tend à devenir une annexe commerciale. Elle envoie, par ses canaux et ses chemins de fer, les matières premières, les produits végétaux, les grains, aux usines de la Ruhr et d'Aix-la-Chapelle, aux *Kornhäuser* de Mannheim et de Bavière.

Exportations de Belgique en Allemagne (millions de marks).

1896............	175	1898............	201
1897............	186	1899............	246

L'activité intense de l'industrie belge rend plus malaisée la tâche des importateurs allemands. Leurs progrès sont néanmoins sensibles. Gand se plaint de la concurrence de München-Gladbach : Liège se défend mal contre Essen et Solingen :

Importations allemandes en Belgique (millions de marks).

1896............	168	1898............	187
1897............	189	1899............	207

En l'année 1900, l'équilibre est renversé : les exportations belges en Allemagne fléchissent de 59 millions, les expéditions d'Allemagne en Belgique augmentent de 31 millions [1]. Des bruits malveillants ont couru sur une prétendue occupation

1. *Moniteur officiel du commerce*, 15 février, 31 mai 1900, 3 janvier 1901.

de la Belgique par les troupes françaises : serait-ce pour détourner l'attention de cette victorieuse campagne économique, *wirtschaftlischer Feldzug?*

La Suisse offre aussi l'exemple d'un État où la nationalité ne coïncide pas avec la race. Elle compte des Italiens, elle compte surtout des Alllemands, que leurs intérêts et leurs sympathies portent vers le grand Empire. L'histoire politique et même intellectuelle de la Suisse reflète ces deux tendances ; le romancier zurichois Ferdinand Meyer a flotté toute sa vie entre la civilisation latine et la culture germanique. Mais l'Helvétie, riche et industrieuse, préfère les réalités palpables aux viandes creuses du sentiment. La guerre douanière avec la France a porté un coup funeste aux relations des deux pays; pendant que nous nous entêtions dans un protectionnisme aveugle, l'Allemand arrivait et s'installait dans la place. Lorsque le bon accord se fut rétabli entre Paris et Berne, l'ennemi était solidement retranché. Il s'est glissé dans l'administration des chemins de fer, et le transit de Hambourg à Trieste ou à Gênes par la voie du Gothard enrichit les lignes suisses aux dépens de la compagnie française Paris-Lyon-Méditerranée. Métaux, houilles, produits chimiques, vêtements et étoffes, arrivent et chassent devant eux les similaires français :

Importations allemandes en Suisse (millions de marks).

1896................	243	1898................	255
1897................	254	1899................	284

La Suisse, de son côté, trouve en Allemagne un excellent marché pour ses montres, les produits de l'industrie de Winterthur et de Zurich, les bestiaux et les fromages :

EXPORTATIONS DE SUISSE EN ALLEMAGNE (MILLIONS DE MARKS).

1896	146	1898	173
1897	158	1899	176[1]

Enfin, en 1900, les exportations suisses en Allemage se chiffrent par 201 millions de francs, les importations allemandes en Suisse par 350 millions. Aussi le commerce suisse a-t-il jeté les hauts cris au nouveau projet de tarif allemand. Mais le remède était tout près, et il s'est trouvé un médecin pour le formuler. La *Zürchner Zeitung* a tout crûment proposé la signature de l'union douanière germano-helvétique. L'article du journal, dans lequel on crut reconnaître une main allemande, invoquait, avec une extrême habileté, l'exemple du Luxembourg, « que sa participation au Zollverein n'a pas empêché de rester indépendant et neutre »[2].

Ce n'est qu'un ballon d'essai. Arrivera-t-il à son but le jour où le vent lui sera favorable?

1. *Deutsches Handels-Archiv*, janvier 1901. — *Moniteur officiel du commerce*, 29 août 1901.
2. *Handelsmuseum*, 22 février 1900.

V

L'influence allemande en Europe : Russie, Scandinavie, Angleterre, France, Espagne, Italie, États des Balkans, Turquie.

Depuis les temps de Pierre et de Catherine, l'Allemand a pénétré en Russie. Il servit aux tsars à dresser les recrues, à dégrossir le peuple encore barbare. Il vint, officier, fonctionnaire, chef d'industrie, parfois simple cultivateur. Et il ne s'est jamais retiré. Ses fils encombrent la Cour, les états-majors, les administrations. Ils ont donné à la Russie un contingent d'hommes de guerre et d'hommes d'État, de Todleben à M. de Giers. Dans certaines provinces, ils sont constitués en groupes compacts, véritables colonies qui conservent le souvenir de leur origine. On nomme parfois les provinces baltiques : provinces allemandes de la Russie. L'élément germanique y forme une aristocratie superposée aux pauvres paysans d'Esthonie, de Livonie ou de Courlande. Sur la Volga, des essaims allemands vinrent autrefois se fixer, attirés alors par des privilèges et des exemptions d'impôts. D'autres poussèrent jusqu'à la Bessarabie, jusqu'à la Crimée. Mais la plupart n'alla pas si loin, s'établit aux terres polonaises et s'y multiplia. Il y avait naguère, dans l'ancien royaume, interdiction aux Polonais et aux juifs d'acheter des terres. Les

Russes n'avaient que rarement les moyens d'en acquérir; les Allemands en ont profité, jusqu'au jour où de sérieuses entraves furent mises à cette invasion dangereuse. Et cependant à l'heure actuelle ils possèdent dans la seule province de Varsovie plus de 13 000 immeubles, estimés à 420 millions de roubles ou 1 175 millions de francs. Techniciens, ingénieurs, contremaîtres sont venus de l'ouest pour diriger les ouvriers de Sosnovice, de Kalisch et de Lodz. Pour se soustraire à la gêne des tarifs douaniers, un grand nombre de maisons allemandes fondèrent des succursales en territoire russe; toute la Pologne s'émailla de noms germaniques, se hérissa d'usines électriques, de fabriques de matières colorantes, de verreries et papeteries construites avec des capitaux allemands, conduites par des élèves des *Polytechnica* de Charlottenburg et de Stuttgart. 450 000 Allemands se sont infiltrés ainsi au cœur de la Pologne, et ils y possèdent l'influence que donne la richesse; le Russe ne conserve que l'autorité de la force.

Le Slave et le Germain se détestent. Les gouvernements de Berlin et de Pétersbourg n'en doivent pas moins marcher souvent de connivence, sinon de concert. Les peuples non plus ne sauraient se passer l'un de l'autre. La Russie, avec son industrie naissante, a besoin des importations allemandes. L'Allemagne, avec son agriculture en décadence, réclame à grands cris les blés russes. Une convention commerciale est venue en 1894

régulariser les rapports des deux pays, et elle leur fut également profitable :

EXPORTATIONS RUSSES EN ALLEMAGNE (MILLIONS DE MARKS).

1896	568	1899	708
1897	634	1900	716
1898	701		

IMPORTATIONS ALLEMANDES EN RUSSIE.

1896	364	1899	437
1897	372	1900	365
1898	440		

L'année 1900 a cependant été mauvaise pour le commerce allemand. La crise que traverse la Russie est venue enrayer subitement le mouvement des affaires. Mais il ne faut pas oublier les nombreuses maisons allemandes établies en Russie, et dont les produits sont classés comme russes par les statistiques officielles. Les machines, les fers bruts et ouvrés, ont vu de ce chef leur clientèle slave se restreindre, tandis que les blés d'Ukraine et les bois de la Vistule continuent à franchir la frontière : l'Allemagne a reçu en 1898, pour 341 millions de marks de céréales, pour 124 d'essences forestières[1]. La Russie figure au premier rang de ses fournisseurs, et se voit condamnée à demeurer à la fois en relations amicales avec la France alliée, qui lui offre généreusement ses milliards et ne lui vend que pour un chiffre dérisoire, et en bons termes avec sa puissante voisine de l'ouest qu'elle n'aime guère,

1. *Moniteur officiel du commerce*, 1er fév. 1900, 16 mai 1901. — *Revue de statistique*, 25 août 1901. — *Monde économique*, 6 avril 1901.

mais dont la rapprochent tant d'intérêts économiques.

La France trouve aussi des sympathies dans les États scandinaves. Un Bernadotte règne en Suède. Il vient à Paris se faire acclamer, mais ses sujets font leurs commandes en Allemagne :

Importations allemandes en Suède (millions de marks).

1896	78	1898	107
1897	93	1899	136

Hambourg est le marché où se fournissent les Suédois et les Norvégiens. Ils y viennent chercher sucre, alcools, vins, épices, bières, machines, tissus et vêtements. Le commerce anglais, qui naguère jouissait dans ces pays d'un véritable monopole, se défend avec peine contre cette marée montante. La part de la France est et demeure minime. « Nous venons de manquer une affaire superbe, écrivait dernièrement un consul français : la fourniture de l'artillerie norvégienne. Le Creusot eût sans doute obtenu la préférence sur Armstrong, Cockerill et Krupp; mais notre grande maison française n'a pas daigné se mettre sur les rangs, et jamais notre attaché militaire pour les trois royaumes scandinaves n'a daigné assister aux manœuvres norvégiennes. » Un représentant de commerce français est une curiosité dans ces contrées. En revanche, les Allemands y ont fondé un grand nombre de maisons, dont les chefs, naturalisés suédois ou norvégiens, se comportent en bons Scandinaves, mais

ont gardé de leur origine des goûts et des sympathies indélébiles, se réunissent pour célébrer la fête de l'Empereur Guillaume ou l'anniversaire du maréchal de Moltke.....

En Danemark, la proximité favorise leurs envahissements. On conserve encore à Copenhague, le souvenir amer de Düppel, on redoute de nouvelles entreprises allemandes, et le Slesvig n'a pas oublié sa nationalité. Tout cela n'empêche pas l'Allemagne d'occuper la première place à l'importation :

Importations allemandes en Danemark (millions de marks).

1896	97	1898	120
1897	107	1899	125

Ce sont les Allemands qui éveillent à l'industrie ce pays encore jadis exclusivement agricole. Ils ont créé des fonderies, des manufactures et des verreries. Ils lui prennent, en retour, des céréales et des viandes, des cuirs et peaux, les chevaux du Jutland, les poissons de Seeland et de Bornholm. Ils profitent de la remarquable culture de ce peuple et de la diffusion de l'instruction pour prôner la solidarité entre l'avenir du Danemark et les destinées de la Germanie, pour accoutumer les esprits à l'idée d'un rapprochement (*Anbahnung*) qui permettrait à la marine allemande de fermer aux Russes, aux Français, voire aux Anglais, les portes la Baltique.

Battus sur les marchés extérieurs, les Anglais ne

se sentent guère plus en sûreté chez eux. Edwin William dénonçait, en 1896, l'invasion de la Grande-Bretagne par les produits *made in Germany*, et la place occupée dans le commerce par les *clerks*, sobres, rangés et peu exigeants, qui se chargent de la correspondance étrangère dans tous les Offices de Londres et de Manchester, et poursuivent pour leur propre compte des études parfois indiscrètes. Ils ne manquent pas non plus de « pousser leurs marchandises » auprès de la clientèle britannique, et ils y réussissent : leur souplesse, leur habileté à servir le consommateur selon ses goûts, leur valent des succès que ne récolte pas la morgue britannique :

	Importations d'Allemagne en Angleterre.	Exportations d'Angleterre en Allemagne.
	—	—
1896	[1] 715	647
1897	701	661
1898	803	825
1899	851	777
1900	912	840

La balance penche du côté de l'Allemagne. On comprend la perplexité de John Bull, lorsqu'il aperçoit cette fissure dans le bloc de sa toute-puissance. Pour se consoler, il fait remarquer que les colonies de la Couronne se défendent mieux que lui-même. Elles envoient plus à l'Allemagne qu'elles ne lui demandent :

1. *Moniteur du commerce*, 16 mai 1901. — *Export*, 21 février 1901. — *Contemporary Review*, mai 1901.

COMMERCE ALLEMAND AVEC LES COLONIES DE LA COURONNE (MILLIONS DE MARKS).

	Exportation.	Importation.
1897	117	343
1898	138	366
1899	130	422

Encore ne faudrait-il pas triompher trop bruyamment de ces chiffres[1]. D'abord, l'Angleterre se trouve être, à son insu, la complice de sa rivale, car elle réexpédie à ses colonies une part de ce qu'elle reçoit directement de Hambourg et de Brême; les calculs les plus rigoureux estiment à 40 millions de marks la valeur annuelle de cette réexportation. De plus, ce qui vient d'Allemagne ne représente pas le total de l'exportation allemande. Une fraction de celle-ci passe, nous l'avons vu, par Anvers et Rotterdam. Aussi beaucoup de statistiques anglaises confondent sous une même rubrique les articles en provenance de l'Empire allemand, de la Belgique et de la Hollande. Précaution judicieuse : l'Allemand, lorsqu'il le faut, n'hésite pas à déguiser son visage et sa voix.

Le masque est utile en Angleterre; il devient indispensable, dès que l'on veut traverser les Vosges. Le chauvinisme gaulois est plus bruyant, sans doute, que dangereux ; mais à quoi bon irriter des susceptibilités en train de s'assoupir? Toutes

1. Paul Arndt, *Die Handelsbeziehungen Deutschlands zu England und den Englischen Kolonien*, 1899.

les précautions seront donc prises pour ne pas laisser voir le bout de l'oreille. Paris renferme une nombreuse famille germanique, répandue dans toutes les classes de la société, riches financiers et boursiers, employés de commerce, ouvriers ébénistes, maîtres d'hôtel, patrons de brasseries, garçons de restaurant, institutrices, bonnes d'enfants attentives et femmes galantes sentimentales : tous mettent au service de l'industrie allemande leurs aptitudes et leurs relations. Ils indiquent aux fabricants de la Thuringe les secrets de l'article de Paris, aux lithographes de Leipzig le nom de l'homme du jour ou de l'actrice à la mode; ils expédient aux maisons saxonnes et silésiennes des échantillons de tissus et de dentelles, à Berlin les derniers modèles des grands couturiers. L'article français est encore là-bas le préféré des classes riches, et les exportateurs allemands s'essoufflent à rattraper leur retard. Les voici qui regagnent du terrain :

Commerce franco-allemand (millions de marks).

	Importations de France en Allemagne.	Exportations d'Allemagne en France.
1894	211	187
1895	223	202
1896	229	201
1897	242	209
1898	261	205
1899	298	216
1900	302	276 [1]

1. *Moniteur officiel du commerce*, 31 mai 1900. — *Économiste français*, 7 sept. 1901.

Car nos voisins sont à l'affût, prompts à profiter des Fachodas qui font dévier les haines nationales, habiles à exploiter la légèreté gauloise. Ils s'insinuent à petit bruit dans nos établissements commerciaux, fondent de grands bazars qui établissent des succursales dans les villes de nos départements. Ils ont conquis l'une des premières places dans la finance parisienne, et visent à étendre partout leur influence. Un nouvel accès de snobisme leur a rendu la tâche plus aisée. Ils acceptèrent avec joie l'invitation de venir étaler leurs produits à l'Exposition de 1900, ils ont tiré bon profit de la générosité du jury et de l'engouement du public. Berlin et Paris sont désormais en coquetterie réglée. Les Académies fêtent Mommsen et le monde savant adresse ses félicitations à Virchow : en retour le buste de Victor Hugo est couronné solennellement aux théâtres allemands. L'Opéra hésita longtemps à monter les œuvres de Wagner : aujourd'hui, toutes les scènes de la capitale s'adressent aux musiciens et aux dramaturges d'outre-Rhin. Une assistance choisie applaudit Agnès Sorma et Marie Barkany, écoute avec recueillement *Haensel et Gretel*, le *Voiturier Henschel* ou l'*Honneur*. Les étudiants de Berlin et de Leipzig projettent de venir donner des représentations et fraterniser avec la jeunesse française..... Cependant, les fabricants d'articles de Paris ne peuvent résister à la concurrence germanique, et nos grandes compagnies de chemins de fer commandent leurs locomotives à Munich.

Fachoda n'était qu'une humiliation. Manille et Santiago furent des désastres. Ils laissèrent l'Espagne amputée, meurtrie, avec un budget en déficit, un change déplorable et un crédit ébranlé. Là encore l'Allemand s'est prévalu de certains murmures compatissants, de quelques encouragements timides qui provoquèrent tant de fureur chez les Transatlantiques. L'Espagnol ne les a pas oubliés, mais il apprécie surtout le bas prix des articles qu'on lui offre, leur apparence brillante qui flatte sa vanité. C'est donc le manufacturier germanique qui fournira les mantilles des señoras, au besoin même les broderies du toréador. A la faveur d'un traité de commerce avantageux, l'Allemand trouve moyen d'écouler à petit bruit sa quincaillerie, ses cuirs, sa papeterie, sa parfumerie :

Importations allemandes en Espagne (millions de pesetas).

1896.................	44	1898.................	44
1897.................	52	1899.................	64

La pauvre Espagne, de son côté, adresse en paiement les fruits de son sol, les oranges d'Andalousie, et la substance de ses entrailles, les minerais de Bilbao; en tout, 9 millions de pesetas en 1896, 25 millions en 1899.

Cependant, des concurrents opiniâtres n'abandonnent pas la place. La grande sœur française a envoyé, en 1899, pour 157 millions de ses produits, l'Angleterre pour 247. Le *Kaufmann* ne se décou-

rage pas néanmoins. Il met en œuvre tout l'arsenal de ses séductions pour utiliser le relèvement actuel du pays. Il fait au Castillan et à l'Andalou la politesse de leur parler dans leur propre langue; il leur envoie des circulaires et des catalogues en espagnol, il leur accorde des délais et des facilités de paiement. Au besoin, il affuble sa marchandise d'une étiquette qui transforme le vin de Hambourg en champagne et les confections de Berlin en nouveautés de Paris[1]. Quelque défiance subsiste, en effet, au fond des yeux noirs, à l'égard du Germain blond, d'une autre race et d'un autre sang.....

Cette défiance n'existe pas chez d'autres Latins, ou du moins elle s'y dissimule. Une brillante alliance flatte la vanité de l'Italien, et dissipe ses inquiétudes. Il n'a pas cru la payer trop cher au prix d'un lourd établissement militaire, si lourd qu'il a fait fléchir ses épaules. L'Italie a réduit alors le nombre de ses corps d'armée et le tonnage de ses cuirassés; l'amélioration des finances a permis de reprendre l'organisation économique du pays. Et cette « Renaissance de l'Italie » commence à porter ses fruits. Mais ce n'est pas la France qui les cueillera, malgré la fin de la guerre douanière et la reprise des bons rapports entre les vainqueurs de Solférino et les vaincus de Custozza.

1. *Handelsmuseum*, 20 décembre 1900. — *Moniteur du commerce*, 11 janvier 1900. — *Économiste français*, 5 janvier 1901. — *Deutsches Handels-Archiv*, février 1901.

« L'Italie a dû demander aux Allemands la direction technique et le matériel de ses usines. Les Allemands ont contribué au réveil de la Péninsule; leurs noms émaillent les annuaires industriels et commerciaux, sans compter les affaires où ils figurent en dessous[1]. » Le percement du Simplon est confié à des ingénieurs allemands. L'ouverture de cette voie nouvelle fera la richesse de Venise et de Gênes; elle donnera aussi des facilités grandes qui permettront de mettre l'Italie en commandite. L'œuvre est déjà bien commencée, s'il faut en croire certains rapports consulaires :

« Les plus anciennes et les plus solides maisons italiennes commencent aujourd'hui à envisager comme une menace pour leur propre existence l'extraordinaire développement qu'a pris l'activité allemande au cours de ces dernières années. Cette activité entreprenante se manifeste aussi bien dans la haute que dans la basse Italie, partout où les capitaux indigènes font défaut... Cette concurrence redoutable, faite avec méthode et esprit de suite, ne tardera pas, grâce aux capitaux puissants dont elle dispose, à envahir progressivement toutes les branches de la richesse économique du pays. Déjà les Allemands se sont emparés du haut trafic des principales places maritimes du royaume. A Gênes, par exemple, le commerce des vins, de céréales, du pétrole, des engrais chimiques, est

1. Loiseau, *La Renaissance économique de l'Italie* (*Revue de Paris*, 15 janvier, 1er février 1901).

entièrement entre leurs mains. De plus, ils sont à la tête de la plupart des grandes maisons italiennes qui ont l'appui financier des banques allemandes. Au point de vue industriel, les Allemands ont su profiter du système protectionniste inauguré en Italie en 1878 et 1887. Dans l'impossibilité de surmonter la barrière des droits prohibitifs opposée à leurs tissus et cotonnades, ils ont créé, en Lombardie et en Piémont, de puissantes fabriques, dont les produits soignés et très estimés font aux produits similaires indigènes une concurrence désastreuse. »

« Les Allemands ont également consacré leur dévorante activité aux travaux publics. Ils ont installé les tramways électriques de Gênes, Florence, Bologne, Alexandrie, Pérouse, Cumes, Naples, Palerme, etc. Enfin, de nombreuses villes en Italie leur doivent l'éclairage électrique. Aux lignes électriques, ils ont ajouté les grandes lignes de navigation. Ainsi les navires du *Norddeutscher Lloyd* touchent les ports de Gênes et Naples, soit à destination de l'Amérique du Nord, soit à destination de la Chine, du Japon et de l'Australie. Il en est de même des vapeurs de la société *Hamburg-Amerika* et de ceux de la compagnie *Kosmos* qui font, les premiers le service de Naples à New-York, les seconds celui de Gênes au Pacifique. »

« D'autres entreprises, plus colossales encore, sont dues à l'initiative des Allemands. Ainsi les

travaux du Simplon sont exécutés par la maison Brandt, Baumann et Cie, et c'est le major allemand Donath qui se propose de dessécher les marais Pontins. Toutes ces entreprises trouvent d'ailleurs encouragement et appui financier auprès des maisons de banque Schmidt, Kolb, Wast et Schuhmacker, Manzi, Wedekind... Ces banques constituent, en quelque sorte, les éléments essentiels de la prodigieuse expansion économique de l'Allemagne dans ce pays. Jusqu'ici, les Allemands n'ont pas abordé les spéculations foncières ni les entreprises agricoles ; mais ils ne tarderont pas à le faire [1]. »

Ils le font. Depuis quelques années, des fabriques de sucre ont surgi dans la Lombardie et la Vénétie. Aux rives du Pô, des propriétaires allemands ont acquis des terres et des vignes. Et tandis que l'Italien abandonne son champ pour les États-Unis ou la République Argentine, voici des Badois, des Wurtembergeois, des Bavarois qui descendent des Alpes, prennent la place vide et retournent gaîment la terre en friche !

La Grèce aussi crut tenir l'amitié de l'Allemagne le jour où le roi Georges maria son fils aîné à la sœur de Guillaume II. De cruels revers et d'amères désillusions l'ont détrompée. Vaincue, ruinée et

1. Rapport du baron Rousseau, consul de France à Palerme, *Moniteur officiel du commerce*, 16 novembre 1899.

humiliée, elle a restreint au minimum ses dépenses et ses acquisitions. Mais contrainte de rechercher le bon marché, elle doit s'adresser à ceux mêmes qui lui imposèrent le contrôle financier de 1897.

Autrefois cliente fidèle de l'Angleterre et de la France, elle les délaisse de plus en plus. N'apprenions-nous pas, il y a quelques mois, que des négociations étaient engagées pour transférer la propriété de la ligne Pirée-Larissa de la compagnie française concessionnaire à une société de Dusseldorf? La Grèce tombe petit à petit dans le servage germanique. J'écris germanique et non pas allemand. L'un de nos consuls dit en effet : « Il est difficile de se rendre compte de l'importation des produits allemands et autrichiens, à cause de l'impossibilité de séparer les importations de ces deux pays, une grande quantité de marchandises allemandes venant par la voie de Trieste. »

C'est pis encore dans les petits États du Danube qui se trouvent dans le voisinage ou sous l'influence directe de l'Autriche. La Serbie est enserrée dans un étau entre la Bosnie et la Hongrie. Le Danube est une route magnifique ouverte aux importations austro-allemandes. Il apporte, jusqu'aux murs de la capitale, les armes, la coutellerie, les machines agricoles, les étoffes de tout ordre. A Belgrade, le monde du commerce et de la finance n'emploie que la langue allemande. A Sofia, sur 35 000 âmes, le quart est, paraît-il,

d'origine allemande ou autrichienne. Les ports de la principauté de Bulgarie sur la Mer Noire doivent leur activité au va-et-vient des bateaux de Trieste et de Hambourg. En Roumanie, la situation est moins brillante depuis deux ou trois ans; malgré les charrues allemandes, malgré les exemples de culture intensive donnés par des colons germaniques, une série de mauvaises récoltes est venue frapper ce pays à la source de sa richesse. Les importations d'Allemagne qui avaient décuplé en quelques années, battent aujourd'hui en retraite :

Importations allemandes en Roumanie (francs).

1898	91 095 000
1900	55 664 000

Mais elles n'attendent que le jour de reprendre l'offensive. Un service rapide a été organisé entre Berlin et Bucarest; la *Deutsche Levante Linie* débarque aux ports de Kustendje et Braïla-Galatz les charbons de la Ruhr nécessaires aux fabriques roumaines : la moitié de ces fabriques appartient à des Allemands. Des maisons de Cologne et de Stuttgart ont obtenu la concession de l'éclairage électrique dans plusieurs villes; des locomotives allemandes remorquent des trains de wagons allemands. Vêtements, parfumerie, instruments de musique viennent de Saxe, de Mannheim ou de Thuringe. La classe nombreuse des juifs, qui détient là-bas la suprématie commerciale, appuie de tout son pouvoir l'intrusion de l'élément germanique, et la banque

israélite de Berlin s'est chargée de l'émission des emprunts roumains. Le roi est un Hohenzollern, et l'on espère à la Wilhelmstrasse qu'au jour de l'embrasement de l'Europe, l'îlot latin, sur un signe, barrerait la route à l'océan slave dont les flots déferleront vers Byzance...

« Je ne lis pas le courrier de Constantinople », a dit le chancelier de fer. Cependant, dès 1876, la légation de Prusse en Turquie devient l'ambassade d'Allemagne; en 1878, M. de Bismarck ferme aux tsars le chemin de Sainte-Sophie, et les empêche de recueillir le fruit de leur victoire. Il a joué, au congrès de Berlin, le rôle de médiateur, d'honnête courtier, à la faveur des défaites de la France, des embarras de l'Angleterre et de l'épuisement de la Russie. Ainsi l'Allemagne s'est assuré des titres à la reconnaissance du Khalife et des Croyants. La Turquie n'existe que par la grâce de l'Europe impuissante à la remplacer. Mais List écrivait déjà, voici plus d'un demi-siècle :

« Dans la situation où se trouve la Turquie, il ne serait pas impossible aux États allemands, de concert avec l'Autriche, d'opérer dans cette contrée des améliorations qui détruiraient les répugnances des colons allemands, surtout si les gouvernements fondaient des compagnies de colonisation, y participaient eux-mêmes et leur prêtaient un appui persévérant [1]. »

1. *Système national d'économie politique*, liv. IV, chap. IV.

List avait en vue la pénétration allemande jusqu'en Asie-Mineure, la mainmise sur la route la plus directe entre le vieux monde et l'Extrême-Orient. Il semble que son appel ait trouvé des oreilles attentives. En 1886, le Dr Sprenger publie un opuscule intitulé *La Babylonie, la plus riche contrée du passé et le champ de colonisation le plus fécond d'aujourd'hui.* Le courant d'opinion commence à se dessiner. Le vieil Empire, toujours à la veille d'entrer en décomposition, possède néanmoins des ressources surprenantes de vitalité et d'énergie; il pourrait être un appoint utile dans le jeu de cartes européen. Il détient des territoires inexploités, mais fertiles en ressources, et les Levantins accueilleront avec joie les articles de la fabrique allemande... Le Germain prêtera donc l'épaule au fils de Mahomet et soutiendra l'édifice chancelant de la grandeur ottomane. Il s'efforcera de rendre un peu de sang et de vigueur à ce corps anémié, d'injecter dans ses veines le sérum reconstituant qu'il lui fournit à belles piastres comptantes. Une mission militaire, sous la direction de Von der Goltz, a entrepris la réforme de l'armée turque; elle réorganise les écoles militaires et la grande-maîtrise de l'artillerie, elle s'empresse d'amener le sultan à acheter en Allemagne tout son matériel de guerre : en 1887, il commande à Krupp pour 30 millions de fusils Mauser et de cartouches. Crainte de faire évanouir d'aussi belles espérances, Guillaume II s'abstiendra d'élever la voix en faveur

des malheureux Arméniens ; il adresse son portrait à Abd-ul-Hamid, au lendemain des massacres de Constantinople. Il le pousse à la guerre contre la Grèce, afin de mettre à l'épreuve les qualités belliqueuses des Osmanlis. L'épreuve leur est favorable : la lente et savante stratégie que les officiers allemands ont inculquée à Edhem-Pacha suffit à vaincre le diadoque aux plaines de Mati.

Dès lors c'est presque l'entente cordiale entre Berlin et Yldyz-Kiosk. Les cuirassés turcs vont se faire moderniser dans les arsenaux de la mer du Nord, et les autorités du port nourrissent à leurs frais les équipages. L'Allemagne a déclaré que l'installation du prince Georges en Crète portait atteinte aux droits du Sultan. Et celui-ci compte de plus en plus sur l'appui efficace de son ami. Cependant il ne le paie pas encore assez cher. En 1880, l'importation totale de l'Allemagne en Turquie ne s'élevait qu'à 6 millions de marks, elle monte vite, et atteint, en 1893, 40 millions. Mais les troubles politiques lui infligent ensuite de graves déboires :

Importations allemandes en Turquie (millions de marks).

1894	34
1895	39
1896	28

Guillaume II a cru nécessaire de frapper un rand coup. Il a entrepris son triomphal pèlerinage

1. *Handelsmuseum*, 7 juillet 1899. — *Moniteur officiel du commerce*, 28 mars 1901.

aux Lieux-Saints, après avoir été à Constantinople saluer le successeur du Prophète. Il a séjourné dans le Palais impérial, brillamment illuminé par la maison Siemens et Halske. Il a passé en revue les troupes habillées d'étoffes allemandes. Et le Hohenzollern a dû revenir satisfait. A défaut du protectorat qu'il rêvait d'instituer sur les missions de Palestine, son voyage a du moins inauguré une période de mainmise financière, économique, politique : il veut faire de la Turquie, tout ensemble, un protégé et un client.

Le client a besoin de se refaire des muscles et des nerfs. Dès 1890, M. Kaulla, directeur de la *Württembergische Vereinsbank*, a obtenu la concession de la ligne Saloniki-Monastir. L'influence allemande a su se rendre prépondérante dans la compagnie des chemins de fer orientaux, fondée jadis par la maison Hirsch; les lignes Mitrovitza-Uskub-Salonique et Bellova-Philippopoli-Andrinople-Constantinople sont sous le contrôle de la Deutsche Bank. Le jour prochain où l'Autriche achèvera le tronçon Serajevo-Mitrovitza, Salonique deviendra un port germanique, et l'Albanie, la Macédoine, la Roumélie seront submergées sous le flot des articles qu'apportera la voie ferrée. Ces pays nourrissaient autrefois une préférence marquée pour les produits français. Maintenant les vêtements, draps et tissus de tout ordre, viennent d'Allemagne ou de Bohême; les armes qu'un bon musulman ne saurait se dispenser de pendre à sa

ceinture, de Solingen ou de Liège, mais plus de Saint-Étienne; les produits chimiques allemands ont délogé la pharmacie française, et il n'est pas jusqu'au champagne — le Commandeur a déclaré que ce produit n'était pas le fruit de la vigne et pouvait être permis aux fidèles de Mahomet, — jusqu'au champagne qui ne provienne des entrepôts de Hambourg, à moins qu'il n'arrive des fabriques allemandes d'Odessa!

Mais ce sont là des succès de second ordre. L'ambition allemande se propose un but plus relevé. Les banques berlinoises se sont mis en tête d'organiser la Turquie pour le plus grand bien de leurs nationaux. Elles rencontrent là une vive résistance de la part des capitaux français : n'est-ce pas à la Banque ottomane que le Sultan dut de pouvoir, à plusieurs reprises, se tirer de mauvais pas? Mais la position n'est pas si fortement occupée qu'il n'y ait place pour deux, et la Deutsche Bank a trouvé moyen d'imposer, elle aussi, ses bons offices. Les financiers allemands ne prétendent pas se borner à faciliter au gouvernement turc la prolongation de son incroyable incurie, ni permettre indéfiniment le désordre du Trésor et les gaspillages d'une cour sans scrupules. Ils veulent non seulement trancher des questions d'emprunts et d'arrérages, mais de plus introduire le pays dans le mouvement économique, arriver ainsi à régler son existence commerciale, à diriger son orientation politique. Et comme l'Osmanli manifeste peu

de goût pour le travail, c'est à l'Allemand que va revenir la tâche de mettre en valeur les contrées jadis riches, aujourd'hui désolées, sur lesquelles flotte l'étendard du Croissant, cette Asie qui fut le berceau des plus grands Empires, et le soin de relever Arméniens, Kurdes, Arabes, ces races autrefois actives et prospères, maintenant déprimées et abâtardies.

Les Échelles du Levant furent jadis un fief du commerce de Marseille, et voici que la Deutsche Levante Linie a établi des services directs; depuis les Dardanelles jusqu'à la Palestine, les populations reçoivent la visite de commis voyageurs dont le flegme convient mieux au tempérament oriental que la pétulance des Latins, et achètent les produits qu'ils leur tendent. Ce n'est pas toujours sans regret. Ainsi dans cette Syrie, où passèrent les Godefroy de Bouillon et les Bonaparte, et où la France devrait occuper d'emblée le premier rang « étant donné, dit un rapport consulaire, le terrain favorable que lui ont préparé des traditions séculaires et la prédominance chaque jour croissante de notre langue » — Maronites et Druses ne demanderaient pas mieux que de s'adresser aux fabricants français : mais où sont-ils? Quand par hasard ils se présentent, leurs articles sont trop chers pour ces pauvres peuplades, et voi celles-ci obligées de se rabattre sur le colporte de camelote. Le voyage de l'Empereur a insuff un nouveau zèle aux missionnaires de Jérusalen

Ils installent des écoles pour faire pièce aux Frères de la Doctrine Chrétienne et aux Facultés de Beyrouth. Ils réchauffent les tièdes, secouent les indifférents. Plusieurs colonies agricoles allemandes existent à Haïffa, à Jaffa, à Rephaïm. Elles comprennent environ 2000 Germains, la plupart relevant de l'*observance* du Temple fondée en 1868 par Christophe Hoffmann. Une mesure officielle les a dispensés du service militaire, et dorénavant ils ne seront plus tenus pour déserteurs. Leurs sentiments loyalistes se sont réveillés à la venue de Guillaume II. Il a bu sous les arcs de triomphe le vin du Carmel et la bière de Haïffa, fabriqués par des mains germaniques. Car ces colonies prêchent d'exemple, elles s'efforcent d'inculquer aux tribus syriaques les principes de la culture scientifique et la nécessité de bonnes machines allemandes pour leurs céréales, leur tabac, leurs cannes à sucre, leurs vignes[1] !

Dès 1888, la « Société des chemins de fer ottomans d'Anatolie », sous l'égide de la Deutsche Bank et de la Württembergische Vereinsbank, obtenait un firman de concession et d'exploitation pour une voie ferrée à construire en Asie-Mineure. Cette voie, terminée en 1896, part de Haïdar-Pacha sur le Bosphore, d'où elle se dirige sur Konia par Eski-Chéri. Le port même de Haïdar a été concédé à la compagnie en 1898. Un court

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 déc. 1899.

embranchement se détache à Afioum, et va raccorder la ligne principale à la petite ligne française Smyrne-Kassaba. La Société allemande ne néglige aucun moyen de propager son influence, de répandre le bien-être parmi les pauvres populations de ces contrées. Elle s'est adjoint un ingénieur agronome et a organisé des stations modèles dans le vilayet de Konia. Au besoin elle consent même des avances aux cultivateurs dans la gêne. Le succès couronne déjà ses efforts; l'agriculture réalise d'importants progrès techniques, et dans les régions que traverse la ligne, la proportion de terre cultivée augmente d'année en année[1].

Au mois de janvier 1900, le D[r] Siemens, président du conseil d'administration de la Compagnie, signait une autre convention, ayant pour objet la prolongation du chemin de fer de Konia jusqu'à Bagdad. L'affaire n'avait pas marché toute seule : la Banque ottomane avait su se réserver une part importante, 40 p. 100, du capital de fondation; la société a dû prendre l'épithète d' « internationale ». Mais la Deutsche Bank demeure l'âme de l'entreprise, et, malgré la mort du D[r] Siemens, elle consacrera toutes ses ressources et tous ses efforts à mener à bonne fin cette gigantesque entreprise. Des usines allemandes, bien entendu, fourniront les traverses et les rails, le matériel qui va servir à la construction de cette route nouvelle. A cela,

1. J. Wolf, *loc. cit.*, p. 75, et *Moniteur officiel du commerce*, 16 mai 1901, supplément 32.

même les actionnaires français n'auront rien à dire : les fournitures allemandes sont à meilleur compte que ne les offriraient les établissements français. Une mission d'études, envoyée au début de l'année 1900, a rapporté des renseignements et des profils détaillés; la construction n'offrira pas de grandes difficultés techniques. Des négociations ont eu lieu en août 1900, pour fixer de manière précise le parcours de la ligne. Celle-ci devra se souder, à Konia, à la ligne de la Société d'Anatolie, et atteindre Bagdad, probablement par Adana, Biredjik et Mossoul. Le principe d'une garantie kilométrique a été accordé aux concessionnaires, ainsi que l'exploitation de la ligne, sauf faculté de rachat pour le gouvernement turc. Par un privilège sans exemple, la compagnie obtient le droit de faire elle-même sa police et de protéger, fût-ce par la force, les travaux contre l'hostilité des populations[1]. Soyez donc surpris que le nom allemand se trouve, à l'heure actuelle, sur les lèvres du plus humble nomade, dans ces pays où jadis on ne connaissait que ceux de la Russie, de l'Angleterre et de la France! soyez surpris que les correspondances diplomatiques accusent un redoublement d'activité des émissaires de Berlin! Un jour, la Mésopotamie sera réveillée au bruit des convois qui serpenteront

1. *Handelsmuseum*, 28 janvier 1901. — Correspondance étrangère du *Journal des Débats*, 15 janvier 1901. L'iradé impérial ratifiant définitivement la concession vient d'être signé par Abd-ul-Hamid (janvier 1902).

à travers la plaine; les antiques cités surgiront de leurs ruines; Ninive, Bagdad et Babylone secoueront la poussière silencieuse des siècles, apparaîtront dans une splendeur nouvelle et connaîtront encore de beaux jours et de grands destins. Bientôt le ruban d'acier déroulera ses anneaux jusqu'à Bassorah, jusqu'au golfe Persique; il rouvrira entre l'Europe, les Indes et l'Extrême-Orient, la voie que Néarque explora sur l'ordre d'Alexandre; Koweit se trouvera à six jours de Hambourg. Entre le Russe et l'Anglais en lutte ouverte pour la domination de l'Asie, viendra se glisser un troisième larron capable de s'assurer la meilleure part[1].

Hier les intrigues allemandes essayaient de ravir les quais de Constantinople à une société française. Le complot a échoué; mais Abd-ul-Hamid furieux du peu d'appui qu'il a trouvé en Europe méditerait, dit-on, de s'agréger à la Triplice par un traité formel. Il mettrait au service de ses nouveaux alliés la bravoure du soldat turc et en recevrait en échange la garantie de ses possessions. Pourquoi non? Berlin ne serait peut-être pas fâché d'avoir 500 000 hommes en Bessarabie. A la fin du XVIIIe siècle, le ministre prussien Hertzberg ne voulut-il pas faire de la Turquie le pivot de sa politique européenne?

1. Quelques difficultés surgissent à l'heure actuelle et l'horizon se charge du côté de la Russie et de l'Angleterre. Les journaux russes, en particulier, traitent cette question avec une indifférence affectée, et affirment que le jour n'est pas proche où les locomotives rouleront de Haïdar à Koweit. Victor Bérard, L'affaire turque (*Revue de Paris*), 15 décembre 1901.

VI

L'Allemagne en Afrique. — Contre-coup de la guerre du Transvaal.

L'Afrique n'est pas la région qui présente aux Allemands les plus riantes perspectives. Le climat y éprouve durement les hommes du Nord; les Africains semblent, comme intelligence et aptitude au travail, inférieurs aux Européens et même aux Asiatiques. Ce sont, jusqu'ici, de médiocres clients, qui ne deviendront peut-être jamais de bons élèves. Enfin, les meilleurs postes sont occupés dès longtemps par les Anglais, les Français, même par les Italiens et les Belges; les serres de l'aigle glissent sur la lourde masse du continent noir, sans parvenir à trouver prise.

Cependant le *clerk* ne renonce pas à la lutte. Les plus grands navires que le canal de Suez voit aujourd'hui passer battent pavillon allemand. Et ils passent en nombre respectable : 462 en 1900, contre 285 français. Ils pourraient, à l'aller, jeter sur le marché égyptien les produits de l'usine germanique. Néanmoins, l'importation allemande n'arrive qu'au huitième rang, bien loin derrière l'Angleterre et la France, mais même après la Belgique, l'Italie et la Russie : 316 000 livres égyptiennes en 1898, 350 000 en 1899. Mais si l'on ajoute à ce chiffre le montant des importations autrichiennes, la scène change : nous obtenons le chiffre respectable de 1 050 000 puis de 1 085 000

livres. Il est vrai que la Grande-Bretagne, sur une importation totale d'environ 11 millions de livres en Égypte, a fourni en 1899 plus de 5 millions; mais combien faut-il, là-dessus, inscrire réellement au compte du Lancashire et des Midlands, combien à l'actif de la Ruhr et de la Saxe[1]?

Tripoli préfère les produits italiens et français. La Tunisie et l'Algérie seraient une proie bien tentante; quelques Allemands se sont glissés dans la mêlée des races qui peuplent notre belle colonie. Ils font peu de bruit et de bonne besogne. Une compagnie de Hambourg avait même annoncé l'intention d'établir entre Alger, Tunis et Marseille, un service rapide destiné aux voyageurs et aux denrées alimentaires : elle a dû y renoncer devant la loi qui réserve au pavillon français la navigation entre l'Algérie et la métropole. La compagnie Woermann se contente de visiter la côte marocaine : Tetuan, Tanger, Mogador, ont vu des maisons allemandes s'établir dans leurs murs, et les touristes français achètent comme spécimens de l'industrie locale, des tissus importés par Gibraltar, mais fabriqués aux provinces rhénanes. Draps et soieries, sucre, bougies viennent en partie d'Allemagne, et l'influence de Berlin se fait aujourd'hui sentir auprès du gouvernement chérifien. En 1899, des bureaux de poste allemands ont été établis dans les principaux ports, et, procurent toutes facilités

1. *Handelsmuseum*, 3 mai 1900.

au commerce germanique. Il fut même question d'une ambassade qui devait réclamer « un dépôt de charbon », lisez, la cession d'un poste commercial et au besoin militaire.

L'Afrique australe parut d'abord ouvrir aux Germains un champ d'activité plus vaste. Un peuple de race hollandaise, des demi-allemands, dirent les journaux de Berlin au moment de l'attentat Jameson, a fondé deux États au nord du fleuve Orange. Lorsqu'en 1882 un vaisseau de guerre occupa Angra-Pequeña, beaucoup de personnes s'imaginèrent que cette colonie de l'Est-Africain pourrait devenir la base d'un empire qui s'étendrait de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien, des bouches de l'Orange au delta du Zambèze. Mais la vigilance britannique a fait échouer ce beau projet. Au moins, l'Allemagne n'a pas été à Fachoda. Et pour se consoler de sa désillusion, elle a prodigué aux Boers les marques de sympathie, le souverain a fait tenir au président Krüger une dépêche retentissante. C'est que le Transvaal était un client de premier ordre jusqu'au jour où la brutalité anglaise a jeté bas toutes les espérances du commerce hambourgeois :

EXPORTATIONS ALLEMANDES (LIVRES STERLING).

	Au Transvaal.	Dans l'État libre d'Orange.
	—	—
1891	6 000	26 000
1894	265 000	556 000
1898	450 000	710 000

Tout le matériel des chemins de fer venait des usines allemandes. La ligne Est-Afrika importait, par la baie Delagoa, les fusils, les cartouches, les machines et les produits chimiques nécessaires aux mines dont les Français achètent les actions. Dans la banque et le commerce, les intérêts allemands représentaient 4 millions de livres sterling, dans les entreprises minières, 29 millions environ[1]. Les Allemands s'étaient rués sur le pays; ils avaient fondé à Johannesburg un Verein et une école. La tension des rapports entre les colons hollandais et le gouvernement du Cap rendait leur besogne fructueuse, vu le discrédit des produits anglais. Mais lorsque les troupes de la reine se mirent en marche pour franchir la Tugela, ce fut un effrondrement :

Commerce total entre l'Allemagne et le Transvaal (importations et exportations en livres sterling).

1899	2 533 000
1900	447 000

Le port de Hambourg a encore expédié, en 1899, 514 000 livres de produits à destination du Transvaal; en 1900, ce chiffre est tombé à 10 000 livres. Rien de surprenant, si les sentiments anglophiles tendent à se refroidir en Allemagne, si les meetings conspuent Joe Chamberlain, si même des municipalités le flétrissent dans leurs délibérations. Certes, je crois à la sincérité de ces colères, à une explo-

1. Mémoire déposé par le ministre de la marine sur le bureau du Reichstag pour justifier le projet d'augmentation de la flotte. Voir *Moniteur officiel du commerce*, 7 juin 1900.

sion d'humanité en présence des horreurs dont l'Afrique du Sud fut et est encore le théâtre. L'Angleterre, que renie le peuple allemand et que ses journaux jugent avec tant de rigueur, c'est bien l'Angleterre qui brûle les fermes, et parque femmes, enfants, vieillards dans les camps de reconcentration; mais c'est aussi l'Angleterre qui en fermant au nez du commerce germanique une porte que celui-ci croyait trouver toujours ouverte, cause dans les usines des chômages et des réductions de salaires; c'est l'Angleterre qui a importé dans toute l'Afrique australe en 1900, 14 778 000 livres sterling, tandis que l'Allemagne n'en a fourni que 715 000[1].

VII

L'Allemagne en Asie : La Chine, Kiao-Tchéou. — Le Japon. — En Océanie : les sociétés anglo-saxonnes des antipodes.

En ce temps-là, une grande rumeur montait du côté de l'Orient. La division des cuirassés allemands cinglait vers les mers de Chine. Elle avait à sa tête un prince des Hohenzollern, auquel son frère venait de confier solennellement la mission de venger l'honneur de l'Empire et d'étendre son influence.

Car, depuis plusieurs années, le tsarisme fait en Asie des progrès gigantesques; les pays neufs se

1. *Handelsmuseum*, 15 juin 1901.

réveillent et commencent à se suffire. La Perse est tombée sous l'ascendant moscovite, et le transpersan va bientôt enjamber les hauts plateaux de l'Iran pour atteindre les bords de l'océan Indien. Brême a bien essayé de lutter par un service direct avec Bouchyr sur le golfe Persique; mais le voisinage du colosse russe pèse lourdement sur la vie économique, sur l'indépendance même du royaume des Shahs[1]. L'Hindou accueillait naguère volontiers les tissus de Chemnitz; au lieu de vendre son coton au dehors, il a monté des fabriques et maintenant il expédie ses étoffes jusqu'aux grands magasins de Paris. Le sucre de la plaine saxonne trouvait chez lui un débouché rémunérateur : le conseil législatif de l'Inde a frappé d'un droit énorme les sucres originaires des pays qui accordent des primes à l'exportation. Les ventes allemandes du coup sont tombées presque à rien :

IMPORTATION DE SUCRE ALLEMAND DANS L'INDE ANGLAISE (DIZAINES DE ROUPIES).

1897-1898	1 278 000
1898-1899	433 000
1899-1900	61 000[2]

Il reste encore le Siam, enserré entre deux puissants voisins. Là, du moins, des instructeurs allemands dressent les petits soldats de Chulalong-

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 1er février 1901. — R.-G. Lévy, *La Perse économique et monétaire* (*Annales des Sciences politiques*, mars 1900).
2. *Handelsmuseum*, 23 août 1900.

korn; les ingénieurs allemands arment les forts du Ménam, et les femmes du harem de Bangkok se laissent prendre aux nuances variées des articles de Münchengladbach ou de Crefeld. Il reste Singapour, escale obligée des navires, où les Allemands ont accaparé à petit bruit le marché de la coutellerie, de la quincaillerie et des eaux-de-vie, pourvoyeurs complaisants de tous les besoins et de tous les désirs des Européens de passage. Mais ce sont là des sphères d'activité trop restreintes. Un champ immense s'ouvre au contraire dans l'Extrême-Orient, avec ses énormes richesses naturelles, ses fabuleuses réserves de population. Qui exploitera la Chine? Les Russes l'attaquent par le nord, les Français l'entament par le sud; les Anglais frappent au cœur, et solidement établis à Hong-Kong, à Shang-Haï, à Weï-Haï-Weï, ils rayonnent dans la vallée du Yang-Tsé et s'infiltrent jusqu'aux régions mystérieuses du monde jaune.....

Or le 1er novembre 1897, deux missionnaires allemands tombaient à Yang-Tchéou sous les coups de quelques fanatiques. Alors Guillaume II fit partir son escadre, et le prince Henri prit possession de Kiao-Tchéou, cette baie que le géographe Richthofen signalait, dès 1882, à l'attention de ses compatriotes. L'Europe avait cru le malade c inois guérissable; plus radical, le *Herr Doktor*, a rès avoir examiné le sujet de son coup d'œil de p aticien, recourait à la vivisection.

Il ne prit d'ailleurs aucune peine pour endormir les susceptibilités du patient. Il tailla en pleine chair, occupa le Chan-Toung. Il appela à l'aide les industriels et les commerçants, qui s'empressèrent d'accourir. Des sociétés innombrables se formèrent pour exploiter l'Empire du Milieu. La Compagnie des chemins de fer du Chan-Toung s'organisa en 1899, avec un capital de 54 millions de marks souscrit à Berlin; elle compte relier son réseau au futur « grand central » franco-belge Pékin-Hankéou-Canton [1]. Une autre société, au capital de 12 millions, se forma pour mettre en coupe réglée les riches charbonnages de la province qui fourniront le ravitaillement à l'escadre d'Extrême-Orient. Le directeur d'une maison rhénane mené là-bas tout un convoi d'ouvriers, allé, par de gros salaires. Le Norddeutscher Lloyd la Hambourg-Amerika assurèrent des services éguliers, et le port de Saïgon, en 1899, reçut plus de navires allemands que de paquebots français [2]. A Hong-Kong, à Swatow, à Amoy, à Chefou, à Tien-Tsin, et à Shang-Haï les firmes allemandes se multiplièrent — 105 en 1899 — importèrent les armes, les munitions, les couleurs d'aniline, les produits chimiques, les lainages, les cotonnades, les fers bruts et ouvrés; elles expédièrent en Europe le thé, le riz, la soie brute, les plumes

1. De Coppet, *l'Action économique des Puissances en Chine* (*Annales des Sciences politiques*, 1er janvier 1900).
2. *Moniteur officiel du commerce*, 8 février 1900. — *Deutsches Handels Archiv*, mars 1901.

qui servent à confectionner nos matelas occidentaux :

MOUVEMENT DES ÉCHANGES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA CHINE (MILLIONS DE MARKS).

	Exportations de Chine en Allemagne.	Importations d'Allemagne en Chine.
	—	—
1895	27,0	35,4
1897	37,5	32,3
1898	39,5	48
1899	29	50,6 [1]

Fidèle à sa méthode, l'Allemand entreprenait le dressage du peuple chinois, laborieux et intelligent. Il s'introduisit dans de nombreuses entreprises, à l'étiquette anglaise ou française. Une importante colonie allemande établie à Shang-Haï, publie un journal, l'*Ostasiatischer Lloyd*, centre de ralliement et organe de propagande. La Deutsch-Asiatische Bank prête son appui à toutes les maisons sérieuses. Elle s'est même empressée, en 1898, d'assurer le service de l'emprunt chinois de 400 millions, dans l'espoir de garrotter, par les liens financiers, le gouvernement de Pékin. Des fabriques de coton et de soie ont surgi et prospèrent. Les Allemands ont même obtenu des concessions agricoles, et l'on signale à Chefoo un vignoble qui leur appartient.

Un jour, le Fils du Ciel s'est ressaisi ; il a voulu, de connivence avec son peuple, rejeter loin de lui les diables étrangers : c'est un feld-maréchal alle-

1. *Handelsmuseum*, 12 juillet et 15 novembre 1900.

mand qui a pris la direction des troupes européennes et a occupé le Tché-Ly à leur tête. Le gouvernement de Berlin s'efforce de doubler son prestige matériel d'une force morale, il travaille à obtenir le protectorat des chrétiens chinois, et l'on a prétendu qu'un traité secret conclu avec la Cour exilée, évinçait la France de ses prérogatives reconnues à l'égard des missionnaires catholiques.

Cette campagne de Chine fut d'ailleurs fertile en comparaisons instructives. Elle a permis aux états-majors d'estimer à leur valeur l'instruction, l'endurance et la souplesse des troupes de chaque nation; elle a permis aux Allemands eux-mêmes d'apprécier les progrès réalisés par leurs élèves japonais depuis le jour où ceux-ci mirent en pièces le prestige déjà ébranlé de l'Empire des Fleurs. Le Japon a pris à tous les peuples de l'Europe. Il a envoyé ses jeunes officiers à Saint-Cyr ou à la *Kriegsakademie* de Berlin, ses marins en Angleterre, ses étudiants aux Universités de Paris ou de Leipzig. Mais c'est l'Allemagne qui lui envoie presque tout ce qu'il ne peut ou ne veut fabriquer lui-même. C'est à l'école allemande qu'il apprend à se servir des outillages perfectionnés, à dompter l'électricité, à exploiter les mines, à tisser le coton et la soie. C'est aux *Technische-Hochschulen* que ses futurs chefs d'entreprise se sont pénétrés de la science moderne du commerce : production p masses, esprit d'initiative, d'association et d'inve tigation, souplesse de l'échine et fermeté de la co

duite, souci du gain, sinon de la qualité des produits. L'élève n'est pas un ingrat ; il le prouve à son maître en recourant encore à ses bons offices. Le trafic de l'Allemagne avec le Japon accuse un progrès énorme, qui dépasse encore ceux que l'Allemagne compte à son actif sur les autres marchés d'outre-mer. Au début de l'année 1900, 65 maisons défendaient dans l'archipel les intérêts de l'industrie germanique. L'Allemagne occupe le troisième rang à l'importation, elle serre de près l'Angleterre et les États-Unis. En échange de son sucre, de son alcool et de son papier d'imprimerie, de ses produits chimiques et métallurgiques, elle prend le thé, les laques, les bronzes et la vannerie :

(EN YENS)

	Exportations du Japon en Allemagne.	Importations d'Allemagne au Japon
1895	3 340 000	12 233 000
1896	2 970 000	17 183 000
1897	2 207 000	18 143 000
1898	2 469 000	25 610 000 [1]

Les négociants allemands de Tokio et de Yokohama ont fondé, de leur initiative, une chambre de commerce dans cette dernière ville et un journal hebdomadaire sur le modèle de l'Ostasiatischer Lloyd de Shang-Haï. Derrière l'étendard du Soleil-Levant, ils ont pénétré en Corée, et travaillent sous main à la mise en valeur du pays. Le voisi-

1. *Moniteur officiel du commerce*, 23 novembre 1899. — *Handelsmuseum*, 12 juillet 1900.

nage de Kiao-Tchéou, placé au cœur des mers chinoises, procure de nouvelles facilités à l'extension de l'influence germanique.

Une telle base d'opérations manquait autrefois à l'Allemagne dans le Pacifique. A présent le chapelet des îles Mariannes, Carolines et Palaos, achetées à l'Espagne, soude l'archipel japonais à la Nouvelle-Guinée, et au continent australien. Mais déjà, avant de tenir cette position, les Allemands s'engageaient aux îles de la Sonde et aux Philippines. Lors des troubles qui suivirent la défaite de l'amiral Montojo, un vaisseau de guerre mouillé en rade de Cavite, suffit à peine à recueillir les nationaux qui venaient se mettre sous l'égide de ses canons. Jamais personne n'aurait soupçonné que Manille contenait tant de Germains! Tous ceux qui, en temps de paix, croyaient avoir intérêt à dissimuler leur origine, s'empressèrent alors de la revendiquer. Le danger passé, ils sont redescendus à terre, ils sont retournés à leur comptoir ou à leur boutique, tandis que les Américains continuent à lutter contre les Tagals, sans cesse battus, jamais soumis.

Cependant ils en viendront tôt ou tard à bout et les sujets du roi de Prusse se trouveront avoir travaillé pour le président Roosevelt. De tels déboires ne sont pas à redouter en Australie. Il y a là une société active et jeune qui malgré son origine anglo-saxonne affiche des tendances indépendantes, et ne se croit pas tenue de s'approvisionner aux usines du Royaume-Uni. Et ce peuple ne doit pas

son origine qu'à des convicts : près de 200 000 Allemands sont débarqués dans la grande île depuis un demi-siècle, honnêtes colons, dont quelques-uns ont gardé le sentiment très vif de leur nationalité. On trouve, dans le Queensland, près de Brisbane, une vingtaine de localités avec paroisses et écoles allemandes et des noms significatifs, Sieglitz, Engelsburg, Kircheim, Marburg, Minden. Dans la Nouvelle-Galles du Sud un groupe se maintient à Alburg. Treize villages germaniques émaillent les environs d'Adélaïde; ils s'intitulent eux-mêmes Nouvelle-Silésie [1]. Un cercle de l'Alldeutscher Verland, établi à Sydney, est le foyer central qui prétend réchauffer les zèles attiédis. Beaucoup d'Allemands se sont fondus dans la population locale; même assimilés, ils gardent encore des sympathies pour le meuble de Berlin, le drap de Breslau ou le piano de Leipzig, qu'apportent régulièrement les paquebots du Norddeutscher Lloyd et de la *Deutsche-Autralische-Dampschiffahrtgesellschaft*. Si bien que l'Allemagne vient de conquérir la deuxième place à l'importation, et la première à l'exportation, grâce au commerce des laines que les navires remportent à destination des manufactures allemandes :

EXPORTATIONS DE L'AUSTRALASIE EN ALLEMAGNE (MILLIONS DE MARKS).

1896...........	103	1898...........	86
1897...........	85	1899...........	121 [2]

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 novembre 1899. — *Allgemeine Zeitung*, 5 mars 1901.

2. *Handelsmuseum*, 4 oct. 1900. — *Moniteur officiel du commerce*, 31 mai 1900.

« Les agents allemands que je vois ici, dit un rapport consulaire français, sont pour la plupart des gentlemen, des gens instruits, bien élevés, sachant la langue à fond, et qui luttent, pour placer leurs produits, avec toute leur intelligence[1]. »

Cette tactique leur réussit assez bien. Voici, d'après une statistique *anglaise*, le mouvement comparé des importations britanniques et allemandes, pour chacun des États de la confédération australienne, en livres sterling[2].

		Angleterre.	Allemagne.
New-South Wales.	1884.....	11 423 000	337 000
	1898.....	7 444 000	771 000
Victoria.	1884.....	9 149 000	125 000
	1898.....	6 195 000	578 000
South Australia.	1884.....	2 983 000	61 000
	1898.....	1 974 000	212 000
Queensland.	1884.....	2 520 000	519
	1898.....	2 559 000	140 000
New Zealand.	1884.....	4 934 000	6 000
	1898.....	5 148 000	153 000

L'importation anglaise a passé, en quatorze ans, de 31 millions de livres à 23 millions, tandis que celle de l'Allemagne s'élevait de 530 000 à 1 854 000. Le progrès de celle-ci, 1 324 000 livres, ne compense pas néanmoins le recul de celle-là — près de 8 millions. Il faut tenir compte, en effet, d'une puissance nouvelle dont les progrès gigantesques s'affirment jusqu'aux terres des antipodes. Je veux parler des États-Unis, qui ont engagé à la fois

1. Blondel, *La France et le marché du monde*, p. 147.
2. *Contemporary Review*, mai 1901 : *The economic decay of Great-Britain*.

avec la Grande-Bretagne et avec le Zollverein le duel commercial pour la suprématie économique du monde. John Bull alourdi par l'âge, perd du terrain à chaque reprise. L'Allemand joue serré; le bras tendu et menaçant, il cherche le défaut de la cuirasse, et plus d'une fois, par des attaques directes, il a forcé son terrible adversaire à reculer devant lui.

VIII

L'Empire allemand et les États-Unis. — L'Amérique centrale.

Car l'oncle Sam n'est pas tranquille derrière sa ceinture de douanes. Il s'est retranché derrière ses tarifs Mac-Kinley et Dingley; mais l'ennemi avait déjà des intelligences dans la place; les défenses infranchissables se trouvent parfois tournées et tombent d'elles-mêmes.

Depuis 1821, les ports allemands ont vu s'embarquer à destination de l'Amérique du Nord 3 096 000 émigrants. Si l'on ajoute ceux qui empruntèrent la voie d'Anvers ou du Havre, on arrive à un total de plus de 6 millions; sans parler des Suisses, des Autrichiens, qui à l'étranger se confondent avec les Germains. En 1848, de nombreux exilés politiques vinrent réclamer l'hospitalité de la jeune république. Et de 1887 à 1892, dans l'espace de six années, on estime à 600 000 le nombre des Allemands qui fixèrent leur résidence dans les divers États de la Confédération [1].

1. *Export*, 4 juillet 1901.

Ils ne se dispersèrent pas sur cette immense étendue. Un essaim perdu alla se fixer au Texas entre Galveston et le Rio-Grande. Mais la plupart élut domicile au sud et à l'ouest des grands lacs, où ils se sont maintenus en groupes compacts. Dans le Wisconsin et le Minnesota, certains comtés renferment 25 à 30 p. 100 d'Allemands. D'autres colonies sporadiques prospèrent dans l'Illinois, le Michigan, l'Indiana, l'Ohio, le Iowa; quelques-unes ont poussé jusqu'au Missouri, au Nebraska, et au Dakota. Un groupe de memnonites s'est établi à Manitoba, sur le territoire du Dominion canadien. Ils sont fermiers, ouvriers, cabaretiers; beaucoup de catholiques figurent dans leurs rangs. Ceux qui avaient plus de ressources, ou se sentaient plus d'ambition, sont demeurés dans les grandes villes; New-York en compte 305 000; à Newark, le cinquième de la population est d'origine allemande. Philadelphie, Albany, Buffalo, Pittsburg, Detroit, Cincinnati contiennent de 30 à 40 p. 100 d'Allemands[1]. La proportion s'élève à 41 p. 100 pour Chicago, où de nombreux immigrants sont demeurés à la suite de l'Exposition universelle; elle atteint 60 p. 100 à Milwaukee. Dans toutes ces villes, des écoles, des églises, des journaux, des *Vereine* de gymnastique ou de chant établissent une solidarité entre Prussiens, Saxons, Badois ou Autrichiens. Hôteliers, courtiers, pharmaciens, détaillants, ou gros commissionnaires et banquiers, ils constituent

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 décembre 1899.

une pépinière inépuisable de clients, d'importateurs et de commis voyageurs qui insinuent le couteau de Solingen aux doigts de l'ouvrier, glissent la poupée de Plauen dans les bras des petites Américaines, placent les crus de Hambourg et les couleurs d'aniline d'Elberfeld. Des professeurs allemands enseignent aux Universités; le Yankee reconnaît devoir à la civilisation allemande autant qu'à l'influence britannique. Il fait un chaleureux accueil au prince Henri de Prusse, envoyé par son frère pour exploiter les sympathies politiques au profit des relations commerciales.

Dans ce peuple homogène d'apparence, mais adultéré par tant d'éléments étrangers, dans cet alliage d'Anglo-Saxons, de Celtes, de Latins, de Slaves et de Germains, la loupe aperçoit encore des molécules dissemblables qui conservent leurs affinités. Et de New-York à Hambourg, le mouvement des échanges s'accélère, malgré les entraves douanières et les chicanes administratives :

(MILLIONS DE MARKS)

	Importations d'Allemagne aux Etats-Unis.	Exportations des Etats-Unis en Allemagne.
	—	—
1893	354	458
1894	271	532
1895	368	511
1896	383	584
1897	397	657
1898	334	877
1899	377	907
1900	439	1 020[1]

1. *Export*, 25 juin, 25 juillet 1901. — *Moniteur du commerce*, 16 et 31 mai 1900. — *Deutsches Handels Archiv*, février 1901.

La situation est complexe. D'une part, l'exportation des États-Unis en Allemagne avance à pas de géant, elle a plus que doublé en huit années, grâce à la demande toujours croissante de céréales, de produits végétaux et animaux que réclament les estomacs allemands. Et le gouvernement de Berlin hésite à proposer des mesures de représailles contre les tarifs de l'Union qui ont si rudement éprouvé la ganterie, les tricots de la Saxe et de la Silésie la *Kleineisen industrie* des bords du Rhin. L'annexion de Cuba est venue enlever aux distillateurs prussiens un de leurs meilleurs débouchés, car bientôt le sucre de canne refoulera devant lui le sucre de betterave. Eh bien! malgré tous ces désavantages, l'importation allemande aux États-Unis n'a pas fléchi, elle a même augmenté en 1900 de plus de 60 millions; certains articles, le ciment, la porcelaine, les produits chimiques, accusent des progrès sensibles. L'Allemagne, somme toute, maintient avec succès ses positions sur le marché américain; les autres nations européennes n'en sauraient dire autant. En vérité, il y a tout lieu de s'étonner qu'elle puisse résister à tant de circonstances défavorables, et l'énergie qu'elle déploie dans la lutte devrait être pour ses rivales un encouragement et un exemple. Elle peut subir une dépression passagère; elle rebondira à la première occasion, d'un vigoureux élan. Les États-Unis ne sauraient suivre longtemps une telle politique commerciale. Leurs trusts et leurs rings, maîtres

du marché intérieur, s'organisent pour vendre à bon compte au dehors, et se rattrapent sur le consommateur indigène. Le peuple américain s'apercevra, tôt ou tard, qu'il est exploité par une aristocratie d'argent impitoyable. Déjà, dit-on, le président Roosevelt manifeste des tendances hostiles contre les trusts. Le jour où devant la clameur des démocrates, le Congrès renversera la muraille de Chine qui défend l'Union contre les intrusions étrangères, la réduction des droits profitera-t-elle, comme le croit M. Chamberlain, aux métallurgistes du Pays-Noir et aux fabricants de Manchester?

Les États-Unis ont proclamé le dogme : L'Amérique aux Américains. Cependant, à leur porte même, le Mexique, bien que leur influence y demeure prépondérante, ne s'astreint pas à leur servitude. L'Angleterre y conserve de bons clients, la France, des amitiés fidèles. Mais derrière elles, l'Allemagne arrive et les serre de près. Elle a prévu l'avenir économique de ce pays qui réunit tous les climats et toutes les productions, et dont le commerce a triplé au cours des vingt dernières années. Des négociants hardis sont allés là-bas fonder des maisons, et le succès a dépassé leurs espérances. En 1898-1899, ils ont importé pour 5 677 000 piastres, en 1899-1900, pour 6 673 000. Un tel progrès n'a pas été obtenu sans de grands efforts. « Les commis voyageurs allemands, dit un

consul autrichien, pénètrent dans tous les endroits, même les plus éloignés des chemins de fer. On les voit arriver, à dos de cheval, à dos de mulet, dans les vallées les plus reculées de la Sierra Madre, où ils viennent relancer les acheteurs. » En juillet 1899, la Banco Nacional de Mexico a signé un projet de conversion des quatre emprunts extérieurs avec Bleichroeder, la Deutsche Bank et la Dresdener Bank [1]. L'amiral Tirpitz, ministre de la marine, évaluait en 1900 à la tribune du Reichstag, les intérêts des sujets allemands dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales du Mexique, à 200 millions de marks.

L'isthme américain va acquérir une importance singulière, lorsque enfin les navires pourront passer de l'Atlantique au Pacifique sans aller jusqu'au détroit de Magellan. Aussi le commerce allemand prend-il déjà ses précautions. Un consul de carrière (*besoldeter Konsul*) a été établi à Managua sur le trajet probable du futur canal de Nicaragua. Les lignes Hambourg-Amerika et Kosmos assurent les relations avec Hambourg, et près de 4 000 Allemands ont débarqué depuis peu, dans les petits états de l'Isthme, où ils ont vite acquis une grande importance commerciale et sociale. Ils ne se bornent plus à traiter les affaires avec leur pays d'origine : une partie des échanges avec la Grande-Bretagne se fait par leur intermédiaire. En vue des

1. *Économiste français*, 6 février 1901. — *Moniteur officiel du commerce*, 6 juin 1901. — *Handelsmuseum*, 22 novembre 1900.

difficultés monétaires qui enlèvent toute sûreté aux transactions — on a vu le change varier, en quelques mois, de 200 à 75 p. 100, — les Allemands se sont portés de préférence vers les industries agricoles : les capitaux disparaissent, la terre demeure. Et ils possèdent à l'heure actuelle, dans l'Amérique centrale, pour 250 millions de propriétés foncières et pour une somme égale dans les Antilles, principalement à Haïti. Au Guatemala, ils détiennent la moitié des plantations de canne à sucre et de café; ce dernier commerce surtout paraît être l'objet de leur vive sollicitude; entre les frontières du Mexique et celles de la Colombie, 742 000 acres leur appartiennent, où croissent 20 millions de caféiers [1].

IX

L'Empire allemand et l'Amérique latine : Vénézuéla, Bolivie, Chili, République Argentine, Brésil.

L'Amérique du Sud est la patrie des tremblements de terre et des révolutions. Aucune stabilité, ni politique, ni commerciale, des difficultés financières presque insolubles, l'influence chaque jour grandissante du colosse Yankee, enfin, l'antipathie des Latins contre les intrus germaniques : tout semblait contrecarrer les visées ambitieuses de

1. *Export*, 30 mai 1901.

l'Allemagne sur ce pays. Car il y a beau temps que Humboldt l'a exploré, et que les économistes ont prévu l'importance de ces régions pour l'avenir de la race. List, avec son regard pénétrant, prédisait déjà que ces contrées gardaient aux Allemands de plus vastes perspectives que les États-Unis, où les immigrants s'amalgament vite à la population anglo-saxonne.

Et « the ubiquitous German » n'a pas fait mentir le prophète. Aujourd'hui, nous le trouvons dans les républiques de Colombie et de Vénézuéla, où il a donné une impulsion vigoureuse au port de Maracaïbo, à la place de Bolivar, devenue le centre du trafic dans le bassin de l'Orénoque, au mouvement des chemins de fer; et ses intérêts y ont paru assez considérables pour justifier récemment la menace d'une intervention armée. L'Équateur et le Pérou reçoivent bien aussi la visite de l'homme blond; mais il ne se multiplie guère dans ces régions au climat tropical et désolées par les guerres civiles. Le nombre et l'influence des Allemands augmentent avec la latitude. Déjà, en Bolivie, ils sont les maîtres absolus du marché. Leur commerce représentait, en 1898, un cinquième de l'importation, en 1900, il englobe les 5/8, contre 2/8 à l'Angleterre et 1/8 à la France. Une vingtaine de grandes maisons, fortement organisées, règnent en souveraines et exploitent la dépendance où le manque de communications place un prolétariat malheureux de mineurs et d'ouvriers.

« Peu à peu, d'une manière lente mais sûre, l'Allemagne fait ainsi la conquête de l'industrie bolivienne. Quand elle l'aura terminée, elle détiendra la plénitude de l'influence, une complète suprématie matérielle et morale, une colonie acquise sans guerre et sans frais [1]. »

La Bolivie n'a guère de côtes. Au contraire, le Chili, mince bande de terre étendue le long du Pacifique, se prête admirablement aux entreprises des grandes compagnies de navigation. Le commerce des guanos a poussé de ce côté les sociétés brémoises et hambourgeoises. Leurs paquebots ont amené quelques émigrants, dont un certain nombre d'Autrichiens; ces émigrants se sont installés autour du lac de Llanquihue, sur lequel flottent deux navires *made in Germany*; d'autres en Araucanie, où ils ont fondé onze villages, soit en tout 5 000 âmes. Valdivia possède une école allemande; les commerçants et les industriels allemands pullulent à Valparaiso et à Santiago; ils ont monté des distilleries importantes. La Banque pour le Chili et l'Allemagne, et la succursale de la *Deutsche Uberseeische Bank*, établies à Valparaiso, coordonnent leurs efforts et les soutiennent dans les temps de crise. Et les intérêts en jeu valent qu'on s'en occupe : 300 millions de marks, placés dans des maisons de commerce ou des entreprises

1. *Moniteur officiel du commerce*, 7 juin 1900. — *Handelsmuseum*, 13 juin 1901.

industrielles. L'armée chilienne réorganisée par une mission allemande sous les ordres du général de Koerner, a si bien profité de ces leçons qu'elle permet au gouvernement de tenir tête aux prétentions de la République Argentine.

Dans celle-ci, la France et l'Angleterre tenaient autrefois la meilleure place. Les émigrants des provinces basques se portaient de préférence aux rives du Parana, et les capitaux anglais croyaient y trouver un placement sûr. La guerre de 1870, d'une part, et d'autre côté le krach où sombra la maison Baring, portèrent un préjudice sensible à l'influence de ces deux pays. Puis est venue la marée des Italiens, qui a submergé les colons de race française. 100 000 Italiens sont établis aujourd'hui dans les régions de la Plata; les 30 000 Français perdent pied au milieu de ce flot; à plus forte raison les 2 000 ou 3 000 Allemands dispersés entre Santa-Fé et Rosario. La bataille était perdue d'avance sur le terrain de l'immigration. Et le bon Allemand n'a eu garde de l'engager. Il s'est replié sur les grandes villes, y a occupé en sourdine les maisons d'exportation et de commission, la Banque et la Bourse; il est en train d'accaparer le commerce des céréales, et d'expédier sur Anvers et sur Hambourg le blé que les plaines de l'Argentine donnent chaque année par millions d'hectolitres. L'influence anglaise demeure sans doute considérable : sur vingt lignes de chemins de fer, seize appartiennent à des compagnies britanniques. Mais le commerce anglais

décroît avec rapidité, tandis que monte l'importation allemande :

IMPORTATIONS DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE (MILLIONS DE PESOS).
(1 = 5 francs)

	Angleterre.	Allemagne.
	—	—
1890	57,8	12,3
1899	39	12,5
1900	38	16,1 [1]

En 1900 les États-Unis eux-mêmes n'ont importé que pour 11 millions de pesos; l'Italie et la France suivent d'assez loin. Nantis du prestige que donne la victoire, habiles à élucider les questions de change, disposés à concéder aux acheteurs tous les délais et toutes les facilités de paiement, adroits enfin à suivre le goût de la clientèle et à lui offrir ce qu'elle réclame, nos rivaux ont occupé les positions que nous venions d'évacuer. La *Deutsche Uberseeische Bank* a son siège central à Buenos-Ayres ; sous ses auspices, les établissements industriels se sont multipliés ; les usines électriques qui produisent la lumière et la force sont aux mains des capitalistes allemands et fonctionnent avec un matériel venu d'Allemagne. D'Allemagne aussi arrivent les vins et bières, les produits chimiques, les tissus et confections, le papier, les fers, la verrerie. Et il ne faudrait pas mesurer la puissance de l'action germanique à l'étiage des échanges commerciaux ; de toutes parts, des rapports consu-

1. *Deutsches Handels Archiv*, août 1901.

laires sonnent le glas de l'influence française. Les jeunes Argentins venaient autrefois finir leurs études à Paris. Maintenant ils encombrent les Universités d'outre-Rhin, et la langue française, naguère obligatoire dans les écoles primaires de l'Argentine, n'est plus que facultative : elle a été remplacée par l'italien, et par l'allemand [1].

Ceci n'est rien encore. Jusqu'ici, nous avons vu, dans les quatre parties du monde, des essais de mise en valeur. Nous allons assister, au Brésil, à une tentative d'assimilation.

En présence de la formidable natalité germanique, le professeur Wolf, de Breslau, pris de peur et voyant déjà l'Allemagne surpeuplée, écrit : « L'Amérique du Sud est, à plus d'un point de vue, le pays de l'avenir. Il y a plus à y gagner qu'en Afrique. Je saluerais avec joie une politique coloniale et étrangère qui regarderait d'un œil plus attentif vers ces contrées. » L'économiste Schmoller surenchérit : « Nous devons à tout prix souhaiter qu'il se constitue dans le sud du Brésil, un État de 20 à 30 millions d'Allemands, que cet État doive rester partie intégrante du Brésil, qu'il forme un État indépendant, ou qu'il reste dans des relations étroites avec l'Empire [2]. » C'est assez clair. Il ne s'agit plus d'influence, il s'agit d'invasion. Depuis longtemps, de petits groupes d'exilés sont venus se fixer dans les États du Sud, Rio-Grande,

1. *Moniteur officiel du commerce,* 23 mai 1901, supplément 38.
2. J. Wolf, *loc. cit.*, p. 44.

Santa-Catarina, Parana, Sao-Paolo, Minas-Geraes. Dans ce dernier État, la première tentative de colonisation, en 1818, aboutit à un désastre; les immigrants périrent en masse. Cet échec ne fut pas considéré comme un présage funeste. On a mémoire des efforts du baron Hirsch pour canaliser vers l'Amérique méridionale l'exode de ses coreligionnaires polonais, exposés aux rigueurs du gouvernement de Pétersbourg : sujets russes, mais juifs allemands. Une partie de la grosse saignée que l'Allemagne a subie de 1880 à 1890 se dirigea aussi de ce côté, et actuellement encore, des sociétés s'efforcent de détourner, vers ces contrées, le courant de l'émigration, hier encore bien ralenti, mais qui déjà reprend vigueur. Le climat est plus favorable que celui des républiques équatoriales; le gouvernement de Rio, tout au plus capable de vivre, n'impose qu'une suzeraineté assez lâche aux provinces fédérales. Six compagnies de navigation sont en rapport avec l'Amérique du Sud : Hamburg-Amerika, Norddeutscher Lloyd, Hamburg-Sudamerikaniche, Kosmos, Freitas, Hansa. Une association germano-brésilienne s'est fondée à Berlin, où elle publie une revue mensuelle; plusieurs compagnies, en particulier la *Hanseatische Kolonisations Gesellschaft* et la *Sudamerikanische Kolonisations Gesellschaft*, la *Deutsche Siedlungs Gesellschaft Hermann*, pour favoriser l'exportation humaine, achètent dans le Rio-Grande et Santa-Catarina de vastes espaces, les découpent en lots (*Schneize*) et les

cèdent aux immigrants à raison de 40 à 50 marks l'hectare. D'autres fois elles les gardent et les exploitent directement par l'intermédiaire de colons allemands trop pauvres pour faire les frais d'une acquisition. Ces puissantes sociétés s'efforcent simultanément de créer des débouchés au commerce et à l'industrie nationale, et de resserrer les liens entre l'expatrié et la métropole. Tel est aussi le but avoué de l'*Alldeutscher Verband*, de l'*Allgemeiner Deutscher Schulverein*, que nous retrouvons au Brésil, poursuivant la même tâche qu'ils ont entreprise en Autriche : maintien de l'Unité morale du *Deutschtum*.....

Les approximations les plus vraisemblables donnent pour tout le territoire de la République brésilienne, 250 000 à 300 000 Allemands, dont 200 000 groupés dans les provinces du Sud. Je parle d'approximations, car les chiffres précis font défaut; les statistiques du Brésil sont irrégulières et incomplètes; les autorités, plus inquiètes qu'elles ne l'avouent, restreignent volontiers le chiffre officiel des sujets étrangers; enfin, beaucoup se sont fait naturaliser, qui n'en demeurent pas moins les vassaux politiques et économiques de Hambourg et de Berlin. Les femmes sont en grand nombre, car la fusion des races paraît ici difficile, et les mariages mixtes se font rares. La nationalité n'en demeure que plus tranchée, et des rapports multiples avec la mère patrie contribuent encore à la fortifier. Les armateurs allemands et belges, sûrs de trouver

dans le café de Santos du fret de retour, ont organisé des services directs qui touchent, en passant au Havre, à la Corogne, à Lisbonne; peu à peu, ils ont anéanti toute concurrence, et les Allemands règnent en souverains sur le commerce des provinces de Rio-Grande et de Santa-Catarina.

Ils ne sont qu'une minorité dans l'État de Minas-Geraes. Mais plus l'on s'enfonce dans le sud, plus leur nombre s'accroît. Ils apparaissent tout le long de la côte, à Joinville fondé en 1849, à Neudorf, à Blumenau, à Sao-Bento, à Badenfurt, toutes localités où ils constituent de 30 à 90 p. 100 de la population totale. Puis ils pénètrent dans l'intérieur entre la Serra Geral et le Rio Jacuhy; là se trouvent Germania, Hamburgerberg, Santa-Cruz, qui ont leur débouché à Porto-Alegre sur la lagune dos Patos. Un groupe isolé s'est fixé au sud de celle-ci, à Neu-Birkenfeld. Blumenau est la plus importante de ces villes. En 1888, elle accusait 18 000 habitants ; le municipe en compte 40 000 aujourd'hui; et le consul d'Allemagne écrit, candide :

« Sur ce chiffre de 40 000 âmes, environ 30 000 sont des Brésiliens allemands; 8 000 sont Autrichiens; LE RESTE se compose de Brésiliens portugais[1]. »

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce fait invraisemblable au premier abord : c'est que les fonction-

1. *Deutsches Handels Archiv*, mars 1901. — *Questions diplomatiques et coloniales*, art. de M. Hauser, 15 déc. 1899.

naires brésiliens soient obligés, dans toute cette région, de recourir à des interprètes !

En majeure partie, les colons allemands se sont voués à l'agriculture. Ils ont importé avec eux le chou, matière première de l'indispensable choucroute, la pomme de terre ; ils ont planté des vignobles. Ils se livrent à l'élève du bétail et à la fabrication du beurre qu'ils envoient à leur patrie d'origine, ainsi que le manioc, les fèves, le sucre, le rhum et le tabac. Hambourg a reçu de ce chef 8 millions de cigarettes en 1898, sans parler du tabac en feuilles. Les *fazendas* gardent un caractère germanique accentué ; on y voit suspendus des portraits de Guillaume Ier et de Bismarck, et les habitants se réunissent parfois pour célébrer en commun la fête de l'Empereur. Les églises allemandes, presque toutes luthériennes, sont nombreuses ainsi que les écoles. Sans parler des écoles inférieures, il y a une *Realschule* à Porto-Alegre, une *Höhere Lehranstalt* à San-Leopoldo. Le *Waisenhaus* de Taquary recueille les orphelins de race germanique. Les journaux allemands ne se comptent plus ; tous ne se servent pas à vrai dire, de la pure langue de Gœthe et de Schiller ; quelques-uns usent d'un jargon émaillé de portugais, d'anglais et d'italien. L'industrie même se fait de plus en plus allemande. Il n'est guère, dit un consul « de maison ni d'usine qui fonctionne sans capital allemand, ou sans direction et main-d'œuvre germanique ». A Porto-Alegre, de grandes brasseries s'efforcent de

rappeler par la qualité de leurs produits, le goût de terroir de la *Münchner* ou de la *Pilsner*...

Comme en Chine, comme en Turquie, l'Allemand prétend accaparer les transactions financières et les moyens de transport. Les grandes banques allemandes ont « entrepris » l'Amérique du Sud et la Disconto-Gesellschaft de Berlin a pris la tête du mouvement. La banque allemande de Rio avait acquis une telle prééminence sur la place que son directeur fut chargé de la réorganisation de la Banque de la République brésilienne. Des succursales de cette banque existent à Sao-Paolo et à Santos. L'appui prêté par ces maisons au commerce allemand se fait d'autant plus utile, que le Brésil applique aux entreprises étrangères des mesures vexatoires, gêne même l'importation en exigeant des formalités compliquées et coûteuses. Mais grâce à la puissance de l'argent, la finance allemande peut s'assurer des amitiés, et l'intégrité des agents brésiliens doit subir des tentations dangereuses.....

Les chemins de fer demeurent, bien entendu, l'un des gros soucis des maisons allemandes. Elles sont intéressées, pour un capital de 62 millions de marks, à la construction du railway brésilien de Minas. La compagnie hambourgeoise de colonisation a obtenu la concession de la ligne de San-Francisco-Bay à Desterro. Ces entreprises sont de création récente; mais les premiers résultats s'annoncent encourageants. Les Allemands soumissionnent à toutes les adjudications de travaux

publics, battent de loin les Anglais et les Belges; le seul Américain, grâce à son organisation industrielle, arrive à leur tenir tête et à se ménager une part; car il regarde d'un œil irrité les progrès des Allemands en terre brésilienne[1]. Si d'aventure des Français apparaissent, ce n'est qu'à titre de prête-nom. Une société parisienne fut un jour déclarée adjudicataire des tramways de Buenos-Ayres : vite, elle recourut pour l'établissement de la voie et la fourniture du matériel, aux bons offices de l'*Allgemeine Electrizitätsgesellschaft*.

Une loi brésilienne de 1880 a accordé l'éligibilité aux naturalisés et aux non-catholiques. Dès 1887, les Allemands avaient trois députés à la législation de Rio-Grande. La révolution qui a renversé Don Pedro est venue affaiblir l'autorité du pouvoir central et augmenter l'autonomie des petits États. Elle a ainsi accru à nouveau l'influence de l'élément étranger. Si l'envahissement se continue quelques années encore, l'espoir de Schmoller sera réalisé : le Rio-Grande et Santa-Catarina ne seront pas des « colonies allemandes », mais ce seront des « colonies d'Allemands ».

X

L'ambition allemande.

En vérité, à ne regarder que les apparences, on serait tenté de croire à la prochaine réalisation de

1. *Export*, 4 juillet 1901.

ce rêve : une *Pax germanica* à l'ombre de laquelle vivrait l'univers, et où un nouvel Auguste fermerait le temple de Janus. Bientôt un immense empire commercial et industriel s'étendrait de Hambourg à Trieste, de Kœnigsberg à Rotterdam. « On verra, dit le président de l'*Alldeutscher Verbund*, le Dr Hasse, on verra croître encore le chêne impérial et de l'Empereur allemand sortira l'Empereur des Allemands. » — « Alors, a écrit Treitschke dans une lettre récemment publiée, lorsque le drapeau de l'Allemagne couvrira et protégera cet immense empire, à qui appartiendra le sceptre de l'univers? Qui imposera ses volontés aux autres nations, affaiblies ou en décadence? N'est-ce pas l'Allemagne qui aura la mission d'assurer la paix du monde? La Russie, colosse immense et en formation, aux pieds d'argile, sera absorbée par ses difficultés économiques et intérieures. L'Angleterre, plus forte en apparence qu'en réalité, verra sans doute ses colonies se détacher d'elle et s'épuisera en des luttes stériles. La France, toute à ses discordes intestines et aux luttes des partis, s'enlisera de plus en plus dans une décadence définitive. Pour l'Italie, elle aura assez à faire si elle veut assurer un peu de pain à ses enfants... L'avenir appartient donc à l'Allemagne, à laquelle viendra se joindre l'Autriche, si elle tient à vivre. »

Tout un monde va s'éveiller sous l'haleine de la civilisation germanique. Les vieilles cités secouent leur linceul; les déserts rompent leur éternel

silence, pampas de l'Amérique méridionale, hauts plateaux de la Mongolie, brousse soudanaise, plaines de Mésopotamie, cimetière des empires où la poussière est faite d'ossements. L'homme plonge dans leurs flancs pour en extraire les trésors de richesse et d'énergie accumulés au cours des âges préhistoriques. Les chemins de fer enserrent le globe dans un filet à mailles étroites, le golfe Persique est à quelques jours de Berlin, les *globe-trotters* vont pouvoir se rendre de Paris à Pékin par la voie de terre. Les ports se creusent et les côtes s'animent : au bord des lagunes brésiliennes, des rades de l'Afrique australe, des golfes chinois, des villes surgissent, armées de toutes pièces, pourvues de conduites d'eau et de canalisations électriques, de bains et de tramways ; leurs théâtres jouent les pièces de Schiller et de Hauptmann, leurs Universités calquent leurs programmes sur les programmes de Leipzig ou de Munich. D'admirables bibliothèques tiennent à la disposition des lecteurs tous les chefs-d'œuvre de la pensée allemande. Cependant, les paquebots de Brême et de Hambourg entrent dans le port; ils se rangent à quai, où d'énormes grues électriques vont chercher, dans les profondeurs de leurs cales, les ballots d'étoffes saxonnes et les pièces démontées envoyées par Essen. Non loin, sur la place publique, des soldats s'exercent à la *Parade Marsch* : ils ont des fusils Mauser, leurs uniformes viennent d'Allemagne ainsi que leurs casques, leurs chaussures et leurs buf-

fleteries. Le géant qui les commande du haut de sa barbe rousse, est né entre Rhin et Vistule. Là-haut, au-dessus du port, les canons fondus chez Krupp allongent leurs volées menaçantes; près du môle, le stationnaire sommeille sur ses ancres, entouré d'une division de torpilleurs aux formes effilées, recouverts d'une peinture gris bleu; et les officiers de marine, en passant, reconnaissent la signature des chantiers Vulcan. Hors barrière, les trains circulent dans la campagne, verdoyante de cultures, et où, çà et là, se dressent les hautes cheminées fumantes d'une usine; la banlieue franchie, ils s'enfoncent dans des districts inexploités, dans des forêts vierges, où l'homme n'a défriché que la largeur de ses rails. Le convoi serpente sous le dôme des arbres séculaires, à travers le fouillis des lianes, aux cris effarés des oiseaux. Il stoppe : c'est le terminus de la ligne. Une équipe d'ouvriers indigènes travaille à des terrassements, sous l'œil bleu-faïence des contremaîtres à la lourde carrure. Un ingénieur est descendu de wagon : cartes et profils en main, il étudie le tracé de la voie qui doit parcourir cette région encore neuve.....

CHAPITRE V

Aujourd'hui.

I

Les dangers d'une croissance trop rapide.

Ainsi songe l'Allemand, aux heures de loisir, dans ces longues après-midi des jours de fête, si propres à la réflexion. « La réflexion, dit Mme de Staël, calme les autres peuples; elle surexcite l'Allemand. » Il rêve à perte de vue; il entrevoit Germania dominant le monde, comme la statue colossale du Niederwald aux bords du Rhin; il aperçoit l'univers incliné avec respect devant la force et la richesse allemandes, les terres constellées de Petites Allemagnes, entre lesquelles courra le sentiment d'une origine commune et la volonté de rester unies. Tel est le thème habituel de ses méditations; la langue allemande, d'un mot iro-

nique, les qualifie « d'idées du dimanche », *Sonntagsideen*.

Ces idées du dimanche, les jours que l'Allemagne a vécus paraissaient les légitimer. A regarder le point de départ et à mesurer la distance franchie; à comparer l'Allemagne de 1870 et celle de 1900, les ouvriers ont le droit d'être fiers de leur œuvre. Peut-être leur enthousiasme s'abuse-t-il sur sa solidité. Quelques craquements se sont fait entendre; il semble que sous cette énorme masse le terrain glisse et çà et là s'affaisse. Les pessimistes dénoncent le disparate des matériaux hétérogènes dont on se servit pour aller plus vite; ils sollicitent de nouvelles mesures pour étayer les murailles et prévenir les éboulements; tout au moins, avant de songer à construire de nouvelles annexes, voudraient-ils affermir la stabilité de l'édifice et en rétablir l'équilibre.

L'Allemagne a-t-elle suffisamment éprouvé ses forces, et vu de quoi elle était capable? A-t-elle examiné si elle pouvait faire face à la fois aux nécessités de l'expansion « mondiale », et aux dangers d'une situation continentale? A-t-elle un tempérament assez formé, une santé assez robuste, pour que le développement de son bras droit — l'industrie — ne devienne pas une cause d'atrophie pour son bras gauche — l'agriculture? A-t-elle enfin pesé mûrement au nom de quel principe elle parlera sur la scène du monde, et son Credo est-il assez net, sa foi assez une pour lui permettre de

mobiliser les influences religieuses et de revendiquer la protection d'une vaste clientèle confessionnelle?

La France parle au nom de trente-huit millions de catholiques. L'Angleterre a pu détenir, pendant un demi-siècle, le sceptre du monde économique : île peu accessible, elle est condamnée à chercher dans l'expansion commerciale la satisfaction de ses désirs. La jeune Union américaine peut prendre l'offensive, offrir d'une main ses céréales et ses bestiaux, de l'autre les objets fabriqués et les produits de l'industrie : elle possède à la fois des terres fécondes, vierges en partie, sur une superficie égale à celle de l'Europe, et des richesses métallurgiques et minières, des facilités de communication que le vieux monde ignore. Mais l'Empire allemand est tout ensemble catholique et protestant; il aspire à devenir la première des puissances maritimes, mais il ne peut se dérober au rôle d'un grand État continental. L'industrie et le commerce ont pris un essor inouï, et l'agriculture se débat au milieu de difficultés que chaque jour vient accroître. L'Empire devait assurer le bonheur de tous, et le malentendu s'aggrave entre les classes « dirigeantes » et le prolétariat. L'Allemagne ressemble à ces athlètes qui à force d'exercer un seul côté, présentent des déviations, presque des difformités.

II

L'influence religieuse de l'Allemagne. — Le Centre catholique. — L'Union évangélique.

La France, l'Italie, l'Espagne, dans leur grande majorité, professent une même religion et reconnaissent un même dogme. En Russie, la foi orthodoxe est un lien national, inséparable de la conscience du peuple formé à l'ombre de la croix grecque dans la haine du Turc, du Polonais, de l'Allemand : « toute entreprise russe a le caractère d'une croisade ». Même l'Angleterre, malgré la renaissance d'une minorité catholique, demeure la terre classique de l'antipapisme. L'Allemagne n'offre pas la même unité. Elle compte un tiers de catholiques et deux tiers de protestants. Le prince appartient à la religion réformée, et le gouvernement s'est toujours fait remarquer, de la Réforme au Kulturkampf, par ses traditions hostiles à l'Église romaine. La majorité du peuple affiche une défiance ombrageuse à l'égard de la Papauté latine et des théories ultramontaines. Et par une évolution étrange, la minorité catholique, hier persécutée, est aujourd'hui devenue le meilleur appui de la politique impériale. Mais en retour de ses services parlementaires, le Centre réclame la protection de l'État pour les missionnaires de sa

confession : très imbu de sa haute mission, il se considère comme l'avant-garde du catholicisme dans le monde, il regarde d'un œil de mépris la tiédeur française et la superstition italienne. Les chefs, M. Lieber en tête, ont insinué à Guillaume II de s'ériger en protecteur de l'Église, pour la glorification de la foi chrétienne et le prestige moral de l'Empire.....

Léon XIII ne s'est pas laissé persuader. Il a affirmé le rôle de la France dans l'Encyclique *Aspera Rerum Conditio*; il l'a maintenue dans sa lettre du 20 août 1899 au cardinal Langénieux; hier encore la cour de Rome intervenait auprès du gouvernement français en faveur des religieux latins massacrés au parvis des Lieux-Saints par des moines grecs fanatiques. C'est encore la France qui incarne, aux yeux de l'univers, les intérêts catholiques et qui les défend. En terre musulmane, païenne ou bouddhiste, aux Échelles du Levant, aux régions équatoriales et au cœur des provinces chinoises, ses prêtres et ses religieuses propagent la doctrine, et ses diplomates, ses consuls, n'ont pas cessé de les assister : « l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation ». Le nom de Français demeure lié à la notion de chrétien et de catholique ; les contrées qui reçurent les missionnaires ne peuvent se rendre à l'idée qu'il existe des puissances chrétiennes en dehors de la France. Lorsque les alliés envahirent le Tché-Ly et marchèrent sur Pao-Ting-Fou, tous les villages chinois, à l'aspect des

Anglais, des Allemands ou des Américains, retentirent de ce cri : « Voilà les Français! »

Guillaume II est allé à Jérusalem, en protecteur des établissements allemands de la Terre-Sainte. Il a offert discrètement à nos pauvres religieux de leur venir en aide, et il s'est attiré cette réponse du P. Wiart, ancien soldat de 1870 : « La Trappe de Palestine restera française ou elle ne sera pas. » Les Pères de Steyl ont fondé le *Palästina-Verein*, et redoublent de zèle dans le Chan-Toung : mais la patrie de Luther, mère et nourrice de la Réforme, ne saurait fléchir le genou devant le Souverain Pontife. Il n'est pas encore si loin, le jour où l'ex-moine augustin brûla, sur la place de Wittemberg, les décrétales des Papes et les livres du droit canonique. Les pasteurs de l'Union évangélique en ont gardé la mémoire. Ils répètent que si la propagande française a conquis des peuples à la communion catholique, l'apostolat germanique saura en amener à l'esprit de libre examen; et pour prouver la force d'expansion de la doctrine, ils citent les succès des prédicants anglais en Algérie, et à Madagascar, en dépit de la domination française. Le Chef de l'Église réformée sortirait de son rôle, à vouloir s'ériger en protecteur de tous les chrétiens. « Le souverain de l'Allemagne, qu'il le veuille ou non, représente le principe et la force protestante[1]. »

1. R. Pinon, *La Chine qui s'ouvre*, p. 127.

Peut-être les ministres réformés s'exagèrent-ils la valeur de cette force. Les convertis arabes ou sakalaves sont avant tout des révoltés contre l'influence française. « Le grand acte religieux de l'Allemagne est une séparation, non une conquête. Par la Réforme elle a changé son culte, elle ne l'a pas étendu. Et comme elle est, de toutes les races protestantes, la plus raisonnante, qu'elle dépense son activité en théories contentieuses et que dans ces disputes son christianisme laisse de plus en plus échapper le divin, il n'est pas probable que dans l'avenir le zèle protestant multiplie davantage ses œuvres[1]. »

« L'Évangile de la personne sacrée de l'Empereur » peut être, à la rigueur un système de conduite politique : il ne saurait passer pour une doctrine religieuse. La croyance protestante offre-t-elle au monde un tout harmonieux, des commandements précis, qui aient chance d'être accueillis par l'intelligence atrophiée d'un nègre, par des musulmans, c'est-à-dire par des hommes « résignés à la volonté de Dieu », par les sectateurs de Çakia-Mouni? La tendance à restreindre le dogme pour étendre la prédication morale n'affaiblit-elle pas son influence et son action? Le catholicisme, malgré, ou peut-être à cause de ses préceptes immuables, s'est révélé universel, et a recruté des adeptes dans toutes les nations. Le protestantisme

1. Étienne Lamy, *La France du Levant.*

a-t-il en lui la même vertu mystérieuse et le même secret d'attraction? « Cette foi raisonneuse, le plus grand commun diviseur des peuples, qui tend à l'exaltation du moi, est un culte d'aristocratie et ne s'adresse qu'à une élite. » Aux écoles d'Orient, elle a pu se targuer de quelque supériorité scientifique; elle n'a pu atteindre à la vertu éducatrice que donnent à d'humbles religieux, hommes ou femmes, l'esprit de sacrifice et de renoncement. C'est encore pourquoi la charité catholique est d'essence supérieure à la compassion protestante. Si cette dernière « entend le cri de la douleur, elle manque d'ordres religieux pour la secourir »[1]. Ces lignes sont, il est vrai, d'un publiciste français. Voici maintenant un témoignage désintéressé, je crois, celui d'un Anglais, sir Robert Hart, commissaire impérial des douanes chinoises, auquel trente années de séjour en Extrême-Orient donnent une valeur toute spéciale. Après avoir rendu hommage aux missionnaires et surtout aux sœurs catholiques, sir Robert Hart ajoute :

« Les protestants travaillent dans le même sens, mais leurs efforts sont caractérisés par une sorte d'individualisme, quelque chose qui ressemble plus à la concurrence qu'à l'action combinée. Tous sont zélés et consciencieux; peut-être la confiance qu'a chacun d'eux dans la supériorité incommensurable de son Église et de ses dogmes, de sa méthode et

1. Étienne Lamy, *La France du Levant.*

de son enseignement, l'empêche-t-elle d'apprécier à leur juste valeur la puissance de l'effort commun, la continuité et la sûreté de marche que donne une bonne organisation. Des points insignifiants de différence doctrinale, les nuances sociales entre les individus, et parfois la disparition subite, çà et là, d'un homme excellent qui quitte le champ des missions pour une autre carrière, ne sont pas sans effet sur l'opinion des indigènes à leur égard. Et cependant tous ont le zèle apostolique et possèdent une âme généreuse, et tous travaillent dans la vigne du Seigneur[1]. »

Quels que soient leur foi et leur zèle, ils visent surtout à conquérir des vassaux politiques à la faveur de la propagande spirituelle. Aux portes mêmes de l'Allemagne, l'ardeur des pangermanistes et les efforts des consistoires rallient sans doute quelques convaincus sincères, mais surtout des déserteurs intéressés, incroyants de tout ordre qui couvrent une évolution politique sous le voile d'une abjuration religieuse. La masse du peuple d'Autriche demeure fidèle à la foi de ses pères. Ses évêques et ses prêtres aperçoivent nettement le péril, et mettent leurs ouailles en garde contre les tentatives du loup devenu berger. « Ne nous laissons pas abuser par les mots, a dit naguère l'archiduc héritier dans une réunion du *Schulverein* catholique de Vienne. Rupture avec Rome ne signifie

1. Sir Robert Hart : *La Chine, les réformes et les Puissances* (*Revue de Paris*, 1er mai 1901).

pas autre chose que : rupture avec l'Autriche : « *Los von Rom bedeutet : Los von Oesterreich !* »

La Réforme s'est acclimatée chez les peuples du Nord : jamais, depuis la grande rupture, elle n'a pu entamer le bloc des races catholiques. Loin de faire reculer le catholicisme, presque partout elle recule devant lui. Et si d'aventure l'Empereur allemand, pour obéir aux suggestions de son mysticisme et aux invitations de M. Lieber, s'avise de s'ériger en protecteur des religieux catholiques, des voix s'élèvent, lui rappellent qu'il est le Chef de l'Église évangélique et le défenseur de la liberté de penser. Ainsi l'action religieuse de l'Allemagne dans le monde oscille entre deux pôles et louvoie entre deux partis. Elle est condamnée à ne mécontenter personne, et reste impuissante à satisfaire tout le monde. Elle manque d'une base solide. Aux catholiques allemands, qui se recommandent de la bienveillance impériale, on pourra toujours rappeler le *Kulturkampf*; devant les pasteurs, qui prétendent parler au nom d'une foi nationale, on pourra toujours évoquer les souvenirs de la « Petite Excellence », le nombre et le rôle des catholiques dans l'Empire. N'est-il pas à craindre qu'en face de pareilles contradictions, les incrédules, devenus sceptiques, ne renvoient dos à dos les uns et les autres?

III

La politique commerciale de l'Allemagne. — Ses hésitations à l'heure actuelle. — Noblesse agrarienne et bourgeoisie industrielle. — Le *Bund der Landwirte*, et les Chambres de commerce. — Le nouveau projet de tarif douanier et ses conséquences.

A défaut de catéchisme uniforme, l'Allemagne possède-t-elle un programme d'action qui rallie tous les suffrages? L'accord est-il fait sur les destinées naturelles de l'Empire? Il n'en est rien; ici encore de profondes divergences creusent un large fossé entre les partisans de l'expansion mondiale et les défenseurs d'une politique plus recueillie et plus prudente, aux visées moins universelles, mais aux résultats plus positifs.

M. de Bismarck apparaît, non sans raison, comme le type du Prussien féodal et aristocratique. Ce petit *junker*, poussé en terre brandebourgeoise, fut d'abord un réactionnaire fougueux. Il géra les affaires de la Prusse des hobereaux, et ce fut avec l'aide de leur épée qu'il releva l'Empire d'Allemagne. Les hobereaux comptaient bien que cet Empire, en retour d'un tel service, demeurerait leur chose et leur monopole. Ils s'imaginèrent la société impériale à l'image de l'armée dont ils constituaient les cadres. Mais leur calcul négligeait une inconnue, la bourgeoisie allemande. Et cette inconnue se dégagea vite. Elle avait, elle

aussi, fait la campagne de France, elle avait donné son sang pour la patrie, et elle voulut, à son tour, toucher le prix de ses services; elle ne se résignait pas à la misère glorieuse des années 1872 à 1875. L'impérialisme anglais naquit de la rivalité entre les lords, possesseurs du sol, et la classe moyenne, qui rompit toutes les barrières protectionnistes pour se ruer à la curée du monde. L'impérialisme germanique, conquérant d'abord et belliqueux, se transforma, sous la pression des classes industrielles, en un système d'exploitation et d'expansion pacifiques. M. de Bismarck lui-même dut suivre le mouvement. Les seigneurs de la Prusse conservèrent leurs grades et leurs fonctions; mais les usiniers, les commerçants disposèrent au Reichstag d'une influence de plus en plus notable. Ils orientèrent l'Allemagne vers le dehors, la lancèrent dans la *Weltpolitik*. Ils inaugurèrent le règne de l'impérialisme mercantile. L'Empire militaire se trouve, par une singulière anomalie, aux prises avec une société bourgeoise. Qui l'emportera, de celle-ci ou de celui-là? De cette lutte dépendent les destinées de l'Allemagne.

La politique du gouvernement de Berlin a paru depuis dix années se régler sur l'essor économique du pays. Toutes les mesures visèrent à aménager la vieille gentilhommière, la chaumière du *Bauer*, n usine ou en atelier. A l'extérieur comme à l'inérieur, toutes les ressources de la finance et de la iplomatie ont été mises au service de l'industrie

exportatrice. La législation s'est adaptée aux exigences de la grande fabrication et des transports internationaux; les tarifs protecteurs, derrière lesquels l'industrie a pu croître et se fortifier, ont contribué à orienter l'Allemagne dans cette voie nouvelle. Lorsque ces tarifs devinrent une gêne, on les remplaça par des traités de commerce, qui, en retour de facilités accordées aux exportateurs allemands, admettent dans une certaine mesure, sur le marché intérieur, la concurrence des pays neufs. Ainsi, d'un côté, on a poussé à la rupture définitive du vieil équilibre entre les populations industrielles et agricoles : mus par l'espoir de s'élever à une situation meilleure et à des salaires plus élevés, dégoûtés du travail des champs, aspirant à une prétendue « indépendance », les ouvriers de la terre émigrent vers la ville qui les engloutit, vers l'usine qui les consume. D'autre part, l'agriculture nationale, accablée de charges et criblée de dettes, n'a pu résister à l'invasion des produits alimentaires importés de l'étranger. Elle travaille à perte, et, si l'on n'y prend garde, elle sera vite descendue au niveau de l'agriculture anglaise. Cependant, les industriels réclament à grands cris de nouveaux débouchés, soit sur le continent, soit au delà des mers. Les uns prônent le Zollverein gigantesque, la fédération volontaire ayant pour but la mise en valeur de l'Europe du sud-ouest[1].

1. *Gegenwart*, 23 juillet 1898.

Les autres ont conduit l'Allemagne à Kiao-Tchéou et à Pékin, au nom de la Croix et du gantelet, mais aussi dans l'intérêt des métallurgistes, des manufacturiers et des banquiers!

Entre la noblesse agrarienne et la classe industrielle existe plus qu'une opposition de principes, il y a hostilité d'intérêts. Le pavillon national flotte aujourd'hui sur toutes les mers du globe, les transactions commerciales dépassent celles de tous les autres pays, l'Angleterre exceptée. Mais les campagnes se dépeuplent, et la population agricole, dont le Centre fait valoir l'utilité sociale et la stabilité, décroît de jour en jour. La rente de la terre baisse; çà et là, elle atteint à peine 1 p. 100. L'évolution industrielle, d'apparence si brillante, conduit, disent les agrariens, à une diminution de force défensive. D'abord, le paysan est un meilleur soldat que l'ouvrier. En outre, il faudrait, à tout prix, empêcher l'Allemagne de sacrifier ses champs à son industrie, et d'acheter sa subsistance dans tout l'univers. Il faut des barrières défensives qui abritent l'agriculture contre l'invasion des concurrents plus favorisés. Sinon, l'Empire se trouvera à la merci d'un blocus, ou de simples mesures douanières. « La nation normale, pensait List, est celle qui non seulement peut pourvoir à sa défense, mais peut aussi, grâce au développement harmonieux de son agriculture et de son industrie, vivre de ses propres ressources, sans avoir besoin de solliciter pour sa subsistance le concours de l'étran-

ger. » Telle est la formule de la *Geschlossene Volkswirtschaft*, de l' « autonomie économique ». L'idéal de ce système serait un Empire retranché derrière ses douanes, où rien n'empêcherait d'ailleurs l'exportation industrielle, mais où des mesures prohibitives arrêteraient l'importation des blés et des viandes qui dépriment les revenus fonciers.....

Agrarstaat, oder Industriestaat? État agricole ou État industriel? Ce mot, dont on a tant usé et abusé, depuis que le professeur Wagner le prononça pour la première fois en 1894, a suscité des travaux innombrables et de bruyantes polémiques. Au congrès évangélique de Leipzig en 1897, le professeur Oldenberg de Marburg lut une étude intitulée : *Deutschland als Industriestaat*, où il s'érigeait en apôtre de la *Selbstständigkeit*, de l'indépendance économique. « Personne ne semble prendre garde que notre édifice national n'est plus solide sur ses fondations. L'étage supérieur, l'industrie, repose normalement sur le rez-de-chaussée, l'agriculture. Sinon, il flotte dans les airs, à peine soutenu par des colonnes qui reposent elles-mêmes sur un sol étranger, et qu'une volonté étrangère peut faire crouler d'un jour à l'autre; ces colonnes, c'est le commerce d'importation qui les représente[1]. » Des économistes comme Conrad et Schmoller n'ont pas contredit.

Weltwirtschaft oder Volkswirtschaft? Politique

1. Voir Julius Wolf, *Das deutsche Reich und der Weltmarkt*, p. 7 et suiv.

impériale ou politique nationale? répliqua le professeur Dietzel. Et il se prononça nettement pour la première. La majeure partie de l'Allemagne pense de même, et le témoigne chaque jour par d'innombrables livres, brochures ou articles, qui tous invoquent l'appui des statistiques et l'éloquence des chiffres.

Pour fermer toutes nos portes, disent les partisans de la *Weltwirtschaft*, il faudrait d'abord que l'Allemagne puisse suffire à ses besoins. Est-ce donc notre cas? En aucune manière. La production agricole de l'Allemagne est très loin, même dans les bonnes années, de couvrir la consommation nationale. Elle progresse il est vrai, de façon assez sensible :

PRODUCTION DE CÉRÉALES EN ALLEMAGNE (MILLIERS DE TONNES).

	Seigle.	Froment.	Orge.	Avoine.
	—	—	—	—
1881.......	5 466	2 065	2 079	3 770
1885.......	5 842	2 608	2 264	4 358
1890.......	5 867	2 831	2 283	4 913
1895.......	6 595	2 807	2 411	5 252
1896.......	7 232	3 008	2 317	4 968
1897.......	6 932	2 913	2 242	4 871
1898.......	7 532	3 292	2 514	5 780
1899.......	8 675	3 847	2 983	6 882
1900.......	8 550	3 841	3 002	7 091 [1]

Mais la consommation a crû plus vite encore. Elle a presque doublé en vingt années. L'Alle-

1. Conrad, *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, t. IV. — *Économiste français*, 23 février 1901. — *Export*, 17 janvier 1901.

magne consommait, en 1879, avec 44 600 000 habitants, et en 1899, avec 55 millions :

(MILLIERS DE TONNES)

	Seigle.	Froment.	Orge.	Avoine.
	—	—	—	—
1879........	5 401	2 303	2 080	3 664
1899........	8 454	5 145	3 906	6 386 [1]

Le seigle et l'avoine indigènes suffisent à peu près aux demandes. Le blé et l'orge accusent en revanche de gros déficits. Et pour tous les quatre, d'ailleurs, l'importation augmente, tant pour subvenir aux besoins du marché que pour combler des vides faits par la réexportation ou par la consommation industrielle.

IMPORTATIONS DE CÉRÉALES EN ALLEMAGNE (MILLIERS DE TONNES).

	Seigle.	Froment.	Orge.	Avoine.
	—	—	—	—
1894........	681	1 280	1 183	681
1895........	887	1 537	971	887
1896........	974	1 493	1 246	974
1897........	895	1 289	1 309	1 246
1898........	728	1 663	1 302	1 209

En 1899, le chiffre net des importations de céréales (réexportation déduite) fut de 2 892 000 tonnes. Si l'on prend pour base le rendement moyen des dix dernières années, il faudrait à l'Allemagne pour produire tout ce qu'elle consomme, 1 620 000 hectares de nouvelles emblavures. Or, de 1882 à 1895, malgré des défrichements coûteux,

1. *Export*, 17 janvier 1901.

le progrès annuel des surfaces ensemencées n'a été que de 50 000 hectares à peine — 649 000 hectares en treize ans. De ces terrains, beaucoup se sont montrés impropres à la culture des céréales. Et si l'on remarque que les terres incultes se font de plus en plus rares, si l'on fait entrer en ligne de compte la marche effrayante de la population, qui s'accroît chaque année de 800 000 bouches, n'est-on pas fondé à dire que l'Allemagne ne pourra jamais avec ses seules ressources, assurer à ses enfants le pain quotidien?

Pour le bétail aussi, d'énormes progrès ont été réalisés. Le nombre des animaux de race bovine s'est élevé, entre 1883 et 1900, de 15 millions de têtes à 18, celui des porcs, de 7 millions à 16, celui des chevaux de 3 522 000 à 4 180 000. L'élève du mouton, seule, s'est restreinte depuis que la laine d'Australie vient déprécier le produit des mérinos allemands : 25 millions de têtes en 1883, 9 millions 1/2 en 1900. Mais l'Allemagne importe encore bon an mal an, de 250 000 à 300 000 bœufs, 100 000 porcs, 80 000 à 90 000 chevaux [1].

Si maintenant, l'on ajoute à l'importation des céréales l'importation des autres produits alimentaires, soit pour l'année 1899, la viande fraîche, 64 millions; — les œufs et volailles, 96 millions; — les produits animaux de tout ordre, 563 mil-

1. *Revue de statistique*, 16 juin 1901.

lions, on arrive à des chiffres qui donnent à réfléchir [1] :

IMPORTATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN ALLEMAGNE
(MILLIONS DE MARKS).

1890	1 397	1898	1 819
1895	1 389	1899	1 728
1897	1 614		

Et c'est à ce moment que l'on vient proposer, au nom des intérêts agrariens, de ceindre l'Allemagne de douanes, afin de réserver « le marché national aux produits nationaux! » Mais l'isolement serait pour elle une diminution de son énergie vitale, de sa capacité à soutenir la concurrence vis-à-vis des autres peuples! Que l'on ferme les frontières aux blés et aux viandes d'Amérique ou d'Argentine : la conséquence d'une telle mesure sera un renchérissement de la vie, une augmentation des salaires; de là, une charge nouvelle pour beaucoup d'industries qui ont déjà de la peine à vivre. En définitive, ce serait une prime à l'élevage du bétail et à l'emblavure des terres, payée à ces Messieurs de la Silésie ou de la Vieille-Prusse. D'ailleurs, les États lésés useront de représailles : ils tiennent en réserve des mesures prohibitives contre les produits fabriqués allemands, le jour où le Reichstag s'avisera de voter le relèvement des droits de douane : autant de marchés perdus pour

1. *Preussische Jahrbücher*, février 1898 : *Deutschland und der Weltmarkt*. — *Contemporary Review*, juillet 1901. — Conrad, *Beiträge zur neuesten Handelspolitik*, 1er vol. Leipzig, 1900. — *Export*, 24 janvier 1901.

l'exportation, autant de perspectives de chômage, de crise et de misère ! Non. Que l'on déplore, si l'on veut, l'évolution actuelle : elle découle des circonstances, et l'on ne remonte pas à volonté les courants naturels. Bon gré, mal gré, le vent souffle à l'industrialisme, et la vraie force de l'Allemagne réside dans son commerce d'exportation. Il lui faut exporter les produits de ses mines et de ses usines, afin de payer les denrées alimentaires qu'elle doit importer pour se nourrir, et afin de se procurer des matières premières, pâture indispensable de ses manufactures et de ses hauts fourneaux. Et l'appétit des machines est insatiable. Elles réclament en 1899, pour 220 millions de marks de laine, pour 120 millions de métaux et minerais, pour 200 millions de coton, 100 de soie, 130 de produits et engrais chimiques, 80 de bois et produits forestiers, au total plus de 2 milliards 1/2 de marks [1]. Le marché allemand est solidaire du marché universel. L'Allemagne produit des enfants trop nombreux et se voit contrainte de leur fournir du travail. Elle importe les matières premières, exporte les objets fabriqués. Ainsi naît l'État industriel, et celui-ci, s'il est jeune et vigoureux, inaugure à son tour l'ère de la politique mondiale : vous avez l'impérialisme [2].

Et ce ne sont pas là des disputes platoniques de théoriciens. Les traités de commerce qui régissent

1. *Preussische Jahrbücher*, février 1900.
2. J. Wolf, *loc. cit.*, p. 4.

les rapports de l'Allemagne avec les plus grandes puissances arrivent à terme en 1903. Faits de concessions mutuelles, ils ouvraient de larges perspectives à l'industrie. Doivent-ils être renouvelés? Ou faut-il, à l'instar de la France, leur substituer le régime du double tarif, maximum et minimum? Avant de prendre une décision aussi grave, l'Allemagne se recueille pour ne rien laisser au hasard. Elle aperçoit d'un côté, le péril de tarir les sources de la production nationale et elle voit, non moins clairement, le danger des barrières douanières qui arrêtent l'activité des échanges. Depuis longtemps les journaux économiques publient une rubrique spéciale : « La réforme des tarifs de douane ». Agriculteurs, chambres de commerce, grands entrepreneurs industriels, financiers, municipalités donnent leur avis. Dans cette gamme d'opinions diverses, la note aiguë est fournie par *le Bund der Landwirte* (Ligue des Agriculteurs), qui en assemblée générale a voté la motion suivante :

« L'Assemblée générale du Bund der Landwirte déclare que le sort de l'agriculture allemande dépend du nouveau tarif douanier et des futurs traités de commerce. Cette agriculture ne résisterait pas à une seconde période aussi funeste que la précédente à ses intérêts vitaux. Elle doit donc réclamer, à l'occasion du nouveau règlement de nos relations commerciales, une protection judicieuse de tous ses produits, et suffisante pour lui garantir un succès durable dans toutes les conjonctures. Le

tarif devra être combiné de manière à maintenir les prix moyens des deux décades 1870-1880 et 1880-1890; ce sera là un minimum qui ne devra pas être franchi, et ne devra même être concédé qu'en retour d'autres concessions. Pour les pays qui traitent défavorablement l'Allemagne il faudra appliquer un tarif général suffisamment élevé. Il faut rejeter tous les encouragements au commerce des produits étrangers, remises de droits, réductions de tarifs, etc., qui affaiblissent d'autant l'effet du droit de douane [1]. »

Et le *Deutscher Landwirtschaftsrat* (Conseil supérieur de l'agriculture), réclame également un double tarif et des droits élevés sur les céréales. Un tel langage n'a rien de surprenant dans la bouche de grands propriétaires, représentants officiels de l'agriculture. Mais voici le *Central Verband* des industriels allemands. Il ne dissimule pas la complexité de la situation et, avec une impartialité rare, ou une prudence avisée, il appuie en quelque manière les observations des Oldenburg, des Limburg-Stirum, des Kanitz :

« En ce qui concerne la politique douanière de l'Empire, l'Assemblée s'en tient aux déclarations faites par le bureau dans la séance du 19 septembre 1900. Elle considère la conclusion de traités d commerce pour un délai aussi long que possible, c mme absolument nécessaire pour la vie écono-

. *Handelsmuseum*, 14 février 1901.

mique de l'Allemagne. Ces traités devraient être stipulés de manière que toutes les branches de l'industrie conservent une protection proportionnée à leurs besoins et à l'intérêt du bien-être général. En particulier, l'Assemblée reconnaît que la situation actuelle de l'agriculture allemande exige un relèvement suffisant des droits sur les céréales; mais elle compte que ce relèvement sera conciliable avec le bien de tous, et n'empêchera pas la conclusion de traités de commerce à long terme[1]. »

Viennent ensuite les chambres de commerce. Celle de Stuttgart tient un langage à peu près identique.

« Étant donné la situation politique, la Chambre, dans sa séance du 10 juillet 1900, s'est exprimée de manière à ne pas combattre le relèvement des droits sur les blés de 35 à 40 marks par tonne. Mais l'agitation actuelle, méthodique, qui vise à faire doubler tous les tarifs applicables aux produits agricoles, va droit à empêcher la conclusion de traités de commerce. Or, l'intérêt général et la situation économique de l'Empire font une loi de s'associer au mouvement du marché mondial et, dans ce but, d'obtenir des traités de commerce stables. Le profit problématique qui résulterait — pour un groupe restreint — d'une telle élévation de droits, ne serait pas en rapport avec le mal qu'elle causerait à l'industrie, au commerce, ni

1. *Handelsmuseum*, 14 février 1901.

avec les charges qu'elle imposerait aux consommateurs. Donc, le droit ne devra jamais dépasser celui du tarif de 1887 : 50 marks, et ne pas empêcher la conclusion de traités de commerce à longue portée[1]. »

Après les industriels de l'Allemagne du Sud, voici ceux des bords du Rhin. La Chambre de commerce de Heidelberg examine de près la situation et conclut :

« La Chambre estime qu'une amélioration du sort des agriculteurs est dans l'intérêt même de l'industrie et du commerce... Mais elle croit aussi qu'un relèvement des droits de douane sur les céréales n'apporterait pas le profit espéré à la grande masse des petits et moyens cultivateurs, si dignes d'intérêt, qui sèment à peine de quoi suffire à leur consommation, et doivent acheter de la nourriture pour leurs bestiaux — car l'élevage est la vraie source de leurs revenus. Il profiterait seulement à ces grands propriétaires qui font du blé! En revanche, l'industrie et le commerce seraient cruellement lésés par une mesure qui rendrait difficile la conclusion de traités de commerce favorables; et les conditions d'existence des couches profondes de la population ouvrière seraient déprimées du coup. Ainsi, la consommation de lard, de viande, de bière, serait restreinte, au détriment, en fin de compte, de l'agriculture elle-même. Ce serait

1. *Handelsmuseum*, 21 mars 1901.

un profit pour quelques-uns : pour le commerce, l'industrie, la grande masse du peuple, ce serait un dommage que ce profit ne saurait contre-balancer[1]. »

Les Francfortois, financiers avant tout, accentuent encore la note. Après avoir montré la nécessité de relations stables avec les puissances étrangères, ils ajoutent :

« Ces relations ne sauraient s'obtenir sans une prolongation des traités de commerce actuels avec nos principaux clients... Il faut y apporter le moins de changements possible. On n'atteindra pas ce but en cédant aux exigences chaque jour croissantes des agrariens. Leur céder serait léser gravement le monde des affaires, et porter la plus désastreuse atteinte au développement du bien-être et à l'épanouissement de tout l'Empire[2]. »

S'expriment dans le même sens, la commission du *Handelsvertragverein*, en août 1901, et le *Deutscher Handelstag*, à Berlin, le 30 septembre. Enfin, viennent les armateurs des centres maritimes. L'affirmation se fait tranchante et la voix presque agressive :

« Les droits qui frappent les objets indispensables à la vie, sont ceux qui grèvent le plus lourdement le budget des classes peu fortunées. Ils sont déjà assez élevés en Allemagne... Pour les céréales qui servent à faire le pain, ils atteignent

1. *Handelsmuseum*, 24 janvier 1901.
2. *Ibid.*, 27 juin 1901.

déjà près du quart de la valeur... Toute élévation de ces droits influerait défavorablement sur le débit des industries allemandes à l'intérieur, en restreignant la puissance d'achat du peuple. Elle agirait de même à l'extérieur, en rendant plus difficile la conclusion de traités de commerce. Enfin, le travail se ferait rare pour les ouvriers. Un tel procédé serait en opposition formelle avec la législation de l'Empire, si attentive à accélérer le bien-être des classes laborieuses. Elle contribuerait à rendre plus aiguë la lutte des classes[1]. »

C'est assez clair : un retour au protectionnisme, même mitigé, profiterait — et pour un temps — à quelques arriérés économiques, et serait un lit de Procuste où le travail national ne pourrait s'étendre à son aise. A l'idéal rétréci des agrariens, le commerce et l'industrie allemands opposent les perspectives d'ascension vers le bonheur et le progrès. Que va dire, au milieu du conflit des idées et du choc des intérêts, le pouvoir qui tient en ses mains la destinée de l'Allemagne?

Il a évolué avec adresse, recueillant soigneusement tous les témoignages qui pouvaient éclairer sa religion et lui servir à asseoir son jugement. Une commission a été convoquée naguère pour étudier les effets des traités et l'opportunité de leur renouvellement. Elle a semblé s'inspirer des prin-
ɔes de la politique de ralliement, *Sammlungspo-*

.. *Handelsmuseum*, 28 février 1901.

litik, que patronnait l'ancien ministre des finances, M. de Miquel. Elle comprenait, sur 30 membres, une douzaine de grands propriétaires fonciers, parmi lesquels le comte Kanitz. Certaines propositions, entre autres le projet Oldenburg visant le relèvement des droits sur le blé de 35 à 75 marks par tonne, ont semblé empreintes d'une évidente exagération; mais, les sphères gouvernementales, par l'organe du ministre du commerce, M. Moeller, ont reconnu la nécessité d'un « protectionnisme modéré ». Guillaume II et son chancelier, depuis deux années, multipliaient sourires et prévenances à l'égard des agrariens. M. de Bülow avait même paru s'engager avec eux à plusieurs reprises. Il espérait sans doute enlever ainsi le vote du fameux Mittellandkanal réclamé avec tant d'ardeur par les cercles industriels. En réalité, il voulait éviter de s'engager à fond et son langage demeurait quasi sibyllin :

« Je ne puis que le répéter : le gouvernement doit avoir en première ligne le souci de l'intérêt général du pays. Plus il se conforme à cet intérêt, meilleure est sa politique. Plus les intérêts sont divergents — et ils le sont à l'heure actuelle, plus le gouvernement doit se tenir au-dessus des partis et embrasser la situation d'un coup d'œil. C'est toujours l'histoire de la fable d'Esope; le jardinier réclame de la pluie, le potier du soleil. Un gouvernement raisonnable n'a qu'à prendre, de concert avec la représentation nationale, une ligne de con-

duite diagonale et à faire un compromis entre les intérêts opposés... Je considère le relèvement des droits sur les céréales comme indispensable. Mais il y a une limite à ce relèvement, limite imposée par la prise en considération de notre industrie, de sa force de résistance et de sa puissance d'exportation, et d'autre côté, par les conditions d'existence des travailleurs allemands... Pour les ouvriers, l'important n'est pas que les subsistances atteignent un prix très inférieur, mais que tous les états se trouvent dans une position et dans un développement qui laisse toujours à l'ouvrier la perspective d'un travail rémunérateur[1]. »

Ah! le bon billet qu'a la Châtre! et comme les perplexités devaient se trouver dissipées par un langage aussi net! Mais elles n'allaient pas tarder à s'évanouir. Le succès des agrariens dans la question des canaux et l'échec retentissant du projet parurent inspirer au gouvernement impérial une crainte peut-être exagérée de ce parti. A la fin de juillet 1901, en pleine morte-saison, un petit journal local, le *Beobachter* de Stuttgart, donnait des indications précises sur les desseins du pouvoir, et le 26, le *Reichsanzeiger*, pour éviter de nouvelles indiscrétions, livrait à la publicité le projet de tarif avant même que le Conseil fédéral y eût mis la dernière main. Ce projet ne comportait pas deux tarifs rigides, mais un seul tarif

1. Au Reichstag, 6 mars 1901.

autonome qui augmentait les droits en vigueur, avec cette aggravation qu'ils pourront être encore relevés en certains cas. En outre, comme autrefois, subsiste à côté de ce tarif général un tarif conventionnel, variable suivant les traités de commerce conclus avec chaque État, différence essentielle avec le système français. Ici, la diplomatie allemande pourra accorder toutes les concessions, sauf pour un certain nombre d'articles spécifiés avec précision : d'abord pour les céréales, les droits de douane ne pourront être inférieurs à 50 marks par tonne de seigle au lieu de 35 ; à 55 marks pour le froment au lieu de 35 ; à 50 marks pour l'avoine, au lieu de 28. Le bétail, les produits animaux, les vins et liqueurs, sont soumis à des surtaxes considérables. Certains articles industriels, les dentelles et broderies, tissus et vêtements de soie, fleurs artificielles, seront frappés de droits exorbitants[1].

C'était une étape dans la voie du protectionnisme. La publication de ce document produisit une impression profonde. Les agrariens, enhardis par ce succès, s'élevèrent encore contre l'insuffisance des nouveaux droits. Mais leurs protestations se perdirent dans la clameur des cercles industriels et commerciaux. Là, ce fut une explosion de surprise, parfois de colère mal déguisée. Les feuilles

1. *Handelsmuseum*, 1er août 1901. — *Questions diplomatiques et coloniales*, 1er septembre 1901 : H. Pasquier : *Le projet de tarif allemand*.

libérales cachaient leur dépit sous des félicitations ironiques, entonnaient le fameux refrain : « Périssent la richesse, le commerce, le bon droit et la science! Mais ne touchez pas à notre vieille noblesse! »

« Lasst Reichtum, Handel, Recht und Wissen sterben,
Nur unsern alten Adeln nie verderben! »

Les grands propriétaires sont donc « repêchés », disaient les journaux libre-échangistes; mais la classe ouvrière paiera son pain et sa viande plus cher; toute la vie industrielle de l'Allemagne ressentira le contre-coup d'une telle mesure, et la conclusion de traités de commerce deviendra presque impossible. Singulière façon, en vérité, de venir en aide à l'industrie, au moment même où celle-ci se voit menacée d'une crise grave! Les nouveaux tarifs commenceront sans doute par donner un large excédent de recettes aux finances impériales, — la *Freisinnige Zeitung* les évaluait à 250 millions de marks par an : le beau résultat, si l'on se trouve avoir tari les sources de la vie économique! Dans quelques années, le Trésor se verra en déficit sur les impôts de consommation et sur les taxes industrielles, sur les recettes des chemins de fer : il aura perdu d'un côté ce qu'il aura gagné de l'autre [1]!

1. Une question non moins controversée est celle de la fameuse clause « de la nation la plus favorisée ». Cette clause figure dans tous les traités de commerce de l'Allemagne (sauf la convention avec le Portugal). Elle est l'objet de vives critiques

Car l'attitude des puissances est très nette : leurs intérêts sont cruellement atteints par les tendances du projet; et elles menacent déjà de prendre des mesures de représailles. Les États-Unis, gênés dans leur exportation de céréales, passeront vis-à-vis de l'Allemagne du protectionnisme à la prohibition. La Russie ne pourra plus introduire les blés de la Pologne et de l'Ukraine; elle parle de se barricader à son tour, d'entamer une guerre douanière qui paralyserait l'essor industriel de l'Allemagne. L'Italie ne pourra plus expédier à son alliée ses vins, ses matières premières et ses produits alimentaires : elle témoigne sans se gêner de son mécontentement, et ses sentiments germanophiles semblent se refroidir [1]. L'Autriche elle-même, dès la publication du projet de tarif, a exprimé à Berlin la crainte de ne pouvoir parvenir à une entente sur une base aussi étroite. Il ne s'agit donc pas d'une simple question économique : l'Empire peut être contraint, après avoir blessé ses

même dans le camp des partisans résolus de ces traités. Beaucoup demandent que cette clause disparaisse et qu'un traitement différentiel soit accordé aux marchandises étrangères, suivant l'importance des concessions faites en échange à l'Allemagne. « Lorsqu'un pays, disent-ils, conclut un arrangement douanier avec une nation, il peut se rendre un compte approximatif des conséquences qu'auront les abaissements de tarifs consentis, mais il n'en est pas de même si le bénéfice de ces dégrèvements est étendu à d'autres, et il semble injuste que des pays tiers, en profitent sans rien donner en échange. » Voir Raffalovich : *La lutte pour les traités de commerce*, *Économiste français*, 17 août 1901.

1. Discours de M. Luzzatti au Congrès des agriculteurs italiens, Florence, 16 mai 1901.

plus fidèles amies, de modifier sa politique extérieure. La Triplice est à la veille d'expirer : le cabinet de Rome, dit-on, stipule comme condition *sine qua non* de son renouvellement la prorogation pure et simple des traités de commerce actuels[1].....

Ainsi parlent les classes libérales et bourgeoises. Leurs représentants au Reichstag s'apprêtent à défendre avec énergie les intérêts du commerce et de l'industrie. La discussion du mois de décembre 1901 n'est qu'un préliminaire. Elle a donné lieu à des déclarations de M. de Bülow et du comte de Posadowsky, secrétaire d'État. Ils ont insisté sur la nécessité de défendre l'Allemagne contre les mesures protectionnistes des États-Unis, et sur ce fait que, depuis la conclusion des traités de commerce, beaucoup d'États ont majoré leurs droits de douane. Les conservateurs ont applaudi; mais les nationaux-libéraux accusent le gouvernement de duplicité et d'indécision. Le centre semble ne vouloir se prononcer qu'après les délibérations de la commission qui examine en ce moment le projet. Les socialistes et les radicaux sont résolus à la résistance, ils parlent de recourir à l'obstruction matérielle et violente dont le Parlement autrichien a donné d'illustres exemples.

Le malentendu s'aggrave entre le seigneur prussien, officier, fonctionnaire, propriétaire, et le chef d'industrie, le directeur de compagnies de

1. Voir à ce sujet, Ch. Loiseau : *La Triplice et les traités de commerce* (*Revue de Paris*, 1er février 1902).

navigation ou de maisons le commerce. Le premier reproche au second d'avoir aiguillé l'Empire dans la voie de l'existence économique à haute pression, aux dépens de l'influence morale et sociale du *junkertum*, au détriment plus sensible encore de sa fortune. L'autre n'entend pas admettre ces prétentions ni ces exigences. Ses fils accomplissent leur volontariat dans les régiments de cavalerie, et nul père de famille ne recule devant les charges qu'entraîne l'année de service dans un corps « bien posé ». Ses filles dansent de préférence avec les lieutenants titrés, jouent au tennis avec les femmes et les filles de la noblesse; parfois même le mariage est là pour redorer un blason terni. Mais au fond du cœur le *Bürger* en veut à l'aristocratie de sa morgue et de sa raideur; il l'accuse de monopoliser les places élevées et les hauts grades, d'exagérer, par orgueil de caste, les obligations du militarisme. Il lui fait grief, avant tout, de ses plaintes continuelles sur la baisse des revenus fonciers, et de sa campagne protectionniste si nuisible à l'essor industriel et commercial qui fit la fortune de la classe moyenne.....

IV

La surproduction, et la concurrence internationale. — La crise industrielle et commerciale.

La ferait-elle longtemps encore? L'Allemagne, devenue une nouvelle Carthage, une *guilde* de marchands, trouverait-elle indéfiniment preneur, sur le marché universel, pour ses objets fabriqués? Ou bien les débouchés iront-ils se raréfiant, les affaires deviendront-elles de plus en plus restreintes? La tendance des pays civilisés à se suffire à eux-mêmes n'atteindra-t-elle pas gravement l'activité des nations exportatrices? La seconde solution apparaît la plus vraisemblable à qui examine l'évolution actuelle du monde économique.

Lorsque, après une longue période de tâtonnements, l'Allemagne crut avoir enfin trouvé sa voie; lorsqu'elle vit ses produits accueillis et réclamés par l'Anglais comme par le Chinois; lorsqu'elle vit ses usines, ses manufactures, parvenues à une puissance inouïe de fabrication, ses ports figurer au premier rang des grands entrepôts où les races humaines viennent se ravitailler, elle fut prise d'une griserie singulière, crut à la solidité, à la perpétuité d'une telle expansion. Elle se figura l'univers tombé dans sa dépendance, et pensa n'avoir qu'à marcher de l'avant. Métallurgistes, filateurs, électriciens, armateurs, escomptèrent la

transformation rapide de la surface terrestre, l'essor indéfini de la civilisation. Ils livrèrent des rails, des wagons et des locomotives, pour tous les réseaux et pour toutes les régions. Ils tissèrent et filèrent des étoffes et des habits, de quoi vêtir un milliard d'êtres humains. Ils fabriquèrent des tramways et des chemins de fer électriques, d'abord dans les grandes cités populeuses, puis pour des villes moyennes, enfin pour de simples villages. Les chantiers de la Baltique construisirent avec frénésie des bateaux pour tous les gouvernements; les compagnies de navigation augmentèrent leur flotte et multiplièrent leurs lignes. Et Germania crut tenir le sceptre du monde commercial. Elle s'estima certaine de drainer, en peu d'années, la richesse des autres nations et de l'amener dans ses coffres. Chacun voulut avoir sa part et poussa à la roue. L'Empire exploita son prestige militaire dans l'intérêt de sa réputation de fabricant. Il voulut battre monnaie avec sa jeune gloire. Il se lança, toute cheminées fumantes, toutes chaudières allumées, dans l'industrialisme à outrance et dans le tourbillon des « grandes affaires ».

Il maintint sa vitesse pendant quelques années : la machine était neuve, le personnel discipliné, le combustible abondant. Les rivaux distancés regardaient, avec stupéfaction et jalousie, filer le vaisseau germanique, d'apparence si pesante et d'allure si rapide. Cependant la mer grossissait; la houle devenait dure, le navire semblait fatiguer; il

éteignait ses feux l'un après l'autre et ralentissait sa marche..Que se passait-il donc?

L'Allemagne, au début du mouvement industriel, eut à bon marché la matière première et la main-d'œuvre. Elle tira le fer et le charbon de ses entrailles; elle obtint à bon compte la laine d'Australie, le coton de l'Inde ou des États-Unis, la soie d'Italie ou de Chine. L'ouvrier allemand accourait, louait ses bras pour un salaire modique. Il devint vite plus exigeant. On réclamait de lui une habileté de plus en plus grande : il entendit la faire payer. Les patrons réalisaient de gros profits et distribuaient des dividendes fantastiques : l'ouvrier prétendit avoir sa part de la prospérité générale. D'après les statistiques de l'office impérial des Assurances, le salaire moyen annuel était de 612 marks en 1888, de 735 marks en 1898. Le *standard of life* s'élevait de même : ainsi, la consommation de viande passait de 29 kilogrammes par tête à 41. Les travailleurs prenaient conscience de leur force, et s'organisaient pour arracher, par la grève, les concessions qu'ils ne pouvaient obtenir par entente amiable.

Les fournisseurs élevaient aussi leurs prétentions. L'Hindou commence à ne plus vendre son coton brut, il construit des manufactures à Bombay et à Madras, il file et tisse lui-même. Les États-Unis ont planté de cotonniers tout le Texas; mais, le long du Mississipi, les filatures surgissent, et happent au passage les chargements qui naguère s'en allaient

en Europe. La production de la laine est sujette à des crises brusques, et la spéculation exagère encore les soubresauts des prix. L'occasion était belle de tenir la dragée haute aux malheureux fabricants, et les détenteurs de matières premières, de produits bruts, n'y ont pas failli. Et tous ces exploiteurs ne sont pas étrangers. La maison s'est divisée contre elle-même. Les charbonniers ont constitué de puissants syndicats, et les métallurgistes ont dû passer sous leurs fourches caudines, conclure des marchés à long terme pour deux, trois, ou cinq ans. Les producteurs de coke se sont aussi formés en union, ont dicté des conditions que la clientèle a dû subir, sous peine d'éteindre les hauts fourneaux et les convertisseurs [1].

Un seul remède s'offrait en une telle occurrence : élever les prix de vente en raison des prix de revient. Cette mesure suppose une clientèle résignée à payer de tels surplus, et à la discrétion de l'industrie qui les lui impose. Ni l'une ni l'autre des hypothèses ne se trouva vérifiée. L'Allemagne avait beau construire des railways et des navires, bâtir de nouvelles usines et de nouvelles maisons, elle ne pouvait absorber la formidable production de fonte, d'acier, de machines que vomissaient les districts de la Ruhr, du Württemberg et de la Silésie. Elle avait beau élever d'innombrables enfants, München-Gladbach, Plauen, Schweidnitz,

1. *Moniteur officiel du commerce*, 21 mars 1901, p. 242.

lui offraient trois fois plus d'étoffes, de vêtements confectionnés, de bonneterie, que n'en réclamait la mère de famille. La richesse avait beau s'accroître et le bien-être se répandre : les fabricants ne trouvaient plus d'intérieurs à garnir ou à décorer de leurs meubles, tentures ou bibelots. La consommation croissait en progression arithmétique : par un calcul erroné, la production suivait une progression géométrique, et l'écart s'accentuait entre les deux facteurs de l'équilibre économique.

Loin de pouvoir maintenir des prix élevés sur le marché intérieur, l'industrie allemande se voyait forcée de réduire ses exigences, afin d'attirer de nouveaux clients et de tenter de nouveaux désirs. Elle escomptait d'ailleurs l'ouverture des débouchés exotiques, elle pensait bien se rattraper aux dépens des nègres africains ou des Asiatiques. Elle s'entêtait à ne pas restreindre son activité, tant qu'il restait sur la terre des déserts en friche, des pays sans voies ferrées, des mines inexploitées. Les événements politiques d'un côté, l'essor des pays neufs, d'autre part, démentirent cet optimisme tenace.

L'Union américaine ferme brutalement ses frontières aux importations de la vieille Europe; certaines régions industrielles de l'Allemagne ont subi une crise terrible de par les tarifs Dingley. A son tour, la jeune République prend l'offensive. Elle envoyait, voici vingt ans, pour 60 millions de fers et d'aciers sur le marché européen; elle lui en expédie maintenant pour 400 millions; elle devient

envahissante, elle prétend « américaniser » les grandes compagnies de navigation allemandes. De ses 760 millions d'hectares, 144 seulement sont aujourd'hui en culture : le vieux monde sera peut-être bientôt réduit à lui mendier son pain. La doctrine de Monroë, transportée sur le terrain économique, se traduira quelque jour par la formation de l'union douanière panaméricaine; et l'entente commerciale des États d'Europe — admettons qu'elle puisse se conclure — ne prévaudrait pas contre elle. Dans l'Extrême-Orient, voici poindre le péril jaune, *die gelbe Gefahr*. « Avant un siècle, disait le vieux Li-Hung-Tchang, la Chine sera couverte de chemins de fer comme d'un filet; ses immenses ressources minérales seront développées; elle possédera, dans un grand nombre de régions, des hauts fourneaux et des forges. Les Chinois se montrent à l'occasion aussi habiles et intelligents qu'aucun peuple du monde, il se peut qu'ils arrivent à produire pour l'univers entier[1]... » Le Japon, la Russie, malgré leurs difficultés financières, accusent un essor prodigieux. Aux portes de l'Allemagne, voici l'Italien, rendu peu exigeant par la misère, en passe de faire une concurrence sérieuse : déjà il offre, sur les marchés de l'Orient et de l'Argentine, ses tissus à 7 p. 100 de moins que les similaires germaniques. Voici l'Espagne elle-même, amputée de ses colonies, qui cherche à

1. *Revue illustrée d'Extrême-Orient*, 15 novembre 1899.

se régénérer et menace déjà de causer de sérieux ennuis aux exportateurs allemands. « Admettons, dit la *Gegenvart*, que le *made in Germany* représente aujourd'hui le principal atout dans le jeu du commerce universel; le monde marche et le : fait en Allemagne, peut demain céder la place au : fait en Amérique, fait en Russie, fait en Extrême-Orient. »

L'Angleterre s'agite pour hâter l'échéance du panbritannisme, du Zollverein qui ferait du Royaume-Uni et de ses possessions un territoire fermé aux industries étrangères. Au nom de ce panbritannisme elle a envoyé 200 000 hommes dans l'Afrique du Sud, ruiné deux républiques de paysans inoffensifs. Le Transvaal, qui demeurait un client fidèle de l'Allemagne, n'existe plus. La Chine, lasse d'être mise à sac, s'est révoltée contre la « civilisation » occidentale : pendant des mois, les marchandises allemandes ont engorgé les entrepôts depuis Canton jusqu'à Tien-Tsin. Maintenant, la bourrasque passée, les affaires ne reprennent pas aussi vite que l'espéraient les négociants de Hambourg, et jamais peut-être la Chine ne sera l'Eldorado rêvé.....

Avant même l'insurrection des Boxers, l'équilibre du marché allemand pouvait sembler compromis à des yeux observateurs. La prospérité inouïe qui marqua les dernières années du XIXe siècle troubla, comme les succès militaires de 1870, la calme raison du peuple germanique. Chacun voulut s'enrichir au plus vite; l'argent reflua vers

les entreprises à gros rendements; les émissions de valeurs industrielles se succédèrent coup sur coup [1] :

(MILLIONS DE MARKS)

1897	1 945
1898	2 407
1899	2 612

Ce fut la danse du veau d'or, et le règne de l'agiotage. On créa des sociétés, sans savoir si elles répondaient à un besoin réel; en particulier, on multiplia les entreprises de transports électriques, sans se préoccuper d'un trafic rémunérateur :

SOCIÉTÉS ANONYMES FINANCIÈRES ET INDUSTRIELLES FONDÉES EN ALLEMAGNE (MILLIONS DE MARKS).

	Nombre.	Capital-actions.
1894	92	88
1895	161	250
1896	182	268
1897	254	380
1898	329	463
1899	364	544 [2]

Il n'y aurait eu que demi-mal, si derrière cette brillante floraison, l'Allemagne industrielle et commerçante eût possédé des réserves suffisantes de capitaux. Par malheur, elle opérait souvent avec des fonds qui ne lui appartenaient pas en propre. On vit des sociétés bâtir des usines, et de suite emprunter sur leur valeur pour libérer le capital engagé [3]. Les banques, trouvant leur rôle normal

1. *Économiste français*, 6 juillet 1901.
2. *Revue de statistique*, 21 oct. 1900.
3. *Financial Times*, 27 juin 1901.

de moins en moins rémunérateur, s'étaient lancées dans les affaires industrielles, les avaient commanditées avec les fonds de leurs clients. A l'aspect de tous ces capitaux passant et repassant comme des figurants sur une scène de théâtre, la jeune Allemagne se crut encore plus riche qu'elle ne l'était. Et cependant, l'écart s'exagérait entre les besoins du marché et les ressources disponibles du pays.

Dès que l'essor industriel parut se ralentir, les sociétés qui ne voulurent pas se restreindre se trouvèrent prises dans l'engrenage des affaires louches et des opérations fictives. On vit un grand nombre de ces entreprises, « exploitant des brevets plus ou moins bons, les cédant à des sociétés-filles fondées à l'étranger, et cherchant le bénéfice bien plus dans la fabrication du papier à vignette, dans la manipulation du marché, dans des opérations financières assez équivoques, que dans l'exercice de l'industrie »[1]. L'excès de la circulation fiduciaire conduisit à une tension extrême du marché monétaire et à la dépréciation des cours. Les banques hypothécaires prussiennes, lancées dans des spéculations maladroites sur des immeubles, sombrèrent d'abord, à la grande stupeur du public. — Puis ce fut le tour des banques saxonnes ; Dresde et Leipzig virent, aux guichets des maisons en déconfiture, une foule prise de panique et réclamant son argent.

1. A. Raffalovich, *Journal des Débats*, juin 1901.

La crise se compliqua des incidents habituels, mise au jour de scandales et malversations, faillites et suicides. Une réaction violente a succédé à un engouement sans limites ; les valeurs industrielles se trouvent aujourd'hui délaissées au profit des emprunts d'États ou de villes. D'avril 1900 à janvier 1901, les pertes de cours sur les effets cotés à la Bourse de Berlin se sont élevées à 1 524 millions. Les industries les plus sérieuses ont grand'peine, aujourd'hui, à se procurer les fonds indispensables.

Elles sont elles-mêmes durement éprouvées. La poussée avait été trop rapide, les ressorts étaient trop tendus. Les plaintes des filateurs et des tisserands datent de loin; exagérées peut-être hier, elles sont justifiées à ce jour. La hausse du coton brut, la chute subite des prix des lainages, ont forcé, au début de 1901, les tisseurs de l'Allemagne du Sud à réduire la production de 13 p. 100; une nouvelle réduction fut ensuite décidée pour tout le second semestre de 1901, 8 500 métiers cessèrent de travailler. Le syndicat des filateurs saxons réduisit de même la production de 25 p. 100. Les conjonctures n'étaient pas meilleures aux bords du Rhin. « La situation, dans le district d'Aix-la-Chapelle, est pire qu'elle n'a été depuis des années. Les tissages travaillent avec des équipes réduites; on signale des grèves et des faillites. Il en est de même pour les mines et les hauts fourneaux. Le marché sidérurgique est actuellement si troublé, l'activité des ateliers tellement insuffisante, qu'il faut s'at-

tendre à des renvois d'ouvriers, à des réductions de salaires pour le courant de l'hiver[1]. »

Malgré leur puissance, les cartells sont débordés. Le syndicat rhénan-westphalien, hors d'état de maintenir les prix, décida de réduire la production de 20 p. 100 dans le dernier trimestre de 1901 ; puis, devant l'insuffisance de cette mesure, il accorda une gratification de 1 mark par tonne de charbon *non extraite*, au-dessous du quantum autorisé : car il faut écouler les produits. Les producteurs de coke, eux aussi, recourent aux grands remèdes, à une réduction de 33 p. 100 : tel un navire qui renonce à lutter contre la tempête et attend à la cape une éclaircie pour reprendre sa route. Les métallurgistes et sidérurgistes ont vu, en quelques mois, la baisse sur les fers et machines atteindre 44 p. 100 :

PRIX MOYEN DES FERS SUR LE MARCHÉ ALLEMAND (MARKS).

	1er juillet 1900.	1er octobre 1900.	1er décembre 1900.	1er mars 1901.
	—	—	—	—
Fer en barres suédois..	215	170	130	120
— coulé....	185	150	120	110
Tôle forte............	220	210	200	180
Rails d'acier...........	155	130	120	110
Poutres de fer.........	133	137	116	110 [2]

(Par tonne de 1 000 kilogr.).

Les commandes se font rares ; de plus, les consommateurs ont parfois refusé d'exécuter les marchés passés en 1900 avant la crise, et le stock s'est

1. *Frankfurter Zeitung*, 19 oct. 1901.
2. *Monde économique*, 16 mars 1901.

grossi de tous ces laissés pour compte. Les prix de vente actuels sont presque toujours inférieurs aux prix de revient, à cause de la cherté relative des matières premières. Toutes les usines qui achètent leur fonte ou leur combustible travaillent à perte, et celles qui se trouvent dans les meilleures conditions, extraient et fabriquent elles-mêmes matières premières et combustible, n'ont presque aucun bénéfice. La grande maison Krupp, la première de l'Allemagne, n'a dû qu'à de hautes influences d'éviter une catastrophe; elle occupe, jusqu'à nouvel ordre, aux commandes officielles de l'Empire, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, les ouvriers qu'elle n'a pas congédiés. Il faut continuer à fabriquer! Sinon, c'est la dénonciation des traités consentis, la chute des actions en Bourse, la débâcle.....

L'horizon est également sombre pour les commerçants. Il a suffi de quelques troubles récents au Venezuela et dans les républiques de l'Amérique centrale, joints à la baisse du prix du café et à la variation du change brésilien, pour faire fléchir l'activité du port de Hambourg. Les actions des compagnies de navigation ont baissé dans des proportions inquiétantes, et les frets, déprimés par une construction exagérée de navires, ne donnent plus les bénéfices des beaux jours. Les chemins de fer de l'Empire accusent des diminutions de recettes, aussi bien pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises. La crise se répercute jusque

dans les sphères agricoles : le syndicat des alcools a dû ramener à 20 marks le prix de l'alcool dénaturé, et le syndicat des sucres propose de restreindre la culture des betteraves pour la campagne 1902[1].

Symptômes alarmants? Sans nul doute. Autorisent-ils à conclure que l'industrie allemande ait donné tout ce qu'elle pouvait donner, et soit aujourd'hui sur le penchant de sa ruine? Ce serait méconnaître les qualités solides de la race, et négliger des indices plus rassurants. L'année 1900, ne l'oublions pas, a encore été satisfaisante dans son ensemble. Les résultats se chiffrent par 5 833 millions de marks à l'importation contre 5 784 en 1899, et 4 555 à l'exportation, au lieu de 4 368. Soit un progrès respectif de 49 et 187 millions, pendant que la France, loin de gagner, perdait 110 millions de francs aux entrées et 75 aux sorties. Les récentes statistiques de l'impôt sur le revenu en Prusse décèlent une progression continue de la fortune publique :

Revenus imposés (au-dessus de 3 000 marks [millions de marks]).

1898	6 775
1899	7 258
1900	7 841

Et les dépôts dans la caisses d'épargne ne cessent d'augmenter. Ils atteignent près de 8 milliards de

1. *Moniteur officiel du commerce*, 2 mai, 14 novembre 1901, 21 mars 1901.

marks, plus du double des dépôts dans les caisses d'épargne françaises. Sont-ce là, en vérité, des signes de dépression? L'enthousiasme exagéré d'hier a fait place à un découragement excessif. Il ne faudrait pas s'arrêter à des appréciations trop pessimistes. « Je ne suis pas de ceux qui envisagent avec effroi la situation actuelle, a déclaré le ministre du commerce. Nous avions vraiment, pendant la dernière période quinquennale, entrepris trop de choses... Il nous fallait un temps de recueillement pour rétablir l'équilibre; une réaction était inévitable. Il faut maintenant rétablir l'équilibre détruit entre la production et les possibilités de consommation. Ce sera long, il ne faut pas nous attendre à de brillants succès d'ici plusieurs années. Mais ne perdons pas courage : l'Allemagne triomphera de cette crise[1]. »

La Chambre de commerce de Hambourg, après avoir constaté dans son rapport annuel la baisse des échanges maritimes dans le second semestre de 1900, ajoutait : « Il n'y a pas lieu de craindre autre chose qu'une période de calme venant succéder, en vertu d'une loi économique constante, à six ou sept années d'un développement sans exemple dans l'histoire commerciale du monde. » Appuyés sur leur merveilleux outillage industriel, bien encadrés dans de puissantes associations, sachant mettre en valeur leurs qualités d'endurance et de souplesse,

1. A Düsseldorf, 10 novembre 1901.
2. *Moniteur officiel du commerce*, 14 février 1901, p. 135.

façonnés par l'éducation aux batailles économiques, soutenus par un gouvernement qui cherche à ménager toutes les énergies vitales de la nation, les Allemands peuvent se replier sur eux-mêmes et attendre la fin de la tempête, pour reprendre ensuite, avec plus de calme et de sang-froid, leur patiente campagne d'expansion pacifique, de conquête morale et poursuivre l'application de leurs méthodes « scientifiques ».

CHAPITRE VI

Demain.

La production à outrance et la répartition. — L'Allemagne et la « question sociale ». — Le « splendide matérialisme ». — L'Évangile selon la Prusse.

L'Allemagne possède assez de vertus économiques, assez de force de résistance pour surmonter la crise actuelle. Elle connaîtra sans doute encore des jours de gloire et de fortune; elle évitera les fautes où l'entraîna son jeune enthousiasme, elle perfectionnera encore sa remarquable organisation matérielle. Mais de pareilles secousses passeront-elles sans laisser de traces? Une telle perturbation sera-t-elle sans influence sur les destinées futures de l'Empire, sans répercussion sur les esprits et sur les âmes? « On ne peut, disait naguère la *Boersen Zeitung*, considérer les crises

économiques comme des phénomènes naturels se reproduisant avec une périodicité inflexible, comme le flux et le reflux de la mer, et échappant à l'action de la volonté humaine. Non : elles n'ont lieu que lorsque certaines maladies de l'organisme ont atteint une gravité particulière. Il est facile de se rendre compte des causes du malaise actuel. L'Allemagne a fait de grands progrès techniques; d'État agricole, elle est devenue un État industriel, elle s'est lancée dans une politique mondiale. Mais la formation au point de vue moral, social, intellectuel et commercial de nos industriels et de nos négociants n'a pas marché du même pas... Ils ne sentent pas assez qu'une éducation industrielle et technique ne peut suffire. Les hommes qui, dans un état industriel, font danser les millions à leur gré, qui sont assez puissants pour mettre dans l'aisance ou plonger dans la misère des milliers d'ouvriers, doivent sentir davantage le poids de leur responsabilité sociale... Nous souhaitons que la crise actuelle soit une leçon à cet égard, et fasse comprendre que les responsabilités grandissent en même temps que les fortunes se développent. »

Les catastrophes financières, les crises industrielles, se traduisent pour les classes bourgeoises par une réduction des dividendes, un moindre bien-être, un gêne parfois pénible. Pour les classes ouvrières, elles emportent des maux pires : la diminution de salaires, le chômage, parfois la faim et

la misère. Car on peut retrancher sur le superflu, se priver du luxe : mais que peuvent rogner sur leur budget ceux qui ont tout juste l'indispensable? Cet indispensable, ils le gagnaient à la force de leurs bras : quand les usines éteignent leurs feux, quand Berlin compte 35 000 ouvriers sans travail — ou 60 000 d'après le *Vorwaerts*, — le gouvernement, les municipalités, ont de justes motifs de souci. Les meneurs sont là, qui parcourent les foules, rejettent les responsabilités sur la cupidité des exploiteurs, sur l'organisation du monde capitaliste; ils s'apprêtent, une fois achevée l'évolution du ferment destructeur, à lancer leurs hommes à l'assaut de cette société maudite.

Les forces qui dirigeaient l'Empire semblaient naguère agir de concert; mais l'accord se distend de plus en plus. Qu'arriverait-il, si le capital et le travail, au lieu de coopérer, se dressaient en face l'un de l'autre, au nom de leurs intérêts? La production à outrance n'a pas corrigé — loin de là — les lois défectueuses de la répartition. Les chefs avaient dit à ce peuple : « La pluie d'or des milliards français, payés de ton sang, adoucira ta destinée. » Et les milliards s'en allèrent en tripotages dans la poche des spéculateurs. Alors les grands dirent au peuple : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Et l'Allemand docile s'attela à la tâche; il besogna dur pendant vingt années. Grâce à ses efforts, la vieille Allemagne connut l'aisance, crut tenir la richesse. Mais la meilleure part n'est pas

allée aux classes laborieuses ni aux masses du prolétariat. Elle a servi à rehausser le prestige de la finance internationale. Comme en Russie, comme aux États-Unis, comme au Japon, une tourbe de gens à la conscience élastique, aux griffes rapaces, s'est abattue sur le pays et l'a mis en exploitation fructueuse. La classe moyenne et bourgeoise a gagné de son côté de gros revenus ; elle les méritait peut-être par son esprit d'entreprise et sa constance au labeur. Mais elle n'a pas non plus associé dans ses préoccupations le progrès moral au progrès matériel, ni vu suffisamment dans ceux qu'elle employait, autre chose que la machine vivante. Lorsqu'elle a songé à améliorer leur sort, elle l'a fait du haut de son autorité, et sous l'empire d'un principe, plutôt que sous l'impulsion d'un sentiment de charité. Tel ce baron de Stumm-Halberg, sincèrement dévoué aux intérêts de ses ouvriers, et qui, dès 1878, proposait au Reichstag toute une législation du travail. Mais le « roi de la Sarre », type du patron autocrate, distribuait ses bienfaits comme des ordres, intervenant à la fois dans la besogne de ses employés à l'usine et dans leur vie privée, les suivant de la naissance au mariage et à la tombe. Ce ne sont pas de tels procédés, une tutelle aussi étroite, qui pourront ramener le salarié, lui inspirer de meilleurs sentiments à l'égard de celui qui le paie : trop souvent on n'a ainsi abouti qu'à froisser le sentiment très vif qu'il nourrit de sa personnalité. Ainsi s'élargit et se creuse chaque jour

davantage l'abîme qui sépare le monde des « travailleurs » de celui des « exploiteurs » capitalistes. Naguère on passait d'une classe à l'autre par une suite de degrés à peine sensibles. Aujourd'hui la grande industrie et le gros commerce ont écrasé les petites et moyennes entreprises : l'usine a tué l'atelier, le bazar a ruiné la boutique. D'un côté, les entrepreneurs et les intermédiaires, déjà enrichis, avides de s'enrichir encore, condamnés, sous peine de désastre, à réduire sans cesse leurs frais de production pour résister à la concurrence; en face les foules prolétaires, dont la situation est sans nul doute supérieure à ce qu'elle était jadis, mais qui trouvent leurs progrès trop lents et leur part trop restreinte : excellent bouillon de culture pour les expériences du socialisme. « Tout en Allemagne favorise le socialisme, le caractère, les institutions et les mœurs. Il met à profit l'erreur des tentatives faites avant lui en France et en Angleterre; il lutte contre une bourgeoisie moins organisée que dans ces deux pays. Les pratiques et l'omnipotence de l'État prussien subordonnent et sacrifient, comme le veut le socialisme, l'individu à la communauté. Le service militaire obligatoire prépare la discipline au sein du parti; l'esprit d'association rend son organisation aisée. L'instruction universelle, la demi-culture si répandue ouvre ce peuple liseur à la propagande des journaux et des brochures[1]. »

1. J. Bourdeau, *Le Socialisme allemand et le nihilisme russe*, introduction.

Et maintenant que l'on se figure l'essor imprimé aux revendications et aux mécontentements par l'évolution économique de la fin du XIXe siècle ! Que l'on mesure la conséquence de cette politique impériale ou impérialiste, qui a transformé l'Empire en une immense société pour l'exploitation de l'univers. Dans cette société, une faible part des bénéfices arrive aux mains des travailleurs. Le reste s'arrête en chemin, tombe dans la poche des initiateurs et des « lanceurs » de l'affaire, dans celle des boursiers et des banquiers, des spéculateurs et des actionnaires. *Humanum paucis vivit genus.* Rudolf Meyer a pu, sans trop de paradoxe, faire remonter à Bleichroeder une part de responsabilité dans l'éclosion du parti socialiste. Treitschke n'a-t-il pas dit : « Le juif est notre malheur national. » Toute cette Allemagne trafiquante, membres de cartells, souscripteurs des compagnies de navigation, créanciers des gouvernements et des sociétés étrangères, a profité largement des progrès de la science et des procédés du commerce moderne. Les constructeurs de navires se réjouissent des incessantes mises sur chantier et des déplacements formidables des cuirassés ; les chambres de commerce applaudissent aux voyages de l'impérial courtier, encouragent les entreprises de voies ferrées en Turquie et en Chine. La raisonnable Allemagne a oublié la douloureuse expérience de 1873 : elle s'est lancée dans les grosses affaires qui « paient » ; elle a placé le meilleur de ses espérances dans des combinai-

sons de jeu. Cette lèpre de la spéculation, qui d'abord a commencé de ronger les couches supérieures de la société, ne s'est pas arrêtée à la surface et a étendu ses ravages. Ces fortunes qui s'édifient en quelques mois, en quelques semaines, et sombrent en une séance de Bourse; le luxe royal des grands prêtres du veau d'or côtoyant, éclaboussant la gêne et la misère; l'opposition, chaque jour croissante, du mammonisme et du paupérisme achèvent de détruire le respect du supérieur, si profond autrefois chez l'Allemand; et le règne de l'anarchie morale commence sur les ruines de la discipline intellectuelle. « Chez nous, disait un jour M. de Bismarck, le boulanger rêve de devenir banquier ou millionnaire. » Pourquoi, en effet, un autre plutôt que lui? Pourquoi la classe qui travaille n'est-elle pas la classe qui récolte? Elle n'est, à ce jour, que la classe qui souffre. On l'a bernée avec les grands mots d'empire commercial et de puissance mondiale. En septembre 1900, le congrès socialiste de Paris a voté une résolution hostile à l'impérialisme « qui engendre dans tous les pays le chauvinisme et oblige à des dépenses militaires toujours croissantes », hostile également à la politique d'expansion coloniale, « qui repose sur le capitalisme bourgeois ». A force de promettre aux générations futures un bonheur sans mélange, on a encore accéléré le progrès effrayant de la population. A force de canaliser tous les efforts vers l'industrie exportatrice, on a abouti

à rendre l'Allemagne tributaire de l'étranger pour son pain quotidien : on n'a pas seulement atteint les grandes fortunes terriennes, on a découragé, ruiné l'agriculteur qui tirait sa subsistance de son champ. Et quel remède apportent aujourd'hui les pasteurs du peuple ? Ils proposent la drogue protectionniste. Afin de contenir l'appétit dévorant des machines, ils parlent de mesurer sa nourriture à l'ouvrier. Pour maintenir les revenus des aristocrates, ils frapperont de droits énormes les blés exotiques : 70, 80 marks par tonne, à la bonne heure ! Les hobereaux se frotteront les mains, quelques mille paysans de Silésie ou de Prusse applaudiront. Mais la masse des *Bauern* du sud et de l'ouest, à demi-agricole et à demi-industrielle, que sa terre ne suffit plus à nourrir, et qui s'approvisionne désormais aux *Kornhaeuser* de Bavière ou de Mannheim, cette masse joindra ces plaintes aux clameurs ouvrières. A Lübeck, en septembre 1901, les chefs du parti démocratique ont adopté à l'unanimité une résolution de Bebel déclarant les nouveaux projets douaniers contraires aux intérêts vitaux de la grande majorité des Allemands, et dictés par le seul intérêt des agrariens. Viennent un renchérissement des objets d'alimentation, une ou deux mauvaises récoltes, une crise des subsistances greffée sur la crise industrielle : et vous verrez si l'Empereur autoritaire et inflexible, l'Empereur des soldats et des marins, pourra malgré sa garde et sa bureau-

cratie, rester sourd aux cris sauvages des foules affamées.....

L'Empereur le sait et le sent. Et il s'irrite de voir qu'une fraction de son peuple refuse de comprendre ses projets grandioses, de s'associer à ses rêves d'avenir. Il s'énerve à voir la nation discuter les hommes et les crédits, répugner désormais aux vastes entreprises, demander que l'on « réalise » immédiatement la société et que l'on distribue des dividendes. Le parti *sozialdemokrat* ne comptait en 1874 que 14 sièges au Reichstag; les élections de 1898 lui en valurent 56, et le nombre des suffrages exprimés en sa faveur a passé de 352 000 à 2 120 000, malgré les efforts les plus variés pour tarir le courant ou le détourner. A l'origine, et pour vaincre les résistances de la bourgeoisie libérale, Bismarck a flirté avec Lassalle et donné au peuple le suffrage universel. Au lendemain de la guerre, dans le désordre des esprits, après deux tentatives de régicide, il inaugure l'ère des rigueurs, frappe de lois d'exception un quart des électeurs allemands : il s'efforce d'anéantir l'organisation du parti et d'entraver sa propagande. La tactique, insuffisante en 1878 et 1881, apparaît inefficace aux élections de 1884. Alors se révèle le chancelier troisième manière : *Similia similibus*. Il combine « le système de la cravache et celui du morceau de sucre ». Le message impérial du 17 novembre 1881 a reconnu fondées certaines exigences et a promis d'y porter remède : le socialisme d'État devait être

le meilleur antidote du socialisme tout court. Toute une législation est alors sortie de terre : lois protectrices du travail, assurances ouvrières contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse. 252 millions de marks ont passé en indemnités aux ouvriers victimes d'accidents, 538 en indemnités de maladie, 164 en pensions de vieillesse[1]. Guillaume II a songé à jouer le grand rôle de réformateur pacifique, à prendre l'initiative des « transformations nécessaires ». Il a cru résoudre la question sociale par un congrès; il a ambitionné le titre d'Empereur des ouvriers, s'est flatté d'élargir la base de la monarchie nationale.

La conférence de Berlin a été un coup d'épée dans l'eau; elle n'a pu émettre que des vœux platoniques; les concessions aux prolétaires n'ont fait que leur démontrer la justesse de leurs demandes. Les illusions sont devenues plus fortes, les espoirs plus larges, les réclamations plus exigeantes. Chaque fois que le docteur ès sciences sociales consultait l'opinion, il sentait plus puissantes les pulsations de la démocratie. Bismarck ni Guillaume II n'ont réussi à conquérir l'affection des masses : extension du droit de suffrage, liberté de coalition, législation protectrice, assurances, toutes leurs réformes ont paru arrachées sous la pression des événements; et le peuple n'a vu en eux que des « aristocrates sociaux », *sozialaristo-*

1. Chiffres donnés par *L'Office impérial des assurances*, Palais des Congrès, Exposition universelle de 1900.

kraten[1]. Guillaume II, après avoir connu quelques beaux jours et vu les grèves d'Alsace éclater au cri de : Vive l'Empereur! demeure aujourd'hui, pour beaucoup de ses sujets, la vivante personnification de l'État moderne, le représentant du militarisme, des impôts, des déficits et des dettes. Il a dû, pour soutenir la politique de conquête inaugurée au traité de Francfort, réclamer à son Parlement des crédits nouveaux et des contingents renforcés : impôt de l'argent, impôt du sang, sont en train d'achever l'œuvre de désaffection. Le budget fédéral se solde désormais par un déficit, masqué, non comblé par l'emprunt. Dans sa propre capitale, le souverain se heurte à tout propos aux résistances des élus de Berlin. Et l'Empereur, déçu, et trop fier pour le laisser paraître, l'Empereur qui voulut sincèrement le bien, et n'a su le réaliser, en règle avec sa conscience, sinon en paix avec lui-même, l'Empereur se voit obligé d'assumer aujourd'hui le rôle dangereux de champion de l'ordre et de défenseur de la tranquillité publique. Ses brusques sautes d'humeur et ses écarts de langage inquiètent même ses amis et ses conseillers. Ils cherchent à lire dans ces yeux durs et mobiles, sur ce masque impénétrable et tourmenté, alourdi déjà par un embonpoint précoce, où le morceau de fonte lancé à Brême a imprimé une cicatrice ineffaçable.....

Dans l'œuvre hâtive des vingt dernières années,

1. Georg Adler, *Bismarck, Disraéli, Napoléon III.*

le clinquant a, trop souvent, remplacé l'or. Derrière les magnifiques façades de ces palais, existe-t-il des réserves de vertus sociales, économiques et morales, qui soutiennent les nations aux plus mauvais jours? Concurrents sans cesse en éveil, les Allemands sentent bien quel abîme sépare les improvisations et l'œuvre patiente du temps. Parfois, sans l'avouer, ils regardent vers l'ouest. Ils sentent que cinq siècles d'unité nationale sont une force qu'on ne remplace pas, et ils observent d'un œil jaloux les résultats : les angles émoussés par le frottement, les éléments fusionnés par une longue juxtaposition. « La France, dit sir John Bodley, semble bien être le pays où la civilisation a pénétré le plus profondément et imprégné toutes les couches de la population. » En va-t-il de même, outre-Rhin? De bons esprits en doutent. L'Allemand croit trop volontiers à l'efficacité des moyens violents. Le Maître, à Bremerhaven, recommande à ses hommes de se montrer impitoyables et de ne pas faire de prisonniers. Et de Chine, les vengeurs du baron de Ketteler narrent leurs exploits à leurs familles dans ces lettres que la réprobation publique a stigmatisées du nom de *Hunnenbriefe*, « lettres de Huns ».....

« Les scandales sociaux, qui sont le désespoir de l'Empereur et qu'il déplore de toute son âme, depuis le commencement de son règne, ont fait voir que l'Allemagne n'a pas échappé au châtiment : elle subit les atteintes du « splendide matérialisme ». Les dangers de ce mal sont plus

grands en Allemagne que dans tout autre pays. Car le socialisme est le matérialisme élevé à la hauteur d'une religion. Son triomphe économique est une chimère. Mais le système de morale antichrétienne qu'il préconise grandit aux dépens de toutes les religions. Toutes les misères qui apparaissent au jour, dans l'état actuel des gouvernements et des sociétés, apportent un nouveau renfort au socialisme[1]. »

L'Allemagne jadis fut grande, parce qu'elle fut humaine. Elle ne se bornait pas à s'abîmer dans la contemplation de son génie national, elle regardait par-dessus ses frontières, étudiait avec une curiosité persévérante toutes les parties de nos connaissances, et contribuait à leurs progrès. Alors elle ne s'adorait pas au point de mépriser les autres; elle parlait pour tous les hommes, avec une sympathie universelle. Cette Allemagne-là, féconde, cosmopolite et tolérante, l'Allemagne des Leibnitz et des Kant, des Schiller et des Gœthe, l'Allemagne des Albert Dürer et des Wagner, le monde lui doit un souvenir reconnaissant et ému. On a pu la féliciter, non sans quelque exagération, « d'avoir enrichi le trésor de la culture européenne de nouvelles formes d'idéal, et d'occuper dans la grande communauté des nations civilisées, un rang que personne n'était en état de disputer... L'orgueil de cette race idéaliste se trouvait satisfait, à la

1. *Fornightly Review*, avril 1901 : *Will Germany fail?*

pensée que nul autre peuple ne pouvait suivre tout à fait la pensée allemande dans son vol hardi, atteindre la liberté de notre sentiment universel »[1].

Mais de faux prophètes survinrent. Ils égarèrent l'Allemagne. Ils prétendirent moderniser le vieux château romantique où songeaient les poètes et les philosophes. La Prusse en fit une caserne d'abord, puis une usine. Dans le bruit des armes et le ronflement des machines, les lettres et les arts se turent. L'Allemagne impériale n'avait plus le temps de rêver. La langue se faisait plus brève et précise, ainsi qu'un commandement de maniement d'armes. La seule littérature qui ait vraiment fleuri est la littérature militaire : « Avec les ouvrages de l'état-major, la correspondance de Moltke, les discours et les lettres de Bismarck, les ouvrages de tactique de Verdy du Vernois et l'*Histoire d'Allemagne au* XIXe *siècle*, de Treitschke, la grande œuvre de l'époque est un essai sur la philosophie de la guerre, *La Nation armée*, du major Colmar von der Goltz, apologie toute crue du militarisme, dans laquelle on entend célébrer, sur un ton lyrique, la vertu moralisante des grandes boucheries humaines, les bienfaits de l'État guerrier[2] ».

« L'Empire allemand tuera l'esprit allemand », écrivait un jour Nietzsche. « Cela coûte cher d'arri-

1. Treitschke, *Deutsche Geschichte,* I, 82. Cité par Guilland, *loc. cit.*, 291.
2. Guilland, *ibid.*, p. 305.

ver à la puissance : la puissance *abêtit*. Les Allemands sont las de l'Esprit. La politique accapare tout le sérieux qu'ils peuvent appliquer aux choses de l'Esprit. Les victoires de l'Allemagne ont été pour elle un désastre intellectuel; elles ont mis fin à la suprématie qu'elle exerçait jadis dans le domaine de la pensée. L'Allemagne, depuis la fondation de l'Empire, est en pleine décadence, elle étouffe la culture partout où elle s'installe. Y a-t-il des philosophes allemands, des poètes allemands, y a-t-il de bons livres allemands, me demande-t-on à l'étranger. Je rougis, mais avec la vaillance qui m'est propre, même dans les cas désespérés, je réponds : Oui : Bismarck ! [1] ». Ainsi a parlé Zarathustra.

Bismarck, tel est l'homme que l'on propose à l'admiration de l'Allemagne moderne, de ce peuple « vigoureusement soumis », disait déjà Mme de Staël, qui se sert de raisonnements philosophiques pour expliquer ce qu'il y a de moins philosophique au monde, le respect de la force, et l'attendrissement de la peur, qui change le respect en admiration [2]. Cette admiration et ce respect, l'Allemand les éprouve devant la carrure terrible du chancelier, qui gouverna par la crainte et se vanta de sa doctrine. Qu'était, en fait, cette fameuse doctrine, sinon celle du plus grand des empiriques? Conservateur et socialiste d'État — libre-échangiste et

1. Henri Lichtenberger, *La Philosophie de Nietzsche.*
2. *De l'Allemagne*, 3e partie, chap. XI.

protectionniste — agrarien et colonial, il n'a été que l'écho sonore où venaient se répercuter les opinions. Vieux Prussien (*Stockpreusse*) et *Junker*, il a érigé en dogme le culte de la force et n'a jamais cru, en dernier ressort, qu'à l'efficacité de la violence. Utilitaire, il a passé de la *geschlossene Volkswirtschaft*, de l'idéal économique restreint, au système de l'expansion. Chrétien, mais sans envolée, il crut à la Providence, à celle de la Prusse et de M. de Bismarck. Grand meneur de princes et dupeur de ministres, il n'a pas su pénétrer l'âme des peuples, méconnut tour à tour — ou voulut ignorer — le Russe, le Français, peut-être même l'Allemand. Il a aimé l'Allemagne, mais comme son œuvre et comme sa chose. Il n'a jamais pardonné une offense : « J'ai passé la nuit à haïr. » Il a professé, dans sa vie publique, l'horreur de toute sensibilité, visant toujours à l'effet immédiat et aux résultats tangibles.

« L'Empire allemand tuera l'esprit allemand. » Il lui a fait perdre toute humilité, insufflé le dédain de la raison pure. Il l'a doté d'un orgueil intellectuel sans bornes. « L'Allemand ne croit à rien, dit encore Nietzsche, mais il ne perd pas la foi en lui-même; il confère à l'esprit une périlleuse indépendance, et il tient le cœur sous une sévère discipline. » Rien, pense-t-il n'est impossible à son génie. Il est loin, le temps où Faust s'avouait à lui-même : « Hélas ! philosophie, jurisprudence et médecine, et pour mon malheur théologie, j'ai

tout approfondi par un travail opiniâtre... Et je vois que nous ne pouvons rien savoir! »

Habe nun, ach! Philosophie,
Juristerei und Medizin,
Und leider auch Theologie,
Durchaus studirt, mit heissem Bemühn!
... Und sehe, dass wir nichts wissen können!

Les Allemands d'aujourd'hui croient pouvoir tout savoir. Ils croient à la Science, à la Science pratique, appliquée et utilitaire. « Le haut enseignement n'est plus qu'une école de dressage; il s'agit de préparer, avec un minimum de frais, le plus grand nombre possible de jeunes gens à remplir des fonctions utiles dans la grande usine sociale[1]. » Tout ce qui n'offre pas une utilité immédiate est rejeté. Depuis que le Reichstag a voté un Code civil « moderne », le droit romain a presque disparu des Universités[2]. La philosophie pure recule devant les *Staatswissenschaften*, sciences d'État, économie politique, statistique, sciences du contingent et du possible. De plus en plus, le principe disparaît derrière le phénomène, la cause s'efface dans l'ombre de l'effet. L'expérience tend à rem-

1. Nietzsche *apud* Lichtenberger, *op. cit.*

2. Voir, dans *le Figaro* du 16 sept. 1897, une curieuse lettre d'un étudiant italien à l'Université de Berlin, lettre adressée à M. Gabriel Monod. Elle constate « les tendances purement pratiques de l'enseignement du droit et l'abandon de la science désintéressée ». Il est curieux de voir que, tandis que la France se tourne de plus en plus vers l'idéal scientifique des Universités allemandes d'avant 1870, l'Allemagne ressemble de plus en plus à la France du second Empire. »

placer la raison : la méthode inductive apparaît la seule « scientifique ». Aussi l'Allemagne tient-elle un rang élevé dans les sciences d'observation : elle possède des chimistes, des électriciens, des biologistes du premier ordre. Mais aussi, par une pente fatale, elle en est venue à compter surtout des spécialistes distingués, défiants des théories et des solutions générales, fidèles à une méthode appuyée sur des notions précises et non sur de prétendues lois immuables. C'est en Allemagne, peut-être, que l'étude des infiniment petits, de leurs formes et de leur évolution, a été poussée le plus loin ; mais c'est un Pasteur qui s'est élevé jusqu'à la théorie des ferments, jusqu'à la découverte des virus atténués. L'historien, penché sur des tableaux d'importations et d'exportations, calcule la répercussion des échanges sur la richesse nationale : peut-être, en face des nécessités économiques, n'a-t-il pas toujours tenu un compte suffisant des aspirations intellectuelles et des besoins moraux. Chacun propose des applications pratiques, rejette les principes directeurs au rang des armes réformées ; et trop d'esprits, en face de ces solutions fragmentaires et contradictoires, dévient vers le mysticisme ou sombrent dans un empirisme grossier. Les sociologues les plus éminents épiloguent depuis trente années sur l'organisation du monde moderne et la répartition des richesses : Où est la vérité, dans le chaos des opinions et le défilé des systèmes ? Est-elle chez les manchestériens, chez les protectionnistes ? Les

socialistes apportaient, disaient-ils, une foi nouvelle et un dogme immuable : qui croire entre leurs prophètes, Lassalle ou Marx, Bernstein ou Kautsky? Et dans cette anxiété, combien d'esprits, flottants et désorientés, s'en vont échouer dans le scepticisme absolu, s'abîmer dans un matérialisme qui ne connaît d'autre mobile que l'égoïsme, n'admet d'autre contrainte que les obstacles matériels?

Des voix s'élèvent aujourd'hui, du Parlement, des Universités, pour signaler les points noirs et dévoiler les faiblesses. Les économistes, en particulier, repoussent avec énergie et indignation le reproche d'avoir contribué à l'abaissement de la moralité publique. Ils affirment n'avoir jamais oublié cette parole de List : « Le pouvoir de créer des richesses est infiniment plus important que la richesse elle-même », n'avoir jamais fait voir le gain comme la fin dernière de l'existence. Le professeur Brentano, dans son discours d'ouverture à l'assemblée générale du *Verein für Sozialpolitik*, s'est exprimé en ces termes, après une vive critique de la doctrine du laisser faire, laisser passer[1] :

« Une théorie qui prenait, pour unique point de départ, l'égoïsme de l'homme et son penchant à s'enrichir, devait conduire fatalement à des préceptes en désaccord avec la réalité. Une politique qui avait en vue le plus gros gain possible

1. A Munich, 23 sept. 1901.

et non le bien-être des gens qui vivent dans la vie économique méconnaissait que la richesse n'est pas en elle-même un but. Elle ne doit en effet servir qu'à créer la condition préparatoire dans laquelle l'homme pourra accomplir ses destinées morales. C'est pour cela, parce que nous ne prenions pas pour but de nos efforts et de nos délibérations le plus gros profit réalisable, que nous nous sommes appelés : « Union pour l'étude de la politique sociale. » Nous n'entendions pas négliger l'accroissement de la richesse nationale. Non certes; nous en tenions compte dans nos méditations. Le bien-être matériel de l'Allemagne nous semblait la condition nécessaire du bien-être matériel et moral du peuple allemand, comme aussi de la puissance de l'Empire et des États confédérés. Mais il passait pour nous en seconde ligne, je veux dire que le bonheur de l'individu et la puissance de l'Allemagne figuraient au premier plan comme le but le plus élevé. Et en cas de conflit entre cet objectif et le plus grand accroissement de la richesse, cette dernière devait, pensions-nous, céder le pas à un intérêt supérieur. »

N'y a-t-il pas, dans ces paroles, une nuance de tristesse et de découragement? Les espoirs et les illusions ont été broyés dans l'impitoyable étau de la vie moderne. Quand la jeune Allemagne vint au monde, dans le bruit des canons, les apôtres de l'unité germanique lui pronostiquèrent de grandes destinées et lui assignèrent un idéal élevé. Ils sou-

haitaient, certes, la voir à la tête de l'essor matériel, mais ils la voulaient aussi au premier rang du progrès intellectuel et moral, grande par la force, respectable par la vertu. Et quand, à la fin de leur carrière, ils ont jeté un dernier regard sur les temps accomplis, leur beau rêve s'est évanoui au choc brutal des réalités. Le « grand éducateur prussien », M. de Treitschke, oublieux peut-être de ses propres responsabilités, exhala devant les élèves de l'Université de Berlin ses regrets et ses soucis :

« Tout est devenu plus grossier dans nos mœurs, la politique et la vie. Si la politique est devenue plus grossière, la cause profonde en est dans la transformation inquiétante de notre vie publique. Bien des choses que nous croyions autrefois l'apanage de la décadence romaine, sont en vérité un fruit de cette culture intensive des peuples qui nous envahit... Le respect, la fin dernière de toute éducation morale, disait Gœthe — le respect disparaît, avec une rapidité effrayante, chez la génération nouvelle : respect de Dieu, respect des limites que la nature et la société ont tracées entre les sexes, respect de la patrie qui s'évanouit de jour en jour devant le fantôme d'une humanité affamée de jouissances... Plus la civilisation s'étend, plus son niveau s'abaisse[1]. »

Et sa plainte n'est pas restée isolée. Cette Alle-

1. Discours prononcé à l'Université de Berlin, 19 juillet 1895.

magne robuste, hier si pleine de sève et de santé, il semble qu'un souffle de pessimisme ait passé sur elle, qu'elle ait trop bien médité les leçons de Schopenhauer et de Nietzsche. Elle a voulu goûter aux joies de l'existence; elle a placé très haut le prix des jouissances et de la vie d'ici-bas; et voici que par un revirement exagéré, Germania garde au front le pli de l'inquiétude, à l'aspect des problèmes de l'avenir.

Si la bourgeoisie allemande n'a pas su remplir le rôle modérateur, éducateur, auquel les circonstances la conviaient; si les classes inférieures, en dépit des efforts du christianisme, accusent un abaissement du sens moral et ne s'émeuvent plus qu'aux questions d'intérêt et d'estomac, la faute en est sans doute à l'évolution de nos sociétés, qui produit des résultats analogues sous d'autres cieux et sur d'autres terres. Mais la responsabilité pèse avant tout sur ceux qui rabaissèrent l'idéal de la race, lui montrèrent l'univers comme une proie et comme une dupe. L'Allemagne nouvelle, en définitive, a-t-elle, depuis 1870, propagé quelque grande idée, ou soutenu une noble cause? Le monde lui est redevable de la paix armée, qui écrase les peuples, et de l'industrialisme à outrance, qui les dévore. Elle enseigne la grandeur de l'effort; mais le travail qu'elle pratique, c'est moins le travail sain et joyeux, qui ennoblit et relève, que l'âpre besogne quotidienne en vue du gain... Elle pèse toutes les actions dans ses balances commerciales,

et elle oublie que tout ne se mesure pas avec des chiffres, qu'il est des puissances supérieures aux calculs des économistes et aux théories des docteurs sociologues. La loi qu'elle a propagée, ce n'est pas la loi d'amour, féconde et bienfaisante : c'est l'autorité de la force. Elle se présente aux nations comme un apôtre, et son Évangile est un livre de comptes.....

Quelle moisson lèvera sous les pas de ceux qui ont trop cru au positivisme de la science, trop semé les idées mercantiles et l'esprit de lucre? Que deviendrait l'Empire allemand, le jour où ses élèves, devenus ses ennemis, retourneraient contre leur maître les théories qu'il leur enseigna, les armes dont il leur apprit l'usage?

Lorsque, le 16 juin 1900, les escadres européennes bombardèrent les forts de Ta-Kou, la canonnière allemande *Iltis* se trouva près du rivage, exposée au feu des pièces chinoises. L'action finie, les batteries redevenues silencieuses, les officiers constatèrent aux flancs du navire des marques de projectiles dont ils crurent reconnaître la forme. Des débris d'obus, l'inspection des ouvrages abandonnés par leurs défenseurs, achevèrent de les éclairer. Les ordres les plus sévères furent donnés pour empêcher la vérité de se répandre. Elle se répandit néanmoins. Les canons avaient été fondus par Krupp, et les caisses de munitions venaient de

débarquer, expédiées de Hambourg à peu près dans le même temps que la flotte allemande appareillait de Kiel pour venger le meurtre du baron de Ketteler. Ces pièces étaient récentes, et les obus renfermaient des explosifs perfectionnés. Un seul d'entre eux, atteignant le navire au-dessous de la flottaison, eût suffi pour le couler avec son équipage.

L'*Iltis* n'avait dû son salut qu'à la maladresse des artilleurs chinois.....

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 73-1902.

Éléments d'une Psychologie politique du Peuple américain (*la Nation, la Patrie, l'État, la Religion*), par M. ÉMILE BOUTMY, membre de l'Institut. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . . 4 »

Le beau livre de M. Boutmy sera lu avec le plus vif intérêt, au moment où le rôle des États-Unis dans le monde pose à tous les esprits réfléchis un problème nouveau; on y trouvera, en effet, un ensemble de recherches très étudiées et très précises sur un certain nombre de points les plus capables d'éclairer d'une vive lumière le caractère américain.

L'auteur examine d'abord de quels éléments, par quelles étapes, dans quelles conditions s'est formée la nation américaine. Puis, il étudie l'idée de patrie telle qu'elle se présente chez le peuple américain. Enfin, la notion concrète de la patrie se résolvant dans la notion abstraite de l'État, M. Boutmy nous donne une analyse très serrée du système constitutionnel, politique, administratif et financier des États-Unis. On a là le tableau saisissant de toutes les conséquences qu'entraîne une conception dont rien ne peut nous donner l'idée en Europe.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple anglais, par M. ÉMILE BOUTMY, membre de l'Institut. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . . 4 »

M. Boutmy précise d'abord les marques distinctives que la race anglaise doit au milieu physique où elle s'est formée, et il les retrouve dans les manifestations les plus variées du caractère britannique. — Puis, c'est le milieu humain qui exerce son influence par les races venues du dehors, et plus tard, par les phénomènes ethniques se produisant sur le sol lui-même. — Enfin, après avoir successivement considéré l'homme moral et social, l'homme politique et le citoyen, l'homme de parti et l'homme d'État, l'auteur termine par l'étude des rapports qui régissent les deux grands facteurs de la vie politique et sociale en Angleterre : d'un côté l'individu, de l'autre l'État.

Tels sont l'objet et le plan général de ce beau livre, conçu du point de vue élevé de l'historien et du philosophe.

N° 420.

11. 5. 18		

